UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES
INSTITUT DE SOCIOLOGIE SOLVAY

DEUX ESSAIS SUR LE PROGRÈS

PAR

E. DUPRÉEL
PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE BRUXELLES.

I. LA VALEUR DU PROGRÈS

II. POPULATION ET PROGRÈS



BRUXELLES
MAURICE LAMERTIN, ÉDITEUR
58-60 RUE COUDENBERG

1928

AVANT - PROPOS

Celle de ces deux études qu'on lira d'abord est le résumé de huit leçons faites à l'École de service social d'Anvers, aux mois de janvier et de février 1925. Les quatre premières de ces leçons formaient un aperçu du développement historique de l'idée de progrès; leur contenu est ici très sommairement indiqué. Si je n'ai pas cru devoir les éliminer tout à fait, c'est parce qu'elles ont été l'occasion d'insister sur quelques idées que je n'ai pas trouvées formulées à mon gré dans les ouvrages sur l'histoire de la théorie du progrès.

D'ailleurs ce coup d'œil rétrospectif nous paraît être une introduction opportune à l'objet des quatre dernières leçons, moins abrégées dans cette rédaction, et qui sont une sorte d'enquête sociologique sur certaines des conséquences des changements sociaux réputés des progrès. C'est, en particulier, sur les effets de l'accumulation indéfinie des progrès techniques que nous avons porté notre examen, pour éclairer quelques considérations théoriques, d'ailleurs élémentaires, sur l'idée de progrès en général, suivies de quelques conclusions d'ordre pratique, que pourrait accueillir, à notre sens, toute bonne volonté éclairée.

* * *

Pour la publication du second essai nous devons au lecteur plus d'explications. *Population et Progrès* est un ouvrage d'avant la Guerre; nous en écrivions les dernières pages au bruit du canon d'Anvers, en octobre 1914. C'est dire qu'il s'agit ici d'un document terriblement ancien, que l'auteur lui-même ne saurait produire que comme on met au jour l'œuvre d'un ami avec la pensée de qui l'on persiste à sympathiser. Mais cette publication ne nous paraît pas inopportune, d'abord parce que nous sommes autant que jamais convaincu de la vérité de sa thèse essentielle, et aussi parce que développer celle-ci nous a été l'occasion de formuler d'autres propositions d'ordre sociologique, à la rigueur indépendantes de notre proposition principale, et auxquelles nous tenons tout autant.

Il nous faut seulement reconnaître que si cette dissertation exprime encore notre pensée, elle ne l'exprime plus tout entière et qu'elle la justifie moins que jadis à notre complète satisfaction. Sur trois points notamment, qu'il nous soit permis de prévenir les objections du lecteur.

La thèse est que l'accroissement numérique des sociétés est la cause fondamentale du progrès sous toutes ses formes. Un premier amendement nous paraît s'imposer. L'augmentation en nombre des individus associés se laisse ranger comme un cas particulier parmi ce qu'on pourrait appeler les facteurs d'intensification de la vie sociale. Plusieurs autres causes peuvent contraindre un groupe d'individus à plus d'efforts, à plus de sacrifices et d'innovations, dont s'ensuivent des améliorations durables. Parmi ces facteurs de progrès le lecteur d'aujourd'hui placera tout de suite les antagonismes violents, la guerre; et le sens commun y ajoutera les cataclysmes naturels qui forcent à s'ingénier contre la détresse.

Ainsi les causes motrices du progrès ne sont peut-être pas aussi universellement l'accroissement numérique qu'on le propose dans *Population et Progrès*. Cependant le facteur que nous avons dégagé nous paraît le plus régulièrement agissant et celui de tous qu'il importe le plus de mettre en lumière. Par un même ordre de phénomènes il rend compte non seulement du progrès, mais de son contraire, le recul ou le piétinement sur place. Ajoutons que, les catastròphes accidentelles mises à part, on montrerait que les variations démographiques sont un facteur plus primitif, plus profond que ceux auxquels nous laissons une place, que les luttes entre groupes notamment. Il est trop facile d'apercevoir que la guerre est régulièrement un effet de quelque inégalité, suite d'un changement en nombre, tel que l'augmentation numérique chez l'agresseur ou, réciproquement un recul de l'autre parti.

Je dénoncerai comme une seconde insuffisance un certain vague laissé dans la notion même d'accroissement numérique, malgré beaucoup de précautions déjà prises.

Sur quoi porte exactement l'augmentation en nombre ou la diminution dont il y a lieu de rechercher les conséquences?

Il fallait généraliser plus systématiquement la notion de *groupe social* et poser avec plus de précision les relations entre groupes multiples, les uns mutuellement extérieurs, les autres en état d'interpénétration. Nos raisonnements sont encore trop inspirés de la considération exclusive d'un type particulier de groupe social, le groupe national, déterminé par un territoire, où l'accroissement normal se produit par les naissances et par l'immigration. Il fallait distinguer plus soigneusement ce phénomène proprement biologique qui est l'augmentation absolue du nombre d'individus capables de nouer entre eux des relations sociales, et le progrès numérique au sein d'un groupe donné. Une confession religieuse, par exemple, peut croître au sein d'une population qui diminue. Inversement cette dernière, en entrant en relations avec d'autres groupes, faisant ainsi partie d'un tout qui grandit, réalisera en elle-même le cas d'un accroissement et d'une diminution combinées. Par là s'expliqueront sans doute des caractères sociaux au premier aspect contradictoires.

Il y aurait enfin des précisions à apporter dans la détermination du champ sur lequel s'étendent les conséquences des phénomènes démographiques considérés. Le sociologue ne convient nullement de borner son examen aux conséquences qui intéressent le seul groupe social où se produit l'accroissement ou la diminution. Ces changements se prolongent sur des groupes multiples. Dans le temps, comme dans l'espace, leurs répercussions peuvent être très lointaines. En insistant davantage sur cette idée de processus sociologiques complets, j'aurais répondu d'avance à quelques objections qui m'ont été faites, telles que certaines remarques, d'ailleurs si bienveillantes, de mon éminent collègue Maurice Ansiaux (*Traité d'Économie politique*, t. III, pp. 150-157).

A s'en tenir, par exemple, aux seules conséquences intérieures du grand accroissement de population qu'a connu l'Irlande après l'introduction de la pomme de terre, on pourrait se complaire à montrer tout ce qu'a eu de désastreux ce phénomène et à constater l'absence de ces réactions salutaires qui, selon nos vues, auraient dû se produire. Mais le phénomène complet

dépasse les frontières de l'Irlande; il faudrait en poursuivre les conséquences en Angleterre, où l'on a exploité cette situation, et surtout aux États-Unis, dont l'essor en général doit tant à l'immigration irlandaise.

De même, lorsque M. Ansiaux rappelle les effets pénibles de la forte augmentation du nombre des paysans, en Allemagne, au XVIe siècle, il conviendrait de rechercher quelles en ont été les répercussions jusqu'à nos jours. De combien de souffrances et de compressions de cette sorte, supportées par ses générations disparues, sont faites les qualités actuelles d'un peuple et sa puissance d'expansion à un moment donné?

En résumé : 1° Généraliser encore nos conclusions en reconnaissant plus explicitement dans le facteur que nous avons fait ressortir, un agent de développement social qui n'en exclut pas quelques autres. 2° Serrer de plus près les notions générales d'accroissement et de diminution numériques en distinguant rigoureusement les espèces de groupes sociaux dans lesquels ces changements peuvent survenir, et en caractérisant d'avance les relations si complexes qu'ils soutiennent entre eux; 3° distinguer plus nettement parmi les conséquences des changements numériques qui surviennent dans un groupe donné, celles qui concernent le groupe lui-même et celles qui se produisent au dehors, telles sont les trois précautions grâce auxquelles de notables améliorations pourraient être apportées soit à nos vues sur les rapports de la population et du progrès, soit à la manière de les exposer.

* * *

Une dernière remarque s'impose, qui a trait, cette fois, au rapport de ces deux essais. *Population et Progrès* a été écrit onze ans avant *La Valeur du Progrès*. Le lecteur reconnaîtra dans l'œuvre ancienne plus d'un germe développé dans l'écrit récent, mais peut-être sera-t-il frappé surtout par des différences qui lui paraîtront friser la contradiction.

L'étude sur les conséquences des mouvements démographiques se défend d'aboutir à des conclusions pratiques. Les jugements de valeur y sont écartés et l'on ne prétend y proposer

que des vérités de fait. Cependant sa lecture doit produire cette impression générale que l'accroissement numérique est en somme désirable, étant la cause motrice du progrès, c'est-à-dire de toutes sortes de nouveautés excellentes.

Mais le mémoire récent, qu'on aura lu d'abord, fait sur *la valeur du progrès* les plus formelles réserves. Il dénonce les confusions qu'implique l'idée de progrès en général, et écarte l'optimisme que ce mot résume. Les nouveautés qu'on appelle justement des progrès sont en réalité des changements sociaux de toutes les sortes, les uns bons, les autres mauvais, ou bons dans certaines conditions, fâcheux dans d'autres; et l'auteur ne s'est pas privé de laisser entendre que l'accumulation désordonnée des progrès les plus apparents lui apparaît, dans le temps présent, plus désastreux que salutaire.

Dès lors, les deux mémoires ne procèdent-ils pas de deux inspirations opposées? Ne condamne-t-on pas dans l'un ce que l'autre préconisait implicitement? Si l'accroissement numérique est le facteur fondamental du progrès, tant de réserves étant faites sur la valeur de ce dernier, ne s'ensuit-il pas que l'accroissement soit à condamner? On s'effraye de la production incohérente et toujours plus rapide des améliorations techniques, mais on sait d'autre part que ce phénomène dangereux serait bientôt impossible si l'humanité devenait numériquement stagnante ou se mettait à décroître.... Au contraire, si l'augmentation en nombre est moralement bonne, ne faut-il pas accepter avec elle la frénétique intensité de la vie, le progrès brut qui en est la conséquence naturelle?

Nous pouvons donner l'assurance que cette impression d'opposition entre les deux essais serait une fausse impression. Elle résulterait d'une simplification arbitraire des conclusions de l'un et de l'autre. Nous reconnaissons sans peine une évolution de notre pensée entre les deux moments marqués par ces mémoires. Nous n'avions pas fait en 1914, de l'idée de progrès, la critique à laquelle nous avons procédé depuis, et des objections aussi formelles à l'optimisme progressiste ne s'étaient pas imposées à notre esprit. Mais en développant notre réflexion dans cette direction, nous n'avons pas eu à modifier nos idées

antérieures sur les problèmes sociologiques que nous avions traités. En réalité nous n'avons fait que continuer à préparer des conclusions sur des problèmes moraux d'ordre très général qui ne sont directement abordés ni dans l'une ni dans l'autre de ces deux études et qui méritent un effort de synthèse auquel nous projetons de nous essayer un jour.

L'un des mémoires ne tend pas à préconiser tout accroissement numérique, ni à soutenir l'invention d'un devoir universel et inconditionnel de le favoriser; l'autre ne tend pas à dénigrer tout progrès, ni à créer le devoir de s'y opposer par tous les moyens, y compris l'arrêt de développement démographique délibérément provoqué.

De ce que l'accroissement des associés au sein d'un groupe est *moteur* et déclenche des initiatives, soit dans ce groupe, soit au dehors, il ne s'ensuit pas qu'une augmentation simultanée et perpétuelle de tous les groupes soit ni désirable, ni indéfiniment bonne, ni moralement obligatoire.

Nous n'avons pas caché que si l'augmentation numérique entraîne des conséquences estimables, c'est toujours, comme on dit, au second temps. L'effet le plus immédiat du phénomène d'accroissement est régulièrement un détriment de chacun, un surcroît de difficultés; c'est *la crise* qui s'institue ainsi qui *peut* se dénouer par un surcroît d'avantages, en exigeant plus d'effort, plus de sacrifice, plus d'invention. Il peut bien arriver qu'un accroissement soit si rapide ou si général que la crise consécutive ne soit jamais surmontée d'une manière heureuse, et que la situation ne se dénoue que par une calamité non compensée.

Mais pour que d'heureuses nouveautés en résultent, il n'est pas nécessaire que l'accroissement soit commun à toutes les sociétés. Qui ne voit dès lors que le problème moral ne sera pas la question de savoir s'il faut vouloir que l'Humanité entière progresse numériquement de toutes parts ou cesse de croître simultanément dans toutes ses parties? On jugera seulement qu'il est désirable que quelques groupes, en progressant, aient des hautes initiatives soit le profit, soit la gloire; et chacun pourra s'imposer comme un devoir de faire en sorte que ce soient les

sociétés qui lui sont le plus chères, ou desquelles il attend tout, qui se maintiennent dans ces bonnes conditions sociales.

Réciproquement, notre critique du progrès brut conduit-elle à désirer, non seulement que la somme des êtres humains cesse d'augmenter, afin que toute initiative novatrice ayant dûment disparu, les changements progressifs ne soient désormais qu'un souvenir, mais même nous entraînera-t-elle à renoncer à favoriser le développement de certains groupes ?

Il n'en serait ainsi que si nous avions condamné comme désastreux tout progrès quelconque. Repoussons une fois de plus ce pessimisme inadmissible. Nous n'avons fait que préconiser un choix entre des innovations possibles. Nous avons rêvé, si l'on veut, à ce progrès d'un ordre supérieur, qui rendrait l'humanité capable de maîtriser le torrent des nouveautés déchaînées par les passions et l'intérêt égoïste des hommes, non pour le tarir complètement, mais pour n'en laisser passer que les flots les plus purs.

Si ce haut discernement doit un jour produire ses fruits, sera-ce dans une Humanité endormie par l'arrêt de sa croissance ? Les excès du progrès matériel et du changement précipité ne seront-ils enrayés que le jour où les initiatives de toutes les sortes seront abolies faute de ce moteur dont nous avons cherché à montrer la puissance ? Faut-il tuer le progrès *social*, le progrès spirituel, pour atteindre les excès du progrès *technique* ? N'est-ce pas plutôt au sein d'une société en pleine vigueur, parce que en pleine croissance, que pourra naître l'initiative d'*une réforme du progrès*, l'élan inspiré qui en soutiendra l'accomplissement et le prestige qui l'imposera à tous ?

Octobre 1926.

I.

LA VALEUR DU PROGRÈS

PREMIÈRE PARTIE

LE DÉVELOPPEMENT DE L'OPTIMISME PROGRESSISTE

I

L'IDÉE DE PROGRÈS AVANT LE XVIIIe SIÈCLE

Que l'homme soit indéfiniment perfectible, et qu'en effet le temps travaille à améliorer l'ensemble de nos affaires, cette idée-là nous est si familière que nous trouverions naturel qu'on l'eût toujours professée. Cependant les écrits du passé témoignent du contraire; on n'a pas cru partout et de tout temps au progrès naturel ou nécessaire, et même il est permis de se demander si l'homme n'est pas enclin, avant la réflexion des philosophes, à admettre plutôt l'idée opposée. Le désenchantement régulier de l'âge donne aux vieilles gens le sentiment que tout était mieux au temps de leur jeunesse et que tout va en se dégradant, les mœurs comme le climat. Chacun de nous garde toute sa vie quelque trace de l'impression d'infériorité que nous avons justement éprouvée étant enfants, à l'égard de nos parents, de nos maîtres et de nos aînés.

On peut donc dire que, dans une certaine mesure, des inclinations psychologiques communes à tous rendent l'idée d'un recul constant plus probable que l'idée d'un progrès régulier et tend à situer l'apogée des choses humaines dans le passé plutôt que dans l'avenir.

Mais des dispositions de ce genre n'agissent jamais seules. L'histoire nous révèle qu'à plusieurs reprises des théories optimistes et des théories pessimistes se sont combattues et supplantées l'une l'autre. En Grèce, par exemple, l'œuvre très an-

cienne d'HÉSIODE est marquée d'un pessimisme systématique : Après l'âge d'or, le seul parfait, les trois autres âges de l'humanité se sont succédé, chacun apportant un surcroît de désordre, de méchanceté et de malheur.

Au contraire, au Ve siècle avant Jésus-Christ, la pensée grecque est toute empreinte de l'idée de progrès continu. Peut-être déjà dès la fin du VIe siècle, le poète-philosophe XÉNOPHANE l'avait exprimée avec une belle concision : *Les Dieux n'ont pas révélé toutes choses aux hommes dès le commencement; mais, en cherchant, ceux-ci trouvent avec le temps ce qui est le meilleur* (1).

Les Sophistes s'étendent avec prédilection sur les étapes du progrès dans le passé, depuis l'époque où l'homme était à peine supérieur aux animaux. Platon nous laisse entendre que le sophiste HIPPIAS D'ELIS a énoncé formellement l'idée du progrès et qu'il expliquait pourquoi il convenait d'honorer les vieux sages, tels que Solon ou Pittacus, bien que les savants actuels leur fussent aussi supérieurs que les statues de Phidias ou de Polyclète l'emportent sur les antiques idoles de bois.

Dans les siècles qui suivirent, l'idée du développement progressif de l'humanité fut florissante dans certains milieux, tels que les écoles atomistes ou épicuriennes; au contraire, on voit certains stoïciens faire des réserves, sinon sur le fait du progrès, du moins sur la *valeur* des progrès réalisés dans les temps historiques, et avancer que ce qui importe, c'est de se perfectionner soi-même, quelques changements, bons ou mauvais, qui se produisent autour de nous.

Les écrits des chrétiens nous donnent l'occasion de faire cette double constatation : d'une part l'idée pessimiste de la chute, conforme au récit de la Genèse, est invoquée et sert de fondement à une *doctrine du salut* qui tend à rendre l'homme indifférent au progrès ou au recul dans les choses de la vie terrestre. D'autre part, SAINT AUGUSTIN esquisse cette philosophie de l'Histoire que développera plus tard Bossuet, selon laquelle tout le passé de l'humanité s'explique comme la préparation graduelle du triomphe de l'ordre chrétien. Ceci est un opti-

(1) Fragm. 17. Cf. BURNET (trad. Reymond), *L'Aurore de la Philosophie grecque*, p. 133.

misme, c'est l'idée d'un progrès spirituel régulièrement institué le long du temps par le Tout-Puissant.

Les considérations qui précèdent n'ont d'autre objet que de nous suggérer cette idée : l'optimisme progressiste pourrait bien naître et se répandre dans les sociétés où l'amélioration des choses est assez générale et assez rapide pour forcer l'attention; au contraire, lorsque la stagnation ou la décadence se substituent à l'accroissement en nombre, en force ou en bien-être, ce sont les idées pessimistes et la croyance à une apogée abolie qui tendent à prévaloir. Le cas complexe de la pensée chrétienne présente une exception apparente qui se résoud en une confirmation. Le pessimisme chrétien insistant sur la chute initiale et sur la corruption du monde paraît bien avoir été fortifié par le mauvais état des affaires temporelles et la décadence de la société romaine, tandis que l'optimisme de saint Augustin affirmant un progrès spirituel fut évidemment suggéré par la prospérité des sociétés chrétiennes.

La liaison de *l'idée* d'une loi du progrès avec *le fait* du progrès social avéré, l'histoire ultérieure la confirme sur tous les points.

On sait quelles chutes répétées ont graduellement conduit le monde occidental jusqu'à la barbarie des temps mérovingiens et carolingiens. Les siècles qui suivirent amenèrent une amélioration générale mais lente et souvent interrompue par des décadences locales ou par des reculs temporaires.

Jusqu'à la Renaissance, l'Europe a vécu dans le souvenir écrasant de la grandeur et de la prospérité antiques. L'apogée de l'humanité était aperçue dans le passé. Toute « autorité » venait des temps révolus, et ce qu'il y avait de mieux à faire, c'était de comprendre et d'imiter ce qu'il en subsistait dans la tradition écrite. La science consiste alors en commentaires et en explications des auteurs anciens. Aussi l'idée que l'humanité se développe par un progrès régulier et général est-elle absente ou totalement inopérante.

Au XIII[e] siècle cependant, époque la plus brillante et la plus prospère du Moyen âge, le pessimisme général a été sur le point d'être ébranlé. Il faut citer particulièrement l'œuvre du moine franciscain ROGER BACON, dont on se complaît à rappeler la

robuste confiance dans l'avenir d'une science progressive et les prédictions relatives aux moteurs mécaniques, aux machines à voler, aux sous-marins, etc... Mais ce précurseur demeura isolé et méconnu, de même que les velléités progressistes de son siècle furent arrêtées par le recul relatif qui se marque au siècle suivant.

C'est avec la Renaissance que la théorie moderne du Progrès devait naître, pour se développer sans interruption jusqu'à nos jours.

Les hommes du XV[e] et du XVI[e] siècle réalisent d'immenses progrès, dont l'évidence et les effets s'imposèrent bientôt à tous les esprits. Les Anciens n'avaient pas connu l'Amérique, ils n'avaient ni exploré ni exploité eux-mêmes les côtes de l'Afrique et de l'Inde. La boussole, l'imprimerie leur manquaient. Dans la science pure, les modernes se rendaient enfin compte de certaines de leurs supériorités, en mathématiques, en astronomie.

Le résultat de tous ces changements fut qu'à la fin de la Renaissance on trouve les esprits les plus éclairés agités par deux sentiments contraires : d'un côté, le respect et l'amour des Anciens, plus étudiés que jamais, grâce à l'imprimerie ; de l'autre la conscience des capacités de l'âge actuel. JEAN BODIN se refuse à admettre que l'humanité demeure toujours au même degré de développement, ou qu'elle soit en décadence. Il s'élève contre le respect exagéré des Anciens et il fonde sur les grandes découvertes récentes sa confiance dans un progrès illimité des choses humaines.

Ce qu'on lit dans le sous-titre d'un traité d'histoire publié, en 1577, par REGIUS ou LE ROY, suffit à montrer quel est alors l'état des esprits : *Plus s'il est vrai ne se dire rien qui n'ait été dict auparavant et qu'il convient par propres inventions augmenter la doctrine des anciens sans s'arrêter seulement aux versions, corrections et abregez de leurs écrits* (1).

On voit par là que la croyance dominante demeure celle d'une

(1) Cité d'après : DELVAILLE, *Essai sur l'Histoire de l'Idée de Progrès*. J'emprunte à ce consciencieux ouvrage plusieurs autres données précises, notamment la citation de Perrault qu'on rencontrera plus loin.

sujétion légitime et définitive de l'âge moderne à l'égard de l'Antiquité, du moins en ce qui concerne les sciences et les arts. Les partisans du progrès sont des penseurs isolés qui ont le sentiment du caractère nouveau et paradoxal de leur optimisme.

L'œuvre capitale de FRANCIS BACON confirme cette impression. L'auteur du *De dignitate et augmentis scientiarum* (écrit avant 1605) s'élève avec vigueur contre l'idolâtrie de l'Antiquité: Ce sont les modernes qui ont la maturité, et les anciens qui étaient les enfants. Bacon oppose les progrès évidents accomplis au cours des derniers siècles dans les arts et les métiers par une accumulation d'inventions répétées, au piétinement pénible de la science officielle qui dispute sur les vieux problèmes et les systèmes surannés. La science, comme l'industrie, doit consister en une addition indéfinie de découvertes, et sa méthode doit être, non un art d'ergoter, comme la logique scolastique, mais un art d'inventer des vérités nouvelles. Au demeurant, un progrès illimité attend l'humanité, par le savoir accru, dans la voie de la domination sur la nature et du bonheur.

On peut dire que l'œuvre de Bacon couronne la pensée de la Renaissance, dans les mêmes années où Descartes se préparait à inaugurer magnifiquement la pensée de l'âge classique.

On accorde parfois au XVIIe siècle le mérite d'avoir véritablement créé la théorie du progrès; les penseurs de la Renaissance n'en auraient été que des précurseurs isolés. Il est vrai que des affirmations du genre de celles que nous venons de relever se retrouvent au XVIIe siècle de plus en plus fréquentes, aussi bien que chez des penseurs du premier ordre, comme le jeune Pascal, chez des écrivains plus médiocres ou plus obscurs. Nous verrons aussi que la théorie du progrès prend plus de consistance à la fin du siècle. Mais loin que le XVIIe siècle ait eu ici le mérite de l'initiative, il faut dire que par ses représentants les plus éminents, ce siècle occupe dans l'histoire de l'idée de progrès une place à part, et assez singulière.

Vers 1630, moment décisif pour l'esprit du siècle, une rare unanimité s'est produite dans les idées, les tendances et les aspirations. D'une part, l'on a hérité de la Renaissance un esprit d'optimisme et de confiance en soi, tout en conservant

le culte de l'Antiquité; mais d'un autre côté, une toute puissante réaction se fait sentir contre le relâchement général, le désordre et la licence dans lesquels le siècle précédent avait fini. On aspire à l'ordre, à la stabilité, aux bienfaits d'une autorité fondée sur le consentement unanime.

Ce besoin du définitif va se combiner avec la confiance en soi pour créer un état d'esprit qui, à la réflexion, apparaît plus bizarre et plus paradoxal que vraiment « raisonnable ». Rien n'est plus faux que ce lieu commun des manuels d'histoire de la littérature ou de la philosophie, selon lequel le XVIIe siècle serait le point de départ de la « façon d'être » et de la pensée modernes; tout au contraire, ainsi que Sainte-Beuve et Brunetière l'ont d'ailleurs reconnu, le XVIIe siècle est dans la pensée occidentale un moment aussi exceptionnel que brillant.

La préoccupation caractéristique et dominante est celle-ci : un progrès radical, *unique*, suffisant, peut être, vient d'être ou va être réalisé dans tous les domaines. Après cela, il n'y aura plus qu'à jouir des conséquences bienfaisantes de cette institution définitive.

Ainsi, tandis que la pensée des Bodin et des Bacon concevait un progrès continu et constant, fait de succès partiels indéfiniment accumulés et s'inspirait avant tout des améliorations de la technique ou des métiers, les premiers représentants de la pensée classique, poussant l'optimisme bien plus loin, et le combinant avec un souci d'ordre et de conservation, veulent en quelque sorte réaliser tout le progrès d'un seul coup et atteindre au définitif par une création décisive.

C'est ce qu'on montrerait en analysant d'abord l'inspiration et l'œuvre de DESCARTES, docilement suivi sur ce point par les plus grands métaphysiciens du siècle, Spinoza, Leibniz, Malebranche. Le point de départ de l'activité philosophique de Descartes, c'est l'idée d'une *méthode* universelle par laquelle on résoudrait tous les problèmes qui méritent d'être posés, sans devoir passer par l'intermédiaire des livres et des érudits. Quelque atténuation que le philosophe lui-même apportera à cette idée de sa jeunesse, l'esprit cartésien n'en consistera pas moins à rêver d'un procédé universel qui munit l'individu de

tout le nécessaire et qui abolit la science construite par l'accumulation laborieuse des découvertes de détail, œuvres fortuites de spécialistes bornés, multiples et dispersés. L'idée-mère de Descartes, qui sera encore la chimère de Leibniz, c'est réellement l'idée d'une *machine logique* qui ouvre toutes les portes du savoir et qui périme les tâtonnements séculaires avec leur résidu: les livres.

De même, les plus grands politiques du temps, Richelieu, Colbert, Louis XIV, sont animés du désir et de l'espoir d'instituer une fois pour toutes l'administration parfaite fondée sur le pouvoir central absolu; les théologiens, un Bossuet, par exemple, espéreront réaliser l'unité et assurer la prospérité de la religion par quelques mesures décisives, telles que l'adoption du rationalisme nouveau dans la controverse théologique, l'accord parfait avec le pouvoir politique consolidé, la révocation des concessions faites aux hérétiques.

Les grammairiens et les gens du monde se proposent d'établir les règles et les formes définitives du langage. Les grands prosateurs et les grands poètes sont ceux qui fixent les « genres ». L'Académie française est fondée par Richelieu, en 1634, aux fins de présider à la perfection de la langue et des œuvres littéraires.

Mais en ce qui concerne les lettres et les beaux-arts, l'esprit d'amélioration radicale de ce temps aboutit à un compromis qui est presque une contradiction. Dans son désir d'établir une fois pour toutes la bonne manière de s'y prendre, il est conduit à fixer des modèles définitifs dans chaque genre. Seules les grandes œuvres de l'Antiquité, les poèmes d'Homère ou de Virgile, les tragédies de Sophocle ou d'Euripide, les écrits de Platon, etc... joignaient à une perfection indéniable un prestige suffisant pour jouer ce rôle de modèles du goût. Dans ce domaine, le désir d'instituer l'ordre parfait poussait nos radicaux à maintenir plus officiel que jamais le culte des chefs-d'œuvre de l'Antiquité, érigés à l'état de modèles définitifs et insurpassables.

Avant de parler de la dégradation de cet esprit si particulier du XVIIe siècle, signalons qu'il a introduit dans les tendances et les théories progressistes en général, une des deux attitudes

qui s'y opposent constamment. Les « classiques » du « grand siècle », tout conservateurs et « rassis » qu'ils nous paraissent, n'en sont pas moins animés d'une tendance qui, d'un certain point de vue, apparaîtra comme *l'esprit révolutionnaire* dans son opposition avec ce que nous appelons maintenant l'esprit réformiste ou évolutionniste. Le révolutionnaire proprement dit est celui qui aspire moins à un changement perpétuel ou à un progrès indéfini, qu'à un progrès brusque et radical qui établira l'ère du repos dans la perfection relative. C'est un aspirant conservateur.

Nous avons déjà dit que l'optimisme radical de la plus brillante partie du XVIIe siècle reposait sur la confiance en soi que ce temps avait reçue de l'âge antérieur, celui de la Renaissance. Il en était, à certains égards, l'exagération. Aussi, le XVIIe siècle ne sera pas révolu qu'un esprit différent tendra à prendre le dessus. Mais cet esprit n'est pas nouveau, c'est l'esprit de progrès continu des penseurs de la Renaissance qui, sous le radicalisme cartésien, a continué à cheminer et à se propager sans interruption.

Le retour à l'esprit de la Renaissance se laisse apercevoir dans le long épisode que l'on appelle la *Querelle des Anciens et des Modernes*.

C'est dans cette dispute fameuse que l'on a quelquefois voulu chercher l'origine de la théorie moderne du progrès. Celle-ci serait née vers la fin du XVIIe siècle, en France, à l'occasion de controverses qui mettaient aux prises les partisans de la supériorité des poètes et prosateurs anciens et les tenants de la valeur des modernes.

En réalité, non seulement la théorie du progrès naturel est le fait des penseurs de la Renaissance, mais la querelle des Anciens et des Modernes elle-même a commencé à cette époque et elle a passé d'Italie en France. L'année 1601 vit paraître la *Comparaison d'Homère, de Virgile et du Tasse*, dans laquelle le poète Tassoni levait le drapeau des partisans des modernes.

Des épisodes de la controverse se rangent tout le long du XVIIe siècle. Elle met aux prises, dans l'un des camps, les partisans du progrès continu et intégral à la façon des Bodin et

des Bacon, et dans l'autre, à la fois les adeptes attardés de l'esprit du Moyen âge, qui ne voit que recul ou stagnation générale, et, bizarrement alliés à ceux-ci, nombre de ces « radicaux » dont nous venons de parler et qui, confiants dans l'excellence de leur temps, n'en avaient pas moins décidé que les plus grands des Anciens nous offrent des modèles définitifs.

Qu'on n'oublie pas que si la querelle se confine aux beaux arts, et porte particulièrement sur la poésie, c'est parce que la plupart des disputeurs, dans les deux camps, sont d'accord sur la supériorité décisive des modernes en ce qui concerne la science, la philosophie, les procédés industriels, la politique et la religion.

Ce qu'il faut reconnaître, c'est que les derniers épisodes français de la Querelle des Anciens et des Modernes ont fourni à Charles Perrault l'occasion d'exposer *la philosophie du progrès*, sous une forme qui constituera l'armature de cette doctrine jusqu'à la fin du XVIIIe siècle.

L'idée maîtresse de l'auteur du *Parallèle des Anciens et des Modernes* (1688 et 1697), c'est la constance ou la fixité des lois de la Nature : « Les lions d'aujourd'hui sont aussi féroces que ceux du temps d'Alexandre; nos violettes ont le même parfum que celles de l'âge d'or. »

Si la Nature agit toujours selon les mêmes lois, les êtres de même espèce auront les mêmes facultés, lesquelles ne sont qu'une application des lois de la Nature. L'espèce humaine, en particulier, a les mêmes capacités au temps de Louis XIV qu'aux temps d'Agamemnon et d'Auguste : l'homme ne peut avoir *dégénéré*. Mais s'il en est ainsi, c'est le progrès, non le recul, qui est de règle dans la succession des âges. En effet, la nature agissant éternellement selon les mêmes lois, celles-ci, à la longue, doivent accumuler ceux de ses produits qui sont susceptibles d'une durée indéfinie. Or les productions du génie humain ont ce privilège : la mémoire, le langage, l'écriture, l'imprimerie permettent aux générations de se transmettre le meilleur du résultat de leurs efforts, et ainsi l'humanité est bien comme un être qui apprend et se perfectionne en profitant à chaque période de sa vie de ce qu'il a conquis dans les périodes antérieures.

On ne manquera pas d'être frappé du fait que cette doctrine du progrès naturel repose, paradoxe apparent, sur l'idée d'une nature non progressive, aux lois immuables. L'éducation de l'humanité et le bonheur général sont un effet ou un produit de la nature. Cette idée a sa racine dans la préoccupation dominante des penseurs progressistes de la Renaissance, précurseurs de Perrault. Ils avaient à ruiner l'opinion régnante, la croyance à une décadence générale; pour combattre ce pessimisme ambiant, invoquer l'identité dans le temps des espèces naturelles et de leurs capacités, corollaire de la constance des lois de la nature, était le meilleur argument.

Perrault ne manqua pas de rencontrer l'objection de la décadence de l'Occident après la chute de l'Empire romain. Il reconnaît que des reculs sont possibles, mais ce sont des *accidents* et non, comme le progrès leur contraire, le résultat normal de la nature des choses. D'ailleurs le progrès n'est jamais totalement interrompu, et sous la décadence des siècles gothiques, le trésor de l'Antiquité a cheminé comme un fleuve souterrain pour reparaître enfin grossi d'affluents non négligeables.

II

L'IDÉE DE PROGRÈS AU XVIIIe SIÈCLE

Nous avons déjà dit que la doctrine esquissée par Perrault sera celle sur laquelle s'appuiera l'esprit progressiste du XVIIIe siècle; c'est sous la protection de cette théorie que s'en élaborera une toute différente.

On peut résumer le rôle du XVIIIe siècle dans l'histoire de l'optimisme progressiste par ces trois propositions : 1° La philosophie du progrès se perfectionne et se développe; 2° elle répand son optimisme dans toutes les classes et dans tous les pays, au point d'en faire, dès le milieu du siècle, l'idée dominante dans les milieux où l'on pense; 3° on s'attache à tirer de cette philosophie, naguère occasion de dissertations des beaux

esprits, les conséquences pratiques qui en découlent logiquement dans tous les domaines de l'activité sociale.

Nous ne pouvons insister sur le développement de la théorie rudimentaire de Charles Perrault. Son contemporain FONTENELLE qui vivra et exercera une grande influence jusqu'au delà du milieu du XVIIIe siècle, ne voit pas seulement dans le progrès un effet des lois universelles; il affirme, en outre, que le progrès s'accomplit selon un certain *ordre*. Les découvertes sont préparées et rendues possibles par d'autres découvertes antérieures, et les dernières n'auraient pas pu venir avant les premières. Non seulement la vérité prépare la vérité, mais l'erreur même rend à la vérité ce service; les tâtonnements sont nécessaires, les théories fausses sont des expériences; il faut s'être égaré dans mille sottises pour s'engager enfin sur la bonne piste.

Ces remarques spirituellement exprimées étaient grosses de conséquences : elles réhabilitaient en quelque manière le passé. On fait quelquefois de Fontenelle un cartésien systématique : du point de vue de la théorie du progrès, qui lui vaut le meilleur de sa gloire, Fontenelle prépare un esprit qui est aux antipodes de l'esprit cartésien. Descartes et ses plus fidèles disciples ont eu le dédain le plus superbe à l'égard de l'*histoire*. Ces immenses découvertes qu'on jugeait acquises ou prochaines devaient abolir tous les échafaudages laborieux, tout le *fatras* des générations antérieures. Voici un esprit tout autre, c'est Fontenelle qui l'exprime à la fin du XVIIe siècle, et cet esprit n'est que celui de la Renaissance qui s'est prolongé sous la confiance trop radicale de la pensée plus spécifiquement classique : c'est l'esprit de progrès continu, l'idée d'un conditionnement nécessaire du présent par le passé, le commencement de la réhabilitation des temps révolus par le sentiment de l'effort intégral de l'humanité, dont tous les moments sont aperçus comme solidaires.

Mais ce n'est qu'à la fin du siècle que ces conséquences philosophiques seront tirées de la notion de progrès continu et régulier. De nombreux penseurs y auront travaillé d'abord. TURGOT, par exemple, essaie de formuler cette loi du progrès de l'esprit humain soupçonnée par Fontenelle et qui deviendra l'idée maîtresse du positivisme d'Auguste Comte : Devant les

phénomènes de la nature, l'homme s'est avisé d'abord d'explications *théologiques*, puis il a essayé les explications de nature *métaphysique*; en dernier lieu il découvre dans la *science* le pur et sain usage de sa raison.

Turgot eut, d'autre part, le mérite de renoncer aux paradoxes par lesquels trop longtemps les partisans du progrès avaient compromis leur cause : il ne soutient plus que le progrès se marque aussi sûrement dans les beaux-arts que dans les sciences et dans les métiers utiles. La production de la beauté échappe aux lois d'un progrès soutenu et nécessaire.

Au reste l'influence de Turgot fut tardive. Les écrits de sa jeunesse, peu répandus d'abord, représentent pour nous les tendances de la pensée de son temps; ils ne les ont pas modifiées. L'optimisme progressiste est une doctrine collective qui grandit de toutes parts, et, contrairement à ce qu'on avance quelquefois, pas en France seulement. La contribution de la pensée anglaise est d'une importance peut-être égale. Le philosophe le plus clairvoyant de son temps, HUME, est un apôtre décidé de l'idée du progrès naturel et intégral.

Au milieu du siècle, on peut dire que la pensée européenne est convertie à l'idée du progrès naturel. La confiance dans le mieux-être continu et régulier sous-tend la réflexion de presque tous les esprits, et ce sera maintenant la négation du progrès qui donnera à quelques-uns l'allure paradoxale.

Les conséquences de ce triomphe furent profondes. L'idée de progrès ne sera plus désormais un prétexte à discussions brillantes entre les lecteurs des poètes et les érudits ; elle se met à agir sur les tendances pratiques et sur les résolutions délibérées. On va la retrouver comme une source d'arguments et de motifs d'action dans tous les domaines de l'activité.

Dans l'émancipation religieuse. Il convient de remarquer à ce sujet une de ces révolutions ou conversions qui rendent si attrayante l'histoire des idées, même à ne la considérer que d'un point de vue de « dilettante ». Au début de son essor, la théorie du progrès a été fréquemment soutenue par des esprits religieux, voire dévôts. L'un des arguments les plus forts des partisans des modernes était naturellement le fait que les temps nouveaux sont

ceux du règne de la vraie religion, tandis que l'Antiquité, toute brillante qu'on la trouve, a erré dans les ténèbres du paganisme. Au contraire, c'étaient souvent les libres-penseurs et les « païens » qui soutenaient volontiers la supériorité de l'Antiquité, âge où la raison n'avait pas abdiqué en faveur d'une foi barbare... Au XVIIIe siècle, les rôles sont intervertis. Les progressistes sont ceux qui se détachent du christianisme. La religion apparaît comme le produit d'un âge désormais dépassé ; l'avenir est aux lumières de la raison pure. Inversement, les esprits demeurés fidèles à la foi traditionnelle, ou qui sentent ce qu'elle contient de puissance conservatrice, s'effraient devant les conséquences prochaines de la doctrine en faveur.

Celle-ci, en effet, a bientôt suscité ou fortifié *les idées égalitaires*. Ceux que les institutions aristocratiques entravent dans leur essor voient dans leur abolition une des étapes de ce progrès reconnu comme la loi des choses humaines. On développe la notion des *abus*, legs du passé qu'il incombe au présent de faire disparaître. L'esprit public incline vers un « réformisme universel ». L'idée de progrès soutient et dirige ces tendances par en haut, tandis que les changements dans la situation relative des classes sociales et, bientôt, les innovations dans la technique industrielle et la production économique, vont les susciter et les fortifier par en bas.

Il y aurait lieu de montrer comment à l'idée du progrès naturel se rattachent, comme des théories complémentaires, plus d'une idée directrice du XVIIIe siècle, telles que *le principe de l'identité des intérêts* ou certains aspects de *la morale naturelle*.

Cet âge voit surgir de toutes parts et adopter avec enthousiasme l'idée que l'homme n'est pas pour l'homme un rival et un antagoniste irréductible. Les intérêts ne sont pas naturellement opposés, mais au contraire identiques. Les antagonismes, avec tous les maux qu'ils engendrent, ne sont qu'un désordre, fruit de l'imperfection universelle des institutions et des manières de vivre. L'art souverain est celui du législateur qui fera en sorte que les individus, au lieu de se contrecarrer, s'entr'aident et augmentent, par l'heureuse combinaison de leurs efforts, la somme de bonheur dévolue à chacun.

C'est par cette idée notamment que s'introduit ou se répand l'idée d'*un progrès moral indéfini*, c'est-à-dire celle de la plus éminente des manifestations du progrès naturel. Avec HELVÉTIUS, DIDEROT, on se complaira à ne voir dans la morale traditionnelle qu'un expédient imparfait et suranné. Cette morale, en effet, se résigne aux antagonismes comme à un mal constitutionnel; elle juge la nature mauvaise en soi; elle demande à l'individu de lutter contre elle en refrénant ses penchants, de faire des sacrifices, de vivre dans le renoncement. Mais comme la nature ne se laisse pas comprimer, le vice et le péché sévissent et l'homme est à la fois méchant et torturé. Il n'en sera pas toujours ainsi; à mesure que l'on comprendra mieux que la nature est toute bonne, et que les intérêts des individus n'ont rien de foncièrement opposé, on travaillera à supprimer *les imperfections de la société*, source de tous les maux, et par des lois de plus en plus parfaites on fera des hommes, naguère ennemis, des alliés, recherchant sans plus leur commun avantage et vivant sans contrainte dans la vertu et le bonheur. En résumé, pour ces philosophes, le progrès devait remplacer l'effort moral des individus par une bonne législation.

C'est une vérité que l'histoire confirmera toujours, que chaque fois qu'une théorie se propage au point de devenir prépondérante, on voit naître sur son chemin des tentatives de réaction. Cela ne manqua pas d'arriver pour la théorie du progrès. Le génie, l'œuvre et le succès de ROUSSEAU conservent quelque chose d'incompréhensible pour celui qui ne les situe pas dans l'évolution sociale et spirituelle que nous essayons de résumer.

Sans être suspect de représenter les conservateurs alarmés, l'auteur du *Discours sur les Sciences et les Arts* (1749) fait délibérément la distinction entre le progrès *des lumières* avec tous les perfectionnements qu'il entraîne, et l'amélioration *des mœurs*. Le progrès des arts et des sciences est un fait évident, mais il est en raison inverse du développement de la moralité. La science sert à toutes fins, au mal comme au bien; la vie raffinée dispense de la vertu et incite au vice. L'homme à l'état de nature a besoin de vertu parce qu'il ne subsiste que par elle; le progrès est l'art de s'en passer. Or, la vertu est cela seul qui importe, étant la

nature même. Le bien est donc dans le dédain de l'avancement des arts et des sciences et dans le retour à la simplicité naturelle.

On sait quel fut le succès de Rousseau. Mais il s'en faut qu'il ait consisté principalement dans l'adoption de l'idée-mère de l'écrivain, la réaction contre le développement de la civilisation raffinée. C'est ici encore un curieux exemple de cette chimie spirituelle qui fait des combinaisons d'idées des produits inattendus. Un moment déconcerté par cette vigoureuse réaction, l'optimisme progressiste ne tarda pas à la tourner en se l'assimilant. Bientôt, les théoriciens du progrès seront parmi les « rousseauistes » les plus sincères, et ils verront dans le *retour à la nature* préconisé par le maître le but vers lequel tend l'accumulation des réformes et la combinaison des améliorations. L'époque romantique verra se rattacher à l'œuvre de Rousseau, non pas une école d'adversaires de l'idée de progrès, mais bien certaines des écoles qui se disputeront la vraie conception du progrès.

Sans prétendre avoir marqué toutes les étapes de son évolution, tâchons de montrer quel est, à la fin du XVIIIe siècle, l'aspect de la philosophie du progrès.

On peut dire, en exagérant à peine, que la philosophie du progrès tend à devenir toute la philosophie, et que tous les systèmes sont en passe de se présenter sous une forme commune, *la philosophie de l'histoire.*

L'intérêt pour l'histoire, si vif chez les penseurs de la Renaissance, si résolument remplacé par le plus profond dédain chez presque tous les grands représentants du XVIIe siècle, est maintenant quasi universel. L'esprit historique qui caractérisera encore la plus grande partie du XIXe siècle, est intimement lié à la philosophie du progrès. Déjà, en parlant de Fontenelle, nous avons indiqué la liaison logique de la croyance au progrès régulier et de la considération pour le passé : Les époques révolues sont la condition des caractères du présent et de l'avenir.

Il faut ajouter que *l'esprit réformiste*, lié à la doctrine du progrès, ne pouvait manquer d'accroître l'importance des recherches historiques. Celui qui préconise des réformes est conduit à chercher dans le passé des arguments pour sa critique du pré-

sent. Il montrera que les injustices et les inégalités actuelles n'ont pas toujours existé, il en dénoncera les origines accidentelles, il relèvera les erreurs historiques sur lesquelles on les fonde, ou les violences qu'il leur arrive d'avoir pour point de départ. On sait de reste quel rôle la critique historique ne peut manquer de jouer dans l'émancipation des esprits à l'égard de la tradition religieuse. L'irréligion du XVIII[e] siècle est toute pénétrée d'érudition; en cela le dictionnaire de BAYLE, œuvre de la fin du XVII[e] siècle, la rattache à l'érudition du XVI[e] siècle, liée elle-même aux controverses du protestantisme et du catholicisme (1).

Mais la principale raison de l'attachement des penseurs de la fin du XVIII[e] siècle pour les considérations rétrospectives, reste encore à énoncer. Le philosophe ne s'éclaire sur les choses du passé que pour porter des regards avertis sur l'avenir. Ce qu'il cherche, c'est une loi de l'histoire qui soit celle de tous les temps. Savoir selon quelle loi l'humanité se développe, c'est être à même de prévoir l'avenir et de hâter l'avènement du mieux-être universel, en enseignant aux hommes les mesures conformes à leur destinée.

Nous ne pouvons songer à montrer dans les écrits de la fin du XVIII[e] siècle les manifestations de l'esprit progressiste arrivé à la pleine conscience de lui-même, et préparé à donner des réponses à toutes les questions. Les deux noms les plus représentatifs seraient sans doute ceux de HERDER en Allemagne et de CONDORCET en France.

Chez les Allemands, l'optimisme progressiste français et anglais se combine avec un spiritualisme religieux qui remonte

---

(1) L'histoire est également prisée par une société conservatrice et par une société pénétrée d'esprit progressiste et réformateur; mais elle ne joue pas le même rôle dans ces deux milieux. Le conservateur cherche dans le passé la justification des particularités du présent, telles que les droits de propriété, la légitimité des titres et des privilèges, la source de leur valeur. Ce qu'il voit dans les temps révolus, c'est déjà le présent ou cette partie des choses actuelles qu'il voudrait définitive. Au contraire, le réformiste s'attachera aux différences et à la diversité dans la succession. L'esprit progressiste a conduit les historiens et les poètes romantiques à se complaire à tout ce qui rend le passé différent du présent, tandis que les historiens et les faiseurs de poèmes épiques, au XVII[e] siècle, traitaient les anciens comme des contemporains déguisés.

sans discontinuité à la Renaissance et, à travers la métaphysique et la mystique du Moyen âge, jusqu'à saint Augustin. Ils rafraîchissent ou modernisent l'idée de ce dernier selon laquelle les moments de l'histoire se succèdent en un développement qui est un progrès spirituel.

Quant à Condorcet, son *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain* (1795) est bien le compendium le plus remarquable de toutes les façons de penser et de toutes les espérances qui deviendront populaires chez les progressistes du XIXe siècle. Les limites mêmes du génie de l'auteur ne font que rendre l'œuvre plus significative. Elle mérite d'être le point d'appui de toute étude de la théorie classique du progrès.

En même temps elle est l'expression de la philosophie de la Révolution. Comme ce grand fait social lui-même, elle consiste dans un curieux compromis entre le radicalisme du XVIIe siècle et le réformisme du XVIIIe. D'une part, Condorcet est tout acquis au progrès continu et indéfini. Il ne doute même pas de l'amélioration indéfinie de la nature *physique* de l'homme et de l'allongement prochain de la vie individuelle. Mais il est aussi un révolutionnaire, l'héritier en cela de cet esprit cartésien qui se flatte de réaliser un progrès total et définitif. Esprit révolutionnaire et esprit évolutionniste se concilient dans son interprétation de la Révolution : le temps avait produit un obstacle formidable à la marche du progrès, c'étaient la religion et le despotisme. Il fallait un immense effort pour renverser cet obstacle et telle est l'œuvre de la Révolution. Mais celle-ci n'amènera pas le repos dans la perfection : au contraire, elle fait la voie libre au progrès désormais irrésistible et ininterrompu.

Avant de passer au XIXe siècle, il conviendrait de montrer par quels retentissements le triomphe de la théorie du progrès se fait sentir, à la fin du XVIIIe siècle, jusque dans la science de la nature. L'idée d'évolution progressive est introduite dans l'astronomie (LAPLACE, 1799, et déjà KANT, 1755). Elle l'est aussi dans les sciences de la vie par ERASME DARWIN (*Zoonomia*, 1794-1796) et par LAMARCK (*Philosophie zoologique*, 1809).

Au XVIIIe siècle, la science officielle est tout acquise à l'idée de l'immutabilité de la nature et elle suppose la fixité des es-

pèces vivantes, dûment proclamée par LINNÉ. Il semble bien que les théories évolutionnistes, selon lesquelles ce serait par des progrès successifs que les espèces vivantes supérieures seraient issues d'espèces plus rudimentaires, aient été suggérées à leurs premiers défenseurs par l'idée du progrès des sociétés humaines. Ainsi l'esprit progressiste se retourne contre l'idée philosophique par laquelle on l'a si longtemps justifié, l'idée d'une nature aux lois immuables. Les caractères spécifiques ne sont point fixes, comme le postulait Perrault, ce n'est pas assez de dire que les espèces ne dégénèrent point, elles progressent.

III

LE XIXe SIÈCLE

A la Renaissance et au XVIIe siècle, la confiance dans le progrès régulier et dans la supériorité des temps modernes était encore une attitude paradoxale, celle d'une minorité qui s'opposait à la croyance générale, dépourvue de cet optimisme. Au XVIIIe siècle, la doctrine progressiste est devenue celle d'un parti triomphant, mais qui garde son unité devant ses adversaires déconcertés. Au XIXe siècle, l'esprit progressiste est partout, son succès est achevé, mais il se divise par cela même. A part quelques velléités peu durables, plus personne ne nie que le temps n'amène le mieux, les conservateurs pas plus que les réformistes ou les révolutionnaires. La question ne sera plus de savoir si l'on est progressiste, mais comment on l'est, et les controverses ne porteront pas sur l'existence du progrès, mais sur la recherche du *progrès véritable* (1).

C'est donc un aspect du triomphe de la doctrine du progrès

(1) Il n'est évidemment pas permis de méconnaître toutes les *réserves* qu'a suscitées l'optimisme progressiste intégral, telles que les idées de MALTHUS sur les dangers de l'augmentation de la population, ou celles de SISMONDI sur ceux du machinisme et de la surproduction. Mais comme il est arrivé pour Rousseau, le pessimisme relatif de ces penseurs a bientôt été circonvenu par l'optimisme même qu'il prétendait corriger, et ses thèses ont fourni aux progressistes des arguments nouveaux.

que la diversité même des formes sous lesquelles se présente la spéculation sur le changement. La séparation se fait plus nette entre *une réflexion supérieure*, celle des philosophes, et ce qui nous appellerons *une foi populaire*, un optimisme diffus, nourri de philosophie plus ou moins vulgarisée et attentive surtout aux jugements moraux ou aux applications pratiques.

S'il nous fallait montrer la place de l'idée de progrès dans la philosophie du XIXe siècle, notre thèse serait que cette place est encore plus importante qu'on ne l'estime généralement. C'est l'optimisme progressiste qui sous-tend toute l'inspiration de *la grande métaphysique romantique en Allemagne, le positivisme en France* et, plus tard, *l'évolutionnisme anglais*. Cette idée fondamentale, les philosophes du XIXe siècle ne l'ont pas inventée; l'activité des siècles antérieurs la leur procure toute élaborée, et en a pénétré l'atmosphère intellectuelle au point que nos philosophes vont y conformer leurs systèmes comme à une donnée d'évidence.

La métaphysique allemande du commencement du XIXe siècle est une synthèse trop riche et trop confuse de toutes les théories et de toutes les tendances, pour que l'on puisse n'y voir qu'une *philosophie du progrès*. Toutefois, de même que dans l'activité juridique la loi écrite serait insuffisante si l'on ne suppléait à ses lacunes par la logique, le bon sens et l'inspiration morale, de même que dans une administration les règlements suivis à la lettre entraveraient le service si un minimum de bonne volonté et d'initiative n'en sous-tendaient l'application, de même on peut dire qu'une inspiration générale, souvent inexprimée, soutient l'énorme production philosophique de 1790 à 1830, si souvent hâtive et aventureuse : c'est l'optimisme progressiste qui est au cœur de cette inspiration.

La métaphysique classique trouvait son dernier recours dans les perfections d'une réalité toute donnée. Dieu, nature immuable, raison statique. Ce qui joue le même rôle dans la métaphysique romantique, c'est la confiance que le déroulement dans le temps amène le mieux, et l'idée que l'Univers est une tendance organisée de telle sorte que l'inférieur sert de moyen, d'instrument ou de préparation au supérieur. On trouve dans

la dialectique de HEGEL l'expression la plus complète de cette métaphysique progressiste. Les formes supérieures de la réalité se développent dans le temps à partir des formes inférieures, en vertu de la nature même de toute réalité, de l'Idée ou de la Raison : *le progrès est logiquement nécessaire*, comme un théorème de géométrie.

Sous cet aspect, la philosophie du progrès paraît avoir achevé, à certains égards, son évolution ascendante. C'est le renversement de la doctrine de Perrault. La nature fixe était le garant du progrès des choses humaines, le progrès humain n'était qu'un cas particulier des manifestations de cette réalité immuable. On n'en voulait faire qu'un stalagmite grandissant dans une grotte où rien ne vient troubler le suintement de la voûte. Maintenant, c'est le progrès qui est la nature en elle-même, poussée vers le changement et vers l'excellence, et c'est tout ce qui est fixe qui est un cas particulier parmi les manifestations de cette force. C'est le Progrès qui explique le durable. Loin d'avoir besoin d'être expliqué, il est le fait premier, fondement de toute explication.

Que le *positivisme français* se présente avec AUGUSTE COMTE comme une philosophie du progrès, c'est ce qu'il est inutile de montrer. On connaît sa conception de la Sociologie comme la science du développement de l'Humanité, et sa loi *des trois états* présentée comme la loi de ce développement.

Remarquons toutefois les limites de l'esprit progressiste chez Comte. On peut dire qu'un esprit d'utopie l'emporte chez lui sur l'esprit progressiste dont il est issu. Notre philosophe juge avoir lui-même pénétré assez avant dans la vérité sociologique pour établir le statut définitif de la société humaine. En ceci, avec moins de retenue, Comte renouvelle le radicalisme ingénu de Descartes et du XVIIe siècle. Lui aussi voit un énorme progrès — son œuvre — fondant la stabilité dans la perfection relative. Il est radical pour devenir conservateur, son romantisme est d'un classique.

Quant à l'évolutionnisme de Spencer, forme la plus populaire de la philosophie dans la deuxième moitié du siècle, on peut dire qu'il constitue avec l'idée du progrès logiquement

nécessaire de Hegel, un des sommets de la métaphysique du progrès. En effet, pour le philosophe anglais, qui fait profession d' « agnosticisme », la seule vérité universelle qui nous soit accessible, c'est l'affirmation de *la loi de l'évolution.* L'Univers nous apparaît comme un progrès continu depuis l'uniformité absolue et l'absence de toute détermination, vers des modes d'existence de plus en plus différenciés, de plus en plus variés et de mieux en mieux coordonnés. En un langage moins technique, cela veut dire que c'est conformément à la plus universelle des lois scientifiques que des corps durables résultent de la combinaison des forces aveugles de la nature, que la vie surgit au sein des équilibres physico-chimiques, la pensée au sein de la vie, l'ordre social et le bonheur au sein des collectivités d'êtres intelligents, et de plus en plus d'ordre et de bonheur sous des formes de plus en plus nombreuses et variées.

Ainsi les grandes métaphysiques du XIXe siècle reposent réellement sur une systématisation et une généralisation de l'idée de progrès. Mais, encore une fois, ce n'est là qu'un aspect remarquable de cette surprenante diffusion de l'optimisme progressiste lentement élaboré depuis la Renaissance. La physionomie du XIXe siècle résulte encore plus de la foi populaire dans le progrès que des systèmes des philosophes.

Nous avons dit plus haut qu'au XIXe siècle tout le monde est en passe d'être progressiste, et qu'on ne se dispute presque plus que sur la manière de l'être. Il y eut notamment des *progressistes conservateurs.* Ils se formèrent assez tôt, mais non immédiatement après la Révolution. La première réaction contre les changements que la Révolution, fille de la philosophie du XVIIIe siècle, avait introduits, voulut d'abord se retourner contre l'idée de Progrès. L'école théologique et absolutiste de Bonald et de J. de Maistre s'avisa de contester que la civilisation moderne fût la plus avancée. Elle fit allusion à un âge d'or dont les merveilles énigmatiques du langage seraient la trace et d'où proviendrait le meilleur de nos traditions. Elle essaya de redonner à l'idée biblique de la chute une importance sociologique et explicative. Mais ce pessimisme ne prit jamais racine, même chez les réactionnaires, et l'hostilité aux pratiques

révolutionnaires et aux résultats de la révolution accueillit avec bien plus de faveur l'idée de chercher *le progrès véritable* ailleurs que dans le radicalisme ou le jacobinisme. *L'esprit historique* va s'opposer à l'esprit révolutionnaire. On dira que ce dernier est un brouillon qui vient contrarier l'effort normal de la nature, lequel est un progrès par changements petits et continus. Il ne faut pas de codification des lois, pas de constitutions politiques inventées de toutes pièces; ce serait devancer témérairement le progrès naturel pour y substituer enfin une stagnation non moins regrettable que le changement précipité. Dans l'idée du progrès naturel, automatique, ce qui plaisait aux conservateurs, c'était d'abord qu'il n'impliquait aucun bouleversement immédiat, et puis sa rassurante lenteur. Les esprits rassis et pondérés sacrifiaient l'idée prestigieuse mais usée de perfection dans l'immutabilité et lui substituaient l'idée d'un progrès régulier et lent.

L'optimisme progressiste est aussi à la base du *libéralisme* tel qu'il s'est organisé au commencement du siècle, sous la menace du retour à l'absolutisme et à l'intolérance. Il est soutenu par ceux qui ont profité des mesures révolutionnaires, puis par ceux à qui profite l'expansion économique sans restriction.

Selon la philosophie libérale, les choses vont naturellement vers un mieux-être; l'autorité risque de contrarier cette bonté de la nature en restreignant les initiatives ou la liberté. Par le contrôle qu'elle institue et par la publicité qu'elle assure, la liberté est la condition des innovations les meilleures et du fonctionnement de plus en plus parfait des institutions. Elle demeure le meilleur moyen de concilier les intérêts de manière à augmenter indéfiniment le bien-être de chacun dans la sécurité générale.

Dans le courant du siècle, le libéralisme, après avoir triomphé de son ennemi de droite, l'autoritarisme réactionnaire, va s'opposer de plus en plus à un adversaire de gauche en devenant la doctrine sur laquelle s'appuie le développement économique. L'introduction des machines et en général tous les perfectionnements techniques entraînent l'éviction du travailleur isolé, le chômage, la ruine des petits producteurs, etc... La théorie du progrès deviendra peu à peu l'argument officiel justifiant *mora-*

lement les nouveautés techniques et leur exploitation, contre les protestations de leurs victimes immédiates et contre un « interventionnisme » protecteur. Le progrès est *inévitable* et il est *bon*. Il faut donc en saluer avec satisfaction toutes les manifestations, et ne voir dans les misères qu'il lui arrive d'engendrer, que des maux momentanés qu'un surcroît de progrès aura bientôt fait disparaître.

Au libéralisme progressiste s'opposèrent tout de suite des tendances bien différentes, et plus audacieuses. Elles se font jour principalement dans *les utopies sociales* où se combinèrent singulièrement ce qu'il convient d'appeler *l'esprit industrialiste* avec *les tendances démocratiques*.

Les succès éclatants de l'industrie et du commerce n'ont pas manqué d'attirer l'attention sur les procédés mis en œuvre dans ces deux branches de l'activité. De là chez beaucoup de penseurs préoccupés des choses sociales, l'idée que la société dans son ensemble a tout à gagner à s'organiser sur le type des entreprises industrielles ou économiques. Il va sans dire que tous les faiseurs d'utopies sont imbus de l'idée de progrès. Ils sont les héritiers de Condorcet en ce qu'ils estiment que la Révolution n'a fait que déclencher, en renversant les obstacles majeurs, l'irruption désormais irrésistible du progrès humain.

Le plus souvent l'utopiste s'est trouvé doublé d'un démocrate. Les grandes utopies romantiques, telles que le saint-simonisme et le fouriérisme, sont des systèmes précurseurs du mouvement socialiste actuel. La *démocratie* a beau s'opposer au libéralisme bourgeois : du point de vue qui nous intéresse, elle marche d'accord avec lui pour se réclamer de l'idée de progrès. La confiance dans le déterminisme selon lequel le temps amène le meilleur, est même bien plus entière que chez les libéraux, modérés par nature. C'est chez les réformateurs populaires que la naïveté de Condorcet qui voyait venir l'âge des progrès anatomiques et de la longévité indéfinie, apparaît poussée aux dernières limites. FOURIER ne doute pas que lorsque son système social sera établi, lequel consiste à n'entraver jamais et à utiliser toujours les tendances naturelles de chacun, il nous poussera

à tous les organes et les aptitudes mentales nécessaires aux fonctions pour lesquelles notre vocation se sera décidée.

Il est vrai qu'en même temps que la confiance dans la perfectibilité et le mieux-être à venir est ici à son comble, nos utopistes limitent le progrès qu'ils rêvent par là même qu'ils se flattent d'en déterminer la forme. Cette remarque s'applique aux dogmatistes tels que Saint-Simon et ses disciples ou Fournier, comme à Auguste Comte. Elle est moins vraie en ce qui concerne des réformateurs plus prudents, tels que PROUDHON.

En même temps qu'il s'abstient de rêver à un système social trop arrêté, Proudhon subordonne expressément ses propositions à une *philosophie du progrès*. Il est un de ceux qui ont le plus magnifiquement exprimé cette confiance vague en l'avenir qui, peu à peu, depuis le commencement du siècle, s'est introduite dans les masses populaires, dont elle nourrit et fortifie les revendications.

L'idée de l'avènement inéluctable de la démocratie est une des idées directrices du XIXe siècle. Elle inspire un des plus grands livres de ce temps (*La Démocratie en Amérique*, de TOCQUEVILLE, 1835). Chez les démocrates au moins, elle se confond avec la confiance en un progrès général. Le *marxisme* est à cet égard une des formes les plus importantes de l'optimisme progressiste du XIXe siècle. Dans cette doctrine illustre opèrent leur synthèse trois courants d'idées qui, tous trois, doivent en partie leur existence à l'une ou l'autre forme d'optimisme progressiste : d'abord la métaphysique hégélienne avec l'idée d'un développement ou d'un progrès nécessaire; ensuite l'économie politique, née de l'optimisme réformiste du XVIIIe siècle et nourrie du libéralisme du XIXe ; enfin les tendances démocratiques avec l'esprit socialiste et utopiste.

Mais les libéraux, les démocrates, auxquels nous savons qu'il faut joindre certains conservateurs, n'épuisent pas la liste de ceux qui trouvent dans l'idée de progrès des arguments d'ordre politique et moral. Le XIXe siècle est aussi le siècle de l'*Impérialisme*. Les grands États politiques, anciens ou nouvellement formés, grâce aux puissants moyens dont ils disposent et à leur grande centralisation, se posent des *buts* définis, tels que la for-

mation d'un empire colonial ou l'hégémonie dans une partie plus ou moins grande des continents et des océans. A cette occasion encore, des scrupules moraux et des maux inévitables apparaissent comme des obstacles. Une fois de plus on va trouver dans l'idée de progrès, à la fois nécessaire et désirable, les arguments moraux destinés à justifier les prétentions émises et les actes accomplis.

La doctrine du progrès a servi de couverture morale à la conquête coloniale du siècle dernier. Il y a des peuples demeurés sauvages et d'autres qui se sont arrêtés dans la voie du progrès. Les nations qui s'avancent «à la tête de la civilisation» sont les instruments du progrès universel, du bien, par conséquent. Elles ont le droit d'user de leur force, effet de leur excellence, pour assurer la marche du progrès et pour introduire dans la voie progressive les parties de l'humanité qui piétinent sur place.

Des arguments du même genre ont servi à la rivalité entre peuples civilisés. Lors de la dernière guerre encore, ce que beaucoup d'Allemands appelaient de bonne foi leur idéalisme, n'était que l'argument du progrès emprunté à l'idéologie du XIX[e] siècle : La culture allemande représentait dans sa forme la plus pure *le Progrès*, c'ést-à-dire un bien commun à l'Humanité tout entière. Abattre par la force les obstacles sur le chemin des porteurs de flambeaux, était non seulement un droit, mais un devoir.

On le voit, nous avions raison de dire qu'au XIX[e] siècle tout le monde est progressiste, mais que chacun l'est à sa façon. On tire d'une même doctrine philosophique des arguments justifiant les tendances les plus opposées, soit le laisser faire et le laisser passer, soit l'organisation rigoureuse de la société afin d'assurer l'égalité et la justice, soit enfin la prédominance de la force. Tel est le prestige de l'idée de progrès que c'est sur elle qu'on fonde l'argument le plus général et le plus péremptoire : l'argument moral. On rattache au fait du progrès, tenu pour incontesté, l'idéal que l'on préconise, liberté ou égalité ou la grandeur dans la domination.

Pour qu'une théorie règne avec une force telle qu'on la trouve invoquée à la fois par tous les rivaux, il faut qu'elle soit alimen-

tée par une racine bien vigoureuse. La théorie du progrès doit-elle sa force à l'évidence de sa vérité ? Mais, vraie ou non, qu'est-ce qui rend les affirmations qui la constituent si évidentes de nos jours alors qu'elles ne l'étaient pas autrefois ?

Ce qui entretient dans tous les esprits du XIXe siècle la confiance dans le progrès universel, ce n'est pas telle philosophie, ce n'est pas tel intérêt, puisque aucune philosophie, aucun intérêt ne sont communs à tous les partisans de la doctrine : c'est *le fait des progrès* qui s'accumulent et qui s'imposent à l'attention de tous. L'optimisme populaire est nourri par le spectacle des progrès techniques éclatants que chaque décade nous apporte. Et de ces progrès tous s'accordent à reconnaître la commune source, *c'est la science indéfiniment accrue et perfectionnée.*

Le progrès constant de la connaissance scientifique *augmente indéfiniment le pouvoir de l'homme sur la nature*; le progrès théorique entraîne les progrès pratiques. Le peuple aperçoit et acclame ces derniers sous deux formes principales : le *machinisme*, où l'évidence de l'accroissement de puissance est si grande et les *progrès de la médecine*, où c'est l'*évidence de leur valeur* qui est péremptoire. Les progrès réalisés dans la technique en général séduisent en nous l'esprit d'aventure et de curiosité plus encore qu'ils ne tiennent en éveil le souci de nos intérêts; les progrès de l'art de guérir et de prévenir les maladies touchent des fibres plus profondes; ils vont au-devant de nos inquiétudes pour nous-mêmes et pour des êtres chers. Les biens qu'ils nous apportent ne paraissent pas achetés, comme tant de progrès industriels, par des misères prochaines; ils sont pour l'humanité comme un gain pur. Nous les saluons avec une émotion qui a quelque chose de religieux.

En résumé, c'est le spectacle des progrès techniques, rattachés à ceux du savoir, qui entretient la confiance dans l'idée du progrès indéfini, comme ce fut l'évidence des progrès techniques qui donna aux penseurs de la Renaissance les moyens d'en concevoir et d'en imposer la doctrine.

IV

LA QUESTION DU PROGRÈS

Ainsi le XIXe siècle, par ses philosophes les plus écoutés, fonde la théorie du progrès « en profondeur » et refait sur ses postulats l'œuvre des métaphysiciens du passé, tandis qu'il achève de répandre chez les hommes d'action et dans les masses populaires une *foi dans le progrès* et un *idéal progressiste*.

Cette double action, triomphe de l'idée que nous étudions, est accomplie avant que la première moitié du siècle soit révolue ; la seconde moitié n'amènera-t-elle dans les idées aucun infléchissement ?

L'esprit progressiste grandit toujours en influence et il fait de nouvelles conquêtes en triomphant de certaines résistances. Dans l'Église, notamment, et dans les milieux catholiques, on s'était longtemps efforcé d'opposer des attitudes chrétiennes traditionnelles de pessimisme ou de détachement à l'idéal progressiste qu'invoquaient libéraux et révolutionnaires sous des aspects souvent assez terre à terre. Sans qu'il ait changé grand'-chose à ses déclarations officielles, on peut dire que le catholicisme a opéré son ralliement sinon à une philosophie du progrès, du moins à un idéal pratique de progrès continu et systématique.

Mais à côté de cette diffusion qui se prolonge, bien des indices de fléchissement de l'optimisme progressiste se sont laissé apercevoir, et l'on peut se demander si l'apogée de la doctrine du progrès n'est pas un moment désormais historique.

Nous signalerons ces symptômes d'abord dans la philosophie proprement dite, ensuite chez les penseurs moins systématiques, les théoriciens de l'action, voire dans l'opinion publique en général.

La fin du siècle voit des philosophies non foncièrement inspirées par l'idée du progrès universel et nécessaire, non seulement naître, ce qui ne serait pas bien significatif encore, mais être accueillies avec une faveur extraordinaire. On peut dire

du *bergsonisme*, notamment, qu'il est une *philosophie du progrès limité et précaire*. Le système de Bergson est le prolongement des philosophies romantiques de Schelling et de Ravaisson. Son auteur est acquis à l'idée que le fond de la réalité c'est une force qui tend vers des réalisations toujours plus estimables, un élan vers des créations nouvelles et plus riches en ce qu'elles retiennent dans l'actuel le meilleur de ce qu'elles ont réalisé dans les moments antérieurs. La réalité est donc, dans son essence progrès, *évolution créatrice*. Mais cette poussée vitale et constructive ne va pas dans une direction fixée d'avance. Bergson s'oppose avec énergie à l'idée d'une loi d'évolution nécessaire, fond du rationalisme hégélien, qui déterminerait à l'avance non seulement le fait du changement, mais sa direction, sa qualité ou sa valeur. La création nouvelle et meilleure vers quoi tend la poussée fondamentale ne saurait être assurée par un plan conçu d'avance, et il n'est jamais certain qu'elle se réalisera. Les grands et véritables progrès sont d'heureuses « réussites », de magnifiques aventures, comme un chef-d'œuvre dans la carrière d'un artiste, parmi d'autres œuvres également étudiées, mais moins bien venues. Elles sont comme des inspirations de génie qui auraient pu ne pas se produire.

Non seulement le progrès est précaire et incertain, mais il est difficile, car ce qui a été produit une fois tend à durer, à se maintenir inchangé sous forme d'habitudes, de mécanismes rigides, d'instincts fixés, lesquels, s'ils favorisent parfois le progrès, d'autres fois l'entravent et tendent à n'établir qu'une répétition indéfinie des mêmes actes.

D'autres formes de réaction contre la philosophie du progrès nécessaire ou déterminé, contre l'idéalisme hégélien, l'évolutionnisme spencérien, etc., se retrouvent dans mainte philosophie qu'on désigne sous des rubriques telles que le pragmatisme, l'humanisme, le pluralisme, le néo-réalisme, etc. Signalons comme exemple l'idée métaphysique et presque humoristique de William James, qui conçoit un Dieu, maître de notre Univers, mais qui ne serait ni unique, ni tout-puissant. Aussi la volonté de ce Dieu, qui est une bonne volonté, et qui est toute acquise au progrès de l'humanité, a besoin que nous l'ai-

dions; le devoir de chacun de nous est d'aider Dieu, dans une lutte dont l'issue n'est pas fixée d'avance.

Dans la *philosophie des sciences*, la fin du XIXe siècle a vu grandir une réaction contre l'idée d'évolution continue et naturellement progressive, dont le *Darwinisme* avait été l'expression la plus éclatante. L'idée de *mutation* substituée à celle de petits changements perpétuels et accumulés, restaurait dans une certaine mesure l'idée de fixité, en même temps qu'elle écartait, partiellement aussi, l'idée d'une direction nécessaire ou d'un progrès régulier. En effet, la mutation est un *accident* qui peut ne pas se produire, et entre deux mutations l'espèce vivante demeure immuable.

Nous ne parlerons pas des idées philosophiques qu'a introduites ou popularisées la critique des sciences mathématiques et des sciences physiques avant la fin du XIXe siècle. Disons seulement, en rappelant, comme exemple, l'œuvre philosophique de H. POINCARÉ, que dans ce domaine aussi le philosophe aboutit souvent à bien des réserves à l'égard de l'idée classique d'une science progressive, aux méthodes définitives, qui serait une approximation toujours plus grande par rapport à une vérité absolue ou à une explication intégrale.

L'élan optimiste apparaît également moins fort et moins unanime dans la pensée des écrivains, des défenseurs d'une réforme morale ou d'un système politique. Au sein d'une société où l'esprit ambiant est caractérisé par la confiance dans un progrès universel et régulier, il est naturel que les grandes catastrophes telles que les guerres ou les révolutions entraînent une sorte de désappointement général et soient génératrices de réactions pessimistes.

Déjà, nous l'avons vu, la première révolution française avait provoqué des velléités de négation du progrès et de retour aux formes du pessimisme chrétien. Il paraît bien que l'échec des espérances démocratiques, après les mouvements sociaux de 1848, ait réagi plus profondément sur l'optimisme général si frappant dans la période antérieure. La première édition du *Monde comme Volonté et comme Représentation*, de SCHOPENHAUER, avait paru dès 1818. C'était l'œuvre d'un jeune homme qui

se refusait à admettre que la force dont la réalité est constituée fût immanquablement dirigée de telle sorte que ses effets fussent plutôt bons que mauvais : la combinaison incohérente de ses applications, faisant de chacune de celles-ci un obstacle pour les autres, n'engendrait que souffrance et déception.

On le sait, ce qui fait qu'une œuvre de pensée est caractéristique d'un temps, ce n'est pas le simple fait de sa production : dans les périodes de grande activité, toutes les théories sont défendues et il suffit qu'une doctrine connaisse la faveur publique pour que l'idée de la réfuter vienne à quelqu'un. C'est le *succès* d'une œuvre qui indique le plus directement l'état des esprits. Le livre de Schopenhauer passa presque inaperçu au temps de son apparition; il est reconnu que sa célébrité ne date que des années postérieures à 1848.

Un esprit analogue de réserve ou d'hostilité à l'égard de l'optimisme « bourgeois » caractérise plusieurs des plus grandes œuvres littéraires de la France du Second Empire (BAUDELAIRE, FLAUBERT, LECONTE DE LISLE).

La guerre de 1870 et la Commune agirent sur la pensée française d'une manière encore plus marquée. Le doute au sujet du progrès se laisse apercevoir dans les écrits et la correspondance des plus libres esprits de ce temps. On constate que les merveilles de la science et les perfections de l'organisation sociale, si admirées dans l'œuvre de la Prusse, sont des instruments à toutes fins. Elles servent à réaliser aussi bien la ruine, la douleur et l'injustice qu'à éliminer ces calamités.

Significative est l'évolution de la pensée de RENAN. Il avait écrit dans sa jeunesse l'*Avenir de la Science*, où il professait magnifiquement sa foi dans l'avenir de l'humanité, désormais maîtresse de ses destinées grâce à la science indéfiniment progressante. A la fin de sa vie, sa pensée a achevé de dissocier l'idée de la science toujours plus parfaite et celle d'une humanité toujours meilleure et plus heureuse. La connaissance de la vérité est un instrument qui n'indique pas à celui qui le possède la fin à laquelle il doit l'employer : il peut servir aux passions les plus basses comme aux aspirations les plus nobles. Ainsi, il n'est pas certain que la société s'achemine vers le mieux en

toutes choses. Mais la science demeure le chef-d'œuvre de l'activité humaine, parce que dans la connaissance théorique seulement le progrès indéfini est assuré; la science seule acquiert toujours sans jamais rien perdre.

Est-il besoin d'insister sur la commotion que la dernière guerre a produite dans la sécurité optimiste de notre temps? Ce ne sont pas les œuvres littéraires ou scientifiques nouvelles qui nous renseignent le mieux à ce sujet. En effet, il faut plus de temps qu'il ne s'en est écoulé pour qu'un revirement d'opinion profond arrive à se traduire fidèlement dans des œuvres significatives et soigneusement élaborées. Les écrivains et les penseurs en possession de la faveur publique ne donnent pas volontiers un démenti à leurs affirmations premières. Surtout, l'excès même de la déception publique et de l'inquiétude arrête la libre expression de la pensée. L'écrivain, même nouveau venu, se sent une responsabilité et se fait scrupule de contribuer à un affaissement dangereux de l'opinion publique, par trop de réserves à l'égard de l'optimisme de naguère. Mais personne ne s'y trompe : momentané ou durable, le sentiment que les choses ne vont pas aussi bien qu'on l'avait annoncé, soit pour l'humanité en général, soit pour les peuples qui passent pour la représenter le mieux, contre-pèse fortement dans beaucoup d'esprits les théories du mieux-être graduel et nécessaire (1).

L'anxiété d'après-guerre serait à elle seule une occasion légitime de se poser la *question du progrès* et de soumettre à révision l'optimisme intégral du siècle dernier, lors même que des infléchissements de la pensée philosophique ne se seraient pas produits. Mais, abstraction faite du contre-coup des événements récents, l'activité des théoriciens de la politique et de l'action sociale suffirait à justifier cette entreprise.

Chose remarquable, la doctrine classique du progrès a trouvé,

---

(1) S'il fallait néanmoins invoquer des attestations littéraires, c'est naturellement dans la production des peuples auxquels la victoire a échappé qu'on aurait chances d'en trouver le plus et les plus significatives. On peut signaler le retentissement de l'œuvre d'OSWALD SPENGLER : *Der Untergang des Abendlandes*, dont les deux gros volumes, terminés pendant la guerre, parvenaient dès 1922 à leur quarante-deuxième édition et au nombre de soixante-dix mille exemplaires.

dès les premières années du XXe siècle, des adversaires passionnés à l'extrême droite et à l'extrême gauche. Comme ses devanciers, les philosophes catholiques de la Restauration, mais plus résolument qu'eux, on voit CHARLES MAURRAS, théoricien de la monarchie, répudier, au nom de la stabilité et de la force, une manière de penser qui met ses espoirs dans des changements perpétuels et indéfinis. La théorie du progrès nécessaire serait une des illusions niaises du XIXe siècle libéral et révolutionnaire.

Le même mépris, non moins vigoureusement professé, se trouve chez le socialiste GEORGES SOREL, qui prend sur ce point le contre-pied de son inspirateur Proudhon. L'auteur des *Réflexions sur la violence* a écrit aussi *Les Illusions du progrès*. La théorie du progrès intégral par l'accroissement régulier du bien-être, par la solution successive des difficultés, par l'accumulation des réformes de détail, est une de ces sottes idées au moyen desquelles la bourgeoisie essaie d'énerver l'entreprise révolutionnaire des classes ouvrières. Moins le peuple s'y laissera prendre, plus vigoureuse sera l'action décisive par laquelle, selon les prévisions de Karl Marx, il changera, à son profit, le régime de la société. On le voit, l'idée de Sorel est un retour à l'esprit du radicalisme classique, rêvant d'établir l'état normal et désirable par un progrès unique et total.

En 1910, G. FERRERO a publié un dialogue philosophique que seule sa grande célébrité nous dispense d'analyser longuement. *Entre les deux Mondes* se présente comme une critique de la civilisation américaine comparée aux tendances anciennes de la civilisation européenne. Les deux termes de la comparaison s'opposent comme les notions de *quantité* et de *qualité*. L'idéal américain nous montre à l'état pur les tendances sociales et morales qui deviennent de plus en plus celles de la civilisation de notre temps, aussi bien en Europe, et en Asie même, qu'aux États-Unis ou en Argentine : c'est l'idéal de l'expansion indéfinie dans toutes les directions, l'idéal de la quantité. Produire le plus possible, le plus vite, au meilleur marché ; essayer d'atteindre à tous les modes d'excellence sans s'imposer un choix entre eux. En art, par exemple, adopter sans

préférence toutes les conventions qui se sont, dans le passé, substituées les unes aux autres, de façon à ne s'en tenir jamais à un *style* exclusif. Cette tendance, qu'exprime le mieux le recours toujours plus complet au travail des *machines*, implique la disparition de celles que l'Antiquité nous avait transmises et qui furent aussi celles des grandes civilisations de l'Extrême-Orient : réaliser la perfection, mais, pour cela, concentrer son effort sur un objet limité et agir en toutes choses selon des règles définitivement adoptées. De là une production restreinte mais *belle*, parfaite; de là aussi des *critères* permettant à tous les esprits de communier dans l'approbation et la désapprobation.

On devine que cette comparaison de l'activité des deux continents est en réalité une critique du *progrès* tel qu'il s'accomplit sous nos yeux, tant en Europe qu'en Amérique, et de l'idée même de progrès absolu, de mieux-être indéfini qui sert à l'expansion sociale de notre temps pour vaincre toutes les oppositions. Et les opinions de l'auteur, avec quelque subtilité qu'il les fasse énoncer par les personnages du dialogue, apparaissent assez clairement. *Entre les deux Mondes* est la critique la plus pénétrante et la plus nourrie des tendances du temps et, par contre-coup, des idées populaires qui les soutiennent. Elle fait apercevoir que la philosophie du progrès n'est que l'expression d'*un idéal social* qui repose, non sur la nature des choses, mais sur un choix implicite, et que d'autres choix sont possibles. S'il est vrai qu'un fléchissement dans l'optimisme progressiste s'est accusé dès avant les événements de 1914, l'œuvre de Ferrero paraît en être l'expression la plus importante.

La guerre, d'ailleurs, n'a pas manqué de renforcer les tendances du penseur italien. Il a fait paraître plusieurs écrits où ses réserves quant à la marche des affaires humaines, sont devenues plus formelles et son inquiétude moins dissimulée. Dans la *Ruine de la Civilisation antique* (1919), l'auteur de *Grandeur et Décadence de Rome* s'attache à marquer les analogies saisissantes qu'il y a entre notre temps et celui de l'empire romain à partir du règne d'Alexandre Sévère. Il ne conclut nullement que la décadence s'ensuivra, mais il jette un cri d'alarme

en insistant sur le danger que présente, pour l'ordre et la prospérité à venir, ce double caractère de la société contemporaine: une force matérielle toujours plus démesurée coïncidant avec l'évanouissement des grandes idées, vraies ou conventionnelles, sur lesquelles l'ordre social a reposé jusqu'ici, telles que le droit divin, le prestige des coutumes antiques ou même la souveraineté du peuple.

On le voit, l'évolution de la pensée de notre auteur, dûment influencée par les événements récents, le conduit sur le seuil du *pessimisme*. Nous ne nous demanderons pas si c'est à bon droit ou à tort; l'objet de notre étude n'est pas la question de savoir si l'humanité marche plus probablement vers le mieux-être ou vers le pire. Ce qui nous paraît établi, c'est qu'un retour critique s'impose après le succès universel de la confiance dans le progrès intégral : il y a désormais *une question du progrès*.

Elle se présente à nous sous des aspects multiples. C'est d'abord le problème proprement philosophique. Que valent les fondements philosophiques de l'optimisme progressiste, l'idée d'un accroissement d'excellence à la fois universel et nécessaire, correspondant à la nature fondamentale du réel? Nous écarterons cette étude, voulant nous abstenir ici de toute critique philosophique au sens technique, pour nous en tenir à ce que nous appellerons une critique sociologique.

Il y a ensuite le problème *moral*. En effet, le XIXe siècle ne nous présente pas seulement la croyance à un avancement naturel de toutes choses, cette croyance il la chérit, il est imbu de l'*idéal progressiste*. Ces changements accumulés qui sont la nature elle-même se réalisant toujours plus complètement, la pensée de nos pères les ont salués comme un *bien*. Aider à leur accomplissement était un *devoir*. Leur admirable activité a été stimulée par l'idée du progrès dont ils se faisaient les serviteurs et dans laquelle ils puisaient la confiance dans le succès. Nous avons déjà remarqué que cet idéal progressiste, sous sa forme la plus populaire et celle d'ailleurs sous laquelle il persiste presque intact, c'est la confiance dans la valeur et la bienfaisance des progrès techniques accumulés, ceux de l'industrie et ceux de l'art de guérir et que la source de ces perfectionnements

redoublés, l'opinion générale la place dans les progrès de la science.

L'âme populaire de notre temps voit le bien et la fin de tous maux dans *un accroissement indéfini du pouvoir de l'homme sur la nature.* Dans cette formule, la nature est conçue à la fois comme l'ensemble des obstacles qui s'opposent au bonheur et à la perfection de l'humanité, et comme l'ensemble des moyens de réaliser ces fins. C'est cet idéal, l'une des forces spirituelles les plus remarquables que l'activité sociale ait jamais dégagées, dont les fondements feront l'objet de notre examen critique

DEUXIÈME PARTIE

LA VALEUR DES PROGRÈS TECHNIQUES

I

LES PROGRÈS TECHNIQUES ET LA VARIABILITÉ DES FINS

Le reste de cette étude portera sur les conséquences sociales des progrès techniques et de la combinaison des progrès techniques. C'est une manière de concentrer sur un seul point la critique de la philosophie du progrès en général. Cette philosophie, en effet, a une réponse toute faite à la question que nous nous posons, et elle dépend tout entière de la valeur de cette réponse : Pour la philosophie classique du progrès *les conséquences des progrès techniques sont bonnes.* Ces progrès s'additionnent naturellement en un progrès total, plus grand que ses parties. En est-il sûrement ainsi ?

Nous n'insisterons pas sur la notion de *technique* en général. On peut entendre par ce mot, assez insolite encore dans le

langage châtié, tout moyen systématique qui permet de réaliser une fin donnée. Il est possible d'arriver au même but par des chemins différents : on peut substituer une technique à une autre.

Définie avec cette généralité la notion de technique implique des genres et des espèces. Retenons tout de suite deux catégories de techniques, *la technique industrielle* et *la technique sociale.*

Méritera le nom d'industrielle toute technique dont le caractère principal est l'emploi d'un instrument matériel ou d'une machine. Dans une technique proprement sociale, c'est une combinaison des activités de plusieurs individus qui apparaît comme la disposition efficace ou la particularité essentielle. L'emploi d'un racloir en silex taillé pour préparer une peau est une technique industrielle aussi bien que celui des presses rotatives pour propager les nouvelles du jour. Le serment d'obéissance à un chef ou à une règle ou l'institution d'un service de contrôle dans une administration sont des techniques sociales. Il va sans dire que les deux catégories de techniques sont couramment combinées.

Le *progrès technique* dans le sens strict et primitif de l'expression, ce sera la substitution avantageuse d'une technique à une autre. La technique nouvelle est supérieure à l'ancienne en ce qu'elle est un meilleur moyen de réaliser *la fin* qu'on a en vue. Le moyen est meilleur parce qu'il est plus sûr, ou plus rapide, ou moins coûteux, ou plus facile, etc.

Ainsi le progrès technique est bon par définition, et le progressiste n'a pas de peine à justifier la réponse qu'il fait à la question des conséquences des progrès techniques. On ne les instaure qu'à cause de l'avantage qu'ils apportent, et ils ne sont conservés que parce qu'ils continuent de le procurer.

Il est vrai que la substitution d'une technique supérieure à une autre peut entraîner des maux sensibles ; l'exemple classique est celui de la ruine des petits producteurs manuels qui est si souvent résultée de l'introduction des machines. Le progressiste ne conteste pas que la nouveauté, profitable à celui qui l'introduit, peut faire tort à d'autres, mais selon la doctrine optimiste classique, les maux ainsi engendrés ne marquent

qu'une *crise* passagère. A tout le moins, le fait que l'innovation se maintient indique que le mal demeure moindre que le bien. D'ailleurs, il ne convient pas de ne considérer un progrès qu'en lui-même et de s'arrêter à ses effets immédiats : ce changement en suscite d'autres, il y a *des progrès complémentaires*. Le mal causé par l'introduction des machines peut être éliminé par des mesures sociales appropriées telles qu'un système d'assurance, ou par l'accroissement de la production qui permet d'embaucher dans les usines où l'on emploie les machines, les travailleurs libres que celles-ci ont d'abord évincés... L'idée mère de la réponse à l'objection du mal causé est toujours celle-ci : un progrès entraîne d'autres progrès. Comme la lance d'Achille, le progrès est seul capable de guérir les blessures qu'il a faites. L'idée du progrès en général est celle de ce mieux-être intégral dont bénéficie enfin une société où s'accumulent les améliorations particulières. Encore une fois, la doctrine classique se traduit par cette formule: *la somme des progrès est un progrès*.

Pour vérifier cette formule et les idées qui la soutiennent, nous allons procéder à une série de recherches que nous appellerons, si ce n'est pas trop ambitieux, de petites *analyses sociologiques*. Elles consisteront à suivre en quelque sorte à la piste les conséquences de quelques types de progrès techniques. Nous ne nous arrêterons pas à leurs effets immédiats et tout de suite apparents, nous essayerons d'aller jusqu'à des conséquences plus lointaines, jusqu'à des répercussions dont le sens commun ne s'avise guère, mais qui se laissent cependant discerner par un esprit attentif.

Reconnaissons tout de suite ce à quoi le lecteur s'attend trop bien : nos constatations entraîneront des réserves formelles quant à l'optimisme courant. Il s'en faudra que nous puissions rassurer l'inquiétude un moment éveillée, en voyant partout le Progrès cautériser des plaies à la façon de la lance d'Achille.

Mais déclarons bien haut qu'il ne saurait s'agir, pour nous, de nous complaire dans les paradoxes défraîchis d'un pessimisme systématique. Nous le répudions avec énergie. Notre thèse sera que les progrès entraînent non du mal plutôt que du bien, mais de mal et du bien.

Si l'on nous voit insister sur des conséquences fâcheuses ou

douteuses de l'introduction des progrès techniques, cela tient à ce que nous faisons la critique d'une thèse optimiste intégrale, qui met seulement en évidence les effets opposés. On pourrait réfuter un pessimisme systématique en procédant exactement comme nous procéderons à l'égard de l'optimisme progressiste: de bons effets sont discernables partout où nous fixerons notre attention sur des effets décevants.

Nous n'aurons pas à conclure au renversement pur et simple des thèses de la philosophie classique du progrès, mais nous tâcherons s'établir que les conséquences des progrès étant variables, il y a lieu de mesurer, d'apprécier, de doser, éventuellement de choisir, là où l'optimisme systématique a décidé d'avance. Des problèmes se posent au sociologue et au moraliste, dont les énoncés mêmes n'auraient pu venir à la pensée de l'optimiste classique.

Première analyse.

La grande merveille du XIXe siècle a été *l'application des moteurs mécaniques au transport des hommes et des marchandises*. L'effet de cet immense progrès technique est à bon droit reconnu comme un bienfait éclatant. Par les moyens nouveaux le voyageur arrive plus vite, plus sûrement, à moins de frais, avec moins de fatigue, au terme de son déplacement, et des avantages correspondants se retrouvent dans le transport des marchandises. Conformément à la définition, nous voyons dans ce progrès technique des moyens anciens remplacés par des procédés nouveaux qui réalisent mieux la fin qu'on se propose.

Mais sur cet effet immédiat un second effet vient se greffer. On ne voyage pas seulement plus vite et à meilleur compte, on voyage plus souvent; nous n'allons pas seulement aux endroits où se rendaient nos pères, nous allons plus loin. Tel qui se fût réjoui de visiter l'Ardenne passe ses vacances en Suisse et celui qui aurait fait d'un voyage aux Alpes le but final de ses pérégrinations, songe à la Palestine ou au Cachemire.

La capacité assurée de réaliser les fins anciennes fait que l'on conçoit des fins nouvelles. C'est là un fait d'observation de tout temps aperçu. Telle est son importance par la richesse de ses

conséquences, que nous proposerions d'élever son énoncé à la dignité d'un principe sociologique, *le principe de la variabilité des fins*. Il domine toute la philosophie de la technique.

Revenons à l'exemple des moyens de transport. La seconde conséquence l'emporte immensément en volume et en importance sur la première. Il n'y a plus de comparaison possible entre les déplacements actuels et ceux qu'on accomplissait avant les chemins de fer et les bateaux à vapeur. Les fins demeurent à peine un instant ce qu'elles étaient avant l'introduction du progrès. Cela même est prévu par ceux qui travaillent à l'introduire. Quand on établit une voie ferrée entre deux villes, on présume que le trafic entre ces deux villes augmentera. Des fins que leurs habitants ne se proposent pas actuellement ils se les proposeront dès que le chemin de fer fonctionnera. Une meilleure satisfaction de nos besoins engendre de nouveaux besoins, un progrès suscité par une fin donnée suscite des fins nouvelles.

Dès lors un problème se pose. Si la substitution d'une technique plus efficace à une autre qui l'était moins est jugée *bonne*, c'est d'abord *du point de vue de la fin première*. Au sens propre et limité, les chemins de fer sont un progrès sur les diligences par rapport à une même fin, le transport d'un point à un autre : les chemins de fer le font mieux. Mais nous savons que ce perfectionnement entraîne des conséquences indirectes : une activité qui répond à des fins nouvelles. Pour répondre à la question: l'introduction d'un progrès technique est-elle une bonne chose, un bénéfice certain, il ne suffit donc pas de comparer les deux procédés techniques par rapport à leur commune destination, le problème s'élargit, il faut se demander si les conséquences indirectes, l'état de choses qui résulte de l'institution des fins nouvelles est *bon*, préférable à l'ancien.

Les chemins de fer, qui étaient un bien évident par rapport à leurs premiers bénéficiaires, sont-ils un bien encore en tant que cause d'un changement dans la société où des besoins nouveaux et des ambitions nouvelles se sont établis par leur fait ?

L'optimisme courant, objet de notre examen, nous ferait la réponse que l'on sait. Elle lui paraîtrait tellement évidente qu'il s'indignerait de la question.

— Quelle chicane nous fait-on là? dirait son interprète : non seulement le progrès est un progrès par rapport au procédé qu'il remplace, mais c'est *principalement* par les fins nouvelles qu'il rend possibles et qu'il suggère que sa bienfaisance apparaît avec éclat. L'immense bienfait d'un progrès tel que les transports mécaniques n'est-ce pas de procurer à beaucoup des jouissances que quelques privilégiés seuls pouvaient savourer? Ainsi, dans votre exemple, mille touristes visitent l'Ardenne qui ne seraient pas sortis de chez eux; cent autres verront les Alpes, qui n'auraient été qu'en Ardenne et quelques alpinistes iront au Caucase ou dans l'Himalaya. Un plus grand nombre peuvent se poser une fin donnée, chacun peut choisir des fins meilleures ou plus hautes. C'est la puissance et la liberté qui sont accrues; le bénéfice est à la fois en volume et en qualité.

Cependant, à nous qui sommes soucieux de suivre jusqu'au bout les conséquences des changements techniques, il ne nous semblera pas que ces effets-là, incontestables et excellents, en soient le terme final. Nous remarquerons d'abord que les capacités nouvelles, devenant le fait de beaucoup ou de tous, ce n'est pas un libre choix entre des fins plus variées qui en résulte toujours : les fins nouvelles s'imposent parfois à qui ne les aurait point choisies de plein gré.

Un voyageur de commerce qui aurait visité deux villes par semaine du temps des diligences et des cabriolets, devra maintenant en visiter cinq ou six : son patron sait que c'est possible et d'ailleurs ses concurents le font. L'installation d'une ligne de tramway est saluée avec satisfaction par les employés d'une sine écartée; ils faisaient à pied le trajet entre le lieu de leur travail et la bourgade qu'ils habitent : ils pourront désormais prendre moins à la hâte leur repas de midi. Mais à la longue le tramway entre en ligne de compte dans la supputation du temps qui leur est nécessaire. Tous seront censés se servir du tramway et l'intervalle étant diminué, tous doivent y recourir, même celui-là qui, par hygiène ou par goût, préférait faire le trajet à pied.

Une société s'assimile les progrès techniques, et elle change

par le fait même. Elle n'en laisse pas le bénéfice premier aux seuls individus; elle va jusqu'à les forcer à y recourir non dans leur avantage à eux, mais dans le sien. Ainsi le changement de fins n'est pas seulement une capacité dévolue à chacun, c'est parfois une résolution qui nous est imposée.

Il y a des renoncements à des fins anciennes qui sont des pertes, comme il y a des prétentions nouvelles qui sont des gains. Grâce aux chemins de fer, grand progrès, il est admis comme raisonnable qu'un homme de condition modeste s'octroie chaque année un voyage d'agrément; mais à cause de la photographie, grand progrès aussi, ce même homme serait taxé de folie ou de prétention s'il consacrait à un portrait de lui, peint à l'huile, la somme que son grand-père destinait à cet usage.

Mais nous n'avons pas encore marqué la conséquence principale : c'est *le fléchissement régulier de la valeur des fins anciennes.* Un progrès étant réalisé, ce qui se faisait difficilement s'exécute avec facilité; il y a moins de mérite à y réussir et moins de contentement; un plus grand nombre peut y prétendre. Un mot caractérise tout cela, la fin ancienne est *vulgarisée.*

L'Italie était déjà dans les siècles passés le pays le plus attirant par sa richesse en beautés et en souvenirs. Deux catégories de voyageurs seulement s'y rencontraient, les gens bien pourvus d'or et de loisir, dont le « milord » était le type; puis ceux qu'un désir ardent et des motifs d'une valeur certaine avaient fait surmonter tous les obstacles; c'étaient de jeunes artistes et des savants. Aussi le voyage en Italie avait-il une valeur singulière; c'était un brevet de distinction. Rendu plus facile et plus rapide, le même voyage est accompli par des gens qui ne se distinguent plus ni par le rang social ou la fortune, ni par un désir profond et sincère, qui vont là parce qu'on y va, sans être préparés à bien profiter de ce qu'ils verront. Le voyage d'Italie, en devenant plus facile et plus fréquent, a perdu de sa valeur, soit à l'estime du voyageur lui-même, soit dans celle du public. La fin plus souvent atteinte est devenue *vulgaire.*

Qu'on pense à ce qui arriverait si le progrès des transports continuait à se développer comme il l'a fait depuis quelques décades et s'il était bientôt donné à chacun de nous de se pro-

curer un petit aéroplane à grande vitesse aussi aisément qu'on achète maintenant une bicyclette. Une ruée énorme se produirait à tous les endroits prestigieux du monde, à l'Acropole, au Forum, aux Pyramides, aux Chutes Victoria et devant le Gaurisankar. Que l'on pense aux après-midi du dimanche dans les endroits populaires des banlieues de nos villes, qui ne doivent leur succès qu'au fait qu'ils étaient naguère de douces solitudes ou les points les plus beaux. Sans parler de la dégradation matérielle qui suit de tels succès, on remarquera cette conséquence de la trop facile réalisation des fins anciennes : les gens de goût les laissent enfin au vulgaire. Ils renoncent aux localités réputées les plus belles et les plus dignes d'intérêt, pour ne fréquenter plus que celles qu'un moindre éclat a préservées d'un succès trop complet. La dégradation des fins anciennes aboutit, *chez les esprits les plus distingués*, à se proposer des fins nouvelles qui peuvent être, non pas intrinsèquement supérieures, mais *inférieures* aux anciennes. Nous sommes ici devant une forme particulière d'un des phénomènes les plus importants de la vie spirituelle, et le plus déconcertant de tous pour le vulgaire esprit de progrès : le *renoncement*.

Cette première analyse et ses frivoles exemples paraîtra peut-être ne faire à l'optimisme progressiste que de faibles égratignures. Cependant elle nous fait découvrir au sein de cette doctrine une des plus graves erreurs qu'on puisse commettre dans la considération des choses humaines. Cette erreur consiste à croire que les *valeurs* sont quelque chose de fixe et d'absolu; que ce qui est reconnu désirable dans un cas le sera autant dans tous les autres; que lorsqu'il nous arrive de convoiter une chose, nous l'obtiendrons avec la même satisfaction quel que soit le procédé qui nous la procure. C'est de croire qu'un voyage en Italie fait en troupeau, par les soins d'une agence et à prix réduit, c'est la même chose en somme que le même voyage, effectué par Gœthe dans sa berline ou par le jeune Van Dyck, à pied et en faisant des portraits pour payer son écot.

Cette erreur n'est pas fondée sur une philosophie délibérément construite; elle provient du fait que chacun de nous transporte dans l'appréciation des choses de la vie supérieure des

façons de penser qui sont suffisantes dans nos démarches les plus utilitaires. Le progressiste systématique raisonne à l'égard de toutes les fins comme on raisonne à bon droit au sujet des besoins élémentaires.

Il convient de distinguer, dans les fins humaines, deux catégories fondamentales. Il y a d'abord celles qui ne sont que la conscience de nos besoins les plus essentiels : ne pas mourir, éviter la douleur physique, l'anxiété, la faim, le froid, ne pas perdre les êtres qui nous sont chers ni les voir souffrir ce que nous redoutons pour nous-mêmes. Ces fins *primaires* sont relativement fixes et stables comme les besoins auxquels elles correspondent. C'est le *résultat* qui importe seul ; telle est notre ardeur à les atteindre que les moyens nous seront pratiquement indifférents. A celui qui est sur le point de mourir de faim il importe peu que la viande soit bouillie ou rôtie, le pain frais ou rassis. Le meilleur moyen sera toujours le plus sûr ou le plus facile.

Mais ce qui caractérise une société civilisée, c'est que ces fins primitives sont à chaque instant et pour la majorité des individus, atteintes ou assurées de l'être. Du moins leur réalisation n'absorbe-t-elle ni tout le temps ni toutes les forces. C'est alors que prend de l'importance une seconde espèce de fins qui méritent indifféremment les qualificatifs de *secondaires*, ou *supérieures*, ou *spirituelles*, ou *sociales*.

On nous dispensera de montrer que toutes ces fins du second degré se ramènent à des variétés infinies d'une seule et même ambition fondamentale, d'ailleurs toujours plus ou moins combinée avec les fins primaires. Ce mobile général qui distingue les êtres sociaux développés, c'est l'appétit d'*approbation*, de *considération*, de *distinction*.

La vanité n'est que la forme inférieure de ce mobile : elle consiste à priser la considération d'autrui fondée aussi bien sur l'apparence du mérite que sur le mérite véritable. Mais les formes les plus délicates de la perfection spirituelle en sont une manifestation supérieure. Celui qui se soucie avant tout de se perfectionner véritablement peut paraître se détourner de cette préoccupation sociale que nous disons prépondérante; en

réalité il n'a fait que l'intégrer au fond de lui-même, lui donnant ainsi sa valeur la plus éminente : l'être soucieux de perfection spirituelle se dédouble en une conscience qui juge et un agent qui pose des actes soumis à ce jugement. Le moteur est alors l'approbation de la conscience.

Ainsi, une fois atteintes les fins primaires, ce qui nous fait estimer à sa valeur ce que nous réalisons, c'est le degré de distinction que cela nous confère aux yeux d'autrui et à nos propres yeux.

Or, dans cette activité sociale et spirituelle, superposée à l'activité strictement utilitaire, et tout au rebours de ce qui se passe dans celle-ci, *la nature et la valeur des fins n'est pas du tout étrangère aux moyens employés et aux conditions de leur réalisation.*

Un pain demeure aussi nourrissant, que je le paie trente centimes ou deux francs, mais un voyage en Italie ne confère pas autant de prestige et ne donne pas une égale satisfaction, soit qu'on l'ait fait en « train de plaisir » ou en y consacrant une année de sa vie.

A mesure que le progrès substitue des moyens nouveaux aux moyens anciens, il est vrai que certaines fins sont de plus en plus facilement réalisées, mais ces mêmes progrès, en nous assurant la satisfaction de nos besoins élémentaires, tendent à donner une importance toujours plus grande aux fins secondaires, c'est à dire à celles dont la valeur varie selon les modalités de leur réalisation.

Nous pouvons tirer les conclusions de cette première analyse.

L'optimisme progressiste intégral, objet de notre examen, voit l'excellence de l'introduction des progrès techniques sous deux formes: 1° meilleure réalisation des fins anciennes; 2° conception et réalisation de fins nouvelles et meilleures que les anciennes. Nous sommes loin d'avoir opposé des négations à ces affirmations. Elles sont vraies, mais elles ne sont pas toute la vérité. C'est un tableau sans les ombres. Le *principe de la variabilité des fins* force à les compléter par des réserves. Sans doute ce sont des progrès techniques qui ont permis à l'homme de s'élever jusqu'à l'ordre des fins secondaires, d'aspirer à tout ce qui le met au dessus de l'animalité, dans les zones de la vie

spirituelle. Mais la même évolution qui a cet immense succès à son actif, travaille sans cesse à amoindrir les valeurs qu'elle a contribué à faire naître.

Une fin devenant plus facile et plus assurée, la raison de se la proposer tend à s'abolir, car le mérite, la distinction, le prestige, et par suite, la satisfaction que sa réalisation devait procurer, elle les entraîne de moins en moins à sa suite.

Nous ne dirons jamais que les progrès techniques ne sont pas bienfaisants, car nous venons d'indiquer de quel bien immense l'humanité leur est redevable; mais nous apercevons déjà qu'ils font autre chose que du bien. Chaque innovation apporte une valeur et en dégrade une. Dès lors la question peut se poser pour chaque cas particulier, du degré de bienfaisance et du degré d'inopportunité d'un progrès technique déterminé.

DEUXIÈME ANALYSE. *Les progrès techniques et la valeur des individus.*

Plus directement que dans l'analyse précédente, nous allons voir l'idée et le fait du progrès technique rapprochés ici de la *morale*. Notre enquête doit nous fournir un commencement de réponse à cette question : quelle influence l'accumulation des progrès techniques semble-t-elle avoir sur le progrès moral des individus ?

Ce qui frappe à première vue dans la réalisation d'un progrès technique important et ce qui suscite l'enthousiasme, c'est qu'il consiste à rendre possible ce qui était impossible; — voler dans les airs — aller d'un point à un autre en un temps très court — communiquer instantanément avec les absents — guérir une maladie jusqu'alors incurable. Mais à la réflexion, on voit que cette capacité entièrement nouvelle se place dans un cadre d'activité préexistant, comme un moyen nouveau d'accomplir ce qu'on réalisait déjà.

En soi l'invention des aéroplanes donne à l'homme un pouvoir qu'il n'avait pas du tout auparavant : s'élever et se diriger dans l'air avec un appareil plus lourd que l'air. Mais de ce pouvoir il ne se sert que comme d'un substitut par rapport à des procédés

anciens : l'aéroplane supplante la locomotive ou le bateau à vapeur pour le transport rapide des hommes et des dépêches, il élimine la cavalerie dans le service d'éclairage en temps de guerre. Ceux-là mêmes qui ne cherchent dans l'aviation que le plaisir ne laissent pas de la traiter comme un substitut, ils y cherchent des périls et des succès que leur auraient procurés jadis l'équitation ou l'automobile.

L'idée de *substitution* est donc fondamentale dans celle de progrès technique. Du point de vue de l'individu, le progrès se présentera régulièrement comme la substitution d'une opération facile à une opération difficile, d'un effort petit ou agréable à un effort grand ou pénible. Ainsi la voiture dispense de la fatigue de la marche ; une nuit dans un wagon-lits est moins fatigante que plusieurs nuits en char à bancs. Une opération chirurgicale peut dispenser de suivre, des années durant, un régime rebutant. La notion moderne du *confort* est étroitement liée à l'application généralisée des progrès techniques ; elle n'en marque pas seulement un aspect superficiel. Toujours le progrès tend à nous permettre de réaliser « confortablement », c'est-à-dire avec moins de peine, ce que nous jugeons à propos d'entreprendre.

Sans doute cette substitution du confort à l'effort se justifie autrement que par l'*agrément* qu'il implique ; une *épargne* en résulte, qui permet de faire effort ailleurs. C'est ce que nous avons signalé déjà dans notre première analyse : les fins anciennes plus facilement atteintes permettent de se proposer des fins nouvelles, dont la valeur peut être plus haute.

On ne saurait méconnaître l'importance de cette conséquence ; seulement c'est à un autre aspect de la question que nous nous attachons : considéré en lui-même, le progrès technique est régulièrement la suppression d'un effort ou d'une peine.

Mais s'il en est ainsi, on aperçoit selon quelle direction une série de progrès tendront à s'accumuler. Quelles que soient les intentions propres à leurs auteurs respectifs, ils seront reçus par la société intéressée comme autant de moyens d'éliminer un effort pénible, comme des raccourcis qui suppriment un détour, comme des « économies » bien venues. Il y a donc toutes chances

que ce qu'on peut appeler *la ligne d'accumulation des progrès* ne soit pas déterminée par une fin unique clairement aperçue, mais qu'elle suive, à chaque étape, la pente du moindre effort ou de l'avantage immédiat ou le plus apparent.

Inventeurs et réalisateurs de nouveautés se comportent-ils à l'égard du public bénéficiaire de leurs travaux autrement que des parents qui satisfont un à un les caprices d'un enfant gâté ?

Tâchons d'éclaircir par un exemple fictif l'idée que nous essayons de formuler. Il est inspiré des embarras de la circulation dans les grandes villes.

Imaginons deux entreprises industrielles de nature différente. Elles ont leurs installations dans la banlieue d'une grande ville, sur des points diamétralement opposés. Le personnel de chacune d'elles habite le voisinage. Pour des motifs quelconques les deux usines viennent à échanger leurs locaux. Que vont faire les employés ? Grâce aux lignes de tramways, ils ne déménageront point : deux groupes de voyageurs traverseront chaque jour la ville en sens inverse, pour se rendre à leur besogne. Mais il y aura encombrement, retards; on réclamera une amélioration du service des tramways. Si une invention nouvelle peut rendre les communications plus faciles, les besoins de nos deux groupes d'employés en favoriseront l'adoption.

Si, au contraire, les communications s'étaient montrées, dès le principe, totalement insuffisantes pour permettre le déplacement des deux groupes d'employés, ceux-ci auraient dû recourir à la mesure radicale du déménagement. Une *crise* se serait produite dans leur existence, pénible mais passagère, à la suite de laquelle chacun des deux personnels se serait trouvé installé dans le voisinage du point où l'appellent désormais ses affaires.

Dans ce cas, on voit donc l'accumulation des perfectionnements tendre à maintenir indéfiniment un *désordre* manifeste, l'inadaptation des deux personnels à la situation des établissements qui les emploient. Le progrès travaille à leur éviter un effort pénible, le changement de quartier; mais si la crise évitée s'était produite, elle aurait établi un état de choses plus satisfaisant à tous égards.

On voudra bien remarquer que cet exemple où tout est amé-

nagé à dessein, au point de le rendre peu vraisemblable, n'est cependant qu'un schéma technique qui exprime exactement l'état de choses actuel dans les grandes « agglomérations ». La rapidité croissante des communications a pour effet de détourner les gens de cette crise d'adaptation qui consiste à se fixer le plus près possible des endroits où l'on a affaire, et de perpétuer ainsi un désordre consécutif. On perfectionne indéfiniment les moyens de transport, cela fait que chacun remplace un effort d'accommodation décisif, accompli une fois pour toutes, par un nombre croissant de kilomètres parcourus chaque jour. L'engorgement des points de croisement ou de convergence ne fait que manifester le désordre dénoncé. Comment l'esprit progressiste suggère-t-il de résoudre ces difficultés ? En imaginant des progrès techniques supplémentaires, organisation de la circulation, perfectionnement des moteurs, augmentation du rendement des lignes, etc...

On demande à de nouveaux progrès techniques de résoudre les difficultés causées par l'accumulation des progrès techniques. On espère que les progrès à venir dispenseront chacun de se résigner à des obstacles insurmontables. *Se résigner*, ce serait renoncer à accumuler les progrès selon la ligne du moindre effort ou des satisfactions immédiates, et se décider à s'adapter aux lois de la distance, de telle sorte que le nombre moyen de kilomètres parcourus chaque jour serait réduit. L'animation des grandes villes est un désordre entretenu.

Un autre exemple, entièrement réel celui-là, est peut-être plus saisissant que le premier. L'Europe se nourrit du blé de l'Amérique. Les chemins de fer et la navigation à vapeur rendent possible, après chaque récolte, le transport du blé d'un continent à l'autre, en quantité suffisante, assez vite et à un assez bas prix. Que serait-il arrivé si les moyens de transport n'avaient fait aucun progrès depuis deux siècles ? Les provinces reculées du Canada n'auraient pu alimenter les pays européens. Mais s'ensuit-il, comme on le dit quelquefois, que le surprenant accroissement de la population européenne qui s'est produit depuis un siècle aurait été impossible ? Voici ce qui serait probablement arrivé : l'accroissement de la popula-

tion aurait produit en Europe une pléthore qui aurait provoqué une émigration appropriée. Les bateaux à voiles et les chariots à bœufs du passé n'auraient pu suffire à transporter chaque année le blé nécessaire aux habitants de l'Europe surpeuplée, mais ils auraient suffi amplement au transport des émigrants. Le Canada et les pays de même condition n'exporteraient pas de blé, mais ils seraient peut-être beaucoup plus peuplés qu'ils ne le sont; et leur population se suffirait à elle-même, comme se suffirait de son côté la population plus clairsemée de l'Europe. Les progrès techniques font naître et durer ce désordre relatif : une population qui s'accroît indéfiniment sur place et qui s'ingénie à faire venir de très loin la nourriture qu'elle consomme; au lieu d'un seul voyage accompli une fois pour toutes par l'ancêtre émigrant, le renouvellement annuel du transport de ce dont chaque individu a besoin pour vivre.

C'est une erreur de soutenir avec Rathenau, que seule la technique moderne permet à une population si dense de subsister. Il est vrai que la suppression instantanée de cette technique serait une catastrophe, mais c'est parce que la population est répartie d'une manière qui résulte de cette technique et qu'elle attend tout de celle-ci. Une population égale ou supérieure aurait pu prospérer en ne s'aidant, par exemple, que des moyens techniques dont on disposait à l'époque de Champlain ou du *May Flower*. Mais une crise se serait produite dans un plus grand nombre de familles, provoquée par la difficulté de se maintenir dans leur lieu d'origine, et un plus grand nombre se seraient résolues au grand effort nécessaire pour dénouer la crise, l'émigration.

Les progrès de la technique matérielle ne sont pas les seuls qui dispensent l'individu d'un effort pénible et décisif, et lui permettent de compter sur le dehors plutôt que sur lui-même : les progrès de la technique sociale peuvent avoir le même résultat. On le constaterait sans sortir de l'exemple de l'émigration. Grâce aux assurances, aux mutualités, aux organisations syndicales et politiques, les ouvriers atteints par le chômage prolongé se refusent, soit à changer de métier, soit à émigrer. Sans prétendre émettre aucune appréciation sur ce cas parti-

culier, très épineux comme on sait, nous pouvons remarquer que là encore le progrès s'accumule selon une ligne de moindre effort; et quelque prestigieux que soient les moyens accumulés, on pressent que dans bien des cas une crise acceptée et résolue par un effort de l'individu sur lui-même, aurait des résultats sociaux non moins excellents et plus décisifs.

La Société est un peu comme un gourmand dont l'Inventeur est le médecin complaisant. Le gourmand demande à son médecin un remède pour digérer mieux. En possession de ce digestif, il s'en sert pour manger plus, après quoi, se plaignant de l'insuffisance du remède, il attend que le médecin lui en procure un meilleur. Peut-être que, sans médecin ni remède, ses premiers malaises l'auraient conduit à l'habitude de la sobriété.

On le voit, cette analyse aboutit à mettre en évidence, dans la vie sociale, une opposition profonde et troublante. Ce n'est rien moins qu'une incompatibilité relative entre le progrès technique indéfini et le perfectionnement moral, le conflit de la morale et de l'industrie.

Mettre son espoir dans l'accumulation des progrès techniques, dont chacun répond à un désir, détourne du recours à l'effort sur soi-même.

C'est ce que confirmerait l'histoire des doctrines et en particulier l'examen de l'idéal des apôtres les plus décidés du progrès par l'accumulation des réformes, d'un JEREMIE BENTHAM, par exemple.

L'esprit progressiste proprement dit porte son espoir et son effort du côté de la modification des conditions de l'existence extérieures à l'individu. Il ne rêve qu'à de meilleurs moyens de maîtriser les forces naturelles ou à de meilleures institutions politiques, juridiques, administratives, etc... Mais tout ce progrès ne tend pas proprement à améliorer l'individu en lui-même. Chaque innovation est inspirée par un besoin, un désir, une ambition acceptés tels quels. Le progrès, peut-on dire, tend à améliorer indéfiniment le milieu où vit l'individu, non pas l'individu lui-même : le changement relégué dans les choses, dispense l'individu de changer, ou du moins de changer par son propre effort, de s'améliorer lui-même.

L'esprit de la *morale*, dans sa nature la plus profonde, est le contre-pied de cet esprit-là. La morale peut fort bien être considérée elle-même comme *une technique sociale*; mais cette technique est fondée sur l'effort de l'individu sur lui-même. Devant les imperfections et les accidents fâcheux de la nature ou de la Société, la réaction morale consiste à recourir à du sacrifice, à des concessions, à des renoncements ou changements de fin : se priver pour soulager les autres, abandonner des prétentions qui gênent autrui, modérer ses désirs, les contrôler selon certains critères, s'armer de courage, de patience, de résignation. Descartes, s'inspirant des Stoïciens, disait: *se vaincre plutôt que la fortune*. Dans cette formule est contenue toute l'opposition que nous essayons de marquer : le sage recourt à la technique morale, l'effort de direction sur soi-même; le progressiste vulgaire ne voit rien de mieux que d'accumuler hors de lui-même les changements conformes à ses désirs, il ne songe qu'à vaincre la fortune.

N'est-ce pas une contradiction assez surprenante que celle-ci ? Le progressiste ne manquera pas de nous dire que le meilleur résultat qu'il attend du progrès c'est l'amélioration des individus. Cependant, ce que nous trouvons dans la forme la plus populaire et la plus influente de l'idée de progrès, ce n'est pas un idéal de perfectionnement de soi-même, ce n'est même pas l'idée d'un changement universel qu'on découvre, c'est une constante : la valeur de l'individu. Changer de milieu, c'est se dispenser de changer soi-même, c'est, dans bien des cas, reculer devant un effort d'amélioration de sa personne et se dispenser d'exercer ses capacités morales.

Et encore, est-il certain que la réalisation de tous ces progrès, dont chacun nous dispense d'une peine, répond à un désir non contrôlé ou suggère un caprice nouveau, est-il certain qu'en nous dispensant de progresser cela nous maintienne tels que nous sommes ? N'est-ce pas au contraire travailler à nous gâter chaque jour davantage que de rendre ainsi la nature plus confortable ? C'est à coup sûr en courir le risque; mais il semble bien que les effets inattendus de l'accumulation des progrès de détail, en décevant l'attente de leurs promoteurs, soient sur

ce point, rassurants pour le moraliste. Nos prochaines analyses suffiront à montrer que ces progrès substituent aux désavantages qu'ils abolissent de telles difficultés et contrariétés nouvelles, que l'effort moral trouve toujours à s'exercer.

Il n'en demeure pas moins, et c'est où nous a conduits cette seconde analyse, que par sa nature l'accumulation des progrès techniques *tend à évincer cette autre technique, l'effort de l'individu sur lui-même. Le progrès*, au sens ordinaire, tend à abolir *la morale* : ce n'est pas sa faute s'il n'y réussit pas.

. . . .

Réunissons dès maintenant les résultats de ces premières considérations et formulons nos premières conclusions générales.

A ce problème : quels sont les effets de l'introduction des progrès techniques, l'optimisme progressiste classique répond : ces effets sont nécessairement bons; le bien, dans les conséquences des changements progressifs réunis, l'emporte sur le mal.

Nous sommes contraint de ne pas nous contenter de cette réponse. Elle ne tient pas compte de la totalité des faits. Le *principe de la variabilité des fins* et l'opposition relative relevée entre le progrès extérieur et le progrès intérieur ou progrès moral, démontrent l'insuffisance d'une réponse tout optimiste, mais sans imposer en rien une réponse qui en serait l'exact contre-pied. Nous n'avons fait que signaler des conséquences que la doctrine courante laisse dans l'ombre, et qui ne sont pas toutes bonnes. Les progrès introduisant des fins nouvelles, 1° la question de savoir si ces fins valent mieux que les anciennes qu'elles périment, reste à traiter; il est arbitraire de la résoudre sommairement par l'affirmative; 2° ces fins nouvelles que l'individu se propose parce que les anciennes, trop facilement atteintes, ne lui procurent plus des satisfactions suffisantes, il se peut qu'il ne les réalise pas; du point de vue du bonheur, il peut n'être pas plus avancé que son ancêtre. Celui-là était anxieux et incertain dans la poursuite des fins qui étaient alors à la limite des

ambitions raisonnables, celui-ci est anxieux et incertain dans la poursuite des fins nouvelles; 3° notre seconde analyse va plus loin : elle ne s'arrête pas à remettre en question le point de savoir si les conséquences des progrès techniques sont toujours bonnes, elle montre qu'à certains égards, ces conséquences sont fâcheuses. Le progrès du milieu extérieur peut être acheté par une stagnation, voire un amoindrissement de la valeur morale des individus. Il y a des techniques qui évincent la technique morale, il y a des progrès qui remplacent de l'esprit par de la matière.

L'accumulation des progrès partiels n'est pas nécessairement un progrès total. Ce qui est moteur dans cette marche vers l'augmentation des capacités de l'homme, ce n'est pas une force unique et dirigée vers un bien absolu, ce sont des forces particulières et toutes prochaines. Chez ceux qui inventent ou introduisent les nouveautés, c'est l'amour de la gloire ou l'appât du gain; chez ceux qui les appliquent c'est le désir de s'éviter une peine, ou d'imiter autrui, ou d'atteindre telle fin particulière. Un progrès donne *de l'avance* à ceux qui sont les premiers à l'appliquer; mais cet avantage n'est qu'un bien relatif et éphémère. On prend pour un bien absolu ce qui peut n'être qu'une amélioration momentanée. Les fins nouvelles qui vont en résulter remettront tout en question. Ce qui demeure d'*un progrès*, c'est *un changement*, mais non pas nécessairement *un bien*.

Nos analyses montrent le profit qu'il y aurait à introduire dans l'étude sociologique des changements techniques, une distinction plus ou moins formelle entre les *grands progrès* et les *petits progrès*. On ferait rentrer dans les grands progrès aussi bien une accumulation de petits progrès qui se combinent organiquement, qu'une amélioration profonde et immédiate.

J'appellerais *petit progrès* celui qui n'introduit dans l'activité générale qu'un changement tellement limité qu'il laisse relativement intacte la fin commune qui l'a inspiré. Ainsi, les progrès qu'a réalisés l'*art de guérir* (distingué de l'*hygiène*) sont jusqu'ici des petits progrès au sens que nous donnons ici à cette expression. Ils n'ont pas modifié sensiblement les fins du médecin ni celles du malade, qui sont d'éliminer la souffrance et d'allonger

l'existence. Les progrès qu'a réalisés l'exploration polaire jusqu'à Nansen et Shackleton par exemple, étaient des *petits progrès*. Ils laissaient intact le désir d'atteindre, dans un but scientifique, les points réputés importants des régions polaires.

L'amélioration des races d'animaux domestiques et des semences n'a connu jusqu'ici que des *petits progrès*; les fins que se proposent ceux qui s'y consacrent et tous ceux qui en bénéficient sont les mêmes que l'on se proposait avant leur réalisation.

Les *grands progrès* seraient tous ceux qui permettent de réaliser la fin qui les a suggérés à leurs promoteurs d'une manière si complète que leur effet immédiat ou prochain est de conduire à se poser des fins nouvelles et très différentes.

Les chemins de fer ont été un progrès de ce genre. Il a apporté dans le transport des personnes et des choses une amélioration si radicale qu'il n'y a plus guère de comparaison possible entre le régime qui en est résulté et le régime antérieur au point de vue des fins communes aux deux époques. Une capacité immensément accrue entraîne immédiatement des intentions toutes différentes et des appréciations sans commune mesure avec les anciennes.

Il faut considérer comme le *grand progrès* par excellence l'augmentation presque indéfinie de la capacité de production que le XIXe siècle a introduite dans un grand nombre d'industries, par l'utilisation des diverses sources d'énergie, l'emploi des machines, l'application des découvertes de la chimie, etc. Il n'y a aucune proportion entre ce que ces industries fournissent ou peuvent fournir depuis leur transformation, et ce qu'elles fournissaient dans le régime antérieur, vieux de tant de siècles. Or, cette quantité ancienne correspondait à peu près aux besoins de la société. Si la fin primitive des industriels était de produire assez pour satisfaire à ces besoins limités, l'accroissement indéfini de la production les a bientôt conduits à se poser d'autres fins. La *surproduction*, actuelle ou possible, fait passer la société d'un état où l'on demande aux producteurs, à un état ou ceux-ci s'ingénient à forcer tout le monde a consommer plus afin qu'ils aient à produire beaucoup. On l'a dit souvent, les machines, esclaves de l'homme, réduisent l'homme à l'esclavage. Des fins

anciennes ont fait naître les machines, mais les machines à leur tour font naître des fins nouvelles, passablement tyranniques.

On aperçoit la raison de notre distinction entre les petits et les grands progrès. Les premiers n'abolissent pas la fin première. Ils s'accomplissent au sein d'une activité qui demeure à peu près ce qu'elle était auparavant. La durée de la vie des hommes et des femmes qui ont échappé aux dangers de la petite enfance est encore comparable à celle des clients d'Hippocrate. La force et l'endurance des races de chevaux améliorées est du même ordre de grandeur que celle des chevaux antérieurs à tout « stud book ». Le grain de froment des « lignées » sélectionnées demeure comparable à celui qu'on trouve dans la vase des palafittes.

Non seulement les petits progrès n'abolissent pas la fin qui les inspire, mais ils lui donnent souvent une valeur nouvelle. Ils font qu'un plus grand nombre de chercheurs communient dans le désir de réaliser une fin plus délibérément affirmée. L'effort des physiologistes acharnés à lutter contre la mort et la douleur augmente le prix de la vie et aiguillonne le désir de vivre,de même que si la conquête du pôle a du prix, c'est surtout parce que tant d'hommes courageux se sont épuisés à l'accomplir.

Ceci nous aide à comprendre la méprise qui entretient cette philosophie populaire du progrès dont nous faisons la critique. *L'optimisme progressiste considère et accueille tous les progrès comme s'ils étaient des petits progrès.* Cela veut dire que, dans sa méconnaissance naïve du principe de la variabilité des fins, le sens commun ne doute pas que les choses ne demeurent, après un progrès important, ce qu'elles étaient avant. Il ne voit qu'une amélioration par surcroît. Pour l'optimiste, en réalisant ce perfectionnement, l'humanité ne fait que se rapprocher un peu plus de ce vers quoi elle tend nécessairement (1).

Nous savons au contraire qu'il y a des *grands progrès*, et que ceux-ci entraînent dans la société des changements si profonds

(1) Il faut dire que le sens commun est entretenu dans cette illusion par l'usage immodéré de concepts vagues et trompeurs, tels que le *bonheur*, le *bien-être* et la notion même du *progrès* pris comme un absolu. De telles notions peuvent désigner des fins capables de nous inspirer toutes nos entreprises, feux follets qui reculent à mesure qu'on avance. Le bonheur n'est pas une fin déterminée ; on ne cherche pas le bonheur en soi, *on met son bonheur* à atteindre

qu'ils avilissent et finalement abolissent la fin qui a présidé à leur réalisation, et que d'autres fins se substituent alors à celle-là.

Nous dirons donc : quand nous introduisons *un petit progrès*, nous savons, d'accord avec l'opinion vulgaire, que cette action est une œuvre bonne et bienfaisante en ce qu'elle rapproche nous-mêmes et les autres d'une fin dûment conçue. Mais lorsque nos efforts aboutissent à *un grand progrès*, que ce soit un changement radical, ou aussi bien une somme de petits changements qui s'agglomèrent, alors, force est bien de le reconnaître, *nous ne savons pas ce que nous faisons*. Le changement qui s'ensuivra sera si profond que la fin primitive perdra sa valeur ancienne, soit qu'on la réalise, soit qu'on la dédaigne. D'autres fins, peut-être bonnes, peut-être mauvaises, s'y substitueront, et, bonnes ou mauvaises, il se peut que leur poursuite introduise dans le monde autant de déception et de désordre qu'il y en avait avant l'introduction du progrès.

S'il nous fallait, à la manière de Platon, clôturer ces remarques par un mythe expressif, celui de *Glaucus* paraîtrait fait pour nous. Le berger Glaucus ayant rendu je ne sais plus quel service à je ne sais plus quel dieu, il obtint de voir s'accomplir le vœu qu'il formulerait. Il demanda de ne jamais mourir. Voilà certes un « grand progrès ». Mais Glaucus comprit bientôt que lorsqu'il pressait le dieu d'y consentir, il ne savait pas ce qu'il faisait. Il avait négligé de demander par surcroît une jeunesse indéfectible, et Glaucus désespéré cache dans les flots de l'océan une décrépitude qui s'aggrave éternellement.

---

telle fin qu'on se propose. Ces notions équivoques servent notamment à dissimuler, dans de nombreux cas, les changements de fins. L'industriel dira qu'il travaille toujours au bonheur de l'humanité, soit qu'il produise proportionnellement à ses besoins actuels, soit que, grâce à tel procédé technique, il arrive à produire beaucoup plus et s'efforce d'accroître par tous les moyens la consommation. De même, le guerrier trouvera que l'*honneur* du pays n'est jamais entièrement satisfait et qu'il est intéressé dans tous les conflits, et le fanatique sera d'avis qu'on n'a jamais fini de travailler à la *grandeur* de Dieu. Il va sans dire que, par rapport à des fins semblables, tous les progrès sont, par définition, *des petits progrès*, mais ce sont de fausses fins, inventées exprès pour qu'il en soit ainsi. Quand nous parlons de fins, ce n'est jamais de ces fins feux follets, mais de fins déterminées qui, loin de ressusciter indéfiniment devant le succès, sont conçues comme susceptibles d'être atteintes une fois pour toutes.

II

LE CONFLIT DE L'ART
ET DE L'INDUSTRIE PROGRESSIVE

Depuis trois siècles ce sont les artistes et les gens de goût qui ont fourni le plus constamment des adversaires à l'optimisme progressiste. C'est parmi eux que se recrutaient au XVIIe siècle les partisans de la supériorité des poètes anciens sur les nouveaux. Leurs adversaires, défenseurs des modernes, tout en marquant plus d'un point grâce à d'excellents arguments philosophiques, firent preuve le plus souvent d'une absence de discernement artistique qui nous les a rendus passablement ridicules. Au XIXe siècle, lorsqu'un pessimisme partiel ou systématique se fait écouter, il émane presque à coup sûr d'un penseur très attentif aux choses de l'art, Schopenhauer, par exemple, ou d'artistes comme Flaubert ou Leconte de Lisle, ou d'un écrivain au génie lyrique, comme CARLYLE, ou d'un esthéticien proprement dit, comme RUSKIN. C'est au point de vue de l'art et du beau que se place le plus souvent Ferrero lorsqu'il formule des réserves sur la valeur de la civilisation de notre temps. N'y a-t-il là qu'une coïncidence de peu d'importance, ou ces faits seraient-ils liés par quelque raison générale ?

D'autre part, si nous comparons les conditions actuelles de la production artistique et du goût avec celles des siècles passés, certaines coïncidences ne nous frappent pas moins. Nous le savons, la fin du XVIIIe siècle et le début du XIXe siècle sont l'époque où s'achève le triomphe de la philosophie du progrès. C'est dans ces années si mouvementées que la doctrine progressiste réussit à faire sentir son action sur toutes les formes de l'activité sociale, et à animer les esprits dans toutes les classes de la société. Or il n'est pas exagéré de dire que cette époque a connu un véritable effondrement du goût public en Europe. Au XVIIIe siècle, ce qu'on appelle le *Grand Art* n'était peut-être pas en progrès par rapport à la Renaissance et au XVIIe siècle, mais ce qu'on appelle l'art appliqué ou l'art industriel :

les meubles, les livres, les menus objets, la céramique, les vêtements, les bâtiments domestiques, les jardins, brille alors par un ensemble de qualités artistiques que l'esprit le plus académique ne peut contester. Il n'est pas exagéré de parler de l'époque de Louis XV comme d'un apogée de l'art et du goût appliqués à la vie domestique.

A ce brillant état de choses le XIX[e] siècle a fait brusquement succéder un désarroi dans le goût et une efflorescence de laideurs qui semblent être, dans l'histoire du monde, un événement aussi nouveau que la machine à vapeur ou l'industrie électrique.

Malgré beaucoup d'efforts partiellement heureux, notre temps n'est guère parvenu à se relever entièrement de cette chute. Il nous faut ici prendre ce fait pour accordé. A ceux qui ne se seraient jamais avisés de la quantité désolante de laideurs, les unes délibérément consenties, les autres faites de beauté manquée, au milieu desquelles l'activité des dernières générations nous fait vivre, à ceux-là le présent chapitre ne s'adresse en aucune manière : ils ne nous comprendraient pas. Nous ne nous adressons qu'à ceux qui ont de cette disgrâce un sentiment aussi puissant qu'il est indémontrable.

De nos jours, il y a de grands artistes qui produisent de très hautes œuvres, mais ce grand art est plus séparé du « grand public » qu'il ne l'a jamais été. Il est *difficile* et peu accessible, voire excentrique, déconcertant pour les bonnes volontés non préparées, et il ne se manifeste pas par de grandes œuvres collectives, telles que les cathédrales du Moyen Age ou les temples de l'Antiquité. Au-dessous de cet art supérieur et distant, l'activité esthétique comporte une immense production « vulgarisée », où l'effort proprement artistique se noie progressivement dans une activité commerciale et industrielle, et dont les produits les plus caractéristiques sont ce nombre infini d'objets aux formes d'emprunt insérées sur une matière déguisée. L'*ornement* est prodigué partout, plus qu'il ne l'a jamais été, mais, pour parler comme les esthéticiens de cabaret, il est entendu que « tout cela n'est pas de l'Art ». C'est quelque chose d'intermédiaire entre l'art proprement dit, et la matière dépour-

vue de tout embellissement. Des formes empruntées à tous les styles s'y adaptent à une matière qui ne les a pas inspirées ; la beauté propre aux formes et celle qui est propre à toute matière se contrariant au lieu de s'unir, c'est de la laideur que cette vulgarisation crée presque toujours.

A cet état de la production correspond, dans le public, soit un goût perverti, soit l'insensibilité totale. Seuls quelques amateurs, en s'entr'aidant, réussissent à surmonter ces circonstances défavorables, et parviennent au discernement raffiné, grâce à une critique laborieuse sous son affectation de désinvolture.

Ainsi les capacités techniques de notre temps, en vulgarisant l'ornement et les moyens de plaire, créent entre la beauté artistique proprement dite et les choses strictement utilitaires, une masse intermédiaire où domine la laideur, qui n'est que prétention injustifiée et attente déçue.

Une constatation s'impose donc, c'est que le progrès technique, éperdument développé depuis la fin du XVIIIe siècle, et les progrès de l'activité artistique ne marchent pas de pair. On le savait de reste : dès le XVIIIe siècle, les progressistes les plus clairvoyants ont pris soin de considérer la production artistique comme un domaine à part, le seul où la loi du progrès ne s'applique pas en toute rigueur. Mais cette constatation n'est pour nous qu'un point de départ. Nous nous demanderons : 1° entre l'art et les progrès techniques indéfiniment accumulés, y a-t-il indépendance seulement, ainsi que le reconnaissait un Turgot, ou bien y aurait-il antagonisme décidé, de telle sorte que l'avènement des uns marquât la mort de l'autre ? 2° ou bien n'y aurait-il pas entre ces deux termes un rapport plus complexe et qu'il reste à déterminer ?

Le problème ainsi posé, nous allons tâcher d'en préparer la solution en procédant, comme dans le chapitre précédent, à des analyses sociologiques partielles, arbitrairement choisies.

PREMIÈRE ANALYSE. — *La grandeur des moyens et la médiocrité des résultats.*

Les moyens dont nous disposons pour réaliser de belles œuvres n'ont jamais été aussi puissants ni aussi variés. Mais

il faut convenir que nous n'en usons guère pour réaliser des œuvres d'art grandioses et parfaites. Les petites villes anciennes que le temps a épargnées nous étonnent par leurs grands édifices, églises, palais, maisons communes, comparés à l'exiguité des habitations et à leur petit nombre. Cependant bâtir une cathédrale, ordonner des monolithes, demandait à nos pères un effort bien plus grand que celui qu'il nous faudrait faire pour réaliser dix fois plus. Il faut donc reconnaître qu'à mesure que la technique nous fournit plus de moyens, nous nous en servons moins pour créer les œuvres les plus imposantes et les plus belles possibles. Comment expliquer cela ?

Par beaucoup de causes sans doute ; mais nous ne retiendrons que l'une d'elles, sans nier l'importance des autres. Qu'on ne l'oublie pas, ce qui caractérise notre temps, ce n'est pas seulement tel ensemble de moyens techniques mis à notre disposition, c'est le progrès indéfini de ces moyens. Toute notre vie est déterminée à la fois par les progrès acquis et par l'attente du progrès prochain. Aussi, dans cette étude, ce n'est pas autant des progrès réalisés que nous recherchons quelques conséquences, que du fait de l'accumulation indéfinie des progrès, ce qui est tout autre chose.

L'effet universellement reconnu, et d'ailleurs bienfaisant, de la technique progressive, c'est l'accroissement de la richesse ; mais on prend moins garde qu'en même temps se produit l'*indisponibilité* relative de cette richesse accrue. Le capitaliste augmente régulièrement son avoir, mais c'est à condition qu'il continue de l'investir dans l'industrie ou les entreprises de toute espèce. Les progrès incessants dans la manière de produire demandent un renouvellement perpétuel du matériel. De là des appels de capitaux qui se feraient plus rares et moins pressants si la technique devenait stationnaire. D'un autre côté, ces progrès entraînant plus de bénéfices et rendant les gens plus riches, il est toujours nécessaire que chacun s'enrichisse davantage, car celui qui ne le fait pas est distancé par ses rivaux ; il ne se maintient pas, il déchoit. Ne pas déchoir est, nous le savons, le mobile le plus puissant dès que les besoins animaux ont cessé de nous faire agir seuls. Nous retrouvons ici la loi de

variabilité des fins. A mesure que l'on augmente son revenu, on se propose de l'augmenter davantage. Le régime « capitaliste » entretenu et renforcé par le fait des progrès techniques perpétuels, d'une part nous force à employer le surplus de nos revenus à accroître nos bénéfices futurs, d'autre part il nous en fournit le moyen en provoquant l'appel incessant de capitaux par l'industrie pressée d'appliquer les inventions nouvelles.

Pour bien comprendre cet état de choses et ses conséquences, il est bon de se reporter au cas d'une société où la technique demeure stationnaire. Prenons pour exemple une société agricole vivant dans ces conditions. Toute la terre est partagée ; que faire du surplus de richesse qu'elle procure aux privilégiés qui la possèdent ? Ils ne peuvent agrandir leur domaine, ni l'améliorer indéfiniment ; l'outillage est suffisant et l'on n'en connaît pas de meilleur. Aucun « appel de capitaux ». Les riches thésaurisent en accumulant les métaux précieux, les pierreries, mais aussi *ils font travailler les artisans et les artistes*. L'emploi caractéristique du surplus des revenus, qui est chez nous l'achat de « valeurs » nouvelles, sera dans cette société l'*investissement du travail humain dans la matière durable*. L'art et la recherche scientifique sont presque les seuls domaines de l'activité humaine où une accumulation indéfinie de travail et d'effort ne s'avère jamais entièrement stérile. De même que le savant peut toujours chercher des vérités nouvelles ou s'obstiner indéfiniment dans la recherche d'une vérité qui se dérobe, l'artiste peut persévérer à l'infini dans son effort, soit qu'il fouille toujours davantage les ornements d'une pagode, soit qu'il élève avec des moyens techniques constants des monuments toujours plus considérables, soit aussi bien qu'il s'applique à perfectionner son faire ou à renouveler son inspiration.

Les arts de l'Antiquité, du Moyen âge et de l'Orient ont sur l'art moderne certaines supériorités qui ne s'expliquent que par là. La richesse qui s'écoule maintenant dans le renouvellement des procédés et l'accroissement des entreprises, allait jadis à l'immense concentration d'effort humain qu'implique l'œuvre d'art pure, sincère, authentique. C'est le secret de la valeur subtile dont nous nous étonnons. Occupés ailleurs, nous espé-

rons, nous, produire économiquement une beauté équivalente, et nous ne faisons que de la contrefaçon.

A certains égards, l'avancement économique dont notre temps se félicite est une sorte de cercle vicieux; la richesse ne fait que passer dans nos mains pour retourner au lieu où elle est née; nous nous croyons riches et nous sommes pauvres, car nous ne sommes riches qu'à condition d'employer notre argent d'une certaine façon.

Notre puissance est impuissance, car notre argent crée peu de chose qui le surpasse en dignité, peu de beauté, par exemple. Dira-t-on que, dûment avertis, nous pouvons changer tout cela? Il ne suffit pas au riche de vouloir faire ce que les riches de notre exemple étaient conduits à faire à l'envi : on n'improvise pas le grand art, pas plus que les bonzes ou les monarques d'Angkor n'auraient pu improviser, s'ils s'en étaient avisés, des locomotives ou des machines à tisser. Quand une société moderne ou un particulier, dans une excellente intention, font effort pour susciter une œuvre du premier ordre, comme le Palais de Justice de Bruxelles, la gare d'Anvers, la basilique de Montmartre ou le monument de Victor Emmanuel au Capitole, le succès est incertain, et le résultat rarement proportionné à l'intention ou à l'effort. Alors même que le talent de l'artiste est à la hauteur de l'entreprise, le petit monde des exécutants n'existe pas; le détail ne répond pas à l'ensemble; des moyens détournés, des « à peu près » s'insinuent dans l'exécution, qui privent l'effort de sa valeur symbolique. Enfin, et surtout, la société n'est point préparée à accueillir cette œuvre comme il convient : il manque les *conventions* implicites et solidement établies, sans lesquelles, quoi que fasse l'artiste, ses lignes ou ses volumes n'ont pas de signification, ses ornements sont arbitraires, ses intentions « ne portent pas ».

Cette analyse aboutit donc à confirmer une certaine incompatibilité entre le renouvellement incessant de la technique en général et les réalisations les plus heureuses du labeur artistique. Une différence profonde se remarque entre les sociétés à base de progrès industriels constants et une société qui brille surtout par une production artistique considérable. Pour que l'art s'épa-

nouisse il faut un surcroît de richesse à y consacrer exclusivement, et une certaine constance dans les procédés employés. Dans les sociétés à technique progressive le surcroît de richesse va au surcroît d'industrie, et l'instabilité des procédés bouleverse le champ où doit germer *la valeur esthétique*. Nous insisterons sur ce dernier point.

DEUXIÈME ANALYSE. — *Les progrès techniques et la crise du goût.*

C'est sur la notion de style que porte cette analyse.

Nous n'avons pas besoin, heureusement, de donner du style une définition en forme. Il nous suffira de rappeler qu'un style consiste dans un ensemble de caractères communs à une multiplicité d'objets que leurs auteurs ont voulu faire beaux. Dans cette intention, ils ont recouru à certaines *règles* qui, en même temps qu'elles impriment aux œuvres diverses une certaine ressemblance, doivent leur procurer par elles seules un minimum de valeur esthétique. Par exemple, plusieurs édifices construits dans le style gothique participent d'une certaine beauté, la même pour tous, indépendamment de l'inégalité de valeur que peut introduire dans chacun d'eux le talent des architectes, le soin de la construction ou la qualité des matériaux.

Ces remarques sont d'ailleurs bien vagues et leur signification ne se préciserait que si l'on répondait à ces questions : comment se forme un style, comment les caractères en sont-ils arrêtés, et comment arrivent-ils à nous plaire ? La substance de la réponse à ces questions se trouverait peut-être dans cette proposition : *un style est un compromis entre ce que nous voulons et ce que nous pouvons.*

De toute évidence, c'était une même intention qui animait les architectes ioniens et les architectes doriens. La fin était identique : honorer les dieux, non sans faire honneur aux cités fidèles à ces dieux. Mais les ioniens disposaient de marbres durs, tandis que dans les pays où le style dorique s'est épanoui, on ne tirait des carrières que des tufs mous et sans résistance au moment de la mise en œuvre. Pour obvier à l'écrasement, il fallait donc épaissir et rapprocher les colonnes, atténuer le relief des

ornements et la profondeur des cannelures, etc. Toutes les proportions de l'édifice en furent modifiées.

S'il ne s'était agi que de fins industrielles et non d'art ou de beauté, les architectes que nous appelons doriens ne se seraient pas résignés à une telle infériorité de conditions. Ils n'auraient eu de cesse qu'ils n'eussent pu faire, eux aussi, tout ce que la nature permettait à leurs rivaux. Mais ils ne manquèrent pas de s'apercevoir des avantages réels qui, du point de vue de la beauté, résultaient des nécessités locales, et l'on sait que c'est systématiquement qu'ils accentuèrent, dans leurs œuvres, un effet de grandeur et de sobriété austère qui ne le cède en rien à la grâce du style ionique. La beauté dorienne avec les règles et proportions qui la réalisent, en un mot le style dorique, est donc bien un compromis heureux entre des intentions données et des moyens donnés. Les moyens ont réagi sur les fins, en les limitant, et de là sont nées des règles qui, devenues fixes par leur succès même, ont constitué un style destiné à durer et à se propager au-delà des circonstances de son élaboration.

Pour naître et pour s'établir un style demande des occasions répétées et du temps. Ce n'est qu'à la longue que le compromis décisif entre les fins et les moyens s'institue et se fait consacrer. Ce compromis comporte au plus haut degré de l'arbitraire et du conventionnel; d'autres conventions pourraient être adoptées, on les propose; il faut qu'elles soient écartées pour laisser la place à un ensemble de règles enfin pourvues de ces moyens de s'imposer que sont le prestige du succès, l'accord de beaucoup pour les favoriser, la consécration de l'enseignement, l'autorité de ce qui vient des maîtres disparus, la valeur symbolique que leur vaut les œuvres où on les trouve appliquées, etc.

Le système des règles une fois établi constituera un cadre au sein duquel il est tacitement convenu que l'ornement, le caprice, la fantaisie, les variations que suggèrent les circonstances locales et la rivalité des talents individuels auront à se donner carrière.

Sans nous demander s'il est désirable qu'un style unique arrive à dominer exclusivement et le plus longtemps possible, nous nous bornerons à rappeler que les époques où l'art a le

plus brillé sont celles où les esprits les meilleurs ont su se soumettre aux conventions d'un style. Il n'est pas moins avéré que notre époque diffère absolument de ces époques-là : non pas qu'il n'y ait de grand art, on verra mieux plus loin notre opinion sur ce point, mais cet art est confiné dans des cercles très restreints, en dehors desquels ses conventions sont incomprises, et dans la masse de la société contemporaine domine l'incohérence des intentions, l'anarchie des règles et le désarroi du goût.

C'est un lieu commun de répéter que, de nos jours, un style ne parvient pas à naître. Il est vrai, et nous pourrons sans doute en donner la cause.

Un style implique accord sur des règles convenues. Cet accord, nous l'avons vu, s'établit comme un compromis entre des intentions données et des moyens donnés. C'est dire qu'il est conditionné par *un certain état de la technique*. Si nos Grecs de Pæstum ou d'Agrigente avaient disposé de navires, d'engins et d'argent comme plus tard les Romains, ils auraient dédaigné leur tuf indigène et fait venir le marbre des Alpes Apuanes, de Paros ou d'Istrie ; le style dorique ne serait pas né.

Supposons un style établi. Survient un progrès technique : *nous pouvons plus*. Nos poutrelles, par exemple, ont une portée qui donne de grandes libertés dans l'écartement des supports. Mais si nous pouvons plus, nous ne tarderons pas à vouloir plus ou autre chose (variabilité des fins). Ainsi le vieux compromis craque de toutes parts, du côté des moyens et du côté des fins.

Mais que voulons-nous, une fois en possession de cette technique supérieure à l'ancienne ? La première réponse qui s'offre est celle-là même qui est conforme à l'optimisme progressiste : nous voulons *plus*, c'est-à-dire, par exemple, des monuments plus beaux, plus grandioses, plus satisfaisants à tous égards que les anciens, des voûtes plus larges, une meilleure distribution de la lumière, des coupoles plus hardies, des élancements plus suggestifs, etc. Naïvement, amateurs et même professionnels saluent chaque progrès technique significatif, comme ouvrant à l'art des perspectives éblouissantes. On a accueilli ainsi la construction métallique, souple et résistante, les revêtements céramiques, plus récemment le béton armé.

Mais la variabilité des fins est bien plus grande qu'on ne se l'imagine : les fins ne changent pas en demeurant dans le plan des intentions esthétiques pures, le progrès technique ne suggère pas seulement l'aspiration à plus de beauté ou à une autre beauté: il agit aussi comme un élément corrupteur. Je m'explique: la capacité nouvelle n'apparaît pas tout d'abord comme un moyen de réaliser des fins esthétiques nouvelles, ce n'est là d'ordinaire qu'un contre-coup, un effet du second temps. Ce qu'on y voit tout d'abord, c'est un moyen de réaliser plus facilement ou plus vite la fin primitive, ou *à meilleur marché*. Vous voulez un temple ? Je puis le bâtir en trois fois moins de temps, grâce à ma grue géante, système X...; j'enlève l'entreprise à tous mes concurrents en faisant agréer mon « granitoïde » ou mon « marbre synthétique », etc.

La fin ancienne, réaliser telle œuvre d'art, par des moyens connus, *indiscutés*, avant même d'être modifiée, est déjà *compliquée* : il faut maintenant distinguer une fin esthétique qui subsiste et, en outre, des intentions d'ordre économique, épargner sur la dépense, gagner du temps, etc.

Considérons maintenant cette fin esthétique qui prétend demeurer ce qu'elle était : en réalité tout y est changé. Le style est mort, car les formes dans lesquelles il consistait avaient leur raison d'être dans l'emploi des moyens anciens, et la valeur spirituelle qu'elles exprimaient correspondait à l'*effort* que demandait l'emploi de ces moyens.

Une cathédrale construite à grand renfort de grues électriques, aux voûtes en béton armé, n'est pas un être spirituel équivalent à une autre, de mêmes formes et dimensions, que trois générations d'ouvriers ont édifiée dans les siècles passés.

Le style est mort, et si l'on ne s'en aperçoit pas tout de suite, c'est parce que le goût a péri en même temps, victime des fins parasitaires que la capacité nouvelle a suscitées. Si l'on continue à appliquer les anciennes formes, c'est par un élan qui survit à l'impulsion, par habitude ou pour des raisons de conformité et de conservation systématiques plutôt que pour des raisons proprement esthétiques.

La valeur des formes est fondée sur le compromis fondamen-

tal entre les fins et les moyens. Ceux-ci modifiés par un progrès technique, les fins elles-mêmes ou s'abolissent ou se dénaturent en se divisant en un complexe d'intentions où l'art est réduit à la portion congrue.

En même temps que tout progrès technique menace l'existence d'un style, il est un péril pour le goût.

Sans doute des fins nouvelles et aussi proprement artistiques que les anciennes peuvent surgir, mais elles n'aboutiront à régénérer l'art que si un compromis nouveau s'établit entre ces fins et les moyens nouveaux. En ce cas un nouveau style sera institué, qui différera de l'ancien selon la profondeur de la perturbation causée par le progrès, et qui, reconnaissons-le bien haut, peut être, au sens le meilleur du mot, un progrès artistique.

Seulement, ce rétablissement heureux demande un certain temps pour s'accomplir. Sur ces entrefaites, un autre progrès technique pourra surgir, ou une multiplicité de progrès techniques se succéderont sans interruption. C'est là que nous en sommes ; notre temps ne vit pas simplement dans les conséquences de quelques grandes nouveautés industrielles introduites une fois pour toutes, ni dans le désordre tout provisoire qui accompagne leur installation. En même temps que nous essayons laborieusement d'ordonner nos fins et de fixer notre goût parmi tous les contre-coups des nouveautés techniques, nous nous savons menacés d'aventures du même genre incessamment renouvelées. Des conventions ne peuvent arriver à l'emporter sur leurs rivales. Aucun style ne peut naître. Un style, disions-nous, est un arrangement survenu entre notre pouvoir et nos volontés; or, nous pouvons tant que nous ne savons plus tout ce que nous pouvons, et tant de prétentions peuvent renchérir les unes sur les autres, que nous ne savons pas toujours ce que nous voulons.

On peut même dire que c'est ce désarroi du goût et des conventions qui *maintient* les vieux styles et leur donne une vie factice. Dans cette impuissance à créer de concert, les conventions qui retiennent le plus l'adhésion, c'est l'accord sur toutes les traditions. Mais ces styles qui se survivent en se superposant, ne sont pas du tout la même chose que ce qu'ils étaient au

moment de leur véritable vie. Ce qui les galvanise, ce sont moins des raisons esthétiques que des raisons tout extérieures au souci de la beauté. L'utilitarisme pur veut bien nous accorder ces fantaisies ornementales. Le divorce entre les formes traditionnelles et la manière de les réaliser est presque absolu. Une église gothique en béton armé n'est qu'une épure qui tient trop de place.

TROISIÈME ANALYSE.

Elle portera sur cette constatation décevante que n'ont pas manqué de faire tous ceux qui, en même temps qu'ils s'intéressent à toutes les beautés que crée le travail des hommes, réfléchissent sur leurs impressions et leurs sentiments : *d'où vient que plus une technique devient parfaite et sûre de ses effets, plus l'objet créé par son emploi nous laisse froids ?*

Est-ce par une convention sans excuse que nous en venons presque inévitablement à considérer que certaines gaucheries dans l'exécution et certaines imperfections matérielles sont une condition nécessaire, faute de laquelle on refuse à tout fabricat la qualité d'œuvre d'art ?

Nos fabriques de tissus nous livrent des étoffes dont la perfection eût fait l'admiration des tisserands du temps jadis. Des grandes manufactures de faïence et de porcelaine il sort par milliers des pièces qui montrent résolues toutes sortes de difficultés devant lesquelles s'arrêtaient les céramistes des meilleures époques; et à ces vases splendides telle est notre obstination de préférer d'humbles poteries rustiques, que les dites manufactures mettent toute leur habileté à imiter les naïvetés et les insuffisances de celles-ci.

Lorsqu'on voit dans une collection une série de monnaies et de médailles réunissant des exemplaires de toutes les époques, on constate qu'à mesure que la fabrication a recouru à des moyens plus savants, le charme que nous appelons beauté ou valeur d'art, s'évanouit pour faire place à une glaciale perfection. Il suffit que les machines permettent de réaliser ce dont les anciens artisans, avec leurs pauvres outils, ne faisaient qu'appro-

cher, pour que l'amateur se détourne et cherche ailleurs la valeur artistique *véritable*. Certes, si l'esthétique était affaire de logique pure, nous tous qui nous prétendons gens de goût, nous mériterions d'être jugés sévèrement.

Cependant demandons-nous à quoi tient véritablement la beauté des choses. La valeur esthétique dépend non de ce que la chose réalise pleinement en fait, mais de ce qu'elle suggère à l'esprit et au cœur. De deux montagnes, ce n'est pas toujours celle qui est exactement la plus haute qui donnera la plus vive impression du sublime ou de la majesté. Dire que la splendeur du Mont-Blanc est à celle de la Jungfrau ce que le nombre 4807 est à 4163, c'est faire une proportion ridicule. Une ligne droite faite à main levée est à coup sûr moins droite qu'une ligne tracée à la règle; néanmoins, dans certaines circonstances ce sera la première de ces deux lignes qui suggérera l'idée de rectitude avec le plus de force. La ligne faite à la machine ne « signifie » rien, tandis que l'autre, malgré tout son « tremblé » et ses « repentirs », ou plutôt grâce en partie à tout cela, évoquera la volonté, l'intention de la rectitude, qui a animé la main de l'artiste.

Les premiers temples grecs, contemporains des débuts des sciences mathématiques en Ionie et en Grande Grèce, doivent leur noblesse et l'impression de grandeur qu'ils nous font à ce qu'ils évoquent des relations géométriques très simples et immédiatement aperçues. Ce sont des harmonies de droites, verticales, horizontales, obliques. Or, aucune de leurs lignes essentielles n'est droite, elles sont systématiquement incurvées pour corriger certains effets jugés déplaisants à l'œil raffiné de leurs constructeurs.

L'œuvre d'art complète et véritable n'est jamais intégralement là où un œil non artiste croit la trouver; elle est quelque chose d'autre ou de plus que ce résultat matériel qui occupe un espace à un moment donné. Elle n'est ni forme pure ni pure matière, elle est l'application d'une forme à une matière. La forme c'est l'intention de l'artiste; la matière sur laquelle elle cherche à se réaliser lui oppose de la résistance, l'entrave ou la modifie. De l'œuvre d'art elle-même nous devons dire ce que

nous disions plus haut du style, qu'elle est un compromis entre les convenances de la matière et les ambitions de l'artiste : *c'est une âme et un corps*, non pas superposés, mais indissolublement unis et intimement modifiés, achevés l'un par l'autre.

Or, *un système de procédés techniques que se développe toujours est comme un troisième terme qui vient s'intercaler entre cette âme et ce corps et qui, les séparant l'un de l'autre, tue l'œuvre d'art en tant que telle.*

De cette vérité nous ne pouvons faire ici qu'un commencement de démonstration. Le cas le plus banal du phénomène dénoncé, ce sont les déceptions artistiques dues à la *division du travail*, progrès technique s'il en fut. Le sculpteur moderne se contente souvent de modeler l'argile ou la cire, et il laisse au « praticien » le soin de tailler le marbre ou de couler le bronze. Il a mis tous ses soins à exceller dans le dessin et le modelage; l'artisan de son côté a consacré sa vie à l'art de tailler le marbre. La somme des habiletés de l'artiste et du praticien est certes plus grande que celles du sculpteur à lui seul; mais ce bénéfice n'est pas de l'ordre des valeurs artistiques. Du point de vue de celles-ci on ne peut que constater comme résultat de cette pratique, le divorce entre l'intention de l'artiste, trop étrangère au génie propre du marbre ou du métal, et l'œuvre d'art elle-même, qui n'exprime plus directement ce que l'artiste a conçu.

Le désaccord de la volonté créatrice et du fabricat est plus profond encore lorsqu'il est dû à l'emploi des *machines* de toutes sortes, permettant de disperser l'effort de l'artiste sur une multiplicité indéfinie d'exemplaires. Ces derniers sont, comme on dit, *interchangeables*; aucun n'est cet être doué d'une âme et d'un corps qui se déterminent l'un l'autre. Chaque exemplaire est, non un être personnel, mais seulement le signe de l'intention qu'a eue l'artiste de créer cet être.

Grâce aux machines et aux procédés dont elle dispose, l'industrie moderne triomphe de la matière d'une manière surprenante. Elle en profite pour appliquer à une matière des formes qui ont été primitivement destinées à d'autres, ou mieux, inspirées par les convenances de cette autre matière. Il y a des formes qui passent pour être belles, nobles, distinguées : pour-

quoi ne les adopterait-on pas une fois pour toutes ? On a conçu ces formes en les destinant à des matières rares, précieuses, belles, nobles elles-mêmes, telles que l'or, le bronze, le marbre ou les bois durs. N'est-ce pas tout bénéfice que de les appliquer, grâce aux moyens dont on dispose, à des matières vulgaires, comme le plâtre, la fonte ou le carton ? Celles-ci n'en seront-elles pas anoblies ? Elles le sont dans une certaine mesure; mais à la longue, c'est la forme qui est dégradée par la mésalliance. A force de la voir unie à la matière vile, sa signification ancienne se perd. Qui pense à l'or devant les dorures de plâtre ? Qui prend pour des lampadaires d'argent nos réverbères de fonte enduits de céruse argentée ? Qui admire dans nos gouttières de mauvais sapin doublé de zinc, les lignes élaborées aux corniches des temples sur les acropoles ?

Nous ne voyons plus, autour de nous, les marbres et les bois précieux que sous l'aspect de minces tablettes ou de feuilles plaquées; aussi ne songeons-nous guère à leur beauté réelle, qui n'est pas dans un dessin capricieux et brillant, mais dans ces qualités unies à la solidité d'une masse épaisse et pesante, comme la loupe brute des thuyas d'Orient ou le bloc de marbre à trois dimensions vraies. Les lignes et les couleurs du bois rare ou du marbre fin expriment désormais pour nous, non la beauté d'une matière, mais la décoration d'une surface; elles sont associées non à ce bruit mat et rassurant, révélant la plénitude d'un corps consistant, mais au bruit fêlé et creux de la tôle ou de la planchette.

De même que les progrès techniques dissocient les formes et les matières et incitent à les accoupler à contre-sens, ils conduisent l'homme à dissocier les qualités diverses que la nature a réunies dans une même matière, et ceci encore est au détriment de la beauté de ses œuvres. Cette idée, plus subtile peut-être que la précédente, demande l'aide d'un exemple.

Soit à construire une tour élevée, un phare par exemple. Considérons d'abord le bâtisseur qui ne dispose que d'une industrie primitive et consacrée par le temps. Celui-là n'a pas le choix entre beaucoup de façons de s'y prendre, entre un devis cher et un devis bon marché; il ne dispose que de la pierre et

du bois, et il n'a qu'une manière de les utiliser. Il choisit la pierre. La qualité de cette matière qui l'approprie à cette intention : hisser très haut un fanal qui se voie de loin, c'est *sa solidité.* Mais en la prenant pour sa solidité, force est bien de prendre en même temps ses autres qualités, telles que sa pesanteur son grain, sa couleur. Comme elle n'est solide qu'à condition d'être en masse compacte, la tour qu'il ne s'agissait que de faire haute, sera *par surcroît* massive, robuste; elle interceptera la lumière et projettera une ombre décidée autour d'elle; les ombres aussi se joueront dans ses aspérités et le temps y mettra un lichen riche à l'œil. La tour sera une belle chose, parce qu'une heureuse synthèse de propriétés s'y établit nécessairement; les qualités diverses ne sont pas séparées.

Mettons nos contemporains devant la même tâche. Que d'alternatives et de choix possibles! Retenons seulement que grâce à leurs ressources techniques, ils peuvent recourir à des matériaux dont ils n'entendent mettre en usage qu'une seule de leurs propriétés. Le fer par exemple. C'est le plus résistant sous un faible volume. Mais le fer n'apporte avec lui que sa solidité; il faudra lui adjoindre d'autres matières complémentaires, requises chacune pour une seule de leurs propriétés, ne fût-ce que des enduits protecteurs, minium ou blanc de céruse, ou d'autres métaux qui servent dans la galvanoplastie. Si l'on veut rendre la tour habitable, il conviendra d'obstruer les intervalles des poutrelles par du ciment, des briques, etc.

Au lieu d'un objet où la collaboration de l'homme et de la nature nous apparaît dans une intuition immédiate, comme notre tour de pierre, nous avons donc un complexe dont l'effet d'ensemble est plus incertain, parce que les matières qui le composent y sont chacune, non comme un être, mais comme une propriété abstraite. Certes, cet objet peut être beau, mais il a aussi bien des chances d'être *laid*, éventualité bien moins probable pour la tour de pierre. Et si, à force d'art et de soin, il est beau au moment de son achèvement, combien de temps le demeurera-t-il ? Combien de temps persistera l'harmonie de ces matériaux *spécialistes*, une fois parti le chef d'orchestre, c'est-à-dire l'architecte ? Est-il probable que le temps achèvera

de développer cette âme qu'y a mise le constructeur, ou si c'est le contraire ? Osons avancer que les chances de laideur sont proportionnelles aux capacités industrielles des constructeurs. Le pis est qu'il ne suffit pas d'être averti pour parer le coup : depuis qu'on sait faire des tours de fer, il est bien rare qu'on réussisse une tour de pierre.

On pourrait encore aborder le problème de bien des manières, mais cela ne ferait que confirmer les conclusions de cette analyse : une technique industrielle qui progresse sans répit agit comme un poison intérieur à l'égard de cet être complet qu'est l'œuvre belle, belle parce que pourvue de cette unité organique qu'on désigne par métaphore en disant qu'elle a une âme. Des procédés techniques de plus en plus variés et efficaces interposent quelque chose entre l'inspiration de l'artiste et le résultat final de l'opération artistique, l'œuvre proprement dite. C'est, entre ces deux parties essentielles, comme une zone neutre, un intermédiaire amorphe : procédés, machines, manœuvres payés, substitution de matières, application de formes toutes faites, multiplication des exemplaires. Or, tout ce qui fait la différence entre une œuvre d'art et un fabricat quelconque est peu à peu anéanti par ce chancre d'industrie qui s'interpose. Une œuvre d'art est à la fois valeur spirituelle et réalité matérielle; elle est une chose réelle ou sensible dans laquelle quelque chose de spirituel s'incarne, encore une fois, comme une âme dans un corps. Au lieu de cela, à force de technique interposée, la valeur spirituelle se confine dans la simple inspiration de l'artiste, dans ses intentions préalables, étrangères au fabricat matériel.

Et encore, l'âme et le corps sont-ils seulement séparés, comme les deux parties d'un mot composé, écartées par un trait d'union ? C'est plus grave, car l'inspiration pure sans sa réalisation est quelque chose d'incomplet, une velléité en somme, et l'œuvre matérielle multiple, interchangeable ou renouvelable, ne vaut pas comme un être. Ce produit industriel est pour nous, non une œuvre d'art véritable, mais l'indice des aptitudes d'un artiste et des tendances de son inspiration; elle est une *preuve*, non une œuvre.

On peut le remarquer en passant, le phénomène que nous

dénonçons explique dans une certaine mesure une des déviations les plus caractéristiques du goût moderne : un grand nombre de ceux qui font profession de ne pas se désintéresser des beaux-arts, ne s'intéressent en réalité qu'aux artistes en tant qu'hommes ou que femmes. Ils ne voient dans l'œuvre d'art que le signe du talent, du génie, de l'amabilité, de beaucoup d'autres qualités très avantageuses, de sorte que, selon cette esthétique, l'exécution de l'œuvre d'art proprement dite n'est plus l'essentiel, mais l'accessoire. On commence par se dire : l'exécution est peu de chose, l'invention est tout; bientôt l'invention n'est plus que le signe de l'inspiration dont elle émane, enfin l'inspiration conduit à l'homme inspiré ou capable de l'être... Ces aberrations sont liées à l'envahissement des perfectionnements techniques. Plus la technique est développée, plus l'exécution s'écarte de l'inspiration. Avec des machines, d'ailleurs admirables, des méthodes transmissibles, des praticiens spécialisés, on aboutit à considérer l'*exécution* comme certaine, immanquable, négligeable par conséquent. Dans l'art véritable, au contraire, l'exécution, difficile, précaire, a autant, parfois plus d'importance que l'invention; disons mieux, l'invention s'achève en se réalisant : les deux opérations ne sont pas séparables.

Cette autre remarque est de mise encore : nous touchons dans cette analyse une des raisons pour lesquelles *le grand art* se confine plus que jamais dans des moyens traditionnels et rigoureusement restreints : toiles enduites de couleurs par l'artiste lui-même, aux dimensions limitées, statues en marbre ou en bronze. Et cette convention se maintient en dépit des protestations et des proclamations répétées de la valeur identique de tous les moyens d'expression, malgré des tentatives de renouvellement des « arts mineurs » ou de l' « industrie d'art », cent fois recommencées par tant de sincères artistes.

Il y a là plus qu'une routine inexplicable. La cause profonde, nous la connaissons. Dans l'exécution d'un tableau, le rapport reste direct entre l'artiste et l'œuvre, les progrès de la technique industrielle n'interviennent que modérément. Dès qu'on s'écarte de cette forme de création artistique consacrée par les siècles, la technique surgit entre l'invention et l'exécution; dans la

céramique, par exemple, ou dans la gravure. Bientôt l'artiste est au croisement de deux chemins : ou se refuser à utiliser franchement les techniques qui s'offrent à lui; et alors, produisant peu, lentement, des choses dont le public ne discerne pas à coup sûr le mérite, ou que l'industrie imite et vulgarise, ce sera tout de même dans ses dessins, ébauches, dans ses projets qu'il s'exprimera sans trop de désavantage, et le retour aux formes consacrées de la peinture ou de la sculpture est prochain. Ou bien il va vers la production multipliée, les collaborations non artistes, les moyens techniques superposés, et il devient finalement un industriel ou un marchand. Ce qui tue l'art industriel c'est l'industrie. Plus exactement, elle l'a tué déjà, il y a un siècle environ, comme nous le rappelions en commençant ce chapitre et depuis elle l'empêche de renaître. Cette dernière remarque nous introduit dans l'esprit de l'analyse suivante.

QUATRIÈME ANALYSE. — *Les progrès techniques évincent successivement l'art de chacun de ses offices sociaux.*

L'industrie ou l'administration se substituent à des activités artistiques dans mainte fonction sociale importante, que d'ailleurs, il faut le reconnaître, elles remplissent souvent mieux, ou plus complètement : l'art est ainsi peu à peu *écarté de la vie.*

Ici encore quelques exemples tiendront lieu d'une démonstration qui devrait être faite plus au long.

Les hellénistes auront beau nous démontrer que les poèmes homériques sont postérieurs à l'usage de l'écriture en Grèce, il n'en est pas moins probable que l'invention des vers fut le fait de gens qui n'écrivaient ni ne lisaient. Lorsque la parole seule est en usage, il faut recourir au rythme pour soulager la mémoire et conserver l'expression littérale. La poésie épique fleurit dans les sociétés où les classes dominantes ne font pas usage de l'écriture. Celle-ci universellement employée, la poésie ne sert plus à la conservation des textes essentiels et ne survit que comme un délassement et un moyen de briller. La poésie est donc évincée d'un office social du premier ordre.

Pourquoi le théâtre a-t-il eu, dans les cités grecques et dans

nos villes du Moyen Age, l'importance sociale et la dignité que l'on sait, tandis qu'il tend de plus en plus à n'être qu'un amusement aux règles peu exigeantes ? C'est pour la même raison qui fait que les esprits cultivés supportent de moins en moins les prestiges traditionnels de l'*éloquence*. L'imprimerie dispense les gens de se réunir pour recevoir l'enseignement civique et pour apprendre, en toutes circonstances, l'attitude qu'il convient d'adopter. Le livre de piété dispense de la réunion aux pieds de l'orateur sacré. Et comme on peut lire et relire de sang-froid un texte imprimé, il n'agira pas par les mêmes prestiges que l'acteur ou l'orateur. Ici encore une technique industrielle supplante, dans divers offices sociaux, des procédés qui entraînaient avec eux des formes d'art éminentes, la tragédie, la comédie, l'art de bien dire.

Mais de tous les exemples, le plus complet serait à chercher dans l'influence de la photographie sur les arts plastiques. Peintres et sculpteurs étaient jadis des faiseurs de portraits. Reproduire le plus exactement le réel a été l'ambition de plus d'un grand artiste auquel nous nous ingénions maintenant à prêter des intentions plus subtiles. Mais la photographie est venue, qui permet aux familles de se passer de l'artiste pour former leur collection de souvenirs figurés. Goethe, allant en Italie, se faisait accompagner d'un jeune artiste chargé de dessiner les belles choses qu'il allait voir : un appareil qu'on met en poche lui suffirait à présent, à lui qui admirait tant la chambre obscure.

Ce ne sont pas seulement les progrès industriels proprement dits qui écartent ainsi l'art de ses fonctions utiles, les *progrès sociaux* le font aussi bien. On pourrait montrer que l'organisation de l'enseignement d'une part, et la conservation soignée des œuvres du passé de l'autre, deux progrès sociaux respectables entre tous, sont en partie la cause du fait qu'il n'y a plus guère de nos jours de poésie de valeur qui soit didactique et édifiante.

La pédagogie fait usage des œuvres anciennes dûment conservées. Elle demande aux poètes et aux prosateurs du passé les exhortations opportunes et les connaissances avantageuses. Les poètes et les écrivains actuels sont ainsi dispensés de se faire

les éducateurs du public; mais en même temps ils sont écartés d'un office et privés de certaines sources d'inspiration.

En dehors de l'enseignement organisé, l'éducation du goût se fait par l'étude des œuvres du passé qu'on trouve dans les bibliothèques et dans les musées. Quantité d'institutions excellentes conservent un trésor séculaire et le mettent à la disposition du grand nombre. Ainsi l'art du passé continue à remplir certaines fonctions sociales : édification, exercices, culture, agrément, et il fait, si l'on ose le dire, à la production des contemporains une concurrence désastreuse.

Il y a bien des choses que nos poètes, nos peintres, nos prosateurs sentent qu'ils ne peuvent pas faire et qu'il serait ridicule qu'ils fissent, mais c'est surtout parce que les anciens ont fait ces choses, et que les anciens ne sont pas morts.

Ainsi, technique industrielle et technique sociale, en progressant, nous font aller droit à l'utile sans plus passer par la beauté. Elles créent pour chaque besoin social l'outil exactement approprié, l'institution adéquate, par lesquels le but est atteint *économiquement*, sans qu'un peu d'activité *s'égare* à créer de la beauté par la même occasion. L'art est banni progressivement de toutes ces activités sociales qui consistent dans l'enseignement de la jeunesse, dans l'entretien de l'esprit public, dans celui des croyances et des émotions religieuses ou dans la conservation des traditions, des formules solennelles, des hauts faits des ancêtres, ou dans celle des traits de leur visage. On serait tenté de dire : *l'art en arrive à ne plus servir à rien.*

Sans qu'on y insiste, on aperçoit ce qu'on peut tirer de ces remarques pour s'expliquer les caractères propres à l'activité artistique de notre temps. Est-ce par hasard que le XIXe siècle a vu se multiplier un type social particulier, l'artiste *bohème*, excentrique, révolté même ? Est-ce par une décadence universelle des mœurs qu'il faut se résoudre à expliquer le fait que le poète moderne affiche tant de liberté dans les idées, tant de désinvolture dans l'expression de ses sentiments et dans l'aveu de ses écarts ? Cela ne s'explique-t-il pas fort bien, au contraire, comme une conséquence de *l'éviction de l'art par la technique* ? On se passe de l'intervention des artistes dans le tran-tran pra-

tique de l'existence : l'art, dès lors, n'a plus de responsabilité directe. *Mais l'art ne veut pas mourir*, ses racines enfoncent trop profondément dans la vie. Aussi, en vertu du principe de la variabilité des fins, l'artiste, dispensé de certaines fonctions, destitué de certains honneurs, porte ailleurs ses aspirations, et l'art remplit dans la vie une fonction différente, plus subtile, plus dangereuse, mais non moins éminente.

Un des offices de l'art, en effet, c'est de remplacer ou de corriger ce qu'il y a d'incomplet et de décevant dans les réalisations positives que chaque jour nous apporte. Par le rêve, l'illusion, par la fécondation des possibles au moyen des procédés de représentation consacrés : rythmes, harmonies de lignes ou de couleurs, il fournit aux esprits les plus déliés un moyen *d'évasion* de la monotonie et de la trivialité courantes. Or, dispensé de certains offices sociaux tels que l'instruction de la jeunesse, la défense de l'ordre et de l'autorité, la conservation des traditions salutaires, etc., l'artiste s'en est senti plus libre pour développer, comme un jeu supérieur, certaines virtualités de l'art pur. De là cette production inaccessible à quiconque ne s'astreint pas à dépasser un certain degré d'attention, d'information et de raffinement, poésie pure soucieuse de n'exprimer que cela seul que la prose n'exprime pas, art plastique déterminé à ne faire sentir dans le réel que ce qu'une imitation mécanique en laisse sûrement échapper, littérature dégagée de toute préoccupation d'édifier ou d'instruire, un art à l'écart de la vie pratique, apte à satisfaire seulement une minorité infime, fermé à la multitude, périlleux pour elle, sujet à des aberrations graves, mais qu'il n'est permis qu'aux ignorants et aux esthètes improvisés de condamner dans son ensemble, au nom de services qu'il ne peut ni ne veut rendre, et de fins artistiques qui ne sont plus les siennes.

. . . .

Ainsi se trouvent réunis les éléments de la réponse à faire à la question que nous nous sommes posée.

Nous demandions d'abord : entre l'Art et les progrès techniques y a-t-il un rapport d'indépendance, ou si c'est un rapport

d'antagonisme ? Nous savons que l'évolution de l'art n'est pas seulement indépendante des progrès techniques, sociaux ou industriels : un antagonisme véritable est à relever entre ces deux termes. La domination de la nature par les applications des sciences ou par les machines, la réalisation des fins sociales par des institutions toujours plus perfectionnées, d'une part sont de nature à vicier l'œuvre d'art et à créer ce faux art, toutes les formes du laid, qui n'est jamais que déception dans l'attente du beau. D'autre part ces progrès ont pour résultat de généraliser une activité sociale où l'on se passe de tout ce qui était occasion de beauté artistique, où l'art, évincé de la vie pratique, tend à disparaître ou à se confiner dans un petit monde à part, souvent antipathique au grand.

Mais on voit aussi pourquoi nous compliquions la question en y ajoutant : n'y a-t-il pas entre l'art et le progrès technique un rapport plus subtil ? C'est qu'il serait exagéré et faux de dire que le progrès technique supprime l'art et l'activité esthétique. Que ceux qui prendraient aisément leur parti de cette suppression se le tiennent pour dit : la variabilité des fins, ce Protée, s'y oppose. L'art évincé de certains hauts offices en prend son parti, y voit une délivrance, une occasion de se réaliser lui-même tout entier, et il lance sa fantaisie à la poursuite de fins plus déliées et pas toujours moins nobles. (1)

On sera tenté de se demander : n'y a-t-il pas, en fin de compte, bénéfice ? Certains modernistes enthousiastes diront peut-être oui ; il fallait que le divorce de l'art et de la vie pratique fût consommé pour que l'art connût la liberté de se fixer à lui-même, et lui seul, ses fins.

Mais à la réflexion les plus admirateurs de telles grandes œuvres récentes se demanderont si l'art peut se soutenir dans

---

(1) Le lecteur voudra bien tenir compte de ce que, dans ces leçons élémentaires, on s'applique à ne raffiner sur aucune idée. Toutes nos propositions demandent des réserves et des affirmations complémentaires. C'est ainsi qu'on montrerait qu'une *éviction relative* est nécessaire pour qu'une activité devienne proprement artistique. L'art s'affirme quand une autre technique commence à le suppléer dans sa fonction primitive. C'est entre le moment où elle cesse d'être tout à fait nécessaire et celui où elle devient tout à fait inutile, qu'une forme d'activité a chances d'être tout à fait de l'art et du très grand art.

cet isolement, loin des applications qui, si elles l'ont entravé souvent, ont aussi fait sa grandeur dans le passé. Renouvellera-t-il longtemps une inspiration dont il ne chercherait la source qu'en lui-même ?

Et puis, allons-nous nous résigner à vivre dans la précision inexorable et sèche des techniques utilitaires, quittes à nous retremper dans l'art pur, comme on fait un voyage de vacances ? L'homme ne créera-t-il plus de la beauté que par l'effort tendu et sporadique du génie, et dans des œuvres qu'il faut toujours se guinder un peu pour goûter, tandis que la plupart de ses heures s'écouleront sans émotion esthétique d'aucune sorte ? La délectation artistique serait comme une journée dominicale, convenue, intercalée entre six jours de travail gris et forcé. Cette beauté intime et peu éclatante, naissant sans génie nécessaire d'une lente appropriation des choses, dont tout objet peut être pénétré, dont toute démarche peut être l'occasion, l'art diffus dans l'existence entière, ne serait-ce désormais qu'un avantage dont ont joui nos pères et qui ne reviendra plus ?

III

LES PROGRÈS TECHNIQUES ET LA GUERRE

Peut-être qu'un admirateur déclaré des progrès techniques prendrait aisément son parti des conséquences que nous avons dégagées dans les pages qui précèdent. Qu'importe, dirait-il, si l'évolution progressive est en train d'éloigner l'humanité des amusements de l'art et des jugements de goût! C'est le signe que le règne des beaux-arts marque un moment près d'être dépassé et qui fait place au triomphe définitif de la science et de la raison.

Nous allons rencontrer dans ce chapitre des conséquences du progrès que cet optimiste conséquent ne pourra accepter avec la même philosophie.

Quand l'homme arrive à surmonter un obstacle, on sait qu'il ne se contente guère d'atteindre mieux ou plus aisément les buts qu'il se proposait jusqu'alors : sa capacité accrue lui suggère

des fins nouvelles, les anciennes, accomplies ou vulgarisées, ne pouvant plus suffire à son activité.

Lorsqu'un moyen technique nous affranchit de quelqu'une des entraves dont la nature nous entoure, distance, pesanteur, dureté de la matière, agents destructeurs, animaux malfaisants, allons-nous nous borner toujours à lutter contre des obstacles du même ordre ?

Il n'en est rien ; une loi sociologique joue ici qu'on formulerait en ces termes : *A mesure que l'homme triomphe des obstacles naturels, son ambition accrue le conduit à se heurter à l'ambition de ses semblables.*

La nature hostile écartée, c'est l'homme qui se dresse devant l'homme. Plus notre pouvoir est grand et varié, plus nombreux et plus âpres surgissent entre les hommes les antagonismes et les conflits. C'est ici la plus brutale et la plus évidente des conséquences du progrès technique et peut-être avons-nous trop tardé à diriger sur elle l'attention.

Voici un exemple expressif. De quoi parlent deux personnes soucieuses avant tout de ne susciter aucune occasion de se trouver en désaccord ? De la pluie et du beau temps. Le choix de ce sujet s'explique : il n'y a qu'à constater le temps qu'il fait ; la pluie n'est la faute de personne. Notre impuissance commune nous laisse d'accord sur le moins compromettant des sujets de conversation. Supposé qu'on découvre le moyen de faire pleuvoir : inutile d'insister sur les conséquences. Des conflits surgiront entre gens aux intérêts contraires, entre le citadin et le campagnard, entre le producteur de blé qui veut le sec et le producteur de laitage qui demande la pluie. Si même des compromis, progrès sociaux, laborieux et précaires, surviennent et sauvent la paix, des antagonismes latents feront désormais qu'il sera prudent de ne plus parler de la pluie et du beau temps avec le premier venu.

Devant un sujet immense, procédons une dernière fois par les coups de sonde de nos analyses partielles.

PREMIÈRE ANALYSE. — *Les petits conflits.*

Ce sont les plus nombreux, les menues discussions, alterca-

tions, les oppositions passagères de convenances ou de petits intérêts, vexations et froissements qui surgissent pour chacun de nous le long des journées et partout où nous rencontrons nos semblables. En quoi le progrès les concerne-t-il ?

Chacun le sait, la division du travail est un des caractères fondamentaux de la vie sociale développée, à la fois effet croissant et condition du progrès sous toutes ses formes. Or, la division du travail entraîne cette conséquence que l'homme civilisé insère de moins en moins directement son effort sur la nature brute ; il agit au contraire de plus en plus sur ses semblables, et sur un nombre croissant de ses semblables. Nous n'avalons plus une bouchée qui ne résulte de l'activité de groupes sociaux de plusieurs continents.

A-t-on remarqué, d'autre part, le rôle fondamental que joue la colère, l'irritation, la surexcitation physique et morale chaque fois qu'un empêchement apparaît imputable, non aux choses, mais à nos semblables ? Ceci relève de la psychologie commune aux hommes et aux animaux supérieurs. La colère est un état physiologique et psychologique par lequel on surmonte la peur, la prudence, la timidité, la paresse ou l'apathie, pour provoquer chez les autres la réaction qu'on attend d'eux. On ne s'irrite pas contre les choses ou les obstacles naturels, à moins qu'on ne les assimile à des êtres animés. Le contraste est grand entre la sérénité, l'effet calmant du travail qui porte sur les choses, et l'excitation que manifestent, aussi bien que les animaux dans leur rapports entre eux, les hommes et les femmes qu'une éducation appropriée n'a pas profondément transformés.

Or, ces états psychologiques sont à base de mécontentement, de dépit, de sentiments tout contraires à la satisfaction ou à la joie. Le fait de se sentir dépendant des réactions d'autrui maintient chacun de nous dans un état d'humeur et de non satisfaction qui tend à devenir permanent. Si notre dépendance mutuelle était définitivement fixée de sorte que nous nous sentions toujours liés aux mêmes individus et au même degré, une accomodation et une accoutumance interviendraient ; mais par les progrès, nous sommes engagés perpétuellement dans des relations nouvelles de dépendance vis-à-vis de

connus et d'inconnus, dont nous attendons plus qu'elles ne nous donnent.

Tocqueville déjà, observant avant 1830 le plus progressif des peuples, les Américains, fut frappé de ce contraste : les gens et les groupes sociaux qui allaient de succès en succès, n'en vivaient pas moins dans un état de déception et d'irritation permanent.

Devant l'objet inanimé, on a vite le sentiment exact de ce qu'il convient d'en attendre; mais de nos semblables et des êtres capables d'effort, nous attendons toujours plus qu'ils ne nous donnent. Nous n'avons aucune idée du mécanisme ni des limites de leur effort, et nous sommes enclins à admettre qu'ils « rendront » d'autant plus que nous les stimulerons davantage. C'est pourquoi nous nous mettons nous-mêmes dans un état d'irritation et d'effort, qui s'accroît de la déception résultant du peu qui en résulte.

La scène symbolique de notre civilisation, c'est le concert de récriminations et les trépignements des gens qui se succèdent devant un guichet. Les toutes petites opérations qu'ils vont faire là remplacent une énorme activité directement insérée sur les choses, grâce à une combinaison de progrès matériels et administratifs de tout point admirable. Un long travail que nos pères eussent fait en chantant, est remplacé par une courte expédition, que nous faisons en grognant.

Nous sommes tellement plongés dans une atmosphère de revendications, de déceptions, de mécontentement et de critique, qu'il faut à beaucoup que l'on attire leur attention sur le fait pour qu'ils s'en aperçoivent, et d'aucuns n'apprendront pas sans étonnement qu'il n'en est pas nécessairement de même partout et de tout temps. Il y a des sociétés plus calmes où ce que chacun attend de ses semblables est assez défini pour que cet état d' « inquiétude » chronique ne se produise pas. Une certaine sérénité apathique mais non sans noblesse y remplace notre amertume aiguisée et l'âcre plaisir que nous trouvons dans la critique : ce sont des sociétés où les progrès techniques ne sont pas déterminants.

Cette poussière d'hostilité que soulève le progrès dans sa marche, on l'a aperçue surtout en réfléchissant sur les conditions

modernes du travail. Tout le monde reconnaît le caractère ingrat et insipide du travail trop subdivisé. Les heures d'occupation de nos salariés et de nos employés subalternes sont un supplice, car ils ne peuvent prendre intérêt à la fraction de travail qu'ils recommencent indéfiniment sans jamais atteindre à un résultat. C'est ici le divorce du travail et de l'intérêt, de la peine et du plaisir. Or, cet état de choses où le travail est une souffrance ne se maintient que par une pression perpétuelle de l'homme sur l'homme. Aux yeux du patron, l'ouvrier produit toujours trop peu ; à l'estime de l'ouvrier, les heures de travail gris et rebutant sont toujours trop longues et trop peu rémunérées. L'inconvénient universellement reconnu de l'organisation actuelle du travail est donc un cas particulier du phénomène que nous essayons d'apercevoir sous un aspect bien plus général. Nous le résumerions ainsi.

Les progrès techniques introduisent et entretiennent une infinité de conflits et d'antagonismes partiels et atténués, maintenus le plus souvent comprimés entre certaines limites. Ils résultent infailliblement de la dépendance réciproque croissante et jamais définitivement réglée qui fait que chacun s'énerve dans l'attente de la collaboration nécessaire des autres, et demeure finalement dans un état de déception relative.

L'état d'âme qui résulte du triomphe de l'homme sur la nature devrait être la joie et le sentiment du succès ; mais ce sentiment n'est éprouvé que par intermittence ; il ne prévaut pas sur un état plus soutenu où domine plutôt l'amertume et l'attente déçue. Le triomphe de l'homme sur la nature, salué avec enthousiasme à chacune de ses étapes éclatantes, s'accompagne en sourdine de mauvaise humeur permanente. Notre habileté excelle, en somme, à remplacer le calme de l'effort physique et de la douleur résignée par l'énervement des vexations et des contrariétés.

Deuxième analyse. — *Les progrès techniques et l'exploitation de l'homme par l'homme. — Rapport entre les progrès industriels et les progrès sociaux.*

Prenons garde qu'un progrès technique quelconque s'introduit

d'abord dans une société comme un facteur perturbateur. A certains égards, il vient déranger un ordre établi, détruire certains avantages, déconcerter certaines conventions. La ruine des styles, effet des capacités techniques renouvelées, est un aspect de ce phénomène. L'introduction de la machine à sténographier donnerait un exemple tout contemporain du trouble apporté par un progrès dans l'échelle des mérites. C'en fut un que de se rendre maître des difficultés rebutantes de la tachygraphie : ceux qui ont acquis ce mérite sont sur le point de l'avoir fait en vain.

Un des aspects les plus éclatants de ce désordre initial, et le plus troublant de tous, ce sont certaines formes d'exploitation de l'homme par l'homme. Un progrès donne à d'aucuns une supériorité dont ils s'empressent d'user pour s'annexer l'effort des autres. On sait quelle conduite ont suggérée au « conquérants » espagnols le cheval et le mousquet, faisant irruption ensemble dans les empires riches en or de l'Amérique centrale et méridionale. Qui donnera jamais une juste idée de cet univers d'horreur, d'oppression et de décadence qu'a produit sur tout le continent africain l'invention européenne des armes à feu ?

On dit que les financiers se sont plus d'une fois emparés des progrès récents dans la propagation des nouvelles pour spéculer avec avantage. Les perfectionnements du télégraphe débuteraient ainsi comme un art de tricher au jeu. Rien de plus piquant que ce qu'on nous rapporte des premiers temps de l'imprimerie. Ses promoteurs ne pouvaient prévoir sa vraie destination ni s'appliquer tout de suite à servir un grand public qui n'existait pas encore. Ce que, paraît-il, certains d'entre eux ont vu d'abord dans le procédé nouveau, c'est un moyen de produire à peu de frais des livres de luxe, c'est-à-dire *de faux manuscrits*. C'est comme tels que sont apparus aux collectionneurs et aux gens de goût ces incunables qui ont atteint d'emblée la perfection typographique; et Burckhardt cite tel grand amateur italien qui refusait d'introduire dans sa librairie cette falsification allemande de l'art d'écrire et de dessiner.

Dans le même esprit, les chevaliers de la Renaissance ont méprisé les artilleurs comme des lâches qui trichaient dans le noble jeu de la guerre.

Nous sourions de ces premières réactions comme on rit d'une méprise sur l'identité d'un grand personnage; mais c'est parce que le temps s'est chargé de présenter sous un aspect plus favorable les nouveautés en question. Ne perdons pas de vue que si elles nous apparaissent comme bonnes et bienfaisantes, c'est parce qu'elles ont continué d'avoir des effets après qu'un ordre nouveau eut succédé à l'ordre qu'elles avaient détruit d'abord. Du moment que tout le monde a compté avec l'imprimerie et l'artillerie, ces deux progrès ont cessé d'être aux mains de quelques-uns une manière de tirer des autres un parti que les conventions sociales et morales n'avaient pas prévu.

Mais voici des exemples, pris dans notre temps, où le désordre initial que nous essayons de marquer n'est pas encore aboli. Les progrès de la chimie sont appliqués de toutes parts à la fraude et à la falsification. Ici le détriment subi est si profond et si difficile à éviter que nos sociétés modernes s'y résignent dans une certaine mesure. L'ordre est restauré, non par l'élimination de l'exploitation injuste, mais par son entérinement, à charge de ne pas dépasser certaines limites.

Le *revolver* est un instrument perfectionné qui a mis la violence à la portée des femmes et des enfants. Il est en partie la cause de l'abaissement de l'âge moyen des criminels. Il entraîne aussi une supériorité moins assurée de la répression sur le délinquant et il rend plus dangereux le rôle de la police.

Empressons-nous de reconnaître que cet effet normal de l'introduction d'un progrès technique n'est qu'un moment dans un processus plus complet. Le procédé nouveau, imprévu dans l'ordre ancien, a chances d'être utilisé d'abord par des gens irréguliers, en marge de la société ou de la morale, et de suggérer des fins déshonnêtes : il est peu ou prou un instrument de l'exploitation de l'homme par son semblable. Mais la Société ne demeure pas inerte, ce détriment est dénoncé et l'on veille à le supprimer. Comment s'opère cette juste réaction ?

Le mal est souvent enrayé par cela même qui l'a causé. Il suffit parfois que tout le monde se serve du procédé nouveau pour que cesse l'exploitation regrettable. D'autres fois, le déve-

loppement même de la technique guérit le mal qu'elle a commencé par détruire : un progrès nouveau contrecarre l'ancien.

Mais le procédé par excellence est ailleurs : il consiste à obvier par un *progrès social correspondant*, au désordre introduit par le progrès matériel (1).

C'est ici un phénomène sociologique de la première importance. Un progrès en entraîne d'autres, et l'élément moteur, dans cet enchaînement, c'est le mal que la première nouveauté commence par causer. L'énorme activité législative et administrative qui caractérise notre temps provient de ce qu'il faut sans cesse régler par des institutions nouvelles ou améliorées les effets désordonnés des progrès techniques qui surgissent de toutes parts et qui, âprement exploités, opposent les intérêts les uns aux autres. Une résolution concertée, une loi appropriée, certaines interdictions, un juste départ des prérogatives, autant de *progrès sociaux complémentaires* de progrès industriels antérieurs.

On voit l'importance de la distinction de la technique sociale et de la technique industrielle ou matérielle. Un très grand nombre de progrès de la technique sociale sont provoqués par les progrès matériels, et ce sont les conflits causés par ces derniers qui en sont l'occasion immédiate.

Il y a donc dans le mécanisme général du progrès une sorte de course où l'on observe un poursuivi et un poursuivant. Le progrès matériel s'élance dans la carrière et un progrès social s'efforce de le suivre pour rétablir l'ordre qu'il a dérangé. Le premier effet d'un progrès matériel comporte régulièrement une part de nuisance, il est l'occasion dévolue à certains, en situation d'user d'initiative, de prendre sur autrui des avantages non prévus. Mais si tout va bien, le poursuivant ne tarde pas à rattraper le poursuivi, cela veut dire qu'un certain perfectionnement social rétablit l'ordre, obvie à l'exploitation par trop contraire aux bonnes règles ou canalise les effets de la nouveauté. Chaque invention industrielle est bientôt l'occasion d'un effort

(1) Plus exactement, un progrès social est attendu partout où il faut parer aux inconvénients ressentis à la suite d'un progrès *quelconque*, aussi bien d'un progrès social que d'un progrès industriel ou matériel.

de la Société sur elle-même, loi, règle, coutume ou institution appropriée.

Mais cette évolution ou synthèse, par laquelle un ordre perfectionné abolit le désordre survenu, à quelle condition s'accomplit-elle ? Qu'est-ce qui a permis à notre temps de « digérer », si l'on peut dire, cette énorme masse de nouveautés techniques, dont nous étudions les effets ? Pourquoi, dans l'esprit optimiste de la majorité des hommes de race blanche règne cette confiance que « cela s'arrangera toujours », et cette idée que la somme des progrès est un progrès ?

C'est parce que, jusqu'à présent, la communauté organisée a disposé d'un pouvoir immensément supérieur au pouvoir des individus ou des groupes éphémères.

La Société, coalition d'un très grand nombre contre les entreprises égoïstes d'un seul ou de quelques-uns, dispose d'une réserve de force qui lui donne le temps et les moyens de trouver l'amélioration nécessaire pour abolir l'exploitation trop injuste née d'un progrès. Le progrès social complémentaire est aisément réalisé parce qu'il n'a pas besoin d'être ingénieux, il se passe d'être une invention véritable. Il peut ne consister qu'en un expédient maladroit, mais la société supplée à ses imperfections en multipliant son effort.

Par exemple, si les malfaiteurs disposent d'une arme plus dangereuse, le progrès social complémentaire consiste d'abord à munir les agents de la force publique de la même arme. Ce n'est pas une innovation bien géniale. Si elle ne suffit pas, on multipliera le nombre des agents, on s'adressera à des défenseurs plus dévoués, on pourrait aller jusqu'à la prohibition de la vente de ces armes. Toutes ces mesures ne s'offrent à la Société que parce que celle-ci dispose d'une réserve de force et d'une supériorité de ressources où elle puise, et qui lui donne le temps d'aviser.

Or, non seulement les progrès techniques se précipitent, mais nos capacités accrues rendent de plus en plus probables de très grands progrès. Il pourrait donc en surgir qui rendraient celui qui s'en emparerait dans un but égoïste aussi puissant ou plus puissant que la Société, garante de l'intérêt général ?

Des deux moments nécessaires au progrès intégral et complet, le premier peut n'être jamais suivi du second. L'idée d'un mal irréparable et d'une gravité indéfinie se pose dans l'étude des conséquences des progrès techniques.

Se pose-t-elle comme une question académique, sous forme de ces possibles improbables dont on aime à illustrer une théorie ? Faut-il recourir à des exemples tels que celui d'un chimiste qui, par dépit amoureux, inventerait un explosif à faire sauter la planète, ou d'un médecin aliéné qui déclencherait sur l'humanité un choléra inextinguible ?

Il y a des cas où l'exploiteur de nouveautés en passe de devenir un fléau universel n'est pas tellement infime par rapport à la coalition universelle des intérêts, qu'il ne puisse compter que sur un progrès infiniment improbable. Nous voici arrivé au point où le lecteur nous attend depuis longtemps, à ces antagonismes les plus caractéristiques et les plus graves qui mettent aux prises non des individus seulement, mais des groupes. Les progrès techniques et la guerre, tel sera l'objet de notre dernière analyse.

TROISIÈME ANALYSE. — *Les progrès techniques et la guerre.*

Ce serait développer toute une philosophie de la guerre que de démontrer qu'elle est une conséquence normale de l'accumulation constante des progrès techniques. Nous ne nous lancerons pas dans cette entreprise, et nous nous contenterons de traiter brièvement deux points.

Ce sera d'abord la remarque qu'à la vérité, cette philosophie de la guerre est déjà préparée par les conclusions de nos analyses précédentes. Le phénomène de la guerre est un effet de la loi de la variabilité des fins, et une manifestation éclatante de la tendance à l'exploitation désordonnée de l'homme par l'homme à l'occasion des moyens techniques nouveaux.

Des sociétés basées sur la force, telles que les États modernes ne coexistent dans un rapport d'indépendance réciproque, que s'il n'y a pas une disproportion trop évidente entre leurs forces respectives. A tout le moins, il suffira que la plus faible ait chance

de trouver des moyens de résister aux entreprises de la plus forte. En même temps cet équilibre développe entre les groupes un sentiment permanent d'émulation et de rivalité. Qu'une innovation technique rende l'une de ces sociétés plus prospère et plus puissante, on peut présumer qu'elle ne se contentera pas de ce surcroît, elle concevra *une fin nouvelle*, qui consistera à marquer d'une manière sensible sa supériorité sur ses rivales, voire à établir son autorité sur elles.

On objectera que le cas où l'avantage d'une société résulte d'un progrès technique n'est qu'un cas particulier, et que toute supériorité quelconque peut conduire à la même conséquence. Il est vrai, aussi ne soutenons-nous pas que les progrès techniques soient en dernière analyse la seule cause des guerres et des conflits. Mais si c'est une cause parmi d'autres, elle est particulièrement digne d'être distinguée. D'abord, parce que les nouveautés techniques sont désormais les changements les plus fréquents parmi tous ceux qui modifient sensiblement et rapidement les rapports entre les groupes sociaux. Ensuite, parce qu'un progrès technique ne demeure pas le privilège de ceux qui sont les premiers à l'adopter; l'imitation ne tarde pas à le propager parmi tous ceux qui l'estiment profitable. Il ne confère donc qu'une supériorité éphémère, et cela incite à transformer cet avantage précaire en un avantage durable. Le recours à la force se présente comme le moyen approprié à ces circonstances et à ces désirs.

De même qu'il y a à chaque instant un certain équilibre entre les forces des nations, il y a un certain équilibre économique qui fait que chacun tire de ses efforts ce qui lui est nécessaire pour subsister. Or, nous l'avons vu, un progrès technique tend à rompre cet équilibre aussi bien que l'autre. Une innovation industrielle apparaît rarement avantageuse en ceci seulement qu'elle permet de tirer un surcroît de richesses du sein de la seule nature; presque infailliblement cet heureux résultat se double du fait que l'exploitant de la nouveauté tire un profit imprévu des efforts d'autrui. Il bénéficie d'un ensemble de dispositions antérieures à son initiative, lois, conventions, habitudes, règles morales, d'une manière qui apparaît à ceux qui éprouvent le

détriment correspondant, exorbitante comme au jeu un coup défendu. Le recours à la force sera donc une réaction éventuelle des sociétés rivales de celle qui bénéficie d'une innovation.

La guerre, antagonisme aigu qui met aux prises deux sociétés entre lesquelles ne règne pas une disproportion trop évidente quant à la puissance, est donc rendue probable par les progrès techniques, à la fois par le fait du bénéficiaire de ces progrès et par celui de ses rivaux. La société qu'ils favorisent d'abord accroît ses ambitions et veut primer; les autres rêvent d'empêcher un détriment qu'elles ressentent ou qu'elles redoutent, et qu'elles inclinent à considérer comme contraire au droit.

Avant d'en finir avec ce premier point, signalons encore ce dernier facteur. Dans une société où les progrès matériels s'accumulent, les ambitions se transforment, les fins varient. Leur diversité les rend disparates, en même temps qu'elles perdent vite leur valeur. Peu d'entre elles ont le temps d'acquérir un prestige qui les fixe et les impose à tous. Un des contrastes les plus saisissants d'un temps tel que le nôtre, c'est celui du grandiose et du sérieux des moyens et de la puérilité des fins dernières. Un sentiment pénible d'incohérence et de désarroi dans les fins respectives, est ce qui se fait jour le plus souvent chez ceux qui se haussent jusqu'à considérer l'ensemble de l'activité sociale. Il est frappant d'en trouver les premières expressions dans la littérature de la fin du XVIII[e] siècle et du commencement du XIX[e], c'est-à-dire, au moment où les progrès techniques et sociaux ont doublé leur allure.

Or, il est un état où subitement ce désarroi spirituel fait place à une convergence de toutes les aspirations au sein d'une même société, c'est l'état de guerre. Une fin supérieure et sacrée, le salut public, la victoire, sensible à tous, concrète, prochaine, vient ordonner l'activité générale, hiérarchiser les efforts, répartir les mérites, et donner à la vie un intérêt passionnant. L'état de guerre fait de la vie sociale tout entière l'application d'une seule et immense technique où nul effort n'est à laisser se perdre, où tous les progrès sont attendus et valent à leurs promoteurs le succès immédiat. Il répond si intimement à cet idéal d'exploitation à outrance, d'activité intense qui est à la base de l'optimisme

progressiste, que ceux-là mêmes qui font profession de détester la guerre, rêvent d'organiser la paix sur son modèle. Ils travaillent à tendre tous les ressorts par la concurrence, l'expansion, la production indéfinie, le progrès fébrilement exploité. Leurs poncifs oratoires persistent à évoquer la guerre contre cette pauvre *nature* qui crie grâce de toutes parts.

Une lutte qui bande toutes les forces et précipite le torrent des efforts dans un seul canal, voilà la forme que, sans le savoir parfois, rêvent de donner à l'activité sociale ceux qui saluent comme un bien certain toutes les innovations avantageuses et tous les accroissements de capacité. Quoi d'étonnant, dès lors, si cette tendance accumule sans cesse les conditions du phénomène qui réalise le mieux tout cela, au prix de conséquences moins désirées, la guerre ?

Le second et dernier point à rencontrer dans cette leçon consiste à montrer que les agents perturbateurs de la paix que le sens commun renonnaît le plus unanimement ne sont, dans une large mesure, que des aspects ou des applications de cette cause générale de la guerre : les innovations progressives de la technique en général.

1. Ce sera immédiatement évident pour la *surproduction*. L'effet le plus régulier des progrès techniques est d'accroître la capacité de production. Une seule fabrique de cigarettes serait vite en mesure de fournir aux fumeurs du monde entier s'ils voulaient bien être ses clients. On connaît l'effet social de cette capacité croissante : la force de l'État est amenée à intervenir d'une manière constante dans l'activité commerciale, soit qu'une nation productrice soutienne l'exportation en comprimant les velléités protectionnistes des États importateurs, soit au contraire qu'elle soutienne l'industrie nationale en arrêtant aux frontières la concurrence étrangère. La capacité croissante des producteurs, fruit des progrès techniques accumulés, introduit un usage permanent et effectif de la force des nations.

2. La grosse production, combinée avec le perfectionnement des moyens de transport, rend rivaux les producteurs du monde entier. Or, par une opération sociologique remarquable, le ressentiment passe presque infailliblement de l'individu dont on

a à se plaindre au groupe social dont il fait partie et dont l'on ne fait pas partie soi-même. Si un marchand de bestiaux m'a vendu cher une bête tarée, je retiendrai le fait qu'il est juif pour maudire et exécrer tout Israël. Si quelques soldats font irruption dans le compartiment où je croyais dormir seul, c'est à la soldatesque tout entière qu'iront mes récriminations intérieures. Qu'une communauté de religieuses s'avise de venir faire la concurrence aux lingères d'un quartier, la réaction des intérêts menacés s'en prendra, non aux individus, mais aux congrégations en général. Conformément à ce procédé universel de réaction sociale, l'émulation économique et la concurrence des producteurs de toutes origines a pour effet de stimuler ou de réveiller les susceptibilités latentes, les rivalités de races, de peuples, de langues, de religions.

3. Il y a lieu de remarquer que la formation des grands États fortement centralisés résulte elle-même des grands progrès tant de la technique sociale que de la technique industrielle. Seuls des États très grands et très puissants sont capables d'assurer rapidement l'aménagement social complémentaire des grandes innovations de la technique industrielle et de l'activité économique. On ne concevrait pas une poussière de petits États indépendants les uns des autres et concomitants avec la grande industrie moderne.

Or, ces grands États ont à étouffer ou à modérer les antagonismes qui surgissent dans leur sein d'autant plus fréquemment qu'ils sont plus étendus ; luttes de classes, tendances au particularisme, etc. Le moyen le plus classique de contenir ces germes de désagrégation, c'est d'exploiter les antagonismes latents avec les puissances extérieures. Le ciment le plus éprouvé, c'est l'union contre un ennemi commun. La haine des Perses seule apparut jadis capable de réaliser l'unité de la Grèce. La guerre, ou plutôt l'imminence de la guerre est un facteur essentiel et constant de la politique intérieure. C'est un moyen de conserver ou de renouveler le prestige et la force nécessaire à l'autorité. Ce n'est pas toujours celle-ci qui use délibérément de ce moyen dangereux, mais ceux-là s'en chargent qui ont besoin d'elle.

4. Ce que nous avons dit plus haut du recours à la force pour

rendre définitive une supériorité momentanée nous dispense d'insister sur le rôle des progrès techniques appliqués à la préparation de la guerre. Plus la technique en général est progressive plus on compte sur elle pour l'emporter militairement sur ses rivaux. Le courage, le nombre, l'intelligence, ne sont pas susceptibles de changements brusques; sans rien négliger de ce côté, c'est dans les différences dans l'armement, l'outillage ou l'organisation qu'on espère trouver la supériorité décisive. Inversement, celui qui croit la posséder craint de la perdre à la faveur d'un progrès exploité par l'adversaire. L'idée de profiter du moment favorable pour accabler le rival est une hantise d'autant plus fréquente et opérante que le progrès technique est plus général et plus rapide.

Sans parler des guerres anciennes, sachons reconnaître que les causes véritables de la guerre récente, c'est le progrès continu du pouvoir de l'homme sur la nature et l'accroissement démesuré des ambitions qui en est résulté. L'agresseur fut le peuple qui avait pris la tête dans le progrès matériel comme dans celui de l'organisation des efforts individuels.

Il est donc nécessaire de prendre exactement le contrepied d'une idée que l'on attribue à Saint-Simon et dont Herbert Spencer a consacré la popularité. Ces deux représentants de l'optimisme du XIXe siècle se plaisaient à opposer la civilisation militaire et la civilisation industrielle. L'une, abominable et surannée, était en passe de disparaître devant l'autre, excellente, pacificatrice et pleine d'avenir. En réalité, entre la disposition à la guerre et l'expansion industrielle il y a, non pas opposition de nature, mais liaison indéfectible. Les peuples industriels qui ne sont pas belliqueux ne le sont pas encore, parce qu'ils trouvent dans une *nature* non encore entièrement exploitée de quoi occuper leur activité et satisfaire leurs ambitions; mais ils sont voués à le devenir, pour peu que leur industrie continue à progresser. Un moment n'arrive que trop sûrement où ils modifient leurs fins, et les succès sur la nature brute ne leur suffisant plus, ils entendent remporter des triomphes d'une saveur plus forte.

En vain objectera-t-on que les guerres sont devenues plus

rares à mesure que la civilisation a progressé. Il est vrai que l'état de guerre est plus fréquent chez les peuples barbares, mais c'est moins la geurre. Il y a là plutôt absence de distinction formelle entre la guerre et la paix. Les échauffourées qui tiennent lieu de batailles sont rares et pas très sanglantes. A moins qu'un progrès technique ne soit venu donner à l'un des belligérants une supériorité dont il profite jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au massacre de l'adversaire ou sa réduction en esclavage. En dehors de ce cas, l'état de guerre consiste souvent à porter les armes et à *éviter de se rencontrer*, plutôt qu'à chercher la bataille décisive. Dans un régime de nations grandes, peu nombreuses, où l'État centralise un grand nombre d'offices sociaux, la guerre peut être longtemps différée, mais l'accumulation des progrès de toutes sortes la rend aussi terrible que difficilement évitable.

On a beau se défendre de tout pessimisme systématique : sur la question qui nous occupe, des conclusions optimistes seraient un artifice de style ou une convention oratoire. On ne peut s'empêcher de dénoncer l'antinomie troublante ou la contradiction que développent les bonnes intentions de nos contemporains. D'une part, c'est une aspiration universelle à l'ordre, à la sécurité, à la paix, et cette aspiration est celle d'une société qui met au plus haut prix cela même qui empêche la réalisation de cet idéal, l'accumulation automatique des progrès de toutes sortes. On veut la paix pour se lancer plus à corps perdu dans ce progrès qui suscite la guerre! Nous exécrons la guerre dans ses effets et nous la chérissons dans ses causes!

En même temps que les progrès incessants alimentent des espérances et suggèrent des prétentions qui font s'entre-heurter les hommes et les sociétés, ils sont ce qui vient contrecarrer et rendre vaines les tentatives pour accomplir *ces grands progrès sociaux* par lesquels une paix générale serait pourvue des moyens de s'imposer. Cela exigerait en effet des conventions consacrant le *statu quo*. Or l'espoir des changements prochains anime surtout ceux que l'état actuel favorise le moins. Les sociétés qui se jugent déshéritées ou insuffisamment pourvues, refusent de se résigner à la cristallisation d'une convention qui rendrait définitifs certains de leurs désavantages. Elles sont portées à

estimer que les progrès techniques récents ou prochains leur permettront de diminuer l'avance de leurs rivales mieux pourvues.

Les progrès techniques incessants sont cause que les forces qui travaillent à instaurer la paix ne réussissent pas à prévaloir sur les forces qui poussent à la guerre.

Nous avons présenté plus haut le progrès intégral comme une opération en deux temps : une innovation technique quelconque s'introduit à l'initiative et au profit de quelques-uns, mais elle provoque un trouble dans l'état de choses antérieur; là-dessus un progrès social approprié est réalisé, qui enraye le désordre et le détriment et tend à tourner les effets du changement progressif au profit de tous ou du plus grand nombre. Mais ce mécanisme n'est pas assuré de jouer toujours : il faut pour cela que la chose publique dispose d'une réserve de puissance qui lui assure la supériorité sur les plus entreprenants des particuliers. Cette supériorité demeure très grande lorsqu'il s'agit d'un État moderne dans ses rapports avec les individus; mais du point de vue de la guerre et de la paix, le bien public c'est l'ensemble des nations, et le particulier c'est l'une de celles-ci. Or, en même temps que le nombre des nations est devenu très petit, les progrès techniques deviennent toujours plus nombreux, et parmi eux il y a des progrès de plus en plus importants. C'est dire que la prépotence du bien public et le désavantage du particulier est, dans le cas des nations, de plus en plus précaire. Il devient de moins en moins probable qu'un progrès social approprié suivra régulièrement un progrès technique réalisé, de manière à l'empêcher de tourner au profit de quelques-uns et au détriment de tous les autres (1).

Une nation égoïstement insurgée contre les autres est de plus en plus fondée de compter sur une nouveauté technique pour réaliser au détriment d'autrui, des fins démesurées.

---

(1) Lorsqu'on inventa les balles explosibles, l'accord se fit pour en bannir l'usage dans la guerre, et cette convention s'est maintenue. Il n'en a pas été de même avec les gaz toxiques, l'aviation ou les sous-marins. Plus la nouveauté paraît efficace, plus elle est rebelle à l'aménagement social destiné à en conjurer les effets universellement déplorables.

On se rappelle la distinction que nous avons proposée entre les *petits progrès* et les *grands progrès*. Nous pouvons la reprendre et l'appliquer ici. L'universalisation de la tendance aux innovations progressives rend de plus en plus probables des *grands progrès*, capables d'entraîner rapidement des changements profonds. Nous savons d'ailleurs que beaucoup de petits progrès rapidement accumulés peuvent combiner leurs effets de manière à équivaloir à un grand progrès.

Les petits progrès, en ne modifiant pas les fins anciennes, laissent au bien public le temps de les aménager. Avec les grands progrès les fins sont changées, on ne sait pas où l'on va, le bien public n'est pas assuré de les canaliser avant qu'ils aient servi à des appétits illégitimes et désastreux pour la justice et le bien-être général.

L'inquiétude et le malaise que fait peser sur le monde la rivalité passionnée des grandes puissances à l'affût des moyens techniques décisifs n'est qu'un cas particulier et expressif d'un phénomène social plus universel : *le nombre et la gravité croissants des antagonismes, fruit de l'accumulation désordonnée des changements progressifs.*

Ces changements, profitables d'emblée à quelques-uns, ne s'avèrent profitables à tous ou à la plupart qu'après que la force sociale les a ordonnés et aménagés. Mais s'ils se présentent trop nombreux et trop profonds, ils donnent trop de force à leurs premiers exploitants, la chose publique débordée menace de devenir bientôt impuissante à remplir son office régulateur et salutaire.

IV

CONCLUSIONS

Voici terminée notre « enquête sociologique »; nous pouvons nous appuyer sur ce qu'elle nous paraît avoir établi pour formuler quelques considérations philosophiques et morales sur *ce qui peut mourir et ce qui doit vivre de la théorie classique du progrès.*

Rappelons les caractères essentiels de l'optimisme progressiste devenu vulgaire. Il affirme que l'évolution progressive de l'humanité est : 1° universelle; 2° absolue; 3° nécessaire. Elle se produit partout et toujours, et ne présente que des arrêts explicables comme des accidents momentanés; le *mieux* qu'elle augmente indéfiniment est une qualité qui conserve toujours sa valeur. Le progrès est *bon*, soit qu'on le considère dans des progrès partiels et limités, soit dans l'ensemble de ses résultats; la somme des progrès est un progrès. Enfin, le voulût-on, les choses ne peuvent aller autrement, c'est une loi de la nature.

A cet optimisme intégral et absolu nous avons opposé les conclusions que nous a fournies notre examen de quelques conséquences des progrès techniques. Ce fut d'abord la loi ou le principe *de la variabilité des fins*. Les innovations saluées comme excellentes déprécient les fins anciennes; elles suggèrent des fins nouvelles. Celles-ci se portent vers des objets qui ne sont pas plus assurés après l'instauration du progrès qu'avant : prestige, considération, succès sociaux.

Nous avons insisté ensuite sur une conséquence qui intéresse l'une des formes les plus élevées de la vie spirituelle, l'activité esthétique. Il a fallu dénoncer *le divorce de l'utile et du beau*, celui du travail et de l'art. Nous parvenons de plus en plus à nos fins pratiques par des techniques strictement appropriées, qui ne fournissent pas l'occasion de créer du beau *par surcroît*. L'utile étant réalisé sans le beau, on prend l'habitude de chercher celui-ci dans *une apparence* superposée à ce qui est nécessaire, et de cette habitude résulte une perversion progressive du goût. Les conventions nécessaires à l'art n'ont pas le temps de s'établir, sinon dans des milieux d'artistes très restreints, et dont l'activité se développe à l'écart des grands offices de la vie sociale.

Enfin, la multiplication et la gravité croissante *des antagonismes*, sous les formes les plus variées, nous sont apparues comme des conséquences d'un régime d'innovations progressives illimitées. A mesure que la nature lui résiste moins, l'homme trouve devant lui l'homme; ses prétentions croissent encore plus vite que ses capacités, et c'est dans le triomphe sur ses

semblables qu'il espère trouver la consécration la plus éclatante de sa valeur. En même temps, le progrès faisant consister toute notre activité dans des efforts concertés, notre vie se passe à substituer au travail proprement dit un effort pour stimuler autrui, ce qui a pour condition un état d'irritation et de mécontentement chroniques.

Quant à la gravité croissante des conflits, elle résulte de ce que la coalition des volontés nécessaire pour empêcher l'exploitation désordonnée des nouveautés, est moins assurée de comprimer les intérêts égoïstes, dont la puissance s'accroît avec le nombre et l'importance des progrès mis en œuvre.

Généralisant les résultats de ces analyses arbitrairement choisies, nous devons conclure par la négation des trois propositions de l'optimisme progressiste. Impossibilité d'affirmer un progrès *nécessaire*, *universel* et *absolu*.

Nos analyses, plutôt sociologiques que philosophiques, ne paraissent peut-être pas probantes en ce qui concerne les deux premiers de ces qualificatifs, la nécessité et l'universalité, mais nous les croyons décisives au sujet du troisième. Les changements dits progressifs sont des phénomènes sociaux nullement pourvus d'un caractère commun qui les rendraient foncièrement bons et désirables, partout et toujours. Leurs conséquences sont de toutes les sortes, les unes bonnes, les autres mauvaises. Si les effets salutaires paraissent souvent l'emporter, c'est ce qu'il y a lieu d'expliquer par des circonstances favorables, qui peuvent faire défaut. Nous voyons par exemple que si les progrès techniques du XIXe siècle ont pu être salués comme très bienfaisants, cela a tenu au fait qu'aucune nouveauté n'a été un progrès assez grand pour que ses premiers exploitants aient pu faire prévaloir d'une manière trop éclatante leurs vues égoïstes et leurs ambitions injustes (en Europe du moins...). La somme d'injustice ou la quantité d'exploitation de l'homme par l'homme avec les misères qui en résultent, n'apparaît pas aux hommes de race blanche plus grande que le mal qui se serait produit sans ces innovations, et ils estiment que le bien l'emporte assurément. Mais nous savons que la prépotence du bien social et

la subordination de l'intérêt particulier ne sont pas une donnée constante du problème.

Enfin les progrès partiels peuvent se contrecarrer. *Une somme de progrès n'est pas nécessairement un progrès.*

L'idée de progrès absolu est une idée confuse où interviennent sans cohérence l'idée que la nouveauté ainsi qualifiée est plus parfaite que ce qu'elle remplace, et l'idée qu'elle est avantageuse. C'est le mélange équivoque de l'idée de capacité accrue et de bonheur augmenté. Mais la capacité accrue rencontre des obstacles nouveaux. Aussi constatons-nous que la quantité de bonheur, autant qu'elle tombe sous l'observation, n'a nullement augmenté, autour de nous, dans une proportion comparable à l'accroissement de la capacité de l'homme (1).

. . . .

Mais cette réfutation de l'optimisme courant oblige à répondre à des questions qu'elle suscite. Un sentiment de malaise accompagne toujours des conclusions négatives à l'égard d'une croyance qui est un stimulant et un soutien moral. On sent qu'un vide s'est formé qu'il faut occuper, sous peine d'une diminution d'énergie et de bonne intention qu'autant eût valu éviter en laissant là toute critique.

On écartera d'abord, et sans peine aucune, *un pessimisme* symétrique de l'optimisme intégral. Rien ne s'impose moins que ce contre-pied pur et simple de la croyance réfutée, qui affirmerait *une décadence fatale*, *générale*, *absolue*. Il tomberait exactement sous les mêmes objections que l'affirmation contraire. On ne peut, sans absurdité, déclarer que toutes les nouveautés sont mauvaises en même temps qu'inévitables. De plus, cette thèse n'a pas pour elle la valeur stimulante de l'optimisme progressiste.

Il y a une autre manière de nier le progrès, qui consiste à nier

---

(1) Nous avancerions cette formule : *la douleur physique* a diminué, *l'anxiété* a changé de forme, *les contrariétés* se sont accrues. — Nous souffrons moins, mais les maux que nous sentons encore nous émeuvent davantage ; nous rencontrons moins d'obstacles, mais ceux qui subsistent nous irritent à un plus haut degré

le changement, et à proclamer *une stagnation universelle.* Les nouveautés constatées ne seraient que d'insignifiantes oscillations au dessus et en dessous d'un niveau immuable. Ne nions pas ce qu'il y a de profond et d'avisé dans cette attitude. Il est bien vrai que maints changements salués pour leur singularité ne modifient pas l'humanité autant que celle-ci est portée à se l'imaginer. On aurait beau jeu de montrer que les inventions techniques les plus raffinées n'aboutissent qu'à modifier notre manière de satisfaire certaines passions immuables (1). L'automobile a succédé aux colliers de dents d'ours enfilées dans un boyau tordu, comme moyen dont l'homme dispose pour séduire la femme ou affirmer son rang.

On peut admettre que d'un certain point de vue, les changements progressifs peuvent être aperçus comme des oscillations. Mais nous ferions remarquer que ces oscillations sont tout pour nous, ce sont elles qui nous intéressent, à défaut d'autre chose qui soit capable d'occuper notre attention passionnée et d'unifier notre conduite. D'ailleurs on ne les jugera pas si petites, les oscillations qu'enregistre le diagramme de l'histoire, et dont l'amplitude va des Australiens à nous, ou des temps mérovingiens à la Renaissance.

Laissons là ces attitudes systématiques; il y a dans l'idée vague de progrès un contenu légitime et excellent : Le progrès est *relatif*, *limité*, *précaire*.

1. Le progrès est relatif à une fin donnée, en dehors de laquelle le mot perd toute signification valable. Ainsi, dans la lutte contre une épidémie, un remède efficace constitue un pro-

---

(1) Une analyse du genre de celles que nous avons esquissées pourrait porter sur la *descente* régulière dans la destination des techniques perfectionnées. Au début de leur carrière, elles paraissent devoir tout changer, *et en mieux*, parce qu'elles sont appliquées d'abord par les plus instruits, les plus distingués, et à des fins supérieures. Mais elles vont se vulgarisant et on les trouve en fin de compte employées par les moins dignes et à des fins quelconques.

Il est possible que l'invention de Gutenberg ait commencé par éliminer de la circulation mainte sottise et mainte vulgarité qu'on écrivait, mais qu'on réputait indignes de l'impression. Mais cela ne dura guère. En poursuivant l'étude de la variabilité des fins, on aperçoit que si les progrès techniques inspirent d'abord des fins plus hautes, ils finissent par favoriser le retour aux fins les plus vulgaires.

grès sur une médication impuissante. Dès qu'il ne s'agit que d'arriver vite, l'automobile est un progrès sur le cheval. Une aspiration esthétique étant déterminée, un style nouveau peut la satisfaire mieux que tel style ancien.

2. Dire qu'un progrès est toujours *limité*, c'est marquer sa relativité à un autre point de vue. Le progrès est le fait d'un individu ou d'une société donnés, et non quelque chose d'absolu. Instruction, force, moralité, goût, sécurité, tout cela ne se développe pas partout à la fois. Les progrès de l'Europe ont provoqué des formes de décadence lamentable en Amérique, en Afrique, en Asie, en Océanie.

3. Le progrès, enfin, est toujours *précaire*. Il ne suffit pas d'accorder aux théoriciens classiques du progrès que le mieux-être qui se produit est plus qu'un effet du hasard et qu'il se rattache au jeu des lois de la nature, pour en conclure avec eux que ce mieux-être est nécessaire et universel. Le contraire du mieux-être, lui aussi, résulte du jeu des lois naturelles. S'il y a des lois nécessaires, l'effet réel ou concret qui résulte de ces lois n'est jamais nécessaire. Des lois également inexorables contrecarrent leurs effets ou les combinent dans des conséquences qui varient à l'infini.

Tout progrès peut ou ne pas se produire, ou ne pas se maintenir, ou ne pas entraîner les effets bienfaisants que l'on serait fondé d'en attendre, et qu'implique le mot même de progrès par lequel on désigne certaines espèces de nouveautés.

Nous marquons ici notre accord avec l'esprit des philosophies récentes dont nous avons parlé : le bien sous toutes ses formes n'a rien de nécessaire et c'est pourquoi notre collaboration importe à sa réalisation. C'est la raison profonde de la valeur de l'effort personnel de chacun, il est peut-être une contribution efficace au progrès, qui ne se produit pas tout seul. Livrées à elles-mêmes, les forces qui nous entourent n'ont jamais sûrement l'effet le meilleur, et nous pouvons ne pas nous estimer dispensés d'intervenir pour corriger ces effets selon la meilleure intention possible.

Nous reconnaissions plus haut que l'abandon de la religion

du progrès intégral peut laisser dans les consciences un vide et un sentiment déprimant. Cette inquiétude peut être tout de suite calmée. Si le bien est précaire, incertain, supposé même qu'il soit rare, il en résulte que notre petite contribution au bien est précieuse. Le bien qui se réalise est ainsi notre œuvre, et nous pouvons l'aimer comme on aime ce qu'on a fait soi-même, mieux encore, avoir pour lui ce mélange de tendresse et d'admiration qui est la joie paternelle la plus pure.

Quelle contradiction ne découvre-t-on pas dans l'optimisme progressiste banal! Il croit le progrès inévitable et il veut qu'on y travaille! Il nous convie à voler au secours d'un vainqueur certain. Le beau mérite d'un exercice aussi peu passionnant! S'il convient de travailler au mieux-être, c'est parce que, sans notre effort, il y en aurait moins.

On le voit, une courte réflexion sur les conclusions de nos analyses nous a menés sur le terrain de la morale. De ce point de vue, notre critique des idées banales sur le progrès apparaît comme les préliminaires *d'une libération de l'esprit et de la conscience*. Croire que tout évolue vers le mieux en vertu d'une loi nécessaire, a pu servir jadis à secouer des institutions et des coutumes devenues plus tyranniques que bienfaisantes; mais à son tour, cette croyance est devenue une attitude spirituelle toute faite et qui ne se justifie plus par les mêmes bienfaits.

Un idéal réfléchi de mieux-être universel aperçu sous les formes les plus nobles, fait place à une *idolâtrie du progrès matériel*, entretenue par les intérêts de quelques-uns et soutenue par les passions de la plupart.

L'argument du progrès est un instrument de réclame et un lieu commun oratoire. Il sert à justifier des entreprises lucratives contre des scrupules. C'est au nom du progrès qu'un utilitarisme hypocrite supprime des restes du passé qui tiennent trop de place, ou profane la beauté des sites naturels. L'invoquer sert aussi à obtenir des pouvoirs publics, dont les représentants redoutent beaucoup de se voir refuser le titre d'hommes de progrès, des subsides en faveur des nouveautés techniques, et de ceux qui en vivent ou qui s'en amusent, l'aviation par exemple.

On vante de nos jours le progrès, on l'invoque, on endort les

méfiances, exactement comme on soignait jadis *le culte des familles régnantes.* Les historiens ont depuis longtemps relevé le rôle important que jouait ce culte dans la vie de nos pères. Il sous-tendait l'activité sociale comme la croyance au progrès a stimulé la vie économique et politique du siècle dernier. Les deux cultes sont également naïfs, mais inégalement touchants. Les procédés sont les mêmes. Par exemple, il fallait bien, jadis, expliquer les insuffisances du régime et les déceptions qu'il n'évitait guère. On disait, le roi est bon, le roi veut notre bien, mais les *courtisans* sont la cause de notre misère, *les conseillers sont corrompus*, *les ministres sont incapables* etc... Il s'était ainsi créé un système d'échappatoires au moyen d'une distinction entre le système monarchique foncièrement excellent et la dynastie foncièrement bonne d'une part, et de l'autre ce déplorable accident qui survenait, hélas, toujours : la perversité affreuse des gens de cour ou l'insuffisance des intermédiaires entre le monarque et ses bien-aimés sujets.

Nous rions de cet expédient ingénieux, mais nous ne voyons pas que pour soutenir l'optimisme progressiste vulgaire, la pensée courante ne recourt à rien de mieux. On croit fermement à la bienfaisance intégrale de la production accrue, des inventions, des applications techniques de toutes les vérités connues, de tout triomphe effectif de l'homme sur la nature; nonobstant bien des maux subsistent tandis que des calamités nouvelles apparaissent, le bonheur attendu se dérobe. Comment expliquer cela? En dénonçant l'avidité des *financiers*, l'immoralité des *capitalistes*, la férocité des *militaires*, et tout aussi bien le machiavélisme des *meneurs* ou la dépravation des *politiciens*. On ne voit pas que s'il était illégitime de dissocier l'action des rois et celle de leur entourage nécessaire, il n'est pas plus permis de méconnaître le rapport essentiel qui rattache notre organisation économique et sociale, y compris les types d'hommes qu'elle suscite, au régime de renouvellement indéfini des moyens techniques.

En vain mettra-t-on d'un côté l'âpreté des gens d'affaires et de l'autre la hauteur de vue des savants... le bien et le mal ne s'isolent point ainsi; il est impossible de répudier tout de l'un

en retenant tout de l'autre. Ce qui entraîne désormais le torrent des nouveautés accumulées ce n'est pas une haute philosophie du progrès, c'est l'intérêt immédiat, l'appât du gain mis d'accord avec celui de la gloire.

La critique esquissée dans ces lignes tend à purger notre esprit d'une doctrine toute faite, de moins en moins bienfaisante et qui ne se soutient désormais que sur les béquilles trop visibles des intérêts particuliers. Elle nous rend la liberté de choisir en connaissance de cause des principes d'action et des fins directrices. On ne démontre pas une forme d'idéal ni la nécessité d'adopter un but, mais on peut en éclairer le choix.

La notion de progrès relatif est utile en cette occurence. Il ne s'agit pas de nier tout progrès ni de se détourner de toute nouveauté; mais puisqu'il y a des progrès multiples et munis de coefficients de bienfaisance variables, une conscience use de sa liberté et de ses lumières pour *faire acte de préférence*.

Nous pouvons préférer, par exemple, un effort vers un certain *progrès moral* à l'acquiescement aveugle à tout *progrès matériel*. On a plus d'une fois dénoncé l'insuffisance morale de la théorie du progrès, et l'on se souvient que les conclusions de l'une de nos analyses donnent beaucoup de force à cette remarque. En affirmant que l'ensemble des choses va en s'améliorant, l'optimisme progressiste détourne l'individu d'un effort immédiat sur lui-même, et l'habitue à compter sur les réformes et les inventions du dehors : réformer la Société plutôt que se réformer soi-même. Il est permis de trouver plus élevé et de présumer plus salutaire à la chose publique un *idéal stoïcien* opposé à cet esprit progressiste qui, attendant le bien du dehors, mérite d'être appelé *épicurien*. Avec le stoïcisme antique on peut estimer le plus urgent l'effort de chacun pour s'améliorer soi-même.

Il est vrai que les stoïciens ont parfois opposé résolument un idéal de perfection intérieure au souci du mieux-être général: rends-toi parfait et désintéresse-toi, comme d'une chose fortuite, de ce qui arrivera de meilleur ou de pire dans les affaires communes. Mais ce radicalisme discutable peut être écarté; rien n'empêche de combiner un souci de moralité individuelle avec un idéal d'action sociale.

Le lecteur se rappelle la distinction élémentaire de *la technique industrielle* ou matérielle et de *la technique sociale.* La première est à base d'application des sciences; elle fait servir aux fins de l'homme les forces de la nature. *La seconde est à base de morale.* Juridique ou religieux, un progrès social c'est toujours une entente des volontés qui n'est possible que par le renoncement de chacun à une partie de ses avantages ou de ses prétentions. Pour établir une règle ou pour la faire durer, il faut accepter un détriment éventuel, faire un sacrifice.

S'il en est ainsi, un idéal stoïcien de perfectionnement de soi-même et une idée de mieux-être ou de progrès véritable ne s'opposent point, ils se combineront au contraire dans une formule telle que celle-ci : *Travailler à assurer la prédominance de la technique sociale sur la technique matérielle.* Car ce qui seul peut assurer cette prédominance, c'est *la bonne volonté* ou la disposition à faire quelque sacrifice en vue du bien de tous.

Nous avons vu combien cette prédominance est nécessaire et nous avons aperçu ce qui la menace.

Cette formule nous fournit un critère pour juger de l'opportunité d'accueillir une nouveauté technique ou de faire des réserves à son sujet.

Elle nous suggère aussi l'idée que les meilleurs esprits pourraient bien se soumettre en nombre croissant à ce précepte : *favoriser un ralentissement dans l'accumulation incohérente des progrès techniques, afin de permettre à certaines conventions salutaires, à certaines habitudes de la pensée et du sentiment de s'établir et de se raffermir.* Faire en sorte que la vitesse du progrès technique cesse de rendre de plus en plus précaire le travail d'aménagement dévolu à la technique sociale, et qui seul permet aux nouveautés de toutes sortes de demeurer ou de devenir un bienfait.

On se récriera en disant : Comment espérer contrecarrer la force immense des tendances et des intérêts qui poussent l'humanité à exploiter à outrance toutes les découvertes et toutes les inventions ?

Nous répondrons : C'est déjà beaucoup que les esprits les plus libres et les plus avertis, lors même qu'ils jugeraient irré-

sistible le train actuel de la « civilisation », ne consentent plus à l'approuver en même temps comme excellent et comme seul recommandable. Autre chose est d'estimer que rien n'arrêtera le torrent du progrès parce qu'il a sa source dans la masse des passions d'ailleurs discutables, autre chose de l'accueillir avec une joie sans réserve comme l'accomplissement d'une loi sacrée et tutélaire. Pour une force, c'est déjà n'être plus irrésistible que de n'être plus garantie par l'approbation des meilleurs.

Au reste, n'y eût-il que quelques consciences destinées à jouir de cette liberté d'appréciation, cela suffirait pour que se maintienne quelque part et en quelque manière la suprématie de l'intelligence sur ses instruments, de l'esprit sur la matière.

II

POPULATION ET PROGRÈS

ESSAI SUR LES CONSÉQUENCES DES VARIATIONS DÉMOGRAPHIQUES.

I

INTRODUCTION

La connaissance de quelques-unes des conséquences d'un fait détourne parfois de la recherche des autres. Tout le monde sait qu'un pays dont la population augmente est en mesure d'accroître sa puissance militaire et qu'il voit s'améliorer le rendement de ses impôts; qu'un fort excédent des naissances sur les décès donne une vive impulsion à l'émigration et à la colonisation. On sait que l'accroissement des villes, en décuplant la valeur des terrains d'alentour, fait la fortune des propriétaires. On n'ignore pas non plus que l'agriculture et l'industrie ressentent les effets des mouvements de la population par l'action de ceux-ci sur la quantité et le prix de la main-d'œuvre et sur l'importance des débouchés.

Mais notre curiosité se tiendra-t-elle pour satisfaite par la possession de ces connaissances de sens commun ? Un phénomène tel que l'augmentation, la diminution ou l'état stationnaire de la population n'a-t-il pas à travers la vie sociale tout entière un retentissement plus lointain, des conséquences moins apparentes, plus éloignées ou plus profondes ? Telle est la question qu'on se pose dans cet essai.

Si les phénomènes démographiques méritent une attention spéciale, ce n'est pas seulement à cause de l'importance pratique des problèmes qui s'y rattachent; ils ont par leur nature même une valeur scientifique privilégiée. Contrairement à la plupart des notions sociologiques de première importance, la notion de variation démographique est une notion claire et précise, ou du moins c'est une notion de laquelle il n'est pas trop malaisé d'éloigner les équivoques. La croissance en nombre des individus d'un groupe donné est un phénomène quantitatif et mesurable. C'est aussi un fait purement matériel qui ne renferme aucun élément psychologique; il ne relève que de l'expérience

sensible et du calcul. Ce n'est pas la notion d'accroissement de la population qui introduira dans les raisonnements les germes de désaccords et de malentendus qu'entraînent infailliblement des notions confuses telles que celles de liberté, de race ou de lutte pour l'existence.

Mais en disant que les mouvements de la population sont des phénomènes précis, on n'entend pas avancer que ce sont des phénomènes dépourvus de complexité, il s'en faut de beaucoup. Mathématiquement, augmentation, diminution et état stationnaire se distinguent jusqu'à l'exclusion mutuelle, mais dans la pratique le choix des lignes de démarcation sera souvent affaire de convention et d'opportunité. Un faible accroissement ou une faible diminution devront fréquemment être assimilés à l'état stationnaire. Bien plus, il se pourra qu'une faible croissance ait dans certains cas des conséquences plus semblables à celles de la diminution qu'à celles de l'accroissement rapide, et inversement. Une population peut croître ou décroître avec une vitesse variable, et cet état démographique peut persister pendant un temps variable. Le phénomène peut ne pas être uniforme, il peut comporter des accélérations, des ralentissements et des interruptions. Il peut alterner avec son contraire, des périodes de croissance succédant à des temps de diminution ou de stagnation et inversement. Dans certains cas, lorsque l'on considérera d'assez longues périodes, on se trouvera conduit à négliger de petites oscillations de ce genre pour ne considérer que la résultante, c'est-à-dire celui des deux états inverses qui l'emporte tout compte fait.

D'autre part une société, pourvu qu'on la prenne grande, comme une nation, est composée d'un grand nombre de groupes qui se compénètrent plus ou moins et dont les uns peuvent augmenter tandis que les autres ne changent pas ou décroissent. Si la France a une population stationnaire ou croissant à peine, l'agglomération parisienne, au contraire, augmente. La France à son tour, si elle ne croît guère, fait partie de la société européenne qui se développe rapidement. Elle est le noyau d'un empire qui n'a fait que grandir depuis bientôt un siècle. Il est à présumer que certains caractères de la vie fran-

çaise s'expliquent par le développement du tout dont elle est une partie, et, soit dit en passant, puisse cette remarque écarter une fois pour toutes l'idée de voir dans la France le type parfait d'une société stationnaire ou décroissante. Il arrive que l'augmentation de certains groupes est faite de la diminution de certains autres, et qu'ainsi croissance et diminution corrélatives se ramènent à des phénomènes de déplacement. Beaucoup de petites villes n'ont guère grandi depuis un siècle dans des pays dont la population totale a depuis ce temps plus que triplé. On voit souvent une classe industrielle augmenter à côté d'une classe agricole qui ne se développe point, ou moins vite.

Enfin la croissance ou la décroissance peuvent se produire dans des populations déjà très denses, ou encore clairsemées, et l'on peut prévoir que le phénomène n'aura pas exactement la même allure dans l'un et dans l'autre cas. Evidemment l'état de choses antérieur aux mouvements de population considérés devra toujours entrer en ligne de compte. Le degré de civilisation, les institutions préalablement existantes, seront toujours pour celui qui essaye de tirer des conclusions de la démographie, des facteurs de première importance. Sans aucun doute ces effets des mouvements de population varient avec toutes ces circonstances. Il est bien possible, par exemple, qu'au delà d'une certaine vitesse, pour un état social donné, l'accroissement produise des effets exactement contraires de ceux qu'il produit lorsque la vitesse est moins grande. Il se peut aussi que l'accroissement ou la diminution commencent par entraîner certains effets qui, pourvu que le même état de choses se prolonge, disparaissent bientôt et sont remplacés par des conséquences toutes différentes.

Exempt d'équivoques internes mais variable et complexe, tel se présente le problème que nous avons à étudier sur quelques points. L'examen préalable, en quelque sorte formel, que nous venons de faire de la notion de variation démographique, montre de quelles précautions doit s'entourer celui qui veut s'en servir et quelle riche moisson d'objections pourra soulever de la part d'une critique sans largeur la plus timide de ses propositions.

. . . .

C'est bien plus les causes des mouvements de population que leurs conséquences qui ont attiré de nos jours l'attention des auteurs et du public. On le comprend sans peine, car la diminution progressive de la natalité des nations les plus développées et les plus prospères a été le fait social le plus surprenant et le plus inattendu du siècle dernier. Que la prospérité matérielle et la sécurité entraînent nécessairement l'augmentation de la population, c'était là une sorte d'axiome que bien peu auraient songé à discuter, et la rigueur implacable des données statistiques n'a éliminé cette croyance que peu à peu.

Ce surprenant arrêt de croissance, ne se produisant pas également chez toutes les nations, entraîne évidemment pour celles où il sévit avec la plus grande intensité, un détriment flagrant. Le problème des causes du phénomène a donc obsédé d'autant plus les consciences et les esprits qu'il se trouve naturellement lié avec celui des remèdes.

Il semble que la période durant laquelle la question des causes a primé toutes les questions démographiques soit sur le point d'être close. Les causes non seulement sont connues, mais elles achèvent d'être généralement acceptées, les divergences ne portant plus guère que sur l'importance relative des causes secondaires. Le temps où l'on cherchait une explication de la faible natalité dans des conditions toutes biologiques est passé. On ne songe plus à rattacher les variations de la fécondité que les statistiques révèlent à un état de santé ou de décadence des races ou des lignées. On sait que la natalité réduite n'a rien d'involontaire, et que ses raisons d'être sont à rechercher dans tout ce qui peut peser sur les déterminations conscientes et délibérées des individus.

Il ne paraît pas inutile de résumer ici sous leur aspect le plus général les causes dont paraissent bien résulter l'accroissement ou la diminution de la population.

Si l'on considère non seulement les sociétés humaines, mais le monde vivant dans son ensemble, on voit que le cas qu'on peut appeler primitif ou normal c'est celui où les descendants naissent plus nombreux que les ascendants. Il existe donc pour chaque espèce vivante ce qu'on peut appeller une tendance

toute biologique à croître. Ce qui limite le nombre des individus, c'est l'ensemble des conditions dans lesquelles ils vivent. On constate qu'il y a dans un espace donné un nombre maximum au delà duquel les causes de destruction croissent plus vite que les effets directs de la tendance à croître. Si par exemple, une espèce végétale arrive à se développer tellement qu'elle couvre de grandes surfaces d'un tapis continu, les maladies parasitaires ont beaucoup plus de chances de sévir gravement sur elle que si elle ne vit qu'à l'état sporadique. Il tend donc à se produire pour une espèce donnée un état d'équilibre, soit que son accroissement s'arrête simplement dès que le point optimum est atteint, soit que ce point une fois dépassé, il se produise bientôt un recul qui porte le nombre des individus au dessous du nombre *optimus*.

Si l'on considère l'espèce humaine, chaque fois qu'il y a accroissement en nombre, il n'est pas nécessaire à la rigueur de distinguer entre croissance volontaire ou systématique et croissance involontaire ou irraisonnée. Dans les deux cas, il en est de l'espèce humaine comme de toute autre espèce vivante, qui marche dans la voie de l'expansion aussi longtemps qu'aucun obstacle ne vient l'arrêter. Mais si au contraire on se trouve en présence d'un état de décroissance, il peut devenir nécessaire de prendre en considération les intentions et les actes consécutifs de ces intentions. Que l'homme, dans certains cas, limite volontairement sa postérité, c'est là un fait d'observation qu'il convient d'isoler soigneusement des autres faits, puisqu'il a ce caractère propre d'aller à l'encontre de la tendance spontanée à croître. L'homme peut aussi bien s'efforcer de mettre au monde et d'élever le plus d'enfants possible, mais ce cas étant conforme à l'effort inconscient et automatique des espèces vivantes moins développées, il est moins urgent de l'expliquer par des causes particulières.

L'homme a toujours été en possession des moyens de limiter le développement de sa race. A côté de l'homicide en général il y a l'infanticide qui est l'espèce d'homicide la plus facile à commettre. La négligence plus ou moins systématique apportée à l'entretien des jeunes enfants conduit souvent au même ré-

sultat que l'infanticide, sans comporter les mêmes inconvénients et les mêmes risques. Ce sont là des moyens les plus primitifs et les moins compatibles avec une vie sociale toujours plus développée. Aussi leur importance va-t-elle en diminuant au profit de pratiques d'autre sorte. C'est l'avortement et surtout les moyens préventifs de la conception. A tous ces moyens, il faut ajouter l'abstention du rapprochement sexuel et spécialement sa forme la plus radicale, le célibat soit prolongé, soit perpétuel.

Plus l'homme se trouve à même de limiter sa postérité par des moyens faciles et exempts d'inconvénients graves ou immédiats, plus la reproduction devient pour lui un acte *délibéré*, d'instinctif et d'irraisonné qu'il était d'abord; et dès lors la fécondité dépendra de tout ce qui peut porter l'homme à désirer ou à ne désirer pas une progéniture, à la désirer grande ou restreinte.

Dans les sociétés actuelles, où le niveau de la vie dépend presque exclusivement des ressources en argent, l'arrivée d'un enfant représente un surcroît de dépense. Elle entraîne par là une somme de privations assez exactement évaluable et qu'en tout cas il est malaisé de ne pas ressentir ou prévoir. Un grand nombre d'enfants entraîne pour la majorité des familles une véritable chute du niveau de l'existence. Il faut joindre à ces inconvénients la peine, les désagréments, la privation de plaisirs qu'un enfant cause toujours, les risques que court la santé de la mère, les difficultés de la surveillance des enfants, dans les grandes villes surtout, bref, quantité de détriments, les uns tout à fait inévitables, les autres liés aux conditions de la vie moderne. L'enfant d'autre part apporte avec lui de moins en moins l'espoir d'un profit; les industries comportant le travail en famille se font rares, en même temps que l'exploitation de l'enfance est de plus en plus limitée. La famille représente moins qu'en d'autres temps une sorte de petite mutualité. Avoir des fils et des filles a été fréquemment une garantie contre le dénûment consécutif de la vieillesse et de la maladie; de plus en plus cette garantie est procurée à chacun de nous par d'autres moyens.

L'État assure l'ordre public et la sécurité, d'autres institutions se joignent à lui pour organiser l'épargne, les secours mutuels, les assurances, les retraites. Tous ces perfectionnements

de la technique sociale, en rattachant l'individu à de multiples institutions distinctes les unes des autres, l'arrachent à la famille et l'amènent à considérer sa fin en lui-même. La variété et l'intensité des plaisirs que procure la vie moderne conduit aux mêmes résultats, les ambitions se diversifient et s'éparpillent, si bien que la direction la plus constante, c'est le souci des satisfactions individuelles. Le désir de se prolonger dans la famille, dont la gloire est moins l'éclat momentané que la durée, devient une forme d'ambition sinon abandonnée, du moins plus rare, et qui exclut moins que jadis d'autres soins tels que la recherche du succès ou du mérite personnel.

Inconvénients plus immédiatement aperçus et plus nombreux, avantages plus lointains et plus problématiques, satisfactions consécutives moins fortement ressenties, c'est à cela que s'attend de plus en plus celui qui fonde une famille et c'est là qu'il faut chercher les causes qui rendent fréquente et presque régulière une restriction volontaire et délibérée de la natalité. On se laisse trop aller à croire que ce fait est localisé, qu'il se produit dans tel milieu et pas ailleurs, qu'il est d'invention récente, qu'il est lié à telle pratique exclusivement. Bien au contraire, un effort vers ce résultat peut être constaté presque partout et presque en tout temps.

Ce n'est guère exagérer que d'avancer que les sociétés et les époques où le plus grand nombre possible d'enfants est généralement désiré sont plus rares que les autres, et sont même une exception, à moins que l'on ne compte parmi elles les sociétés où la rareté même des enfants, due à une stérilité tout involontaire, les rend désirables et empêche de redouter leur abondance. (1)

Même les familles jugées grandes doivent souvent à un désir de limitation de n'être pas plus grandes. L'histoire des familles nobles montre assez que le droit d'aînesse n'a nullement suffi pour

(1) Plus la stérilité involontaire et la mortalité infantile sont réduites, plus est grande la probabilité d'un agrandissement démesuré de la famille, et plus aussi, toutes choses égales d'ailleurs, on est entraîné à redouter cette éventualité et à s'ingénier pour l'empêcher. Les progrès de l'hygiène dont résultent fécondité et faible mortalité infantile sont certainement une des causes qui ont rendu populaires les pratiques abortives et anticonceptionnelles.

empêcher que le nombre de cadets ne fût, dans bien des cas, volontairement restreint.

La restriction volontaire de la natalité est donc un fait qu'on ne peut à priori juger absent d'aucune société où la reproduction est devenue un acte conscient et volontaire. Il s'agit moins de chercher à découvrir l'apparition ou la disparition du phénomène que d'évaluer le degré de son intensité avec les causes qui le font naître et les moyens qui le favorisent.

Dans une société où la mortalité est si grande qu'une moyenne de 5 à 6 enfants est nécessaire pour maintenir le chiffre de la population, un bien léger effort dans le sens de la limitation suffira pour entraîner une diminution sensible de la population. Inversement dans un milieu où le taux des naissances est très élevé, il ne faudra qu'une bien petite amélioration des conditions hygiéniques pour que la population passe d'un état d'équilibre à un état d'accroissement rapide. Voilà ce qu'il ne faudrait jamais perdre de vue lorsque l'on aborde l'étude de l'histoire en se plaçant au point de vue démographique.

En ce qui concerne les sociétés actuelles on sait de reste que le phénomène de la natalité restreinte est inégalement répandu, et que le degré de son importance dépend de l'intensité avec laquelle agissent les causes et conditions que nous avons résumées plus haut. Il faut ajouter à l'intensité et à la convergence des causes de la natalité limitée, la longueur du temps depuis lequel elles agissent sur les mêmes milieux sociaux. Ce n'est qu'à la longue qu'elles renversent des entraves d'ordre sentimental, moral, religieux, auxquelles un état de choses antérieur avait donné naissance. Il faut du temps aussi pour que se répande la connaissance des pratiques les moins incommodes qui limitent la fécondité. Le phénomène de la limitation volontaire s'observe plus souvent dans les classes aisées que dans les classes pauvres (1), plus dans les pays venus depuis longtemps à la vie raffinée, plus et plus tôt dans les villes que dans les campagnes, plus dans les milieux où l'esprit du passé ne survit point sous

(1) Exception faite, toutefois, des familles et des milieux où l'on réagit systématiquement, sous l'impulsion d'un scrupule moral, encouragé comme une marque de supériorité.

forme de certaines croyances religieuses traditionnelles. Au reste nul milieu de quelque étendue ne paraît être totalement exempt d'une tendance à la limitation ni assuré de ne pas la voir progresser à bref délai.

* * *

Si l'on a cru longtemps que toute augmentation des moyens de subsistance et que toute amélioration des conditions hygiéniques entraînait fatalement une augmentation proportionnelle de la population, c'est parce qu'on admettait implicitement que les moyens de subsistance et les conditions hygiéniques sont les deux seules variables du problème de la population et que la tendance à la reproduction était une constante.

En réalité, la volonté de l'homme et les moyens dont il dispose ont fait de ce troisième facteur une troisième variable. Lorsque les fluctuations démographiques ne sont pas proportionnelles à l'action des deux premiers facteurs, c'est un signe que le troisième facteur est en concurrence avec ceux-ci. Ce cas, dont nos sociétés modernes donnent de si frappants exemples, relève donc avant tout de la sociologie, c'est à dire, de l'étude des circonstances sociales qui influent sur les volontés et les actes d'un nombre appréciable d'individus.

C'est ainsi que le probème est actuellement considéré par la majorité de ceux qui s'en occupent. La bonne manière de le traiter est trouvée, et son étude approfondie relève désormais des observations de détail. Nous en faisions plus haut la remarque, le problème des causes a cessé de retenir principalement l'attention des chercheurs, de ceux du moins qui ne sont pas mus surtout par des préoccupations pratiques, et c'est l'étude des conséquences des phénomènes démographiques qui revient au premier plan.

Les siècles passés ne se sont à vrai dire jamais désintéressés de ce problème. Des considérations sur les effets du peuplement croissant ou de la dépopulation se trouvent chez les écrivains de tous les temps. Mais comme il arrive pour tous les grands problèmes sociologiques, on s'est surtout préoccupé d'apprécier les mouvements démographiques au point de vue du bien et

du mal. Le public et les auteurs ont le plus souvent été d'accord pour juger, tout compte fait, l'augmentation de la population désirable. L'expérience révèle en effet une étroite coïncidence, d'une part entre l'accroissement et la prospérité, de l'autre entre la misère ou toute autre calamité publique et la diminution de la population. Lorsque l'opinion contraire s'est fait jour, elle s'est présentée comme une trouvaille, comme un paradoxe heurtant de front une affirmation de sens commun.

Mais si le patriotisme se félicite de voir la nation grandir en population presque autant que de la voir gagner en superficie, si les villes mettent leur orgueil dans les constatations des recensements qui marquent leurs progrès numériques, ni le sens commun ni les hommes d'action ne s'attachent longuement à rechercher dans quelle mesure l'accroissement est une cause de prospérité et de bien-être, et dans quelle mesure c'en est plutôt l'effet et le signe. La plupart inclinent, semble-t-il, à juger qu'il est avant tout une conséquence des bonnes conditions d'existence.

Un économiste ingénieux et bien renseigné s'est plu à démontrer que les théories sur la population sont le plus souvent inspirées par les circonstances du moment et du milieu où elles voient le jour. Elles ne font donc qu'exprimer sous une forme savante les appréhensions d'une époque, les tendances et les désirs d'une classe d'hommes. (1)

Cela est moins vrai cependant des idées des écrivains politiques, des philosophes utopistes de tous les temps, que des écrivains économistes des deux derniers siècles. Platon et Aristote, et après eux plusieurs de ceux qui ont construit en imagination la cité modèle ont pensé que l'État requiert, pour le fonctionnement parfait de ses institutions et pour le bonheur de ses citoyens, un nombre déterminé de ceux-ci; que le trop ou le trop peu est nécessairement une cause de trouble et de faiblesse. Concevant l'État sous la forme d'un organisme aux fonctions rigoureusement déterminées, ils ont naturellement jugé que ses

(1) FR. S. NITTI, *La population et le système social*, Paris, Giard et Brière, 1897.

proportions aussi devaient être déterminées et demeurer constantes (1).

Les théoriciens anciens de la Société et de l'État ont fait intervenir l'accroissement de la population dans la construction de la théorie classique du Contrat Social. Vivant primitivement isolés, les hommes n'auraient dû composer les uns avec les autres et instituer les conventions de la vie sociale que le jour où ils se seraient trouvés assez nombreux pour se rencontrer sans cesse et se gêner réciproquement. La naissance de la Société était donc un fruit, savoureux pour les uns, amer au goût des autres, de l'augmentation du nombre des hommes.

Lorsque par un rétrécissement malheureux, la sociologie naissante est devenue l'économie politique, les préoccupations pratiques ont donné aux questions de la population une grande popularité littéraire, tout en lui imposant des limites étroites et des termes équivoques.

Malthus, effrayé par le développement du prolétariat industriel et du paupérisme en Angleterre, renversa l'optimisme qui avait régné jusqu'alors, et proclama que l'accroissement désordonné de la population est la source de la misère et la cause principale des désordres les plus graves.

Au fond de la doctrine malthusienne, on trouve une idée qui lui est commune avec les philosophes anciens et les utopistes de tous les temps; c'est l'idée que la perfection sociale implique une certaine proportion, une harmonie définitivement établie dans l'État. Platon voulait une proportion entre les institutions et les peuples qu'elles doivent régir, Malthus et l'économie politique classique avec lui, veulent une proportion entre le nombre des consommateurs et la quantité des ressources ou moyens de subsistance. Platon concluait à des dimensions définies de l'État, Malthus à une réglementation de l'accroissement des individus.

---

(1) Tarde pensait de même qu'il y a pour une société donnée un nombre maximum en deçà duquel la croissance est un bien, tandis qu'au delà elle est un mal. Il inclinait visiblement à croire que si la France n'avait pas de rivales, sa population actuelle serait très voisine de cet état de juste proportion, mais que l'accroissement exagéré des autres nations lui faisait un devoir de le dépasser à son tour. (*Études pénales et sociales*, 1892, pp. 411-412)

Dans les deux cas, deux termes sont posés, l'un invariable, ou non variable au gré des hommes, l'autre variable, et qu'il faut régler en fonction du premier; ce dernier terme est le nombre des hommes.

Cette manière de penser, du moins sous la forme économique que Malthus lui a donnée n'est que le prolongement d'une idée de sens commun. On justifie quantité d'attitudes et de démarches en remarquant que plus nombreux on est, moins on est à l'aise, moins le succès est facile et probable, chacun ayant une part proportionnellement moindre à la somme des ressources et des commodités. Ainsi la richesse d'une nation sera divisée en moins de lots si le nombre des habitants diminue, et chacune des parts sera plus grosse. On voit même conclure parfois que la diminution du nombre des habitants est une cause de prospérité, puisque chaque habitant restant se trouve plus riche et que la prospérité de la nation est faite de celle des nationaux.

Ch. Gide en réfutant ce raisonnement a fait justement remarquer qu'il repose sur l'idée que la richesse est une quantité absolue, indépendante des circonstances et en particulier des fluctuations de la population. (1)

Le socialisme, qu'il soit d'inspiration politique ou économique, raisonne lui aussi sur des constantes qu'il élabore ou présuppose. Il y a un socialisme malthusien selon lequel une des causes principales de la misère des prolétaires et de leur faiblesse devant l'exploitation capitaliste, est leur fécondité. Le grand nombre d'ouvriers se faisant concurrence entraîne l'avilissement des salaires, tandis que l'urgence des besoins de leur grande progéniture les rend incapables de s'organiser pour la résistance. La classe ouvrière aurait donc intérêt à se limiter elle-même. (2) La constante supposée est ici la quantité de travail.

---

(1) Ch. Gide. *Conséquences économiques de la décroissance de la natalité*; Revue économique internationale, 15-20 mars 1910.

(2) La « loi d'airain » du socialiste Lassalle est fondée sur l'idée que la population ouvrière varie nécessairement en raison directe de ses ressources. cf De Laveleye, *Le Socialisme contemporain*, 10e édition, 1894, p. 62.

J'emprunte au livre que je viens de citer deux passages où l'auteur parle pour son compte, et qui caractérisent la manière un peu désinvolte dont on

Il n'est pas rare de rencontrer, plutôt chez les littérateurs et les historiens que chez les théoriciens des sciences sociales, des aphorismes qui lient la civilisation à l'arrêt ou à la décadence de la natalité. La vie raffinée fleurirait à des moments de détente où la race humaine cessant d'être absorbée par les besoins immédiats résultant de son accroissement, aurait du loisir pour chercher à perfectionner ses moyens de production, et pour se livrer à des occupations de luxe et d'agrément. On retrouve encore là deux termes mis en rapport, la variable population, et une constante, la quantité de travail ou de loisir.

Avec le darwinisme social, historiquement apparenté au malthusianisme, l'accroissement de la population change de rôle : Les tristes effets d'une population excessive, en éliminant ses membres les moins forts ou les moins adaptés aux circonstances, perfectionnent la société. Dans la lutte pour l'existence consiste tout le mécanisme du progrès. (1) Le mal que Malthus a si fortement proclamé n'est donc pas le résultat dernier de l'accroissement de la population; et grâce à la notion de sélection, Darwin et ses disciples sociologues reviennent, par un détour, à un réel optimisme.

---

résolvait naguère les problèmes de la population. « Le progrès des lumières et du bien-être est ainsi le meilleur antidote contre un trop grand accroissement de la population, et, par une sorte d'harmonie sociale, l'avancement de la civilisation fait disparaître le principal danger qui la menace dans l'avenir ». (p. 15). « Quand Arthur Young voyait en France le sol divisé en un très grand nombre de mains, il prédisait que le pays se transformerait en une garenne de lapins : c'est tout le contraire qui a eu lieu. La population augmente si peu qu'on jette, de temps en temps , des cris d'alarme. M. Léonce de Lavergne lui-même s'en est ému. Cependant lui qui a si bien analysé les écrits des économistes du XVIIIe siècle, n'aurait pas dû oublier cette maxime profonde de Quesnay, qui résume en deux mots tout le débat : « Qu'on soit moins attentif à l'augmentation de la population qu'à l'augmentation des revenus ». Que Napoléon réponde à Mme de Staël, demandant quelle est la femme qu'il préfère : « Celle qui a le plus d'enfants », on le comprend ; car, pour un conquérant, ce qu'il faut, c'est beaucoup de chair à canon ; mais ce que l'économiste doit avoir en vue, c'est le bonheur des hommes, non leur nombre. Mieux vaut des familles clairsemées, vivant dans l'abondance que des masses compactes, pullulant dans le dénûment. » (p. 70).

(1) Cf. SCHAEFFLE, *Bau und Leben des sozialen Koerpers*, VII, 5, signalé par Nitti, ouvrage cité p. 65.

On peut voir dès maintenant que les théories de la sélection figureront dans l'histoire des doctrines comme une transition entre les théories malthusiennes, qui voyaient dans le progrès de la population un mal le plus souvent et un danger toujours, et les théories plus récentes qui ramènent un grand nombre d'esprits à l'idée que l'accroissement de la population est un bien, voire la condition nécessaire de l'état de santé des sociétés.

Que l'accroissement de la population soit, du moins dans la période où nous vivons, une condition de prospérité et de puissance, c'est ce que le rapprochement des conditions actuelles des nations avec leur état démographique rend évident à tous les yeux; et il est naturel que nombre d'auteurs en tirent la même conclusion, savoir que *l'augmentation du nombre des hommes est une des causes principales du développement social, de la civilisation et du progrès*; *qu'elle en est même la cause universelle et primitive*.

Cette idée, qui sous certaines réserves formera aussi la conclusion du présent ouvrage, on est frappé de la voir naître spontanément dans les esprits les plus divers, et satisfaire comme une découverte importante des savants spécialisés qui s'ignorent les uns les autres.

Un peu d'attention et d'information force cependant chacun à reconnaître que la thèse n'est pas nouvelle, qu'on la trouve exprimée dans les ouvrages les plus classiques, à la vérité, sous des formes vagues et d'une manière trop peu appuyée. Un peu de réflexion amène aussi à conclure que cette idée est trop aisément suggérée par certains faits de tous les temps pour constituer la propriété de quiconque s'est cru le premier à la formuler.

Si l'idée de rattacher les degrés divers de la civilisation et les variations de la population comme un effet à sa cause est désormais une hypothèse qui s'impose à l'attention, et qui mérite d'être approfondie, ce n'est pas diminuer la valeur des ouvrages qui la formulent que de dire qu'aucun d'eux ne traite la question à fond, et n'essaye de rapprocher l'hypothèse des différents problèmes sociologiques à la solution desquels elle pourrait aider.

A côté des auteurs tels qu'Auguste Comte et Herbert Spencer qui formulent la thèse en passant ou ne la développent qu'à peine (1), il en est beaucoup d'autres qui ne font qu'approcher de cette idée sans aller jusqu'à la dégager nettement. C'est en général dans des écrits qui traitent de la dépopulation dans un but de propagande, et essayent d'attirer l'attention du public sur ce fléau menaçant. Parmi ces auteurs il convient de citer ARSÈNE DUMONT, à qui sans doute reviendra, sous les réserves faites plus haut, l'honneur d'avoir inauguré la réaction contre les anciennes idées malthusiennes. Son livre *Dépopulation et Civilisation*, qui parut en 1890, contient plusieurs des idées qui sont demeurées caractéristiques des tendances nouvelles ; cependant, malgré les promesses du titre, on n'y trouve pas la thèse générale positivement dégagée (2). Tout auteur qui s'efforce de combattre la dépopulation est naturellement conduit à associer l'idée de ce phénomène à celle de recul ou de décadence, à voir dans la population croissante une condition du progrès. Mais le point de vue du militant ne conduit guère à poursuivre ce rapprochement d'idées ; son but étant avant tout pratique, il lui suffit que le lecteur tienne pour accordé que la population croissante est un bien, et son contraire un mal.

Deux écrivains, à ma connaissance, ont placé délibérément l'hypothèse qui lie la civilisation à l'augmentation en volume des sociétés, au premier plan de leurs études théoriques.

A. Coste (3) écrivait en 1899 que le *moteur* qui détermine

---

(1) A. COMTE, *Cours de philosophie positive*, 47e leçon (signalé par A. COSTE, *Le facteur Population dans l'évolution sociale*, Revue internationale de Sociologie, 1901, pp. 369 sqq.) H. SPENCER, cf. Nitti, ouvr. cité, pp. 77. Citons en outre parmi les tenants de la thèse : WOLOWSKI en 1862, A. LORIA à partir de 1881, NITTI en 1893, DURKHEIM en 1893 (*La division du travail social*). On trouvera des références plus précises et plus complètes chez les auteurs auxquels je dois ces noms : A. COSTE, article cité et surtout NITTI, ouvrage cité.

(2) Comme exemple plus récent d'ouvrage de combat contre la dépopulation, on retiendra le livre fortement documenté de P. LEROY-BEAULIEU, *La question de la population*, Paris, Alcan, 1913.

(3) *Les principes d'une Sociologie objective*. Paris, Alcan, 1899. *L'expérience des peuples et les précisions qu'elle autorise*, Paris, Alcan, 1900. En outre l'article cité plus haut.

l'évolution des peuples, c'est à dire l'institution et le développement de la vie sociale, le progrès en un mot, c'est l'accroissement de la population. Si ces termes ne manquent pas de netteté, il s'en faut que, dans les longs développements de l'auteur, l'idée qu'ils expriment conserve un sens précis et unique. On constate bientôt que c'est plutôt l'intensité relative de la vie sociale que l'accroissement proprement dit qui lui paraît être la cause motrice de l'évolution progressive des peuples. Il est surtout frappé du rôle civilisateur de la vie urbaine. A. Coste n'a pas su dégager l'idée d'accroissement proprement dit d'une société donnée, de l'idée de densité relative de la vie sociale. La première de ces idées est suffisamment claire, comme nous l'avons indiqué déjà, car entre la population d'une ville ou d'un État à un moment donné, et cette même population à un moment antérieur ou postérieur, il y a toujours un rapport unique et précis, un rapport numérique. Il en est de même du nombre des fidèles d'une église à deux moments de son histoire. L'idée de densité est au contraire d'une imprécision extrême qui peut aller même jusqu'à l'absence d'une signification quelconque. Elle est équivoque parce que la densité n'est jamais homogène. Un même pays peut avoir des déserts et des grandes villes, un autre peut n'avoir que des villages et la densité de ces pays peut être la même; un pays peut passer de l'un de ces états à l'autre sans varier en densité relative. Qu'est-ce enfin que la densité d'une société religieuse et que signifierait la densité du catholicisme ? Cette démonstration est superflue pour les lecteurs de A. Coste : il leur suffit de voir les difficultés et les incertitudes dans lesquelles se débat ce sociologue si honnête et si scrupuleux. La densité est le rapport d'une population à la superficie du sol qu'elle habite. C'est une notion géographique très importante, ce ne peut être un concept courant de la sociologie générale. Comme nous le verrons, il n'y a pas d'erreur plus fréquente que d'attribuer à la forte densité ce qui n'est dû qu'à un accroissement, à la densité faible ce qui est causé par la diminution numérique. Certes, des densités différentes entraînent des phénomènes sociaux différents, mais avant tout, la densité est un résultat.

Seule la notion d'accroissement ou de diminution est applicable aux groupements sociaux de toute espèce; la notion de société et celle de nation ne sont pas synonymes; la sociologie ne progresse qu'au moyen de concepts applicables, non aux états territoriaux seulement, mais à tous les types d'association.

Un ouvrage de HENRI F. SECRÉTAN, intitulé *La Population et les Mœurs* (1), révèle une pensée plus mûrie et plus précise. Je n'ose trop faire l'éloge de ce livre, tant il me paraît conforme à l'esprit qui inspire mes propres développements. Il ne m'a été connu qu'au moment où le plan des chapitres qui suivent était entièrement fait, et leur rédaction fort avancée. C'est pourquoi je me suis jugé autorisé à ne pas signaler par le menu les rencontres d'idées et d'expressions fréquentes entre les deux ouvrages. En compensation, je me suis interdit de profiter de ce que j'approuve dans ce livre sans m'en être avisé par moi-même, pour pousser davantage mes propres idées. Il m'a paru qu'il convenait de laisser aux deux ouvrages toute leur indépendance pour mieux faire apparaître le parallélisme de leurs conclusions. Je crois pouvoir dire la même chose de mes rapports avec mes autres devanciers (2).

Deux ouvrages ne pourraient d'ailleurs différer davantage par la méthode, le plan et la manière d'éclairer les idées principales que le livre de H. F. Secrétan et le présent mémoire. L'auteur de *La Population et les Mœurs* se propose avant tout de confirmer l'hypothèse générale de l'accroissement cause du progrès, par l'examen d'un grand fait historique, la décadence romaine, qui est liée, selon lui, à la dépopulation de l'Empire. C'est souvent en passant, qu'avec une concision et une profondeur remarquables, il énonce des liaisons constantes de causes et d'effets.

L'objet des chapitres qu'on va lire est au contraire de rechercher directement les conséquences de l'accroissement et de la

---

(1) Paris, Payot, 1913.

(2) Le présent essai est au reste le développement d'une communication faite à l'Institut de Sociologie Solvay, le 17 novembre 1910, dont le résumé a paru dans le Bulletin Mensuel de cet Institut, n° 9, nov. 1910, pp. 534 sqq.

diminution sous différents aspects de la vie sociale; tels que l'activité administrative, la morale, la science ou la religion. Pas plus qu'aucun des auteurs cités ici, on n'a l'intention de traiter le problème à fond, la prétention serait énorme; mais on propose par l'exemple de quelques analyses, un moyen de sonder la matière. Au lieu de nous demander, comme la plupart de ces auteurs : la civilisation étant donnée, quelle en est la cause; nous chercherons plutôt, comme nous l'annoncions au début : l'accroissement et la diminution numériques des sociétés étant des faits, quelles en sont les conséquences. Ce sera le rapprochement des conséquences successivement relevées, qui nous amènera à conclure que l'ensemble des effets de l'accroissement coïncide plutôt avec ce que le sens commun appelle civilisation grandissante ou progrès, tandis que l'absence d'accroissement entraîne en gros un arrêt dans le développement social.

Mais ce qui importe à la science, c'est moins une conclusion générale de ce genre que la recherche détaillée des effets prochains, spécifiques, qu'entraînent les phénomènes démographiques pris comme antécédents. Ce n'est pas seulement cette recherche de rapports de conséquents à antécédents, c'est l'étude des moyens par lesquels ces liaisons s'opèrent. *Si les variations de la population n'influent pas seulement sur la société dans ce qu'elle a de mesurable, si l'augmentation par exemple n'entraîne pas uniquement un progrès quantitatif de toutes les manifestations de la vie sociale, mais provoque aussi des changements qualitatifs, si elle retentit sur la conscience individuelle et sur les formes de la société, comment cela se fait-il, par quels mécanismes intimes indéfiniment répétés et combinés, un rapport si remarquable peut-il s'établir entre la quantité et la qualité du social* ?

Ce problème- là du moinsnous paraît encore neuf, autant que peut l'être un problème de sociologie générale, et c'est ce qui justifie notre manière de le traiter.

Si cet essai abordait un problème énoncé dans des termes consacrés depuis des siècles, il n'aurait d'autre droit à l'existence que d'apporter dans la matière un surcroît de précision et de minutie, ou d'épuiser le débat. Il en est autrement du mo-

ment que l'auteur se propose seulement de relier les uns aux autres des phénomènes sociologiques qu'on a coutume d'étudier séparément. En présentant ici l'analyse de quelques- unes des formes générales de l'activité sociale, ou de certains aspects de la conduite des individus, on ne s'est pas astreint à observer ponctuellement ce que les manuels de logique appelleraient l'unité de la méthode. Nous avons fait usage de tous les moyens d'investigation, sans aucun souci de méthodologie formelle et nous ne nous sommes pas demandé dans quelle proportion nous combinions l'observation directe et personnelle des faits, l'emploi des données statistiques, des enseignements de l'histoire et des références indirectes, dans quelle mesure nos conclusions sont dues à de l'induction simple, à des constructions déductives à partir des faits, ou à des analyses toutes psychologiques d'opinions et d'états d'âmes. Nous n'avons pas cru non plus devoir au lecteur un compte rendu fidèle de nos sources d'information, nous n'avons pas jugé nécessaire de nommer les familles dont le destin nous a frappé, les administrations que nous avons pu connaître de près, les grandes et les petites villes où nous avons vécu. En matière sociologique tout lecteur de la catégorie de ceux auxquels ce livre s'adresse, a par devers lui un bagage de connaissances qui lui permet de juger par l'ensemble la valeur des idées qu'on lui soumet, sans devoir s'astreindre à vérifier les cas particuliers dont l'auteur s'est inspiré; et s'il veut vérifier de près quelque affirmation, ce seront moins les exemples cités par l'auteur qui lui serviront que d'autres qu'il choisira lui-même.

Dans une science telle que la sociologie, si complexe, si touffue, où les connaissances de détail encombrent plutôt qu'elles ne manquent, il faut diviser le travail et laisser parfois à d'autres plus compétents dans un domaine défini, le soin de vérifier, de démontrer éventuellement les propositions d'une portée générale qu'on a cru découvrir.

Quoique conforme, sur bien des points, à des idées qui sont en train de germer dans beaucoup d'esprits, cet essai se présente comme le résultat d'un effort d'invention, nullement comme un système de démonstration, et comme tel, il échappe

aux exigences des prétendues règles de la méthode, car s'il y a des procédés de démonstration, « *il n'y a pas de méthode d'invention* ». (1) Qu'on voie, si l'on veut, dans cet essai, le rapprochement de quelques hypothèses et rien de plus. On a seulement voulu montrer que ces hypothèses ont assez de consistance, pourraient avoir assez de puissance explicative, pour mériter d'être prises en considération et vérifiées.

S'il arrive à ces vues encore conjecturales d'inspirer un sérieux travail de contrôle à quelque chercheur plus spécialisé, nous verrons dans ce fait le succès d'un ouvrage longuement médité et rapidement écrit.

II

LES FAMILLES ET LE CHOIX DES PROFESSIONS

Les conditions dans lesquelles se fait le choix d'une profession ne sont pas les mêmes pour les jeunes gens issus d'une famille peu nombreuse que pour ceux qui ont beaucoup de frères et de sœurs.

Dans les familles peu nombreuses l'ambition qui est commune à tous les membres de la société rencontre moins d'obstacles. Mais qu'on ne se méprenne pas sur la nature de cette ambition : ce n'est pas autant qu'on le pense le désir de s'élever indéfiniment, ou d'assurer ce progrès à ceux qu'on chérit, ce n'est là qu'un sentiment assez vague, auquel on ne s'abandonne pas si généralement qu'on l'admet. La préoccupation la plus immédiate est bien plutôt de maintenir les avantages acquis.

On l'a souvent remarqué en insistant sur l'importance attachée dans le choix des professions au souci des garanties d'avenir. Mais à analyser de près les idées et les sentiments, les impulsions confuses qui accompagnent cette grande résolution qu'est le choix d'un état, qu'il s'agisse de l'intéressé ou de ses

(1) COURNOT, *De l'enchaînement des idées fondamentales*. C. XVII, 2e édit., p. 386.

parents, on aperçoit que l'action de la sécurité relative, même lorsqu'on invoque seule celle-ci, est singulièrement renforcée par d'autres causes plus confuses, moins avouées, mais réellement décisives : Au moment où il faut se décider, les professions qui paraissent préférables, ce sont celles où l'on peut entrer sans déchéance provisoire. Les carrières libérales en sont le type; non seulement, dès qu'il est établi, le jeune médecin ou le jeune avocat ont le même rang à peu près, et le même genre de vie que les anciens, mais les études préparatoires procurent déjà une grande part de la considération qui entoure la condition de médecin ou d'avocat. Entre la période de formation et le plein développement de la carrière, il n'y a point de période d'apprentissage ou d'expectative durant laquelle on est assimilé, pour la condition et pour les signes extérieurs, à une classe inférieure de la population.

Les carrières administratives présentent le même avantage. Quelque modestes qu'en soient les débuts, et si borné que soit l'avenir qu'elles promettent, elles ont pour elles, outre la sécurité et la stabilité, de placer d'emblée le débutant dans la catégorie sociale qu'il ne quittera plus. Elles lui assurent du moins ce minimum de prérogatives que l'on juge liées aux classes bourgeoises.

Au contraire celui qui s'engage dans la carrière industrielle et commerciale n'arrive souvent à la prospérité et à la fortune qu'après des débuts qui, par maint signe extérieur, en ont fait l'égal des salariés de la plus modeste condition. Il y a toutes les apparences d'une déchéance sociale dans le fait, pour le jeune bourgeois, de s'établir commerçant au détail dans un quartier d'avenir, de débuter comme apprenti dans un atelier, ou de s'engager comme garçon d'hôtel.

Il est vrai qu'on peut aborder les carrières libres d'une manière moins pénible, en se faisant, par exemple, employé de banque, mais c'est dans la mesure où le commerce et l'industrie se trouvent déjà établis sur un grand pied, et comportent de vastes administrations semblables en tout point aux administrations publiques. Nous pouvons ici négliger le cas où l'on débute avec un capital important.

Il y a donc, au point de vue des conditions de leurs débuts, deux sortes de professions, les unes établissent d'emblée le débutant dans une classe sociale avantageuse, les autres l'agrégent au rangs inférieurs, sans d'ailleurs lui donner l'assurance formelle d'en sortir un jour.

Les premières, avons-nous dit, sont en général de beaucoup les plus attirantes. Rien n'égale, chez ceux qui sont nés bourgeois, chez les parents, chez les mères surtout, la répugnance éprouvée pour les signes d'une chute de classe : paraître en vêtements de travail, pousser une charrette, coudoyer comme des égaux les gens du peuple, contracter dans son maintien, dans son langage, des habitudes vulgaires, se voir offrir des pourboires. Ajoutons que les années qui décident de la carrière sont aussi celles où l'on est déjà en âge de se marier, où l'on y songe; le prestige social est à ce moment plus nécessaire qu'en aucune autre circonstance de la vie, puisque le mariage, presque autant que la profession de l'homme, et beaucoup plus que celle de la femme, décide du niveau social des conjoints.

Or l'avantage des familles peu nombreuses c'est de jouir d'une liberté plus grande dans le choix des professions. Les enfants de ces familles vont donc aux carrières unanimement enviées, qui paient immédiatement en considération sociale. Ils se font médecins, avocats, ingénieurs, fonctionnaires. Les parents acceptent les sacrifices des longues années d'études que ces carrières exigent. La modicité des traitements et des honoraires pendant les premières années ne rebutent point, parce que les parents non seulement n'attendent rien de leurs enfants, mais peuvent souvent les entretenir ou les aider. La jouissance préalable d'un petit capital permet dans bien des cas de ne considérer la carrière que comme une attitude sociale et ce qu'elle rapporte comme un appoint.

On comprend pourquoi le grand nombre des familles bourgeoises où il y a peu d'enfants a pour conséquence une forte poussée vers les carrières libérales et administratives. Ces familles provoquent le développement de ce qu'on appelle le fonctionnarisme, en permettant la multiplication des emplois grâce à la modicité des traitements.

Cet état de choses éloigne les jeunes gens issus des classes bourgeoises des professions à déchéance initiale, à apprentissage pratique, à débuts humbles, qu'elles laissent aux classes inférieures.

On nous dit qu'en France, le pays des familles limitées, le goût pour les carrières de l'administration a fortement diminué depuis quelque temps.(1) La jeunesse bourgeoise s'oriente vers les « affaires ». Il ne faut voir dans ce fait qu'un résultat de la situation que nous relevons : la recherche des situations officielles a été poussée si loin et dure depuis si longtemps dans ce pays, que les appointements ont pu y demeurer ce qu'ils étaient à une époque où l'argent avait beaucoup plus de valeur qu'à présent. C'est dire qu'ils sont le plus souvent dérisoires. Le coût de la vie ayant beaucoup augmenté, il ne faut que quelques années pendant lesquelles les « affaires » marchent bien pour expliquer le revirement signalé. Mais qu'on ne se méprenne point sur sa nature et sa profondeur. Si le commerce et l'industrie attirent davantage, c'est beaucoup parce qu'ils offrent un nombre croissant de situations qui sont exactement du même type que les fonctions des administrations publiques : travail de bureau, stabilité, avancement, assurance de l'avenir, et par dessus tout absence de déchéance sociale initiale. Je ne crois pas que le nombre des jeunes gens de la bourgeoisie qui se font ouvriers ou petits détaillants ait beaucoup augmenté. Les « affaires » attirent la bourgeoisie parce que les grandes entreprises industrielles se multiplient et comportent un appareil administratif qui va croissant. Au reste les chances de fortune qu'on trouve en entrant par cette voie-là dans la carrière des affaires vont diminuant à mesure que progressent le régime administratif et la sécurité qui le caractérise.

Dans les familles nombreuses, les inclinations spontanées sont certainement les mêmes, mais les circonstances permettent moins d'y conformer les résolutions. Ce qui frappe dans celles de ces familles dont la condition est moyenne et les ressources

(1) Le lecteur est prié de ne pas oublier que cet essai a été écrit en 1913-14. C'est l'état social d'avant-guerre qui est considéré comme le présent (note de 1927).

limitées, c'est le fléchissement du niveau de l'existence. Ce n'est pas seulement les restrictions, les privations, c'est une sorte d'abandon, de laisser aller dans les sentiments, dans les aspirations et un relâchement dans les efforts. Une lassitude physique et morale, surtout sensible chez la mère, retentit dans l'ambiance de la famille sous les formes les plus variées. Tandis qu'un genre de vie moins soigné et plus de relâchement dans l'éducation rapprochent les enfants de ceux d'une condition plus modeste, l'évidente nécessité contraint parents et enfants à borner les ambitions d'avenir, à réduire les années d'éducation. Bon gré mal gré la répugnance se fait moins forte pour les déchéances provisoires des débuts de certaines carrières.

Bien plus, cette déchéance est souvent déjà un fait accompli: c'est de plain-pied que les enfants entrent dans des carrières ordinairement dévolues aux classes inférieures; ils ignorent parfois les amertumes d'une mère qui se souvient d'un temps moins dur, ils ne comprennent rien aux réprobations des membres de la famille moins éprouvés par les nécessités de l'existence.

On se soumet plus aisément à des débuts modestes lorsqu'ils ont lieu dans un milieu où l'on n'est point connu; il y a des situations qu'on n'accepterait jamais dans la ville où l'on est né. Tel, devenu domestique dans une grande ville, continue à faire figure de petit bourgeois au pays natal. L'émigration, le déplacement de localité à localité favorise dans une très grande mesure l'adoption des carrières à déchéance initiale. Or les enfants des familles nombreuses émigrent plus facilement que les autres, et les parents se résolvent avec moins de peine à cette séparation.

Les grandes familles procurent ainsi à la jeunesse un certain esprit d'aventure et provoquent la rupture d'une partie des entraves sociales qui enserrent plus ou moins tout membre de la société. Une certaine proportion de leurs membres, nés des classes moyennes, retombent dans la condition des classes inférieures. Mais dans ces professions socialement peu considérées, ceux qui y sont venus des classes moyennes ont plus de chance de progresser que les autres. Ils ont pour eux une éducation meilleure, des connaissances plus étendues, par dessus tout un désir intense de ne pas demeurer ce qu'ils sont contraints

d'être, de remonter au niveau de la famille, et très souvent des moyens d'y réussir, grâce à des relations conservées ou renouées au bon moment.

Si l'on examine le mécanisme des succès dus à l'émigration, on se rend compte de l'importance des facteurs que nous essayons de dégager. On se repose trop, pour expliquer les phénomènes sociaux liés à l'émigration sur l'abondance des ressources des pays où l'on émigre d'ordinaire. Rien n'est plus vague que cette notion de « ressource »; comme tant d'autres notions économiques, elle couvre ce qu'il s'agit d'expliquer. L'esprit des pays neufs s'explique en partie par le fait que les immigrés de condition avantageuse, déclassés spontanément, par l'émigration même et par le désordre social des localités nouvelles, y débutent sans répugnance dans les métiers modestes, dans le travail manuel, le commerce de détail, les offices serviles, et y apportent des ambitions, des connaissances et un esprit de méthode dont les gens d'origine infime sont plus rarement pourvus.

La carrière de beaucoup d'hommes nouveaux, de maint « self made man » fameux présente cette courbe : on y voit une chute initiale, un point minimum à partir duquel commence l'ascension indéfinie; leurs biographes et leurs admirateurs s'étendent avec complaisance sur l'extrême modestie de leurs débuts, ils négligent trop, parfois, de remarquer que nonobstant ce moment émouvant de leur carrière, ces hommes se rattachent très souvent par leur origines aux classes moyennes ou supérieures.

Ce qu'on appelle l'esprit d'aventure ou encore l'esprit d'entreprise, et spécialement l'aspect sous lequel nous venons de l'évoquer, je veux dire plus de liberté dans le choix des professions, moins d'égard pour les considérations sociales et sentimentales qui influent sur ce choix, tout cela caractérise plutôt les familles nombreuses. Non seulement ces familles, mais aussi les sociétés où ces familles sont en majorité, ou l'ont été il n'y a pas longtemps. Il y a en effet une manière de considérer les rapports entre parents et enfants, et d'apprécier l'importance des préjugés sociaux tels que le dédain du travail manuel, qui ne dépend

pas seulement des conditions propres à une famille, mais de l'esprit du milieu dans lequel elle vit. Par imitation, conformité naturelle, on se comporte selon ces idées dominantes, et telle famille où il n'y a qu'un enfant vivant dans une société dont le type est la famille nombreuse aura davantage l'esprit des grandes familles, que telle autre, nombreuse, formée dans un milieu où le peu d'enfants est la règle.

Nous pouvons donc avancer que l'esprit d'entreprise et ses conditions économiques et sociales, si éclatantes dans les pays neufs comme la Nouvelle-Zélande ou les États-Unis, est en grande partie le résultat d'un état de la population caractérisé par l'abondance des enfants soit dans les familles de ces pays mêmes, soit dans celles des régions d'où proviennent leurs immigrants.

III

L'ACTIVITÉ ADMINISTRATIVE

Les sciences sociales telles que l'usage les a divisées et consacrées, présentent une lacune remarquable : aucune d'elles ne renferme entièrement dans son objet l'étude directe de l'activité administrative.

Il est vrai qu'on se sert parfois des mots de sciences administratives et qu'on enseigne le droit administratif. Mais on ne désigne par ces rubriques que des énoncés formels des conventions établies ou des techniques descriptives et normatives. Les ouvrages qui en traitent décrivent partiellement les rouages administratifs et formulent les règles de leur fonctionnement. Ils s'attachent surtout aux lois et décrets qui instituent et régissent les administrations et aux sanctions juridiques qui en assurent la mise à exécution. Les sciences dites administratives ne cherchent pas à expliquer scientifiquement les règles, les institutions, les coutumes qu'elles décrivent. Pourquoi la machine administrative fonctionne, à quelles conditions ses rouages marchent bien, quels obstacles peuvent arrêter ou troubler

leur fonctionnement, de tout cela, elles ne se préoccupent qu'accessoirement, et toujours à un point de vue pratique plutôt que théorique.

Il y a d'autre part l'économie politique qui touche en quelques points à la matière : l'économiste n'est pas embarrassé de répondre à la question de savoir pourquoi les mécanismes administratifs fonctionnent. Il assimile les actes administratifs à l'acte économique par excellence, qui consiste dans un échange, dans le troc d'une marchandise contre son prix. Tous les actes administratifs se ramènent en fin de compte à des systèmes d'échanges : ce sont des services échangés contre des services, ou troqués contre des salaires. Dès lors le principe moteur universel des administrations c'est l'ensemble des intérêts de ses membres et de tous ceux qui profitent de son activité. Une administration c'est un système d'intérêts ingénieusement ordonnés; elle fonctionne parce que chacun échange quelque chose contre quelquechose.

C'est à peu près à cela que se réduit ce que l'économie politique classique peut nous enseigner sur les phénomènes administratifs. Le sens commun, à peu de choses près, nous en enseigne autant.

Peut-être la philosophie du droit pourrait-elle revendiquer l'étude des phénomènes administratifs, et combiner dans ses considérations le souci du pourquoi avec celui du comment, mais jusqu'ici, à ma connaissance du moins, elle n'a pas posé les problèmes administratifs pour leur intérêt propre.

Cependant les faits administratifs méritent mieux que d'être traités comme un aspect secondaire des phénomènes économiques classiques ou des relations juridiques. Nulle part les phénomènes sociaux n'apparaissent sous une forme plus simple, plus précise, plus complète que dans le fontionnement des administrations, où l'on voit des hommes exercer les uns sur les autres une influence exactement déterminée et en quelque sorte mesurable; nulle part les faits sociaux n'apportent plus complètement avec eux les moyens de les expliquer.

En essayant de rapprocher ces deux idées, bien disparates à première vue, le travail administratif et les changements numé-

riques de la population, nous réussirons peut-être à introduire un point de vue sociologique dans l'étude des phénomènes administratifs.

Parmi les rapports sociaux dits économiques (1), ces relations par lesquelles un individu influe sur les actes et sur les états d'esprit d'un autre individu, en mettant en jeu les intérêts de celui-ci, il est nécessaire de faire une distinction que l'économie politique classique n'a sans doute pas ignorée, mais dont elle a trop négligé de se servir. Il convient de considérer séparément ce qu'on peut appeler les rapports *commerciaux* et les rapports *administratifs*.

Le rapport social commercial, l'achat, la vente, le troc, est un ensemble d'actes coordonnés uniquement par le souci du résultat à atteindre. Ce que l'on reçoit est directement comparé à ce que l'on donne; l'un des objets échangés mesure la valeur de l'autre, soit qu'on les évalue l'un par l'autre, soit qu'on les apprécie en les rapportant tous deux à une commune mesure. L'acte commercial une fois consommé, plus rien ne lie les personnes du vendeur et de l'acheteur. Leur rapport social est tout entier défini par son résultat, qui est le changement de propriétaire de la « chose » dont il est l'occasion. C'est pourquoi on peut l'appeler rapport social « réel ».

Ce qui caractérise au contraire le rapport social administratif, c'est qu'il ne dépend pas simplement de la chose ou du service qui en est l'occasion : il concerne directement les personnes qu'il unit. C'est bien en vue de prestations exactement déterminées qu'un commis est lié par un tel rapport à son chef de bureau, mais la prestation en question ne suffit pas à caractériser le rapport. Il ne suffit pas, par exemple, que la besogne du commis soit faite, par lui-même ou par son épouse, le jour ou la nuit, ici ou là. Ce qui lie le commis a son chef, ce n'est pas l'objet seul du rapport, ce sont des liens plus directs, intéressant sa personne; c'est un rapport social « personnel ».

Le rapport administratif ou personnel ne se détermine donc qu'indirectement par les avantages cherchés de part et d'autre,

(1) Pour la notion sociologique de rapport social, voir E. DUPRÉEL, *Le Rapport Social*, Alcan, 1912.

il a trait directement aux personnes. Il consiste avant tout dans des règles de conduite, dans une détermination régulière de l'activité et de la situation de ceux qui y sont engagés, chef et subordonné, maître et domestique.

On reconnaîtra sans difficulté que les rapports personnels et les rapports réels sont aisément réductibles à un seul et même genre de rapport. Il saute aux yeux que le fondement des rapports administratifs n'est qu'un travail échangé contre un salaire et c'est ce qu'a trop bien vu l'économie politique traditionnelle. C'est parce qu'elle a été si pénétrée de cette définition sommaire qu'elle n'a pas cru utile de donner de l'importance à la recherche des lois propres aux rapports administratifs en général. Inversement il serait aisé de ramener les rapports commerciaux à la notion de rapport social personnel, en voyant dans les actes de l'échange un engagement de personnes très circonscrit quant aux obligations et à la durée. C'est ce qu'on fait d'ailleurs dans la théorie du droit, et il serait facile de montrer que subordonner les actes strictement commerciaux aux rapports personnels est scientifiquement plus exact et plus avantageux que l'opération inverse.

Mais si rapports sociaux administratifs et rapports sociaux commerciaux sont réductibles l'un à l'autre, ce qu'il est néanmoins nécessaire de faire, c'est de distinguer les deux espèces de rapports, parce que les rapports sociaux administratifs proprement dits obéissent en partie à des lois spéciales, que l'étude des rapports économiques ordinaires ne saurait révéler et qui, pour cette raison, ont été jusqu'ici trop laissées dans l'ombre.

Le mécanisme administratif a pour éléments des rapports sociaux entre individus, dont le type est celui d'un chef à un employé. Ces rapports se combinent les uns avec les autres, de telle sorte qu'un individu peut être à la fois le chef d'un autre et le subordonné d'un troisième. La machine administrative comporte donc une *hiérarchie*; les rapports sociaux qui la constituent sont tels que l'un des deux termes, le chef, a des moyens d'agir sur la conduite de l'autre, le subordonné, qui ne sont pas réciproques; ce sont des rapports sociaux d'inégalité.

L'activité administrative est caractérisée en second lieu par

sa *régularité* : le travail commandé et exécuté, c'est avant tout une série d'actes déterminés quant à la nature et quant à la forme. Dans le fonctionnement parfait d'un rouage administratif, aucun de ceux qui sont « en sous-ordre » n'a à se préoccuper du résultat final ni des motifs; ils n'ont qu'à exécuter les ordres, et pour le reste, à se conformer aux règlements. Leur activité est essentiellement *formelle*. Ce n'est que subsidiairement qu'ils ont à faire montre d'initiative et à se soucier des résultats de leurs actes, dans les cas, présumés rares, que les règlements n'ont pas prévus et pour éviter des inconvénients graves et manifestes.

Enfin un troisième trait caractéristique des institutions administratives, c'est le *contrôle*. Ce n'est pas une surveillance pure et simple, ce n'est pas non plus une simple appréciation des résultats, c'est une vérification organisée, formelle, comportant des mécanismes réguliers. Le contrôle n'implique pas seulement de la hiérarchie et de la régularité, il consiste en outre dans une certaine opposition de tendances, dans un antagonisme relatif entre l'agent contrôleur et les agents contrôlés.

Mais une administration n'est pas un tout qui se suffit à lui-même; elle est un système d'actes enté sur une société dont vient l'impulsion qui la fait marcher et vers laquelle va le travail qu'elle produit. Le rapport de l'administration avec le public est donc double; au point de vue formel, on peut dire que le contact de la machine administrative avec le public a lieu en deux points. En haut, c'est la volonté du chef suprême de l'administration, monarque ou ministre, dans le cas des administrations de l'État, qui incarne ou représente la volonté de la société tout entière avant qu'elle se diffuse en descendant par la voie hiérarchique, pour assigner à chaque agent sa tâche. En bas, le contact a lieu par les *services actifs*, les rapports directs des agents avec le public qu'ils ont à servir, tels que la distribution des lettres envoyées par la poste, la conduite des trains ou la perception des contributions.

En considérant ces caractères fondamentaux de l'activité administrative, on entrevoit sans peine que l'augmentation ou la diminution de la population ne peut manquer d'avoir sur cette

activité des conséquences variées et profondes. Par les analyses qui suivent, on tâchera d'en faire ressortir quelques-unes.

Première analyse. — *Conséquences directes ou immédiates des variations de population sur l'activité administrative.*

Nous avons surtout en vue les grandes administrations d'État; mais on pourrait montrer que celles-ci ne sont que le type le plus complet des administrations en général, et que les phénomènes administratifs sont les mêmes dans les administrations privées; avec cette seule différence que celles-ci sont rarement aussi étendues et aussi anciennes. A ce propos il n'est pas inutile de signaler une équivoque et une confusion courantes dans les discussions et les polémiques : on compare les entreprises d'État et celles qui sont dues à l'initiative privée, on se complaît à attribuer aux premières tantôt quelques avantages, mais plus souvent de nombreux désavantages. Qualités et défauts sont rattachés d'ordinaire à la notion même d'État opposée aux individus. En réalité l'opposition relevée n'est pas entre l'État et les particuliers, mais entre le régime administratif entièrement développé et un régime où l'administration est plus ou moins combinée avec un autre régime. Celui-ci, qu'on l'appelle commercial ou industriel, est caractérisé par des buts plus prochains et par moins d'intermédiaires entre les ordres et l'exécution. Plus une entreprise privée développe son administration en étendue et organisation, plus elle ressemble à une exploitation d'État, et plus ressortent par suite des avantages et des défauts qui n'ont que très peu de chose à voir avec la nature de l'entrepreneur, mais qui relèvent avant tout des lois propres à l'activité sociale administrative.

Entre la notion d'État ou de puissance publique et celle d'administration, il n'y a qu'un rapport de fréquente liaison; c'est par une association arbitraire que nous nous les représentons comme deux aspects d'une même chose. Il y a des puissances politiques aussi peu administratives que possible et des administrations qui n'ont rien de politique.

Considérons d'abord le cas d'un accroissement sensible de la population. La plus frappante conséquence en sera l'accroisse-

ment consécutif de l'administration. Le fait sera normal s'il s'agit d'une administration publique et ce sera une conséquence très probable s'il s'agit des rouages d'une entreprise privée.

L'administration se développe donc en volume, les affaires qu'elle traite sont plus nombreuses ou plus importantes. Cela entraîne une augmentation du personnel, qui procure à chacun des chances d'avancement plus rapide ou plus brusque.

Le développement d'une administration est la même chose qu'une création continuée. Il faut pourvoir à de nouvelles installations, subdiviser davantage le travail, créer de nouveaux services. Il faut rattacher ces parties nouvelles au tronc ancien, et à cette fin il est souvent nécessaire de réorganiser le tout. Dans une administration, système organique par excellence, toute nouveauté a un retentissement bien plus profond qu'il ne paraît au premier abord. Que par exemple une certaine besogne devienne peu à peu assez importante et le personnel qui l'accomplit assez nombreux pour que son établissement en un service distinct s'impose ou se justifie, si le nouveau service demeure rattaché au service au sein duquel il a été formé, son chef devient le subordonné des chefs de l'ancien service; mais du coup, le statut administratif de ceux-ci en est modifié, ils sont fondés à invoquer des règles qui assurent tel grade supérieur à ceux qui sont à la tête de plusieurs services. Il en résulte un changement dans le niveau hiérarchique, en remontant depuis le bénéficiaire du grade le moins élevé.

L'administration grandissant, la nature même du travail des fonctionnaires se trouve partiellement modifiée. Il ne s'agit pas seulement d'assurer le service par la répétition ponctuelle et machinale des mêmes actes, il faut modifier, rénover, instituer; il faut refaire des règlements, adapter les anciennes pratiques à des besoins nouveaux, et par là, le fonctionnaire est amené à ne pas perdre de vue les buts de l'activité administrative, les résultats derniers à atteindre. Chaque fois qu'il s'agit de modifier la « forme » administrative, il faut le faire en vue du fond et de l'effet final. Même l'agent subalterne, obligé d'interpréter des règlements nouveaux, est amené, à l'occasion de ce change-

ment, à penser au but à atteindre et non plus seulement au geste formel à accomplir.

Un intérêt plus vif pour la besogne peut en résulter. Ces changements, cette création continuée donnent aux chefs l'occasion de faire preuve d'initiative, de déployer des qualités auxquelles la routine ordinaire ne fait guère appel. La vie d'une administration qui se développe et s'institue suffit à l'activité d'hommes intelligents et laborieux. Ils n'ont pas besoin de chercher en dehors d'un métier monotone et routinier les satisfactions que procure un travail d'initiative et d'invention.

Au reste tout n'est par pour le mieux dans les administrations en voie d'extension. On est plutôt frappé de constater un état de malaise général qui se traduit souvent par des témoignages de mécontentement, par des réclamations réitérées, émanant soit du personnel, soit du public.

C'est qu'en effet, l'administration qui se développe sous la pression des affaires qui lui incombent est un organisme toujours insuffisamment adapté à sa fonction. Toute cette besogne de réorganisation et d'instauration n'est mise en train que parce que cette insuffisance se fait perpétuellement sentir. Tantôt c'est le retard d'un service dont les agents surmenés n'arrivent plus à expédier les affaires courantes, tantôt c'est l'exiguité des locaux, tantôt l'incompatibilité d'une disposition nouvelle avec une pratique plus ancienne non abrogée, qui exige une refonte totale et harmonique de l'une et de l'autre.

Mais ce sont précisément ces malaises qui servent de moteurs aux perfectionnements; ils sont intermédiaires entre la cause lointaine du phénomène qui consiste dans l'accroissement du public à servir, et l'effet que nous étudions, l'extension et l'organisation progressive de l'organisme administratif. Les employés donnent le maximum d'effort et s'en plaignent, mais en même temps leur « rendement » est d'autant plus grand, le bénéfice de l'exploitation s'en ressent avantageusement, et cela permet l'augmentation des traitements, et l'avancement, ou le soulagement du service par l'augmentation du personnel.

D'un autre côté, ces continuels changements, ces refontes, ces créations nouvelles sont des occasions d'infractions aux

règles : Par exemple, à l'occasion de la création d'un service nouveau, l'autorité s'arroge souvent le droit de ne pas respecter les règles de l'avancement; on prendra comme prétexte que le service nouveau exige un chef d'une compétence spéciale, ou bien des aptitudes extraordinaires, ou l'on dira que les règlements anciens n'ayant ni prévu, ni visé ce service, celui-ci n'y est pas soumis.

Les conséquences de ce fait sont diverses : d'une part il renforce l'autorité supérieure en lui donnant l'occasion de s'exercer, d'enfreindre la routine des règles, de l'autre il est l'occasion d'actes de favoritisme, de passe-droits, source de mécontentement et d'avilissement des mœurs administratives. C'est une sorte de question académique au sein des administrations, de savoir lequel vaut mieux de l'avancement au choix ou de l'avancement à l'ancienneté, et dans quelle mesure il convient de combiner les deux procédés.

Quoiqu'il en soit, tout compte fait, l'extension indéfinie de l'administration, lorsqu'elle est une conséquence de celle du public qu'elle sert et de l'intensité croissante des affaires, donne à la vie administrative son maximum de vigueur et de santé, et les maux mêmes qu'elle fait surgir apparaissent comme des crises passagères de croissance, présages d'un progrès imminent.

Ajoutons que nonobstant cet état favorable, les besoins croissants du public en voie d'extension tendent souvent à déborder les adaptations de l'administration. Il en résulte qu'en dehors de celle-ci, des entreprises particulières surgissent qui exploitent ces besoins et font concurrence au service public : c'est là un danger et un stimulant qui tient celui-ci en haleine et l'empêche de s'arrêter dans la voie des améliorations.

Passons à l'examen du cas inverse, celui d'une administration desservant une société stationnaire ou en voie de diminution. Une remarque d'abord suffira à expliquer pourquoi nous ne distinguons pas aussi fortement entre état stationnaire et diminution qu'entre état stationnaire et augmentation : si la société diminue, l'administration ne tend guère à diminuer dans la même proportion. Le rapport qui unit l'importance de l'administration avec l'importance numérique du public fait penser

aux thermomètres à maxima dont le petit cylindre indicateur monte avec le mercure, mais ne descend pas avec lui.

De nombreux intérêts empêchent qu'une administration s'amoindrisse pour s'ajuster à un public devenu moins nombreux. Une diminution du nombre de places léserait d'abord ceux qui aspirent à entrer dans les administrations ; or le chapitre précédent rappelle qu'ils sont nombreux et influents dans les sociétés qui n'augmentent point. A leur suite, l'intérêt de ceux qui dispensent ces places est d'en conserver le nombre. Plus efficace encore est l'opposition du personnel lui-même, que la suppression des places léserait dans son espoir d'avancement. Nulle part la force des situations acquises, des faits consacrés par la coutume et les précédents n'est plus grande que dans les administrations, lourds organismes qui ne vivent que par le respect des règles.

La plus claire conséquence de cette résistance des services administratifs à la diminution, c'est leur disproportion avec leur fin. On y travaille, parce que l'inactivité serait un aveu d'inutilité, mais on n'y travaille pas utilement : c'est une besogne conventionnelle et toute formelle. Les recettes sont minimes et les dépenses grandes.

Mais si une administration ne recule guère dans une société qui diminue, il est difficile qu'elle réussisse à augmenter en volume conformément à ses tendances naturelles. Du moins son progrès est-il évidemment bien ralenti. S'il se produit malgré tout une augmentation de son importance, c'est par l'action de causes spéciales, telle qu'un accroissement de ses attributions, qui peut résulter d'une invention nouvelle ou de l'imitation de ce qui se fait ailleurs. (1)

---

(1) Il est vrai que l'histoire et même le temps présent pourraient présenter des cas où des institutions administratives ont pris une extension considérable au sein de sociétés stationnaires ou en voie de diminution. Il semble même qu'assez souvent l'extension administrative soit proprement due à la diminution de la société. Mais il faut prendre garde que dans ces cas le progrès de l'administration provient de ce qu'elle assume de nouvelles fonctions, auxquelles jusque là l'initiative privée suffisait. Ce cas est tout différent de celui que nous considérons seul ici, où l'administration croît ou décroît à l'occasion d'un même service, sans se charger de nouvelles fonctions.

Les sociétés en diminution nous mettent donc en présence des organismes administratifs à l'état stationnaire, et c'est aussi ce qu'on trouve dans les sociétés qui, sans diminuer, n'augmentent pas. Stagnation et diminution ont ici des conséquences communes qui ne varient qu'en intensité relative.

A certains égards être greffée sur une société de dimensions constantes, est pour une administration une condition favorable. Elle a du temps pour s'adapter très parfaitement à sa fonction, pour devenir un mécanisme au fonctionnement remarquablement précis et régulier.

Non seulement en effet le temps lui permet de prendre les dispositions nécessaires pour arriver à suffire à sa tâche, mais il s'opère en outre, à la longue, un remarquable aménagement des intérêts respectifs de ses membres. Au lieu de l'arbitraire, des coups de force des périodes de début, d'installation ou de refonte, on voit des coutumes s'affirmer et se codifier qui tendent à concilier les intérêts contradictoires, et instaurent dans les conditions d'admission et d'avancement la justice et la prévisibilité.

Mais par cela même qu'à la longue, la stabilité de ses conditions entraîne un perfectionnement interne de l'organisme, celui-ci tend à devenir un être complet qui a sa fin en lui-même. Le rapport entre l'administration et la société qu'elle sert tend à changer au détriment de la société. D'abord l'aménagement interne de l'administration éparpille les responsabilités, en donne à chacun une part exactement proportionnelle à son importance, si bien que cette responsabilité étant partout, on ne la saisit nulle part; on n'a plus jamais devant soi que la masse de l'administration tout entière. Les règles deviennent très complètes, les agents très exercés à les observer, mais aussi à s'en prévaloir. Or ces règles, ce sont des décisions passées, le fait collectif auquel ont collaboré les anciens qui ne sont plus là : c'est le passé qui fait bloc avec le présent.

Tout cela fait de l'administration un tout compact et imposant que la société dont elle doit être l'instrument remue difficilement. Le ministre, représentant de la volonté publique, voit diminuer ses moyens d'action à mesure que les « bureaux » et

en général tous les services administratifs fonctionnent davantage par une impulsion qui semble ne venir que d'eux-mêmes.

Que dès lors, les services que l'on est en droit d'attendre de l'administration viennent à se modifier, que des besoins nouveaux se fassent sentir, l'administration adaptée à l'état de choses antérieur, si imbue de sa perfection, se dérobera avec une redoutable force d'inertie.

D'autres causes viennent renforcer ce résultat : l'administration est un système d'intérêts et d'activités nullement étanche par rapport à la masse des intérêts et des activités privées. Elle a besoin de fournitures, elle procède à des travaux d'aménagement et d'entretien, elle choisit ses fournisseurs ou bien elle a recours à des adjudications. Ce sont des occasions de conflits, de réclamations, de procès. Une part considérable du travail administratif est quotidiennement absorbée par les oppositions qui surgissent entre ses fins propres et les intérêts des particuliers avec lesquels l'administration est forcée de traiter.

A la longue, ces derniers s'accommodent des manières d'être et de faire de l'administration, s'y conforment, en tirent profit. Pour peu que les changements soient rares, un tissu d'intérêts privés a le temps de se resserrer, si ferme et si compact, que le moindre changement soulève une croisade irrésistible. Il n'est jamais facile de déplacer une gare de chemin de fer, une garnison, un port. Plus le fait est rare, plus il déconcerte tout un monde d'intéressés, petits ou gros. Si l'autorité ne trouve pas dans sa propre extension des moyens d'action, si des changements survenus ailleurs ne lui procurent pas l'appui d'intérêts de même nature mais opposés, l'effort requis a toutes chances d'être au dessus de ses moyens. Les intérêts adventices fixent les institutions qui ont trop duré comme la glace immobilise les herbes desséchées d'un marais.

Deuxième analyse. — *L'état démographique et les sources de l'autorité.*

Il est commode et il est permis de comparer l'administration à une machine, de parler de rouages et de mécanismes, d'impul-

sion et de fonctionnement, mais il faut se garder de méconnaître les caractères très particuliers d'un tel mécanisme.

Tandis que dans une vraie machine on peut distinguer nettement entre les rouages et la force qui leur donne le branle, ici il y a bien une force motrice, la volonté du public exprimée par les ordres du chef de l'administration, mais les agents ne sont pas de purs rouages, ils ont aussi une volonté qui, d'accord avec la volonté du chef, renforce celle-ci, et qui l'entrave dans le cas contraire. On peut dire que la force qui fait mouvoir un mécanisme social collectif n'est jamais unique ni insérée sur un seul point, qu'elle est la résultante d'une multiplicité de forces qui s'insèrent sur la volonté de tous les agents, et qui ont dans la vie privée de ceux-ci leur point de départ ou leur point d'appui.

Cette remarque n'est pas selon l'esprit de l'ancienne sociologie économique. Pour celle-ci l'assimilation à une machine était à peu près sans réserve : on ne tenait compte que de l'intention du chef, seule force motrice directrice de l'appareil administratif. Quant aux petites forces qui viennent de la conscience des agents, on croyait pouvoir en faire abstraction, en les ramenant à un type unique : l'agent obéit et travaille parce que c'est son intérêt de travailler et d'obéir, en vertu du mécanisme de l'association et de l'échange. Obéissance, ponctualité, zèle, dérivent de l'intérêt bien entendu, et l'intérêt étant une constante, on peut juger constant le minimum de bonne volonté de chaque agent, nécessaire au fonctionnement de la machine entière. Cela établi, on pouvait négliger les problèmes relatifs au mode de fonctionnement, bon ou mauvais, des administrations en les tenant pour résolus une fois pour toutes, et ramener, comme dans les fictions du droit public, toute l'administration à la seule personne du chef, du Prince.

Il s'en faut de beaucoup que les petites forces qui agissent par les volontés des agents se ramènent aux simples impulsions de l'intérêt personnel, le même toujours et pour tous, et ce sont d'intéressants et de graves problèmes que ceux que posent le bon ou le mauvais fonctionnement des administrations. Ces problèmes, c'est la considération de ces petites forces dédaignées ou trop simplifiées qui permet de les résoudre.

La différence entre une administration qui fonctionne bien, et une qui fonctionne mal peut tenir, entre autres causes (1), au degré d'honnêteté ou de corruption du personnel, ou bien au degré de zèle, de ponctualité et d'obéissance ou de négligence et d'indiscipline.

Nous nous proposons de rechercher d'abord quelle influence les modifications démographiques peuvent exercer sur la discipline administrative, ou mieux sur la force avec laquelle les ordres se transmettent et s'exécutent. Nous étudierons ensuite l'action des mêmes phénomènes sur l'honnêteté et la corruption administratives.

La qualité de fonctionnaire ou d'employé dans les grandes administrations est en général assez appréciée du public. Quoiqu'il y ait des fonctions très modestes et même humbles, l'ensemble des fonctionnaires et de leurs familles s'élève au dessus des classes inférieures de la population et forme un des noyaux de ce qu'on appelle les classes moyennes ou bourgeoises.

C'est aussi dans ces classes que le personnel administratif se recrute le plus fréquemment. On y trouve le degré d'instruction et d'éducation nécessaire, comme aussi la modération des ambitions, le goût pour les avantages de sécurité, de considération immédiate, que les professions administratives assurent.

Il y a donc affinité et correspondance entre les administrations et les classes moyennes; mais de profondes modifications ne manquent pas d'affecter ce rapport dès que des changements surgissent dans le chiffre de la population.

Un accroissement du personnel administratif est une conséquence normale de l'augmentation de la population. D'autre part il s'en faut que toutes les classes contribuent également à cette augmentation. Les classes dites moyennes, qui ne sont qu'une partie des classes privilégiées, sont en cette qualité parmi celles qui augmentent le moins. C'est le développement des

(1) Parmi ces autres causes il y a la valeur individuelle des fonctionnaires et employés, instruction, habileté, moralité *préalable*. L'esprit du public à servir peut aussi faciliter ou entraver le fonctionnement des services. Une partie de ces facteurs paraissent d'ailleurs dépendre des mêmes conditions sociales et démographiques que ceux que nous considérons dans notre analyse.

classes populaires qui est régulièrement la cause principale de l'augmentation générale.

Il s'ensuit que le recrutement des administrations tendra à se faire en grande partie dans les classes les plus modestes. Il n'est pas rare de voir que dans une administration qui prend un développement soudain on appelle à des postes relativement élevés des employés qui sont entrés dans le service sans espoir d'avancement. La nécessité d'assurer les services nouveaux, et la compétence acquise par les employés subalternes, font qu'on abolit, par mesure transitoire ou pour toujours, les entraves régulières mises à l'avancement du personnel inférieur.

Les fonctionnaires issus des classes les plus modestes de la société doivent beaucoup à leur profession; elle les fait monter dans l'échelle sociale; par elle ils entrent dans une classe dont leurs parents n'étaient point. Ce sont des hommes nouveaux, chez lesquels le niveau social correspond exactement au rang professionnel. Ils doivent souvent à leur grade d'être admis avec leurs familles dans l'intimité de leurs chefs. Ces derniers sont fréquemment nés dans une classe plus avantagée, ou s'y trouvent installés depuis plus longtemps. En même temps que leurs succès professionnels donnent à nos hommes nouveaux une satisfaction longuement ressentie, ils n'ont aucune peine à se plier aux exigences de la discipline, parce que le prestige de leurs chefs est fait non seulement des avantages du rang, mais en même temps de ceux de la considération sociale et du raffinement mondain.

Ainsi la hiérarchie administrative coïncide dans ce cas, avec la hiérarchie sociale; la première institue et maintient la seconde.

On comprend sans peine qu'une administration en voie de progrès, composée en grande partie de fonctionnaires qui lui doivent non seulement la subsistance, mais le rang social, et jusqu'à l'opinion qu'ils ont d'eux-mêmes, soit un organisme sain et vigoureux. Très entichés de leur situation, pleins d'intérêt pour leur besogne, ces fonctionnaires font des affaires de l'administration les leurs propres. Leurs succès professionnels bornent leurs ambitions; non seulement ils exécutent et transmettent sans les affaiblir les ordres reçus, mais l'autorité supé-

rieure se trouve renforcée de leur volonté propre et de leur zèle. La force des commandements s'entretient et se nourrit pendant leur descente par la voie hiérarchique jusqu'aux agents chargés de l'exécution matérielle. *Les progrès numériques de la société, et par eux ceux de l'administration, sont donc favorables à la production et au maintien de l'autorité administrative*, à l'existence de ce phénomène social si compliqué et si délicat par lequel quelques individus arrivent à imposer régulièrement leurs volontés à un grand nombre de leurs semblables.

L'état stationnaire ou la décroissance de la population ont naturellement sur l'autorité administrative un effet tout contraire. Dans une société qui ne croît point, le recrutement du personnel s'opère plus exclusivement dans des classes déjà arrivées à une certaine considération: chaque classe sociale est assez stable pour avoir acquis la spécialité de certaines professions, et les professions administratives sont par excellence des professions bourgeoises.

Par la force des choses, les fonctionnaires issus de ces classes seront enclins à attacher moins d'importance à la hiérarchie administrative. Ils sont pourvus dès le début de la considération sociale que les carrières de l'administration peuvent procurer; ils n'ont pas à l'attendre de leur avancement. L'inférieur est souvent plus riche ou de meilleure famille que ses chefs ou du moins ses relations avec eux se trouvent établies sur d'autres bases que celles de leurs grades respectifs. La fréquence de ces rapports sociaux entraîne donc une indépendance relative entre la vie sociale et la vie administrative, et les règles de la hiérarchie n'étant pas la mesure principale du rang social, elles sont volontiers considérées comme des expédients conventionnels.

Comme il est alors de bon ton pour les supérieurs de ne point se targuer de leurs avantages, comme ceux-ci n'en imposent guère aux subalternes de bonne naissance, les professions administratives en viennent à ne plus procurer qu'un minimum de satisfactions d'amour-propre. Les ambitions se portent ailleurs, vers les succès mondains, vers la culture de talents et de connaissances aussi éloignés que possible des aptitudes requises par la profession.

Dans les administrations arrivées depuis longtemps à un développement complet et qui ne progressent plus guère, le travail devient d'ailleurs peu intéressant et peu absorbant; il n'y a qu'à assurer un service toujours le même. Cela laisse, aux chefs du moins, beaucoup de loisir. Ceux-là mêmes qui sont assez surveillés pour devoir occuper ponctuellement au service toutes les heures réglementaires, n'en sont pas moins enclins, par la facilité et la monotonie du travail, à s'intéresser à autre chose.

Il ne faut pas confondre les *fonctionnaires savants*, les *fonctionnaires artistes*, les *fonctionnaires écrivains*, ou *voyageurs*, avec les savants fonctionnaires, les artistes, les voyageurs fonctionnaires. Ces derniers se rencontrent dans les administrations nouvelles où ils entrent sur le tard, et font profiter le service de leur compétence et de leur esprit d'initiative; les autres brillent parmi leurs amis par les fruits d'efforts dont le service n'a pu tirer aucun avantage.

Le résultat de tout ceci, c'est la mollesse dans la transmission des ordres, la nonchalance dans l'exécution, l'ostentation d'indocilité et d'indifférence, c'est un affaiblissement appréciable de l'autorité administrative, une grande déperdition de force dans le fonctionnement de la machine. Le formalisme n'en est que plus grand, car il sert à chacun à se couvrir, et ainsi, au lieu de répondre à son objet qui est d'assurer la régularité dans le fonctionnement et l'efficace coordination des efforts, le formalisme, ce caractère propre de l'activité administrative, tourne contre son but et devient une entrave dans le service.

Pour qu'une administration fonctionne parfaitement, il faut que la hiérarchie qu'elle institue corresponde dans une large mesure avec la hiérarchie sociale. Et cela n'arrive que dans une société qui s'accroît, c'est-à-dire qui continue à se former elle-même en même temps qu'elle crée des organismes strictement conformes aux fonctions qu'elle en attend.

Troisième analyse. — *L'honnêteté et la corruption administratives.*

On ne recherchera pas ici l'influence de l'état démographique

sur le nombre et l'importance des délits administratifs graves et dûment qualifiés, attentats contre les personnes, escroqueries, vols, qui font de leurs auteurs des malfaiteurs avérés, sans illusion possible sur leur propre niveau moral, qui entraînent pour la chose publique un détriment direct et immédiatement ressenti et dont la révélation provoque un scandale éclatant.

Cette forme de corruption est peut-être aussi fréquente dans les administrations en progrès que dans les autres. Il ne serait même pas étonnant qu'elle le fût parfois davantage, en raison de l'intensité plus grande de la vie sociale qui accompagne tout accroissement démographique et surtout des fréquentes transformations, des innovations, du désordre relatif et de l'inexpérience qui caractérisent les administrations en voie d'installation. Ces conditions ne laissent pas de rendre certains crimes plus faciles et plus tentants.

Mais des fautes si graves, par leurs conséquences rapidement ressenties, entraînent un prompt effort de réaction, des enquêtes fréquemment suivies d'une répression ostensible et décisive. Elles provoquent l'institution et le perfectionnement des mécanismes de contrôle, et leur fonctionnement plus rigoureux. Il faut qu'une administration soit bien malade pour qu'elle ne puisse réagir contre les délits éclatants. Le degré de corruption véritable ne saurait donc se mesurer exactement par la fréquence de ce genre de faute et par le nombre de scandales qui en résulte. Le scandale qui éclate est déjà la manifestation d'un travail de guérison, une réaction saine. Si l'absence de tout scandale est dans certain cas un signe d'honnêteté, dans d'autres elle peut être l'effet d'une corruption profonde, d'un état où les pratiques déshonnêtes sont devenues si fréquentes que tout effort pour les empêcher a cessé et qu'on s'y adonne comme on se laisse aller à une habitude reconnue et régularisée.

Nous ne considérerons que des formes de corruption moins aigüe et plus proprement administrative. Ce sont : la fraude proprement dite, qui entraîne un détriment direct pour l'administration ou la société dont elle émane, et en outre l'ensemble des pratiques des fonctionnaires qui n'épousent que mollement les intérêts du service et de la chose publique, et se laissent in-

fluencer par le soin d'intérêts étrangers, sans pour cela opposer absolument leur intérêt propre à celui de l'organisme qu'ils doivent servir.

De ces formes de corruption nous dirons sans hésiter qu'elles sont plus fréquentes dans les sociétés au développement arrêté.

Dans les administrations vieillies, c'est-à-dire établies depuis longtemps et demeurées sans changements profonds, ce qui fléchit le plus souvent, c'est le contrôle. Cela s'explique par la nature même de cette forme de travail administratif. Le contrôle implique, comme nous l'avons dit, une sorte d'antagonisme entre l'agent contrôleur et l'agent contrôlé. Or, tout antagonisme tend à se résoudre ou à s'atténuer lorsque les adversaires se fréquentent longtemps; et si cela est vrai d'une hostilité spontanée, dont les adversaires ont l'initiative, à plus forte raison en sera-t-il ainsi d'un antagonisme qui a quelque chose de fictif et qui a été institué par une force étrangère aux sentiments personnels des deux adversaires. Avec le temps la sévérité nécessaire à l'efficacité du contrôle risque de disparaître, la camaraderie conduit à l'indulgence et au laisser-aller, et parfois aussi à la complaisance, voir à la complicité dans la fraude. Une certaine accélération de l'avancement, un roulement plus rapide dans le personnel ont pour effet d'empêcher mainte entente de ce genre, mais ce remède est d'une application d'autant plus difficile que l'administration est plus stationnaire.

A côté d'un antagonisme relatif, le contrôle comporte aussi, quoique moins nécessairement, de l'imprévu dans la surveillance, parfois une interruption dans le régime normal de l'expédition des affaires. Il convient qu'il y ait de l'irrégularité dans le passage d'un inspecteur ou dans la vérification de quelques pièces-témoins. Or, par la répétition des mêmes opérations, quelque soin qu'on y mette, l'imprévu tend à se résoudre en prévu, les manœuvres à contre-temps tendent elles aussi à se soumettre à un rythme déterminable, et les chances d'efficacité du contrôle diminuent à mesure que ceux qui s'étudient à les éluder arrivent à mieux en supputer les conditions. S'ils se heurtent à un mauvais vouloir, les dispositifs de contrôle s'usent vite, on trouve toujours le moyen de les rendre vains. Il faut les renouveler sou-

vent, ce qui n'est possible que si l'esprit de changement et de réorganisation anime l'ensemble de l'administration.

Au reste, la fraude qu'un contrôle formellement institué essaie d'empêcher n'est pas la seule forme de corruption susceptible de régner dans les administrations. Il y a une corruption moins avérée, bien plus difficile à apercevoir et à évaluer, dont les effets, parfois imperceptibles peuvent, en s'accumulant, être plus graves que les conséquences des crimes les mieux qualifiés. Je veux parler des complaisances que les fonctionnaires peuvent être enclins à avoir pour des intérêts qui se trouvent en conflit avec ceux de l'administration et de la société dont elle émane.

Le pot-de-vin et les formes avérées de la prévarication ne sont que les manifestations les plus brutales de cette espèce de corruption; elles n'en sont sans doute pas les plus fréquentes. On est homme en même temps que fonctionnaire, on a des parents, des amis, on a des protégés aussi, parce qu'on a de l'influence; on aime à rendre service, et la fonction qu'on exerce consiste pour une part considérable à traiter avec des particuliers qui ne sont en rapport avec l'administration que pour des motifs d'intérêts.

Procéder à une espèce de composition entre les intérêts administratifs dont il a la charge et les sollicitations variées qui s'adressent à sa personne, ce n'est pas pour le fonctionnaire un accident de sa carrière, c'est un souci de tous les jours. Il est normalement placé entre l'excès de zèle professionnel et un relâchement coupable dans la défense du bien de l'administration. Dans cette situation, le courant continu des petites forces mondaines additionnées le sollicite sans cesse vers le favoritisme dans les nominations et l'avancement, dans le choix des fournisseurs, vers une interprétation un peu libre des règlements et des résultats des concours, vers une libéralité exagérée dans la fixation des prix et l'importance des marchés, vers une indulgence excessive dans la réception des fournitures, vers les indiscrétions nuisibles au service ou à la chose publique, mais profitables à certains particuliers.

A partir de quel degré le laisser-aller dans cette voie mérite-t-il le nom de corruption, c'est là un subtil problème de casuis-

tique; mais de quelque nom qu'on le désigne, ses effets ne sont jamais négligeables, et le rendement du travail administratif en dépend en grande partie.

Il est clair que cette forme d'imperfection se trouvera davantage dans les administrations vieillies, où l'esprit administratif est moins bon et l'autorité affaiblie, où le fonctionnaire donne à sa fonction beaucoup moins de lui-même.

Les « hommes nouveaux » des administrations jeunes, établies dans des sociétés en voie d'accroissement, ont moins d'attaches avec les intéressés influents, ils proviennent souvent de milieux éloignés de la vie administrative et de la vie mondaine. Disons aussi que, plébéiens parvenus, une certaine rudesse de sentiments et de manières les aide souvent à s'affranchir des liens captieux de la vie extra-administrative.

D'ailleurs, si l'administration change peu, les intérêts particuliers ont plus de prise sur ses agents comme sur elle-même; les fonctionnaires demeurant longtemps dans les mêmes postes, sont plus longtemps exposés aux mêmes tentations. Peu à peu leurs scrupules s'endorment, ou même, sans qu'ils se soient jamais éveillés, de petits arrangements se font insensiblement, par un accord des inclinations si spontané qu'on se passe aisément d'en délibérer.

Toutes les raisons, enfin, qui font que l'autorité se relâche dans les administrations vieillies, font aussi que ce laisser-aller moral y est moins réprimé, et qu'il finit par être accepté comme normal, comme une des prérogatives permises d'un métier ingrat.

Sans doute la corruption sous ces formes subtiles tend à s'établir partout et peut aussi bien se trouver dans les administrations les plus progressantes, mais il y a bien plus de chances pour qu'elle n'y dure pas et pour qu'elle y provoque même, à bref délai, une refonte complète et un renouvellement du personnel et des mœurs comme des institutions.

En recherchant l'influence des états démographiques sur les administrations, nous avons dirigé notre examen sur l'esprit des fonctionnaires; on pourrait étudier l'effet des mêmes causes sur les formes de l'organisation administrative, telles que le degré de centralisation.

Au sein de quelque société qu'on les considère, les organisations administratives tendent vers la centralisation. Celle-ci n'est en effet que le couronnement et la fin de tout système d'activités qui s'organisent, s'ordonnent et s'unifient.

Mais dans les sociétés en progrès, à côté du régime administratif qui croît ou s'unifie, croît aussi ce sur quoi l'activité administrative s'insère, la vie sociale sous toutes ses formes : industrie, commerce, travaux publics, agriculture. Les progrès de la centralisation vont de pair, dans une certaine mesure au moins, avec ceux de l'activité locale.

Dans les sociétés stationnaires ou décroissantes, la centralisation croît seule. Elle donne ainsi à l'activité administrative une importance proportionnellement de plus en plus grande. En même temps que tout se subordonne à un organisme central par lequel toute initiative doit passer pour produire des effets, l'autorité qui descend de ce centre vers les organes exécutifs locaux va s'affaiblissant au cours de sa descente.

Ce qu'elle gagne en organisation et en universalité, l'activité administrative le perd en efficacité. Si cette évolution se poursuit, elle conduit à la mort lente du régime administratif, le jour où la déperdition de force va jusqu'à l'arrêt de fonctionnement des organes d'exécution, jusqu'à l'insurrection non réprimée des pouvoirs locaux et à la création d'organismes administratifs nouveaux, indépendants du vieux système centralisé.

Nous pouvons tirer de ces analyses une conclusion d'une portée sociologique générale. Une société qui augmente numériquement est non seulement forcée de développer ses institutions et de les adapter par là exactement à ses besoins, mais l'activité administrative, qui est la forme par excellence du travail social, y atteint son maximum de vigueur et d'intensité.

Une société arrêtée dans son accroissement se laisse aller au contraire à ne se servir que des institutions qui lui viennent de son passé. En même temps que ses organismes répondent de moins en moins aux besoins qu'ils ont pour objet de satisfaire, la force qui les fait fonctionner semble tarir peu à peu à sa source, et leurs articulations perdre leur ancienne souplesse.

La force administrative, sous les formes de l'initiative, de la

stricte exécution des ordres, de la discipline, de la ponctualité et de l'honnêteté professionnelles, n'est pas une force sociale indépendante de la force d'expansion et de conservation de la société même. La vie administrative n'est qu'un courant dérivé dont la force et la vitesse varient comme le niveau du fleuve social tout entier.

Et ce qui unit ainsi les destinées de la vie administrative à la croissance et à la décroissance de la substance sociale, ce sont les infimes mais innombrables répercussions que ces changements ont sur les goûts, les désirs et les espoirs des hommes que la société charge de travailler en son nom et pour elle.

IV

LA HIÉRARCHIE SOCIALE

Quelle influence l'état d'accroissement de la population peut-elle avoir sur les rapports des classes dans la société, sur l'égalité et l'inégalité, sur la manière dont chacun apprécie la valeur sociale par excellence, qui n'est pas l'argent, mais la considération ?

On tâchera de répondre à cette question par deux analyses, l'une plus générale et plus vague, l'autre, plus circonscrite, qui portera sur les variations du rôle de l'argent dans l'un et dans l'autre état démographique. Ces deux analyses aboutissent au même résultat ; la seconde ne fait que compléter l'autre et rendre ses conclusions plus précises sur quelques points.

PREMIÈRE ANALYSE. — *Influence de l'état de la population sur les classes et la hiérarchie sociale en général.*

Les sources de la considération sociale sont au nombre de trois : la richesse, la fonction, la situation mondaine. (1)

(1) On s'étonnera de ne pas voir figurer le mérite dans cette énumération. Mais le mérite n'a une influence sensible sur le niveau social qu'à condition d'être reconnu et publié. Sous cette forme on peut faire rentrer cette source soit dans la seconde, la fonction, soit dans la troisième.

Ces trois sources sont distinctes, puisque l'une des trois étant égale pour deux individus, les deux autres peuvent varier. On peut être riche et homme du monde, et vivre sans charge d'aucune sorte ou dans un rang subalterne. On peut être un haut fonctionnaire sans être riche ni homme du monde, et l'on peut être riche et peu considéré.

Mais si elles sont distinctes, ces trois conditions sont souvent unies et chacune d'elles est pour les autres une circonstance favorisante. La richesse entraîne la considération mondaine, au moins à la longue et grâce à la transmission héréditaire. Elle conduit assez régulièrement aux fonctions et aux charges les plus relevées. Celles-ci ont pour effet de renforcer et de consacrer la considération mondaine. Enfin les hautes charges assurent parfois la richesse, et en facilitent toujours l'acquisition.

En fait, la considération mondaine sous sa forme la plus consacrée, je veux dire la noblesse, ne dure jamais si les deux autres espèces de considération ne viennent l'appuyer, au moins temporairement. Sans la fortune, surtout, la noblesse est une qualité éphémère. Les origines de toute noblesse sont régulièrement la richesse et les hautes fonctions, officielles ou non. La noblesse féodale est née des charges féodales, et de la richesse qui s'ensuivait sous forme de fiefs liés à ces charges. Une certaine richesse, par exemple la possession d'un cheval et d'une armure, était d'ailleurs souvent la condition préalable de l'accession aux hautes dignités.

Les trois sources de la considération, tout en étant séparables sont donc en fait si souvent liées qu'on trouve entre elles des rapports de cause à effet, ou du moins de conditionnement réciproque.

Demandons-nous quelle influence la diversité des états démographiques peut avoir sur les sources ou conditions de la considération sociale.

Nous considérons d'abord *le cas des sociétés croissantes.*

Comme on sait, la classe sociale dont dépend en fin de compte l'état démographique d'une nation, c'est la classe populaire. Elle est de beaucoup la plus nombreuse et ordinairement la plus prolifique. Les classes supérieures tendent à se limiter elles-

mêmes. Pour plusieurs raisons, les enfants sont pour les familles aisées une charge plus fortement ressentie. L'appréhension d'une déchéance immédiate ou future, personnelle ou affectant les descendants, est plus vive chez les gens aisés que la crainte de la faim et du dénûment chez les pauvres. La déchéance sociale, j'entends par là une chute de niveau toute relative, menace fort peu les gens de condition très modeste, et dont le genre de vie est forcément simple, elle ne menace même pas du tout ceux qui sont au plus bas degré.

Si donc une société se trouve dans des conditions favorables, c'est l'augmentation de la classe inférieure qui entraîne l'accroissement général. Si les temps se font mauvais, si la misère, la guerre, les vices, les épidémies sévissent, les classes inférieures sont les premières atteintes et les plus éprouvées.

Au reste il paraît difficile de contester que le rapport numérique des classes soit déterminé par des conditions sociales assez rigoureuses, quoique difficiles à établir. (1)

Supposons que la classe supérieure se développe au delà d'un certain rapport avec les classes inférieures, il va de soi qu'elle ne pourra plus jouir des mêmes avantages par rapport à celles-ci. Tout ce que les classes supérieures sont seules à consommer et les classes inférieures seules à produire augmentera considérablement de prix. Tout ce qui sert à marquer la supériorité sociale aura donc moins d'effet parce qu'un plus grand nombre y aura recours, et sera plus onéreux à cause de la concurrence. Sans insister sur ce phénomène complexe, remarquons qu'une augmentation disproportionnée de ces classes supérieures provoquera au sein des classes une crise lente ou brusque, aperçue ou non, dont résultera soit un appauvrissement en masse, soit la chute de classe de la partie la plus atteinte. Celle-ci se retrouvera au niveau des classes inférieures qui grossiront d'autant.

On perd souvent de vue une sorte d'équilibre automatique qui s'établit entre les classes. Les aristocraties par exemple ont

---

(1) Il faut prendre ici le mot de classe dans un sens très large, nos observations s'appliquant aussi bien aux sociétés dont les gradations sociales sont continues, telles que les démocraties modernes, qu'aux sociétés à castes fermées ou dûment distinguées.

perdu régulièrement à travers toute leur histoire une partie de leur contingent par une chute de classe due à la pauvreté. C'était le sort normal des *cadets* de l'ancien régime à qui la fortune ne souriait point. Les nobles appauvris ne gardent pas leur rang, ni même leurs titres, on en perd la trace dans les masses obscures de la population.

Seules donc les classes inférieures, celles qui n'en ont pas d'autre au dessous d'elles, peuvent croître indéfiniment par leurs propres moyens. Il suffit que la prospérité et la santé publiques le permettent. Hormis les cas d'ascension et d'émigration, elles s'accroissent de tout le contingent qu'elles produisent; car le seul moyen d'en tomber, c'est de mourir.

Les autres classes ne peuvent donc croître qu'à condition que les classes inférieures s'acroissent aussi. L'impossibilité pratique d'évaluer numériquement le rapport de ces deux variables ne doit pas empêcher d'en reconnaître l'existence. D'ailleurs la bourgeoisie d'un pays peut avoir pour condition d'existence le prolétariat d'un autre. C'est ce qui se produit lorsqu'un pays place son épargne dans des entreprises industrielles étrangères. L'exploitation coloniale présente d'autres exemples du même fait.

De ce rapport entre l'importance relative des classes il résulte que dans une société qui augmente, l'accroissement des classes supérieures se fait en grande partie par l'ascention d'une portion des classes inférieures. Le changement de classe par ascension est un phénomène aussi général que le déclassement par déchéance, on le rencontre sans doute dans toutes les sociétés, même les plus fermées, mais ce phénomène atteint dans les sociétés croissantes son maximum d'intensité et de régularité.

Cette ascension apparaît sous des aspects variés. Une des formes les plus régulières de la montée de classe est l'avancement dans les fonctions publiques, dont il a été question dans le chapitre précédent. Le développement de l'activité administrative propre aux sociétés croissantes fait entrer dans la bourgeoisie un nombre assez grand de fils d'ouvriers ou de petits cultivateurs. Les emplois à rétribution fixe et progressive des grandes entreprises privées ont le même résultat social.

La population croissante donne aussi aux petites entreprises, même aux plus infimes, le maximum de chances d'arriver à une prospérité indéfinie. Dans un milieu numériquement constant, peu d'artisans ou de petits négociants sont conduits à fonder de nouveaux établissements. Ceux-ci ne peuvent prospérer et grandir qu'au détriment des anciens. Les risques sont trop grands et les espérances trop faibles. Il en va autrement dans une ville qui déborde sur les campagnes environnantes, dans une lande que l'on défriche, dans un désert où l'on entreprend d'extraire du minerai. Les plus infimes entreprises y naissent de rien et on les voit grandir avec une rapidité surprenante. A beaucoup la fortune vient sans qu'ils y aient grand mérite. Dans les vastes faubourgs des capitales, les petits maraîchers font fortune en vendant une moitié de leurs potagers et en bâtissant sur l'autre. Leurs descendants, dès la première génération constituent « les plus anciennes et les plus considérables familles de la localité ».

Un accroissement rapide de la population, s'il profite en général à tous les commerçants et industriels, favorise souvent davantage les initiatives nouvelles. Les débutants ont le choix des emplacements, ils profitent des améliorations survenues dans l'outillage, le passé ne pèse sur eux en aucune façon, ce passé qui gêne les entrepreneurs anciens par tout ce qu'il leur laisse d'embarras et de restes surannés, est une source d'expériences qui profitent aux nouveaux concurrents de ceux aux dépens desquels elles ont été acquises.

On peut donc dire que dans le corps social, la croissance se répercute en des mouvements intérieurs dont le plus régulier et le plus important est un mouvement ascensionnel, une sorte de *tirage* qui par leur prospérité accrue, fait monter les individus.

Des conséquences d'une grande importance en résultent pour tout ce qui a trait à la considération sociale, à la façon d'apprécier l'importance des autres et de soi-même. Pour tous ceux qu'une société croissante favorise et fait avancer, la considération sociale dépend directement de la cause qui les place au degré où ils sont arrivés, de leur fonction, de leur grade, de leur fortune. On apprécie leur importance, et ils l'évaluent eux-mêmes,

d'après l'importance de ces titres-là. L'excellence sociale tend à apparaître comme une qualité individuelle avant d'être le privilège d'un groupe.

Mais si tant d'individus s'élèvent, il faut bien qu'à quelque instant que l'on considère la société, il s'en trouve à tous les degrés de l'échelle. C'est là le caractère le plus frappant d'une société en voie d'expansion : elle ne présente pas quelques niveaux nettement caractérisés, des castes séparées et distantes, dont on est ou dont on n'est pas. S'il y en a, ce sont des restes d'un âge passé, que le présent atténue chaque jour ou dénature, ou des ébauches de groupes que chaque jour défait autant qu'il les forme. *Une société qui grandit tend à présenter une complète continuité dans la hiérarchie sociale.* La notion de classe ne s'y applique qu'assez improprement, et à la seule condition qu'on appelle classes des sections découpées sur la pente continue, qui se fondent les unes dans les autres par leurs extrémités. Une classe ainsi entendue n'est pas proprement un groupe d'égaux, mais un ensemble d'individus qui, dans l'échelle sociale, sont situés plus près d'un point quelconque que les autres. Si l'on distingue aux États-Unis par exemple, une classe bourgeoise et une classe ouvrière, il va sans dire qu'il y a nombre de degrés intermédiaires que l'on néglige, et qu'un nombre immense de bourgeois modestes ou d'ouvriers favorisés, peuvent être, selon les points de vue et les critères, indifféremment rangés tantôt dans une classe, tantôt dans une autre.

Cette gradation sociale continue donne à la fortune une importance qu'elle n'a pas au même degré dans les sociétés à castes fortement marquées. La fortune, en effet, est de toutes les sources de considération sociale la seule qui varie d'une manière continue et mesurable à partir d'un minimum absolu. On est ou l'on n'est pas d'un tel monde, de tel grade, mais on est toujours plus riche ou moins riche que ses semblables. De toutes les sources de considération l'argent est donc celle qui est la plus adéquate, par sa nature, à une société où les individus se comparent chacun à chacun pour évaluer leur importance respective. Une telle société tend naturellement à déterminer ses degrés hiérarchiques, non par quelques rares caractères qualita-

tifs, mais par une commune mesure : chacun vaut plus ou moins qu'un autre, et la valeur sociale la plus homogène, la plus simplement quantitative, c'est l'argent.

Mais ce mouvement général d'ascension dont nous parlons se produit d'ordinaire dans des sociétés qui n'ont pas toujours connu les mêmes conditions démographiques. Du moins, une société de quelque étendue n'est jamais si jeune et si nouvelle qu'elle ne doive rien à d'autres plus anciennes. La tendance à l'inégalité continue des conditions se développe dans des sociétés où des classes anciennes héréditaires fortement accusées et reconnues sont établies.

Lorsqu'une société en voie d'accroissement a hérité du passé un système de classes discontinues, le premier aspect du fait que nous étudions c'est naturellement la diminution en importance et en netteté des classes anciennes. Il arrive de deux choses l'une : ou les éléments nouveaux qui ont prospéré n'entrent jamais dans ces classes, et forment alors des classes rivales dépourvues du prestige de l'ancienneté, mais pourvues d'avantages différents. Dans les sociétés progressives à classes fermées comme la France du XVIIIe siècle, comme la République Romaine, on a vu la rivalité de la noblesse ancienne et des enrichis, des anoblis de fraîche date. Cette rivalité tourne rarement à l'avantage de l'ancienne caste noble.

Ou bien les « parvenus » réussissent à entrer dans les vieux cadres nobles; c'est la plus chère de leurs ambitions. Qu'ils s'y introduisent un à un par des succès personnels, ou qu'ils y fassent parvenir leurs descendants, ou qu'enfin ils forcent en masse les vieilles barrières, dans tous les cas ces entrées ont pour effet d'atténuer le caractère tranché de l'ancienne classe privilégiée et d'établir avec d'autres classes des affinités de fait et de droit. De même, si plusieurs aristocraties subsistent côte à côte, la hiérarchie sociale en demeure moins nette. Il ne suffit plus d'un seul critère pour estimer le degré de distinction sociale, par exemple la noblesse de sang; chacun peut disposer de plusieurs moyens d'exceller et son rang exact dans la société dépendra plus de la somme de ses avantages personnels, que de son exacte conformité aux caractères d'un groupe.

L'ascension universelle, combinée avec l'existence de classes préalablement consacrées, donne à la vie des sociétés modernes, généralement en voie d'accroissement, l'aspect qui nous est familier; c'est celui d'une émulation générale, d'un assaut que ceux qui montent donnent aux privilèges traditionnels, de rivalités variées entre les groupes de parvenus et ceux qui sont depuis longtemps en possession d'un brevet d'aristocratie.

Il ne faut pas confondre les rivalités de ce genre avec les revendications des classes inférieures en tant que telles. Les rivalités pour les prérogatives enviables et la haute considération sociale prennent rarement un caractère aigu, elles consistent en petites escarmouches très dispersées, bien plutôt qu'en batailles rangées. Une aristocratie parvenue, une aristocratie d'argent, ne veut pas la mort de la vieille noblesse; il lui suffit de se faire reconnaître par n'importe quelle voie cette considération sociale qu'elle envie à sa rivale. Que celle-ci vienne à composition en acceptant la fusion des antagonistes, et la paix est faite. Au reste la paix se fait toujours, en détail, par des compromis particuliers. Là où deux noblesses sont en conflit, celle qui doit son existence au passé s'alimente toujours de celle qui tient tout du présent, c'est à dire de l'argent. Elle ne dure que par ce renouvellement; mais pour peu que celui-ci soit rapide, il substitue à l'ancienne séparation de caste, la continuité timocratique qui caractérise les sociétés au sein desquelles une ascension générale se constate.

En résumé, *le progrès de la population tend à créer des états intermédiaires entre les classes primitivement accusées.* Tantôt ces états intermédiaires ne sont qu'un acheminement des individus en voie d'ascension sociale, tantôt ils se groupent en une classe nouvelle supérieure à certaines classes anciennes, rivales de certaines autres. Quelque stabilité que ces classes affectent, elles n'en sont pas moins des états de transition. Dans tous les cas le progrès démographique tend à substituer la continuité dans l'inégalité des conditions à la discontinuité des classes dûment qualifiées.

C'est ce qu'on exprime, d'une manière d'ailleurs équivoque en disant qu'il y a progrès de l'*égalité* ou de la *démocratie*. Il y

a progrès égalitaire en ce sens que le régime qui s'instaure détruit les privilèges héréditaires caractéristiques des classes, ou en diminue l'importance. Quant au mot de *démocratie*, il fait confusément allusion, d'une part à l'instauration de cette égalité politique dont il vient d'être question, et d'autre part, à l'ascension sociale indéfinie, rendue théoriquement possible pour chacun, et que beaucoup réussissent en effet à effectuer.

Mais s'il est vrai que la population croissante entraîne un progrès dans le sens égalitaire ou démocratique, il ne faut pas perdre de vue qu'en même temps elle permet à beaucoup de prendre sur autrui les avantages indéfinis et infiniment divers de la fortune. Elle accroît et varie l'inégalité des conditions. On peut dire que *la population croissante tend à s'échelonner sur une pente où le point le plus bas et le point le plus haut peuvent s'écarter indéfiniment l'un de l'autre et où tous les points intermédiaires marquent des situations possibles et normales. Elle entraîne à la fin un progrès dans l'égalité de droit et un progrès dans l'inégalité de fait ou de condition.*

La considération sociale est donc conçue comme indéfiniment variable, elle varie comme le statut social, elle est personnelle et *instable*. Au contraire dans une société à castes, la considération est stable, commune et identique pour les membres d'une même caste.

Des conséquences de première importance découlent de ce fait : c'est une nécessité, dans les sociétés en progrès, que chacun y *marque son rang* par des signes et des preuves. De là le grand rôle du luxe, ostentation de la richesse, de là ces variations universelles et précipitées de la mode qui nous font assister à une véritable chasse, les uns s'ingéniant perpétuellement pour se distinguer, les autres mettant tous leurs soins à imiter les premiers afin qu'on les confonde avec eux. De là aussi la recherche du prestige individuel sous les formes les plus élevées des talents, des connaissances, de la noblesse des sentiments, de la distinction morale.

Le moment où les aristocraties se piquent d'art, de science, de littérature, c'est celui où beaucoup de leurs membres n'y sont installés que de fraîche date. Ce peut être aussi celui qui voit

rivaliser deux groupes aristocratiques, l'un plus ancien, l'autre nouveau venu. Pour s'imposer dans les rangs aristocratiques, les perfections individuelles sont les moyens favoris sinon des parvenus, du moins des fils et des filles des parvenus. Les femmes de l'aristocratie qui de tout temps ont brillé le plus par l'éclat des talents ont rarement été de vieille noblesse. Les grands mécènes ont souvent senti la roture, les tyrans ont toujours favorisé les arts et les sciences plus que les rejetons des vieilles dynasties. Rien ne vaut, pour tenir en haleine et entraîner au mérite un homme riche ou haut placé, comme un peu d'inquiétude au sujet de la considération qu'on lui dispense.

En produisant un mouvement très généralisé de bas en haut, en introduisant la continuité dans l'échelle des niveaux sociaux, l'augmentation de la population a donc des répercussions aussi lointaines qu'il est possible de les imaginer. Elle tend à laisser à chaque individu le soin de marquer son rang, elle laisse à chacun l'espoir de s'élever encore dans la considération d'autrui, elle provoque ainsi un nombre immense de démarches, elle donne à la vie sociale une tension particulière, et elle concourt à mettre au premier rang des valeurs tout ce qui est susceptible de donner du lustre à l'individu.

Quelle est, au contraire, la conséquence d'un état de stagnation ou de décroissance sur la forme de la société ?

La montée vers les niveaux supérieurs, sera ou nulle ou ralentie.

Elle est plus difficile, car les occasions manquent, les places ne deviennent pas plus nombreuses, elles sont occupées; la valeur des choses, terrains, immeubles, s'accroît peu, et il ne surgit guère de ces besoins nouveaux qui sont l'occasion d'un surcroît d'établissements commerciaux ou industriels; les anciens suffisent sans même s'agrandir.

Non seulement les circonstances sont moins favorables à la montée sociale, mais les dispositions des esprits y portent moins, comme l'ont montré nos analyses sur le choix des professions dans les familles peu nombreuses.

De même la vie administrative donne moins d'occasion de

s'élever par les grades, la stagnation des administrations y fait l'avancement lent et limité.

Nous avons remarqué que c'est régulièrement le progrès des classes populaires qui est la cause de l'augmentation de l'ensemble de la nation. Lors donc que cette augmentation ne se produit pas, cela tient à la stagnation relative des couches inférieures de la population. On n'y trouvera point ces réserves d'activité qui suffisent à tout dans les sociétés progressantes et qui sont le point de départ de cette ascension générale et continue que nous avons décrite.

L'esprit public s'en ressent de la manière la plus marquée; tandis que dans les sociétés en progrès, l'effort de tous est de de monter et que cet effort est très souvent couronné de succès, dans les sociétés non progressantes, la préoccupation capitale est de ne pas déchoir, de conserver son rang et ses prérogatives.

Les classes élevées, moins assiégées par les parvenus, ne se perpétuent que par descendance directe. Elles demeurent ainsi des classes fermées, où l'on n'entre que par droit de naissance. Les fortunes se transmettent héréditairement sans s'accroître par des ressources nouvelles. Elles sont comme des atomes dispersés, et le grand art est la chimie matrimoniale qui amène la combinaison de ces atomes. Par là, les classes riches vont se subtilisant; les fortunes tendent à se concentrer dans les mêmes mains, à diminuer en nombre, et le caractère tranché de la caste s'accuse d'autant.

Le même souci de durer dans son état et dans son rang inspire la conduite à l'égard des fonctions et des emplois. Les mêmes familles persévèrent dans les mêmes professions et dans les mêmes charges, sans être trop dérangées par les gens venus de plus bas. Comme pour la richesse, les places et les emplois tendent ainsi à caractériser un groupe, à l'isoler du reste de la société.

Il arrive à trop peu de gens de s'introduire dans une classe supérieure à leur classe d'origine pour que ces succès deviennent l'objet des ambitions de tous. Chacun borne ses désirs à s'affirmer dans son rang et à assurer pour l'avenir les biens présents, quelque médiocres qu'ils soient.

Ainsi, tandis que dans la société croissante, tout le monde s'achemine peu ou prou le long du chemin montant de l'avancement social, ici au contraire chacun en vient à considérer un état moyen, un niveau qu'il a atteint et où il veut se maintenir. Il y aura des classes tranchées, reconnaissables par certains caractères communs à ses membres.

Le soin de marquer son rang, existera dans les sociétés arrêtées tout autant que dans les autres, mais les moyens ne seront pas les mêmes.

Si la richesse est la grande condition de durée des classes privilégiées, on ne s'en rend plus si bien compte, parce qu'elle varie moins. L'hérédité paraît être la condition première, parce qu'elle est la cause par excellence et de la fortune et du rang. Les gens qui se sont faits eux-mêmes sont une exception. On incline donc à considérer les avantages du rang comme une qualité inhérente à la personne, comme un caractère de famille bien plus que comme une acquisition due au mérite ou à la chance. On prisera ce qui accuse les caractères de la caste plus que ce qui révèle les dons personnels. Personne ne possède autant le « je ne sais quoi » qui marque la race que les derniers rejetons des grandes familles en décadence.

Le luxe ne sera pas au même point que dans les sociétés croissantes le moyen d'ostentation par excellence. D'abord parce que la qualité sociale est davantage conçue comme indépendante de la richesse; mais il y d'autres raisons encore. La richesse s'accroît moins, et le grand souci est de la conserver; le moyen qui s'imposera le plus irrésistiblement aux esprits, c'est l'économie.

La noblesse et la bourgeoisie qui vivent dans les provinces tranquilles, dans les petites villes dont la population est stationnaire depuis plusieurs générations, ont peu d'éclat extérieur. Habitants et habitations sacrifient peu à l'apparence; le voyageur qui ne fait que passer est enclin à méconnaître l'importance des notables, à croire que leur vie est identique à celle des gens de peu au milieu desquels ils les distinguent à peine. Elle en diffère cependant assez profondément, mais par des traits de mœurs, de tenue et d'habitude. Ce qui doit marquer la qualité

sociale, c'est un effort constant sur soi-même, l'abstention de certaines formes de laisser-aller, un certain rigorisme dans les mœurs et un tel souci de tenir à distance les gens de moindre condition qu'il va souvent chez certaines familles jusqu'à un isolement absolu. La sévérité de mœurs des femmes et des jeunes filles, leur isolement, leur réclusion même, doit servir à marquer le rang de leur famille. Il y a là une certaine fierté qui devient souvent d'autant plus âpre que la fortune et même l'aisance périclitent davantage. Être de bonne famille, être bien élevé, et le démontrer par la rigueur et la minutie dans les mœurs, demeure longtemps le souci d'une aristocratie appauvrie, et il arrive que ce seul souci la sépare, pendant plusieurs générations, d'une classe populaire souvent plus aisée qu'elle.

Notre recherche des conséquences sociales d'une population stationnaire nous conduit à décrire des mœurs connues pour être celles de la « province » et des petites villes. On ne s'en étonnera pas si l'on remarque que c'est dans les petites villes anciennes que nous pouvons le mieux observer des cas de population stationnaire. Quantité de petites villes déjà murées au moyen âge ont actuellement la même population qu'il y a des siècles, et subsistent souvent toutes voisines de localités récemment devenues grandes. C'est là que, malgré l'influence qu'exercent les mouvements démographiques du dehors, nous pouvons nous faire une idée de ce que sont des classes sociales qui durent et vivent longtemps l'une près de l'autre sans se développer sensiblement.

En dehors de l'Europe, les mœurs de l'Orient musulman, de la Chine, de la Corée et du Japon ancien, paraissent liées aussi à une longue stagnation ou à une diminution de la population, et en particulier des classes riches et nobles.

On peut conclure que l'absence d'augmentation de la population a pour conséquence une fragmentation de la société en groupes ou castes d'égaux, en classes héréditaires superposées et qui tendent à être étanches les unes par rapport aux autres.

Déterminer le nombre et la nature de ces classes, c'est ce qu'on ne peut faire que pour des sociétés particulières, et en tenant compte de circonstances variées. C'est aux historiens que

ce travail incombe, mais ce que le sociologue peut déjà remarquer en s'inspirant des données de l'histoire sociale, c'est que ces classes que la population stationnaire ou décroissante tend à accuser, elle n'en assure pas, par là même, la durée. Il ne suffit pas de constater la tendance à la fragmentation d'une société en classes, il faut encore suivre l'évolution de ces classes, et leurs rapports.

Les classes qui se ferment en s'isolant, sont par là même menacées d'extinction, car elles sont privées d'un moyen de se renouveler. Comme c'est aux classes supérieures qu'il importe qu'on les distingue, c'est d'abord chez celles-là que la tendance à la disparition peut être constatée. L'histoire montre en effet que dans les sociétés au développement arrêté, la classe aristocratique diminue souvent beaucoup plus rapidement que les classes populaires. Le cas des « homoioi » spartiates est l'exemple classique. Les classes supérieures diminuent soit par réduction excessive de la natalité en vue de la concentration des fortunes, soit par un appauvrissement qui force une partie de leurs membres à changer de vie et de condition.

Mais il peut arriver aussi que ce soit par le bas que l'échelle sociale se raccourcit. Dans une société agricole, par exemple, où il y a de petits propriétaires exploitant eux-mêmes et une classe d'ouvriers ou de salariés, ceux-ci peuvent fort bien devenir de plus en plus rares et disparaître, soit qu'ils émigrent, soit qu'ils s'incorporent à la classe possédante ou qu'ils arrivent aux fonctions publiques. La France tout entière, présente à un degré restreint, il est vrai, ce phénomène.[1]) Non seulement ce pays de petits capitalistes a la prérogative de s'appuyer sur l'industrie étrangère comme une classe bourgeoise profite d'une classe de salariés, mais de plus l'ouvrier français lui-même, comparé aux ouvriers italiens, espagnols, belges, allemands ou polonais, fait un peu figure de petit bourgeois. Que l'esprit frondeur et révolutionnaire du « prolétaire » français ne nous donne pas le change. Ce n'est pas, à notre avis, un paradoxe de soutenir que cet esprit même, dès qu'il anime la classe qui passe pour la plus

1) Se rappeler la remarque de p. 147, n. 1 (1927).

modeste d'un pays, prouve qu'elle est plus voisine de la petite bourgeoisie que du type normal de la dernière classe sosiale, et que par conséquent il y a une place au dessous d'elle, qui peut bien être en passe de figurer comme une place vide, mais qui influe cependant comme un souvenir ou comme un possible. L'esprit révolutionnaire est une forme de l'esprit bourgeois. Lorsqu'une classe est la plus infime possible, elle est humble d'esprit, trop peu développée pour rêver avec constance d'un état général meilleur, trop dénuée pour n'être pas heureuse du plus petit bénéfice, trop déshéritée pour pratiquer la solidarité et pour avoir à sa manière un orgueil de classe. Aucun socialisme ne saurait être la politique de la dernière classe, pour la raison que cette classe ne saurait avoir une politique. Chacun de ceux qui en sont ne peut que saisir sans délibération les avantages immédiats qui s'offrent, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent.

Enfin la variété des conditions sociales peut diminuer, non par la disparition des classes extrêmes, mais par celle des classes intermédiaires. En général il est toujours très difficile pour une classe moyenne de durer longtemps dès qu'elle n'est plus alimentée par des nouveaux venus partis des classes inférieures, car, outre le danger d'extinction naturelle, elle est menacée de perdre son contingent par en haut et par en bas. Prospères, les familles bourgeoises arrivent tôt ou tard au rang le plus élevé; éprouvent-elles des revers importants et prolongés, elles se perdent dans les rangs modestes. Les degrés intermédiaires sur l'échelle sociale sont toujours des étapes plus ou moins provisoires; l'ambition pousse à en sortir et le mauvais sort menace d'en faire tomber.

En résumé, le retentissement de la stagnation ou de la diminution sur les statuts sociaux nous est apparu sous trois aspects principaux : Des classes tendent à s'accuser et à s'isoler, le genre de vie au contraire, au moins sous ses aspects matériels, bien loin de gagner en diversité, tend à devenir semblable pour tous, l'inégalité de fortune et de puissance réelle va diminuant; en troisième lieu, les classes qui tendent à s'accentuer, sont en même temps menacées de s'éteindre, les unes plus que les autres, suivant les circonstances.

Ainsi, la société stationnaire, en même temps qu'elle se fragmente, se contracte; une égalité de fait rapproche ceux que l'inégalité de droit sépare. Au bout de cette évolution dans le sens de la simplicité, on peut apercevoir un des systèmes sociaux les plus généraux, le dualisme, la combinaison chacun à chacun de ceux qui possèdent et qui sont libres, et de ceux qui sont pauvres et dépendants.

Et au plus bas degré de la simplification sociale, on a des tribus où ceux qui possèdent, possèdent si peu que plus rien n'accuse la transmission héréditaire, où ceux qui dominent et commandent ne le font plus que par des prérogatives qu'ils s'arrogent, et aussi longtemps seulement que la faiblesse des autres les leur laisse. La simplification sociale due à la dépopulation n'est rien d'autre qu'un acheminement de tous vers une commune faiblesse et un commun dénûment.

DEUXIÈME ANALYSE. — *Les conditions démographiques et l'argent.*

Dans les sociétés qui augmentent, le rôle de l'argent croît en importance et en variété, sa circulation est plus rapide, elle se fait par des canaux plus menus et plus nombreux, et sa quantité par suite, tend à s'accroître. Lorsque la population est, quant au nombre, à l'état d'équilibre ou en voie de diminution, l'argent tend à s'éliminer des transactions, à se faire moins liquide et plus rare. Les conséquences de ces deux phénomènes seront les mêmes qui ont été relevées dans la précédente analyse.

On se rappelle la distinction proposée entre rapports sociaux commerciaux ou réels, et rapports sociaux personnels ou administratifs. Les premiers sont les transactions où un échange direct d'objets a effectivement lieu, où l'avantage fourni par l'une des parties est évalué, et compensé suffisamment par l'avantage fourni par l'autre. Le type en est l'achat d'un objet par le moyen d'une quantité déterminée de monnaie. Dans les rapports administratifs, les services ou les livraisons d'objets ne sont pas évalués un à un, et ce sont des personnes déterminées que le rapport social unit, par contrat, coutume indiscutée, convention volontaire ou par un état de choses imposé de force.

La multiplication des rapports commerciaux est une des conséquences de l'accroissement de la population. Supposons une société stable, bien organisée, où chacun a sa place et son rôle exactement fixés. Un tel organisme se suffit à lui-même; rien d'essentiel ne lui manque. Que des gens venus d'ailleurs s'efforcent de s'incorporer à cette société, ou du moins d'en tirer du profit, comment réussiront-ils ? En offrant des services supplémentaires, des avantages imprévus, des agréments superflus. Ainsi des colporteurs et des petits marchands offrent aux villageois les colifichets nouveaux de la ville.

De tels services, surcroît dont on se passerait à la rigueur, et dont on ne profite qu'à cause de l'occasion, ne deviennent pas aisément l'objet d'une fonction régulière ou l'occasion d'un établissement définitif. On les évalue à leur prix, et on les paie sur le champ. Ils sont par excellence des actes commerciaux. Les actes proprement commerciaux caractériseront donc les rapports entre les membres d'un groupe et des individus qui n'y sont pas encore entièrement agrégés, ou qui ne le seront jamais.

Les gens qui établissent entre eux des rapports strictement commerciaux montrent par là qu'ils ne sont pas membres d'un groupe social aux liens très étroits et permanents. Tout commerce est toujours « extérieur », et dès que des rapports intimes et durables s'établissent, l'échange par exacte compensation de valeurs s'élimine. Entre les membres d'une famille vivant sous le même toit, on n'achète ni ne vend; à l'intérieur d'une administration, l'argent ne circule pas.

Le négoce d'occasion, forme la plus stricte du commerce, est avant tout le fait des étrangers, des voyageurs qui passent, mais aussi des immigrés, de ceux qui insèrent tant bien que mal leur existence dans une société qui ne les a pas produits. Entre leurs mains est particulièrement le petit commerce, l'infime négoce du colporteur, du vendeur de colifichets, du brocanteur, du marchand de fruits ou de fleurs dont la saison dure quelques jours. Or c'est le petit commerce qui présente le rapport commercial à l'état pur; les grandes affaires, par la régularité des opérations, par l'organisation du crédit, par la stabilité et la hiérarchie du personnel sont déjà une combinaison d'activité

commerciale et d'activité administrative. Le grand négoce procède beaucoup moins exclusivement par ces rapides opérations, discontinues et complètes, qui comportent l'échange strict de la chose et de son prix, et rien de plus sinon quelquefois la possibilité de recommencer.

Les immigrés, dans tous les pays, ont la spécialité de certains négoces. Les Juifs sont demeurés une classe distincte parce que, étrangers à l'origine dans notre Occident, ils ne se sont adonnés qu'au commerce, et que les nécessités et les avantages du commerce les ont tenus à l'écart des sociétés avec lesquelles ils traitaient.

On dira que les immigrés modernes sont avant tout des ouvriers qui louent leur travail. Mais justement l'emploi de la main-d'œuvre étrangère est le type le plus parfait du salariat moderne, c'est à dire de l'adaptation de la forme commerciale aux rapports sociaux industriels. Quand l'ouvrier est natif du pays, le patron se trouve bon gré mal gré, engagé à son égard dans nombre de rapports sociaux supplémentaires : l'ouvrier a une famille, une habitation, des amis, des protecteurs; il est d'un parti politique et d'un syndicat; son avenir est sur place. Un patron ne saurait avoir avec un tel ouvrier le rapport strictement commercial qu'il aura avec un travailleur étranger qui loue ses bras pour quelques jours et qu'ensuite on ne reverra plus.

Les rapports sociaux commerciaux et l'emploi de la monnaie caractérisent donc les relations entre individus qui ne sont pas engagés l'un envers l'autre par les liens d'une association étroite et permanente. Du moins ils sont les seuls rapports possibles entre étrangers qui, l'affaire faite, peuvent n'avoir plus rien de commun; une opération commerciale est un tout qui se suffit à lui-même.

Mais le raisonnement que nous faisions plus haut au sujet du rapport des étrangers avec une société complète sans eux, vaut aussi pour ces nouveaux venus qui constituent le surplus d'une natalité exubérante. Une société, à chaque instant de son existence, a pourvu *grosso modo* à ses besoins les plus impérieux: les places sont occupées, les ressources proportionnées à la consommation, les travaux en cours réglés selon des fins inspirées

par l'expérience du passé. En face de tout cela les nouvelles générations se présentent plus nombreuses, chaque année apporte un contingent de jeunes appétits et de forces fraîches.

Il faut bien que parmi ces jeunes gens, il y en ait qui ne succèdent pas simplement à des devanciers. Leurs initiatives, leurs offres iront vers les espèces de services que l'âge antérieur n'a pas prévus, qui ne sont pas encore représentés par des fonctions régulières; les avantages qu'ils présenteront seront donc évalués un à un, c'est à dire payés directement. Autrement dit, les nouveautés en matière de rapports sociaux, apparaîtront sous la forme du commerce, et non de l'activité réglementée ou administrative. D'ailleurs l'augmentation de volume de la société entraîne des changements nombreux, elle fait craquer par endroits les cadres de l'organisation ancienne, elle entraîne de l'irrégularité, des nécessités immédiates imprévues. On y pourvoira par tous les moyens disponibles, et encore une fois, dès qu'une affaire est en dehors du train régulier des choses, force est de doser immédiatement les avantages offerts et les compensations demandées, force est de faire des achats et des ventes. L'affaire exceptionnelle une fois faite, ceux qui l'ont conclue se retrouvent indépendants, libres au surplus de s'engager dans des liens personnels, en vue d'affaires à venir qu'ils sont à même de prévoir.

Enfin parmi les conséquences qu'un accroissement de population entraîne, la plus grave est le danger d'insuffisance des anciennes ressources. Quand elle ne se suffit plus à elle-même, une collectivité doit s'adresser à l'extérieur, et le plus souvent ce sera seulement par des relations commerciales qu'elle en pourra tirer les ressources désirées.

De quelque côté que l'on considère le phénomène, la même conclusion s'impose : dans une société qui s'accroît, les rapports commerciaux s'instituent sans cesse, se substituent à des pratiques régulières mais surannées, se multiplient sous toutes les formes. L'achat, la vente, l'échange d'avantages immédiatement évalués et donnés comme s'équivalant, sont la forme pratique par excellence par laquelle les particuliers débutent dans l'art de tirer parti les uns des autres.

L'instrument des rapports commerciaux, la condition de leur institution généralisée, c'est l'argent. Si les rapports commerciaux augmentent en nombre et en importance dans les sociétés croissantes, il faudra donc que l'argent augmente en quantité, ou que du moins il prenne des formes qui permettent d'en user davantage.

L'histoire économique vérifie ces déductions; lorsque les besoins de monnaie ont augmenté, sa quantité a augmenté aussi. Les pays très actifs attirent à eux la monnaie étrangère; les besoins de monnaie tendant à augmenter la valeur des métaux précieux, l'exploitation des mines se fait plus rémunératrice, et par suite plus intensive. En même temps les nécessités économiques entraînent des perfectionnements techniques qui rendent plus facile la circulation des valeurs monétaires, et généralisent notamment l'emploi des valeurs non métalliques.

On dira que ce dernier phénomène a pour effet d'éviter la multiplication de la monnaie, qu'en général l'organisation du crédit vient, dans les sociétés avancées, rendre inutile cet accroissement indéfini du numéraire dont nous parlons. Mais s'il en est ainsi, c'est parce que le crédit est déjà une forme d'organisation sociale qui dépasse le rapport commercial à l'état pur. Il est un acheminement vers l'organisation des rapports sociaux du type administratif, qui lient directement des personnes à d'autres personnes dont la conduite est prévisible parce qu'elle est soumise à des règles connues. Le crédit ne peut s'établir et fonctionner sans qu'il y ait dans la société un minimum de régularité, sans que les gens auxquels on fait crédit soient engagés dans des liens personnels qui sont la raison de la sécurité qu'ils inspirent. Le crédit indique que celui qui l'accorde et celui qui en profite sont déjà tous deux des membres d'une société, et qu'un acte d'échange isolé n'est plus le seul rapport qu'ils ont entre eux. D'ailleurs, au moment où il s'installe, le crédit n'est possible que dans la mesure où du numéraire existe en quantité suffisante pour que le règlement des comptes demeure toujours réalisable dans un délai et à des conditions déterminées.

Si le crédit dépasse cette mesure, s'il augmente hors de toute

proportion avec la quantité de numéraire, ou bien il est du crédit mal fondé qui doit s'effondrer, ou bien il change de nom, et la créance devient un pouvoir personnel d'un individu sur un autre. Le crédit n'est donc pas un phénomène primitif; il ne s'institue qu'alors que les affaires sont couramment traitées par l'emploi de l'argent comptant.

Ce sont avant tout et surtout de très petites affaires, du menu commerce, de modestes débuts, qui résultent d'abord de l'augmentation de la population. Ils requièrent l'usage courant de la monnaie par petites quantités. Les grandes transactions, les grosses entreprises, les puissants établissements ne sont qu'une conséquence de la multiplicité des petites affaires qui les conditionnent toujours. Il faut se garder d'attacher une importance trop exclusive, en matière économique comme en toute autre, aux faits et aux choses très apparents, aux seuls phénomènes que la statistique atteint, et que l'on peut mesurer. C'est se condamner à ne jamais comprendre les faits économiques comme les faits sociaux en général, que de négliger les plus infimes, tels que les menus faits commerciaux et monétaires qui se dérobent aux évaluations méthodiques, mais qui, par leur multiplicité même, passent en importance sociale tous les autres.

Ce qui frappe communément dans les sociétés en voie d'expansion c'est l'apparition des grandes affaires, des grandes opérations financières et des grands établissements, mais il s'en faut que c'en soit le caractère vraiment essentiel. C'est la multiplication rapide et toute spontanée des petites affaires toutes commerciales où l'argent intervient pièce à pièce, qui est le fait économique fondamental, celui dont les autres sont la suite et le reflet.

Si nous considérons maintenant ce qu'il advient de l'argent dans les sociétés arrêtées ou en recul démographique, nous n'aurons qu'à noter les phénomènes inverses de ceux que nous venons de marquer; mais ce second aspect du jeu des mêmes lois sociologiques n'est pas le moins saisissant.

Dans une société qui n'augmente pas, le rôle de l'argent diminue; bien plus, il tend à s'éliminer.

Lorsque nous avons toujours affaire avec les mêmes personnes,

leur vie se mêlant intimement et durablement à la nôtre, lorsque les mêmes services sont échangés sans cesse entre ces personnes et nous, il devient bien inutile d'évaluer à chaque instant l'importance des avantages qu'elles nous procurent, pour leur rendre exactement l'équivalent.

Ainsi l'employé reçoit un traitement global et n'est pas payé après chaque ordre exécuté. Les rapports entre les membres d'une administration ne sont pas commerciaux, les fonctionnaires ne sont payés que par l'État ou la compagnie qui les emploie et non par les chefs dont ils exécutent les ordres. Entre les membres d'une famille les rapports normaux n'ont rien de commercial, il n'y a que des liens personnels, dont résultent directement les services échangés. Ceux-ci n'ont donc plus pour condition de s'équivaloir un à un; dans le cas du traitement des employés la compensation est évaluée en gros; dans les relations de famille, dans celle d'un maître à un esclave, on peut ne plus trouver aucune condition ni même aucune intention de compensation quelconque.

Plus une association est durable et complète, plus les rapports commerciaux en sont absents. *Dès qu'une relation durable s'établit entre des personnes que relient des rapports commerciaux purs, à ceux-ci tendent à se substituer des relations qui rendent inutile l'évaluation de chacun des avantages fournis, et son exacte compensation.* C'est là un des mécanismes fondamentaux de la vie sociale. Toute société quelle qu'elle soit, travaille à substituer un enchaînement organique d'actes bien ordonnés à la répétition d'échanges discontinus, c'est-à-dire à substituer l'administration au commerce pur.

Cela est vrai des sociétés qui croissent comme des autres; nous avons même vu que la vigueur administrative y atteint son plus haut degré. Mais de nouveaux rapports commerciaux y viennent sans cesse remplacer ceux que l'organisation progressive permet d'éliminer; le commerce et l'organisation administrative croissent de concert et se fortifient mutuellement. Au contraire dans les milieux qui durent sans accroissement, la stabilité, la répétition des mêmes relations l'emportent sur les changements, et l'organisation des rapports sociaux par laquelle

s'éliminent les pratiques proprement commerciales, est ce qui prend le dessus.

Dans les sociétés en voie d'accroissement, des rapports sociaux nouveaux viennent s'ajouter à ceux, plus anciens, qui ne font que durer; leur forme première est la forme commerciale. On peut dire que *les rapports commerciaux sont du social à l'état naissant, les rapports personnels sont du social institué.*

A mesure que les rapports personnels, administratifs ou autres, suffisent davantage aux besoins normaux de l'existence, la circulation de l'argent se fait moins rapide. Ce n'est pas qu'il perde de sa valeur, mais cette valeur change de nature. L'argent n'est plus autant un instrument d'échange, qu'une forme de la puissance et une assurance. Il est alors considéré surtout comme ce qui peut servir à des échanges exceptionnels plutôt que courants, notamment à des transactions avec l'étranger. Il tend à s'accumuler dans les mêmes mains et à y demeurer.

Dans ces conditions, on pourrait montrer par l'histoire comme par voie de déduction, que la quantité absolue de l'argent diminue fatalement; mais c'est là un problème technique que nous éviterons, pour retenir seulement que tout se passe comme si elle diminuait, ou que la masse effectivement circulante diminue.

Au reste le phénomène de l'augmentation de l'argent ou sa circulation plus grande et plus rapide ne fait qu'exprimer la multiplication des rapports commerciaux ; le phénomène de la disparition ou de l'immobilisation de l'argent correspond exactement à la diminution des rapports commerciaux, soit que rien ne s'y substitue, soit que des rapports personnels ou administratifs les aient remplacés.

Les conséquences de ces variations de la quantité et du rôle de l'argent sont profondes. Là où de l'argent circule, se subdivise, passe par toutes les mains, tout le monde peut avoir affaire avec tout le monde, et plusieurs moyens s'offrent à chacun de pourvoir à ses besoins. L'acheteur peut se procurer en plus d'un endroit ce qu'il recherche, et le marchand a un nombre indéfini de chances d'écouler sa marchandise. L'argent est un facteur d'affranchissement, parce qu'il éparpille les rapports

de dépendance de chaque membre d'une société sur un plus grand nombre des autres. C'est sa multiplication et sa rapide circulation qui paraît bien avoir entraîné la disparition progressive du servage au Moyen âge et dans l'Antiquité. Aux prestations personnelles se sont substitués les paiements en argent, moins assujettissants pour les serfs et plus agréables aux seigneurs.

En même temps que, par sa grande subdivision et sa rapide circulation, l'argent arrive à passer par toutes les mains, il peut s'accumuler et former des pécules qui ont sur l'esprit et la conduite de leurs propriétaires des conséquences décisives. La possession d'une somme d'argent et la possibilité de vendre et d'acheter ont sans doute eu pour effet, dans les temps de servitude, non seulement de rendre la liberté possible, mais désirable. C'est une illusion de croire qu'elle l'est partout et en tout temps. Il est probable que l'argent agissait depuis longtemps et transformait insensiblement les rapports entre serf et seigneur, au moment où l'achat de la liberté par paiement d'une somme d'argent a commencé d'agréer à la fois aux deux parties. Le rachat n'est que l'aspect le plus formel d'un lent travail de désorganisation des rapports de libre à non libre. Un paysan qui a de l'argent devient infailliblement un paysan libre, même si aucun acte d'affranchissement ne vient le proclamer tel.

La disparition du servage ou de l'esclavage n'est qu'une des conséquences sociales de l'abondance et de la liquidité de la monnaie. Comme on l'a vu dans l'analyse précédente, l'argent tend à établir la continuité et l'absence de fixité dans la hiérarchie sociale.

Au reste, de même que l'augmentation de la population peut avoir des conséquences successives fort différentes, commencer, par exemple, par augmenter la misère générale pour ne devenir qu'à la longue la condition d'un mieux-être, de même il est possible que le même rôle de l'argent dans une société croissante ait des effets successifs différents et même opposés. Il peut arriver que son augmentation profite d'abord à la classe privilégiée, et que, bien loin alors de diminuer l'écart entre grands et petits, elle augmente l'autorité, la crée même

ou la consacre. Tout porte à penser que le régime féodal, avec ses classes si caractérisées, a atteint sa forme systématique, non à la suite d'une longue diminution de population, ni par l'effet d'une extrême raréfaction de l'argent, mais au contraire à un moment où la population progressait décidément et où l'argent commençait à abonder. Les grands moyens financiers des nations modernes, en permettant et en encourageant les conquêtes coloniales, ont aussi pour effet d'accentuer l'avance sociale des peuples riches sur les autres.

Seulement, à la longue, l'argent continuant à abonder, à circuler et à pénétrer partout, arrive à profiter aux petits, et l'évolution normale vers l'affranchissement, vers l'apparition de conditions sociales intermédiaires, vers la continuité sur la pente de l'inégalité sociale prend alors le dessus. L'évolution dont est sortie la société féodale du treizième siècle ne s'est pas arrêtée à ce premier résultat. Les mêmes causes continuant leur action, l'Europe est passée peu à peu de la féodalité aux formes modernes de la hiérarchie sociale. Pour comprendre la vraie nature des grands facteurs sociaux, il ne faut jamais s'arrêter à leurs premiers effets, ni croire que pour des effets successifs et différents, une complète diversité de causes soit nécessaire.

Dans les sociétés non croissantes, des rapports de dépendance toujours plus constants et plus directs tendent à s'établir entre les individus. Les relations du même type que le rapport de père à enfant, de chef à subordonné, de maître à esclave, ont plus d'importance que dans les sociétés croissantes où les rapports commerciaux dominent. Le rôle de l'argent est moindre, et par contre-coup sa rareté ou la rareté relative de son emploi tend à exagérer encore les conditions dont cette rareté résulte. L'absence d'argent maintient la subordination directe des classes, car le moyen de s'affranchir fait défaut.

Ce qui assure l'autorité des parents sur les enfants non adultes, c'est que seuls ils détiennent l'argent; force est aux enfants de passer par l'intermédiaire des parents pour traiter avec les étrangers. De même, un esclave, ce n'est pas autant un homme que la force contraint, qu'un homme qui n'a affaire directement qu'avec son maître, n'ayant pas de ressources pour échanger

des avantages avec n'importe qui. Le maître c'est celui qui traite avec l'étranger, tant pour lui que pour ceux qui sont avec lui. Dans une société à esclaves, l'argent ne circule qu'entre les maîtres, les esclaves sont écartés du cercle de commerce, comme les mineurs dans le droit actuel. De même l'esprit des administrations veut que personne n'y manie de l'argent pour son propre compte.

Nous avons vu que dans les sociétés non croissantes, où les arrivants ne font que s'installer dans les places de ceux qui disparaissent, les rapports personnels tendent à se substituer à ceux où l'argent intervient directement. Mais *les rapports personnels ont ceci de caractéristique, qu'ils tendent avec une très grande force à établir la supériorité de l'une des deux parties sur l'autre*. Le plus fort facteur social qui leur soit opposé en cela, c'est l'argent. Dans les sociétés où l'argent est d'un emploi universel, les rapports personnels peuvent toujours être considérés comme ayant un équivalent en numéraire. C'est pourquoi la subordination y connaît des limites. Les rapports personnels sont encore, dans ce cas, empreints d'un caractère commercial. Dans une administration, par exemple, l'obéissance du subordonné a pour équivalent le traitement alloué. Le traitement est la condition d'existence de ce rapport personnel. Au contraire si l'argent n'entre plus pour rien dans les rapports, la subordination de l'une des parties à l'autre peut ne plus connaître de limites. Que le locataire d'une terre cesse de payer son loyer en argent, on conviendra d'un équivalent en nature. Mais les récoltes varient beaucoup, et avec elles peut varier la valeur de la quantité fournie. Il arrivera que la redevance change de nature : on tiendra compte moins de la quantité des produits livrés que de l'effort et du travail correspondants. Comme il y a des travaux divers, c'est le propriétaire qui choisira bientôt l'espèce de prestation. Le passage d'un rapport tout commercial à un rapport d'obligation personnelle, ou d'obéissance indéterminée sera ainsi un fait accompli.

De même qu'elle favorise le rapport de subordination des individus, et par suite la hiérarchie des classes, la rareté de l'argent favorise la cristallisation de celles-ci. Elle rend les biens

et les avantages sociaux de toutes sortes difficilement aliénables. Ils se transmettent donc surtout par hérédité, et demeurent dans les mêmes familles. Les grands services publics sont reconnus par des avantages tels que la tenure de fiefs, lesquels, ressemblant beaucoup à la propriété proprement dite, sont transmis héréditairement, et entraînent la transmission des charges qui y sont attachées.

L'aristocratie arrive ainsi à former une vraie noblesse, à prérogatives formelles et héréditaires, dont les membres sont entre eux plus foncièrement égaux que ne le sont les riches d'une timocratie. La richesse en effet se mesure et s'évalue plus facilement et plus exactement que la puissance ou les prérogatives. La noblesse s'oppose à son contraire, elle est ou n'est pas; la richesse se calcule; la noblesse est une qualité, la fortune est une quantité.

Le rapport de la liberté et de la servitude est, de même, plus qualitatif que celui de la richesse et de la pauvreté. Au reste le prestige historique de la notion de liberté vient en partie de ce qu'elle a souvent été un privilège aristocratique.

Si l'accroissement du rôle de l'argent peut, dans certains cas, favoriser les classes supérieures, il peut arriver aussi que sa diminution leur fasse tort. Lorsque par suite de la diminution monétaire, le maître ou le seigneur se trouve à son tour empêché de traiter avec les étrangers, il peut arriver qu'il perde les moyens de maintenir sa suprématie, et que vivant de plus en plus comme ses clients ou ses vassaux, il arrive à se confondre avec eux. Nous remarquions à la fin de l'analyse précédente que l'ensemble de la population peut se retrouver égale dans une égale pauvreté.

Que l'on se borne à considérer l'influence des variations de la population sur le rôle et la quantité de la monnaie, ou qu'on se place à un point de vue plus général, les conclusions auxquelles on aboutit sont les mêmes. L'accroissement numérique ouvre les classes, diminue la subordination personnelle des individus, crée des degrés sociaux intermédiaires, ou plutôt échelonne toute la population sur une pente continue, où chacun monte ou descend sans cesse, soit par son propre mouvement,

soit par la descente ou la montée des autres; où chacun compte sur lui-même pour marquer sa place, où enfin du plus bas degré au plus haut la distance se fait toujours plus grande, en même temps que les moyens de monter se multiplient.

L'arrêt de l'augmentation cliche les classes, fait disparaître les conditions intermédiaires, diminue le rôle d'ostentation des avantages personnels, subordonne les personnes, tend à créer entre les groupes un fossé qui ramène leur distinction à un dualisme fondamental, le groupe des libres et celui des non-libres, et nonobstant, tend à ramener la population à une homogénéité finale, au même genre de vie, confondant tout le monde dans une égale simplicité.

On éclaire ces conclusions par un certain côté en remarquant que l'accroissement tend à maintenir dans la vie sociale le rôle prépondérant à l'activité commerciale, aux conventions volontaires et limitées sans cesse recommencées, aux rapports éphémères de chacun avec tous. Et cela, sans préjudice des progrès de la vie sociale organique, c'est-à-dire des progrès des rapports sociaux d'ordre administratif. Si ceux-ci progressent, ils le doivent à l'abondance même des rapports commerciaux qui réclament impérieusement plus d'ordre, de régularité, de prévisibilité.

L'absence d'accroissement tarit la source des rapports commerciaux, diminue le rôle de l'argent, laisse ainsi la place prépondérante aux liens personnels stables, liens administratifs, liens de parenté, lien de servitude. En même temps les rapports personnels sont menacés de perdre de leur importance, voire de leur raison d'être, faute de l'impulsion d'une vie sociale intense et variée.

On pourrait montrer par le détail que l'augmentation de la population a les mêmes conséquences sur la *mobilité* des hommes et des choses que sur la circulation de l'argent. Elle provoque les déplacements de toute nature (et pas seulement ceux qui sont liés à l'échange), par l'extension des voies de communication, par le perfectionnement et le plus grand nombre de véhicules, par l'augmentation du nombre de ceux qui s'occupent des transports et des besoins des voyageurs, par une législation

et des mesures plus libérales, enfin par une plus grande inquiétude d'esprit. Généralisant, on montrerait que le développement du rôle de l'argent et le progrès de la mobilité, sont deux aspects d'un même phénomène : l'augmentation du nombre des rapports sociaux dans lesquels chacun est engagé, une grande multiplicité de rapports de chacun à chacun, de chacun à plusieurs ou à tous, se substituant à quelques rapports simples et constants, attachant l'individu à un seul ou à un petit nombre de ses semblables.

V

L'ACTIVITÉ POLITIQUE

On peut prévoir que les conséquences des variations de population sur l'activité politique seront nombreuses et diverses, qu'elles se feront sentir sous tous les aspects delapolitique. Dans ce travail,tout de recherches et de suggestions,nous ne présenterons qu'une analyse, qui portera sur le phénomène des partis politiques et qui touchera, par extension, à l'esprit de parti en général.

Un parti groupe un certain nombre d'individus qui ont des tendances et des intérêts communs, et qui sont pourvus à un degré quelconque de moyens d'agir conformément à ces tendances et à ces intérêts. On a certes découvert une vérité sociologique le jour lointain où l'on a établi une correspondance entre les partis politiques durables et les classes sociales, puisqu'il est évident qu'à l'intérieur d'une société, plus d'intérêts fondamentaux sont communs à ceux d'une même classe qu'à des membres de classes différentes. Il ne faudrait cependant pas exagérer la correspondance entre partis et classes sociales, ce serait se condamner à ne rien comprendre au mécanisme réel du régime politique dans les sociétés à partis. Les intérêts d'une classe sont ordinairement les plus constants parmi ceux que les partis représentent, mais ils ne sont jamais les seuls, et l'on peut aller jusqu'à dire qu'une société ne connaît le régime des partis

politiques que dans la mesure où le groupement des intérêts politiques n'est pas exactement conforme aux intérêts de classe(1). Là où il n'y aurait que des classes et leurs représentants directs, il n'y aurait pas de partis proprement dits, ni de vie proprement politique.

Pour en demeurer convaincu, il suffit de considérer le mode de fonctionnement des partis. Leurs moyens normaux sont la délibération et la propagande. Les élus des partis contraires discutent les uns avec les autres dans les assemblées délibérantes, et les propagandistes essayent de recruter le plus grand nombre possible d'adhérents.

Souvent deux partis obtiennent le pouvoir alternativement, et dès que ce phénomène se produit avec une régularité relative, il ne va pas sans des conventions, tacites ou reconnues, qui s'établissent entre les adversaires. Il y a aussi des partis qui ne peuvent s'emparer du pouvoir qu'en s'alliant contre un ennemi commun. Les partis qui alternent et ceux qui s'allient se font donc des concessions. Le parti qui est au pouvoir en fait toujours plus ou moins à ses adversaires, même s'il espère que ceux-ci ne triompheront jamais.

Si tout parti fait des concessions et s'il compte tant sur la propagande et sur la persuasion, c'est parce qu'il n'est jamais définitivement un groupe cliché et distinct. Il peut bien contenir de tels groupes, mais alors ils sont en lui comme la tête d'une comète à laquelle la fortune ou l'insuccès ménagent une queue tantôt longue, tantôt courte. La vie normale d'un parti est liée à la possibilité de perdre ou de gagner des adhérents, dont il prise à la fois et le nombre et la qualité.

Un parti est un groupement social dont la destinée tout entière est dominée par des accroissements et des diminutions en volume et en puissance, bien plus rapides et plus éphémères que l'accroissement et la diminution des classes auxquelles il peut correspondre. L'arrivée au pouvoir d'un parti n'est jamais le triomphe complet d'une classe.

---

(1) Il s'agit ici des grands partis, qui ont une durée, une histoire, et non de ces groupements qui représentent pendant un temps donné des intérêts locaux, qui sont dus à des schismes éphémères ou à l'action d'une personnalité influente.

S'il en est ainsi, on comprend que les partis n'aient pas la même importance dans toutes les sociétés, et que la vie des partis ait besoin de conditions favorables d'existence.

Pour que la vie politique présente les fluctuations et les alternances de succès des partis politiques, et non l'opposition directe, permanente et irréductible d'intérêts fixés, pour que la propagande, la délibération, les menues concessions soient des moyens non illusoires, il faut qu'il y ait un grand nombre d'individus non éloignés de changer d'opinion ou de parti, ou irrésolus. Il faut que les tendances et les intérêts soient assez enchevêtrés pour que la question de savoir avec qui il convient de tenir, se pose à beaucoup de gens et se renouvelle à chaque occasion d'agir.

Ces conditions ne sont réalisées que lorsque des changements se produisent sans cesse dans la société, qui dérangent l'ordre et le groupement des intérêts anciens, qui apportent aux uns des contrariétés, et qui éveillent chez d'autres des ambitions nouvelles. Il faut que beaucoup d'individus ne soient plus à l'égard des partis ou de leurs dirigeants dans un rapport de dépendance complète, et qu'ils ne subissent plus l'ascendant exclusif des doctrines établies.

La vie des partis est faite d'un nombre infini de délibérations et de résolutions individuelles, et tout l'effort des hommes politiques est de les provoquer ou de les empêcher.

Il faut donc du désordre, de la variété, de l'instabilité, des inquiétudes, des gênes et des espérances; mais il faut encore une autre condition, c'est un certain esprit qui anime les partisans, fait avant tout de confiance dans l'action du parti et dans son idéal ou sa doctrine. Cette confiance se manifeste sous deux formes : le véritable homme de parti croit ou suppose que sa doctrine est, pour tous les points importants de la vie publique, en possession de solutions bonnes ou meilleures que celles de l'adversaire; pour la masse des adhérents, il leur suffit d'estimer que le succès du parti, ou de ceux qui s'en réclament, contribuera à la réalisation de leurs fins propres et aura ainsi pour eux plus d'avantages que d'inconvénients. La vie des partis repose sur la confiance en des hommes et en des idées, sur un

optimisme relatif, par lequel on croit à l'efficacité de l'action politique. Cet optimisme n'est pas un sentiment tout spontané, il ne saurait être général, ou du moins durer longtemps, sans l'expérience de quelques succès partiels qui le font naître ou le font durer.

Ces conditions générales de l'existence et de l'action des partis nous n'avons pas besoin de démontrer longuement que ce sera dans les sociétés croissantes qu'elles se trouveront presque exclusivement réalisées.

La vie sociale y est plus intense et moins uniforme, les changements qui s'y produisent frappent de caducité les ordonnances et les habitudes du passé, et les vieilles doctrines ne peuvent toujours répondre à des questions qui n'étaient pas posées à l'époque de leur constitution. Au lieu d'être groupés dans des classes dont ils n'ont ni la pensée ni la possibilité de sortir, nombre d'individus sont échelonnés sur une pente continue et à des niveaux qu'ils ne mesurent pas trop bien eux-mêmes ; les fils ne sont plus dans la classe de leurs parents, sans savoir, quelquefois, qu'ils en sont sortis. C'est un caractère frappant d'une portion notable, éminente même, de nos contemporains de ne pas se poser nettement la question de savoir quel est exactement leur rang ou leur place dans la société. Les nobles, les capitalistes, les paysans et les prolétaires le font, ou on le fait pour eux, mais les fonctionnaires, les professeurs, les artistes, ceux qui exercent des professions libérales, ne le font guère. Nombre d'entre eux sont parvenus aux rangs bourgeois en venant des classes plus modestes, quelques-uns sont détachés des classes supérieures.. L'influence des classes dont ils sont issus est souvent plus grande chez eux qu'ils ne pensent, mais elle n'est pas seule à agir. C'est dans ces milieux-là, qu'on trouve l'esprit de parti dans toute sa pureté. C'est là qu'on fait de la politique d'idées, et que l'on fait ou consacre les doctrines.

Beaucoup de gens n'ont aucun intérêt immédiat ou du moins aucun intérêt clairement discerné au triomphe de leur parti, ils ne sont solidaires de ce parti que parce qu'ils s'en sont mis. C'est dans les milieux dont nous parlons qu'on les trouve sur-

tout. Et ces milieux, mixtes ou intermédiaires entre des classes tranchées, prospèrent et influent sur l'esprit de la nation, surtout lorsque la population augmente. Ce n'est cependant pas chez ceux qui n'aperçoivent pas la répercussion immédiate des changements politiques sur leurs intérêts propres que l'on trouve la plus grande partie de ce qu'on appelle les masses flottantes; c'est parmi ceux qui changent de condition, de fortune ou de niveau, et dont par suite, changent aussi les intérêts et les points de vue d'appréciation. Or c'est lorsque la population augmente que ces changements se produisent en grand nombre.

La vie normale des partis, quelque acharnement qu'ils mettent à se combattre, comporte d'incessantes concessions mutuelles, conventions entre adversaires et entre alliés du moment. Or, seule une population qui augmente se trouve dans des conditions telles que les partis qui y rivalisent aient beaucoup de menues concessions à se faire. Les intérêts y étant multiples et enchevêtrés, il en est toujours qu'on juge pouvoir sacrifier, il y a toujours des avantages qui peuvent jouer le rôle de compensations. Ce qui caractérise l'esprit des populations croissantes c'est un universel espoir de gain parce que chacun compte sur l'augmentation de tout. Dans les concessions qu'on se fait, on ne dispose pas seulement des avantages présents, mais des futurs. L'avenir est toujours une valeur d'échange qui augmente beaucoup le nombre des choses échangeables, mais il l'est surtout lorsqu'on voit dans l'avenir la multiplication infaillible de tout ce qui est actuel, lorsqu'un optimisme général fait considérer le présent comme une infime partie de ce qui sera.

Cette manière de voir conduit donc à user de modération, à composer, elle fait trouver dans ce qu'on espère, des raisons d'abandonner un peu de ce qu'on a, elle recule la limite au delà de laquelle on considère que céder c'est périr.

Lorsque les partis n'ont plus aucune concession à se faire, et c'en est déjà une grande de se tolérer réciproquement, il n'y a plus de place pour la vie politique basée sur leurs efforts. Il n'y a plus alors d'autre alternative que le recours à la force, ce qui est la négation de la vie des partis, ou l'inaction qui entraîne leur inévitable disparition. Cet état extrême est celui vers

lequel tendent les partis dans les sociétés qui n'augmentent pas ou diminuent.

Ici la permanence des groupements est la règle : chacun demeure dans la classe où le sort l'a fait naître; les groupes sont mieux caractérisés, et plus profondément séparés. Les jeunes ne font que continuer les vieux et voient le monde du même point de vue. Les intérêts sont groupés en des faisceaux définitivement liés, et les opinions sont clichées.

Si donc il y a encore lieu d'appeler partis les groupements politiques qui s'y produisent, et qui sont ordinairement une survivance du passé, il y a toute chance pour que l'activité caractéristique des partis soit moins intense, précisément parce que ces partis coïncident trop exactement avec des classes ou des groupes sociaux aux intérêts primordiaux bien tranchés. Pas de masse flottante à entraîner, de « déracinés » à convaincre, de parvenus à retenir, pas d'intérêts disséminés à combiner sur nouveaux frais.

Lorsque les gens sont séparés par des intérêts trop profondément marqués et trop clairement aperçus, le rôle de la persuasion, des débats et des arguments devient illusoire, et les concessions consenties sont dérisoires. Si l'on discute, c'est par dissimulation, pour atténuer la brutalité d'une opposition irréductible. Il n'y a au fond qu'inertie et défensive, et plus souvent une usure lente des antagonismes qu'un succès marqué de l'un des adversaires.

Ce qu'il y a d'essentiel dans la vie des partis, c'est un effort permanent de conciliation et de combinaison des intérêts opposés ou incohérents. C'est au cours de ce grand travail, que la politique engendre et entretient cette force qu'on appelle l'autorité, qui à son tour donne le branle aux rouages de l'État. Les programmes, les doctrines, les organismes politiques, sont les instruments de ce travail, et les hommes aux mains desquels on voit les résultats prendre leur forme définitive, ceux qui font et appliquent les lois, ce sont ceux qui par leurs opinions modérées et leurs démarches opportunistes, se placent entre les tenants des thèses extrêmes et radicales. Les partis éparpillent les luttes sociales sur tous les instants de la vie des nations, et

instituent une paix relative faite de menues victoires et de défaites atténuées. Ils empêchent des orages de se former pendant des périodes d'un calme trompeur.

Nous venons de dire que si des groupements politiques se produisent ou demeurent dans les sociétés non croissantes, leur activité est moindre, et on y retrouve moins les formes caractéristiques de la vie des partis, la propagande, la discussion sincère, les négociations en vue d'ententes relatives. Les groupements politiques, quand ils existent, sont moins parfaitement des partis, soit parce qu'ils coïncident trop bien avec des classes ou des groupes sociaux à limites tranchées et permanentes, soit, comme c'est souvent le cas pour des partis vieillis dont les étiquettes servent à des coteries, parce qu'ils n'y correspondent plus du tout.

En fait, dans ces sociétés, les relations entre les classes tendent à être tout autres que dans les sociétés en progrès. Dans celles-ci, les gens de même espèce sont mis en rapport par le groupement politique qui représente leurs intérêts; les rapports de classes sont des rapports politiques, par l'intermédiaire des partis.

Dans les sociétés arrêtées, les seuls rapports qui tendent à s'établir et à durer sont ceux de quelques membres d'une classe avec quelques membres d'une autre, comme le rapport des esclaves à leur maître, des serfs à leur seigneur, des clients à leur patron. Pourquoi les égaux s'organiseraient-ils en vastes partis? Il leur manque les longs espoirs. Les supérieurs n'imaginent pas ce qu'ils pourraient rechercher en commun; ils se suffisent, ou même ils rivalisent entre eux. Les inférieurs auraient trop à demander et trop peu à attendre. On ne conçoit pas un syndicat de vrais esclaves.

Il manque aussi l'initiative et l'esprit d'organisation. Chacun agit sous l'impulsion immédiate des intérêts dont il prend conscience ou des besoins directement ressentis. Or, nous pouvons retirer plus d'avantages immédiats de nos relations avec nos supérieurs ou nos inférieurs dont la vie confine à la nôtre, que de nos relations avec nos égaux dont l'effort est parallèle au nôtre, mais lointain. Les partis, ce sont déjà des organisations du type

administratif, avec une hiérarchie, des liens personnels, des sacrifices consentis, de la discipline, de l'honnêteté, du contrôle. Tout cela se développe dans les sociétés en progrès et s'atrophie dans les autres. Quand on est activement d'un parti, fût-ce d'un parti de classe, c'est qu'on n'est plus exclusivement l'homme d'une classe. Les exigeances de l'action politique conduisent les puissants aux concessions, aux ménagements, et la force du parti est pour les faibles une protection et un affranchissement. Que l'on compare les manières d'être d'un patron qui fait de la politique, à celles d'un patron qui n'en fait pas, et les façons d'un ouvrier affilié à un syndicat, presque toujours politique, à un non syndiqué. Un gentilhomme en tournée électorale réalise difficilement le modèle parfait de sa caste. La vitalité des partis, leur grandeur, leur puissance n'est qu'un des aspects des caractères propres à la vie des sociétés en voie de développement. Ils sont un des nombreux faits, une des nombreuses institutions qui, en rendant plus précaires les privilèges des uns, moins désespérées les disgrâces des autres, contribuent à échelonner les individus sur une pente continue au lieu de les cantonner sur les paliers définitifs des classes rigoureusement circonscrites.

VI

LA MORALE

La densité croissante entraîne des relations plus étroites et plus fréquentes entre les groupes et entre les personnes. Il s'établit plus de rapports sociaux, et si la morale est l'ensemble des règles les plus générales des rapports sociaux, il faut que l'activité qui institue et maintient ces règles s'en trouve accrue. Les discussions relatives à l'institution et à la modification des règles morales sont un aspect caractéristique de l'activité des sociétés croissantes, parce qu'elles sont inspirées par des besoins.

En mettant en rapport les groupes, en faisant sortir les individus des classes fermées, l'accroissement numérique tend à

transformer les groupes isolés en une grande société au tissu assez lâche, mais de laquelle chaque individu relève immédiatement, et non plus par l'intermédiaire de son groupe ou de sa classe. Il y aura donc conflit entre ces codes moraux qui sont ceux des classes ou des groupes d'une part, et de l'autre les règles conçues comme obligeant tout le monde. Une morale tend à s'imposer qui prétend être la morale de tous et la seule morale.

Que par exemple l'administration, la magistrature, le commerce produisent l'avènement d'une aristocratie nouvelle, celle-ci s'empressera sans doute d'adopter une partie des mœurs et coutumes de l'ancienne noblesse d'origine militaire, mais il y aura toujours des règles et des coutumes auxquelles les nouveaux arrivés répugneront, comme trop contraires à leurs habitudes et à leurs professions : telles sont les règles de l'honneur militaire basées sur le recours aux armes. Celles-ci on les condamnera comme des *préjugés*, comme des *conventions arbitraires*, comme contraires au sens commun, à la raison, à la vraie morale, ou à la *morale naturelle* qui s'impose à tous. Ce conflit, justement parce qu'il n'est pas une simple opposition entre le bien et le mal, mais un antagonisme entre deux formes de bien, entre deux opinions d'honnêtes gens, conduit à une révision des principes, à une réflexion générale sur les mœurs, et le moraliste se considèrera comme appelé à édifier la morale de tous, non sur des conventions que quelques-uns veulent et acceptent, mais sur des principes qui s'imposent à tous. Il faudra que les règles de morale se justifient en raison, on cherchera donc quelques principes évidents fondant le bien, comme on cherche ailleurs quelques axiomes fondant la science certaine.

Ainsi le travail par lequel on « rationalise » et l'on systématise la morale est lié au travail par lequel on fait du contenu des morales particulières, c'est à dire des morales de groupes ou de petites sociétés, une morale universelle, applicable à tous les hommes, et cette unification rationnelle est un phénomène lié, par l'intermédiaire de l'accroissement de l'intensité de la vie sociale, à la densité croissante de la population.

Il faut distinguer deux sortes de progrès moraux, moins solidaires qu'on ne croirait : d'une part celui qui résulte de l'effort

de l'individu sur lui-même en vue de son perfectionnement intérieur, de l'autre celui qui est dû à l'action des individus les uns sur les autres, en vue de réaliser dans la société plus d'ordre, de justice ou de bien-être. C'est ce qu'on peut appeler la morale publique, distinguée de la morale de la perfection individuelle.

Il semble que l'accroissement de la population ait un retentissement plus direct et plus fort sur la morale publique que sur la morale de la perfection individuelle, qu'il entraîne la soumission de l'activité politique et des institutions à des règles générales de morale, plus encore qu'il ne dirige l'individu dans les voies de l'innocence ou de la pureté.

Nous savons que dans les sociétés en progrès, l'activité des partis tend à prendre de l'importance. Beaucoup de gens sont unis par des convictions et par des volontés communes et ont l'espoir d'agir par la persuasion sur un nombre notable de leurs contemporains. La vie des partis comporte le contrôle de l'adversaire, et le contrôle porte sur la conformité ou la non conformité des démarches contrôlées à des règles, et notamment aux règles morales. D'autre part la vie des partis comporte la nécessité permanente de la discussion et celle-ci vit d'arguments. Or, les arguments fondés sur l'intérêt, s'ils sont d'une grande force, sont loin de suffire toujours. Plus les intérêts sont directs, tranchés et évidents, plus petit est le nombre de gens qui ont précisément ces intérêts-là. A mesure qu'un parti progresse et réunit un plus grand nombre d'adhérents, les arguments d'intérêts deviennent d'un maniement plus difficile et plus dangereux, car les intérêts communs à tous les membres du parti vont diminuant en nombre et en immédiateté.

Mais à côté de l'argument d'intérêts, il y a l'argument moral. Celui-ci présenté devant un petit groupe, à l'encontre d'intérêts clairement aperçus, pèse peu sans doute, mais à mesure qu'il est adressé à un public plus nombreux et plus varié, son importance et son efficacité vont croissant, par la raison qu'il rencontre de moins en moins l'obstacle des arguments d'intérêts. En effet, les intérêts d'un nombre très grand de personnes arrivent d'eux-mêmes à se neutraliser.

Lorsqu'on n'a pas d'intérêt immédiat engagé dans un différend

dont on prend connaissance, on *juge* avant de prendre parti, et le critère de ce jugement c'est la conformité des deux causes en présence, à la morale générale.

Lorsqu'une guerre éclate entre deux États, l'opinion publique, si elle n'est pas prévenue, se range d'ordinaire du côté de celui des belligérants dont la conduite et les aspirations sont ou paraissent être les plus conformes à la morale. Le fait de juger donne à la règle morale une force croissante, puisque cette règle est ce selon quoi l'on juge, dès que l'on n'est pas fortement sollicité par des intérêts ou des inclinations personnels.

Si la règle morale est fortifiée par le jugement, elle l'est aussi par la plaidoirie puisque le plaideur protestera de sa soumission à cette règle et s'efforcera de démontrer que sa cause y est conforme. Aussi voit-on les pays belligérants s'efforcer de se concilier l'opinion publique des pays neutres par des arguments à peu près exclusivement d'ordre moral.

L'agitation liée au développement et à la rivalité des groupes sociaux, phénomène normal des sociétés croissantes, entraîne des débats moraux et une critique attentive des actes marquants au point de vue de leur valeur morale.

Les philosophes du XVIIIe siècle, souvent si indulgents et même si relâchés à l'égard de la morale privée, ont introduit le souci de la valeur morale dans des domaines où l'on ne s'en avisait guère avant eux. Représentants de la bourgeoisie, et parfois de la démocratie montante, ils ont habitué l'esprit public à user des critères de l'égalité, de la justice, de la liberté, du respect de la personne, à l'occasion de toutes les démarches du pouvoir public, de tous les rapports de l'individu et de l'État.

Tout rapporter à la justice notamment, nous est devenu si familier, qu'il nous semble que ce soit là une tendance spontanée et irréductible de notre nature. Or, ce n'est là qu'une habitude nécessairement répandue dans les sociétés dont le progrès numérique entraîne les conséquences que nous relevons. La complexité de la notion de justice, si simple en apparence, suffit à le prouver. (1)

(1) cf. E. Dupréel. *Sur la nature de quelques notions confuses* ; Bulletin de l'Institut de Sociologie Solvay, n° 22 (Juillet 1912.)

L'appel à la justice est le grand argument de ce qu'on nomme le mouvement démocratique, et qui consiste dans la tendance à soumettre tous les individus, également et sans intermédiaires, à l'unité de la règle sociale. C'est au nom de la justice que l'on revendique tantôt l'abolition des privilèges, tantôt l'action de la force publique en faveur des plus faibles contre les plus forts. C'est dans la justice ainsi conçue comme idéal égalitaire, c'est à dire comme une vertu publique, que se résume aussi l'argumentation féministe.

Ainsi la morale est un instrument social dans les sociétés qui se travaillent et se transforment parce qu'elles grandissent. La morale publique est ou tend à être le minimum d'intérêts qui demeure immuablement commun à tous les individus des sociétés en voie d'agrandissement et de transformation. C'est porquoi, tantôt on l'invoque telle quelle quand on espère se concilier par là l'opinion publique, tantôt on travaille à la perfectionner, quand on redoute de la voir servir l'adversaire dans l'état d'imperfection qu'on lui trouve. Dans le premier cas, on fortifie la règle en s'y soumettant; dans le second, on proclame du moins la nécessité d'une règle.

Quoi qu'on fasse, la morale publique vit et se développe : l'idée de mettre en rapport la vie publique, les institutions, les lois, avec un code moral supérieur, constitué par quelques règles très simples et très claires en apparence, règles de liberté, d'égalité, de justice, de solidarité, s'installe dans les esprits et se fortifie.

Tout autres sont l'aspect et les tendances de la morale au sein des sociétés arrêtées.

D'abord la morale s'y développe moins comme un instrument régulateur de la vie publique, comme l'arsenal des raisons et des arguments absolus; d'autre part elle s'organise moins en un système unifié de principes et de conséquences logiquement enchaînés. Les groupes tendent à s'isoler, ou du moins à se distinguer les uns des autres par l'absence des situations intermédiaires. Au lieu donc que la morale marque la direction de la marche vers le fusionnement universel des groupes, et devienne ainsi la règle des relations publiques, son rôle tend à se confiner

à l'intérieur de chaque groupe, et à devenir la règle des actes qui assurent la conservation du groupe. Les devoirs, au lieu d'être conçus comme obligeant également tout le monde, seront fondés sur la qualité de membre du groupe. L'infraction des règles aura pour sanction l'excommunication, la déchéance, la déconsidération des pairs. La forme parfaite de la morale ainsi conçue est la morale de l'honneur. La vertu est alors le symbole de la classe dont on est; elle est la forme de la conduite de ceux qui sont reconnus membres de cette classe.

Les morales de groupes, cela va sans dire, se développent chaque fois que des groupes se forment, leur existence n'est donc pas un caractère propre des sociétés arrêtées, loin de là, mais elles s'y perdent moins que dans les autres sociétées dans le grand travail d'unification de la morale, et bien plus, elles ont chances de s'établir sur les ruines de la morale universelle. Des devoirs, fondés à leur origine sur des raisons d'ordre public, arrivent à s'y perpétuer comme des pratiques distinguées c'est-à-dire comme des signes du rang qu'on prétend garder.

Considérons, par exemple, les règles de conduite de la bourgeoisie dans une petite ville peu prospère. Comme nous l'avons déjà remarqué, les fortunes ayant peu de chances de s'accroître, le désir de chacun est de se maintenir au niveau de considération atteint par sa famille. Le code des règles et des convenances s'expliquera par ce sentiment, qui expliquera aussi pourquoi il est si méticuleusement observé. La vertu caractéristique dans ces milieux, c'est la vertu des femmes, cette particulière rigidité des mœurs qui va jusqu'à un véritable isolement.

La morale se marque donc moins comme morale publique, c'est à dire comme règle des relations sociales en général, que comme morale privée, c'est à dire comme forme des démarches des individus et des groupes. Elle demande un effort à l'individu sur lui-même plus que l'accord de tous pour observer une même règle. La raison d'être d'une règle morale est alors moins dans ses conséquences naturelles que dans ce qu'elle affiche et symbolise. La retenue et la régularité des mœurs en matière sexuelle, en tant qu'elle intéresse la morale publique, a pour raison d'être l'ordre social dont elle est une condition ;

leur contraire entraîne un effet des désordres et des maux directement ressentis. Dans la morale privée, que les sociétés arrêtées connaissent surtout, ce qui est considéré dans ces mêmes vertus, c'est ce qu'elles symbolisent; leur pratique signifie qu'on se tient à l'écart de la multitude qui est sans retenue dès qu'elle est sans dignité. C'est pourquoi dans la morale privée, la morale sexuelle conduit à un formalisme méticuleux, et c'est pourquoi il arrive aussi que ce formalisme extérieur soit tout ce qui en subsiste. D'une manière générale, *la vertu, dans les sociétés arrêtées, tend à être surtout formelle, conventionnelle et symbolique*; *dans les sociétés en progrès, elle tend à se fondre en un code des règles générales de l'action publique et des rapports sociaux que chacun peut soutenir avec chacun*. Les sociétés croissantes *instituent* des devoirs par la considération de leurs résultats, les sociétés stagnantes *conservent* des vertus comme des formes avantageuses de la conduite. Les premières opposent des systèmes les uns aux autres comme les groupes qui les composent rivalisent, luttent, fusionnent ou se coordonnent; elles connaissent les discussions, les nouveautés audacieuses, les plus provocantes négations. Les secondes présentent un aspect plus tranquille, voire moins inquiétant, parce que la conduite morale n'y est bientôt plus qu'une superposition de conventions formelles et d'habitudes que le temps a rendues compatibles.

Quant à comparer les sociétés croissantes et les sociétés arrêtées, au point de vue du mérite moral, c'est ce qu'on se gardera bien d'entreprendre, car ni l'un ni l'autre de ces deux états ne détermine à lui seul le degré de moralité d'un peuple. Ni la vigueur ni la noblesse des sentiments moraux ne dépendent nécessairement du mouvement de la population. Il demeure seulement permis de se demander lequel des deux états démographiques conditionne le mieux, en somme, l'effort vers le progrès moral en général, la réaction contre la dissolution des mœurs et l'avènement de réformes salutaires. Sur ce point la réponse ne saurait être douteuse. Sans doute le ralentissement même de la vie sociale permet aux sociétés à faible développement de raffiner des mœurs qui ne changent plus et de se reposer sur un ordre et une harmonie qui méritent l'admiration; sans

doute les peuples qui grandissent sont sujets au déchaînement des appétits, à l'incohérence des tendances, à l'ébranlement brutal des traditions, et des vices effrayants peuvent y surgir soudain; mais c'est chez eux cependant que les remèdes se trouvent et que le salut prochain se prépare; c'est à la source des excès imminents que les sociétés progressantes savent instituer et fortifier les règles préservatrices dont elles profiteront encore lorsque la croissance se sera ralentie. La société qui grandit est comme une officine où la vertu à venir s'élabore, tandis que l'autre vit sur un fonds antique de vertus polies par l'usage, comme les naufragés qui s'attachent aux outils conservés dans leur désastre, parce qu'ils savent qu'ils ne les remplaceront jamais. (1)

VII

L'ACTIVITÉ SCIENTIFIQUE

Considérons, dans une nation, l'ensemble de ceux qui conservent la science, la propagent et la font progresser. Il est normal que leur nombre croisse ou décroisse avec le progrès numérique ou le recul de la population, quoique un tel rapport ne soit ni nécessaire ni déterminable, et il serait peu intéressant de développer les déductions de sens commun que cette remarque fait venir d'emblée à l'esprit. Dans une société qui grandit il va sans dire que, les savants devenant plus nombreux, la division du travail scientifique permettra d'aborder l'étude d'un plus grand nombre de problèmes, que la diversité des talents, des efforts et des moyens employés rendra plus probable la solution des difficultés, que la rivalité et la concurrence feront sentir dans le travail scientifique les mêmes effets que dans les

(1) Ce chapitre est trop sommaire et incomplet. L'accroissement numérique retentit aussi favorablement au sein des groupes sociaux particuliers que sur le développement d'une conscience universelle. Il provoque notamment l'apparition de groupes nouveaux; or, ceux-ci ne peuvent naître et durer, en face des anciens, que par une justification morale : d'où initiative de règles nouvelles ou renforcement de règles anciennes (note de 1927).

autres branches de l'activité humaine, que l'augmentation du nombre de ceux qui lisent, apprennent et utilisent les connaissances fera s'accroître les ressources dont disposent les savants, et rendra possible des entreprises scientifiques, grandes publications, explorations, expériences, auxquelles on ne pourrait songer dans des circonstances moins favorables.

Nous savons d'autre part que les sociétés croissantes, où l'ascension sociale est continue, donnent à la science une valeur particulière, et y voient des sources par excellence de ce prestige individuel que ces sociétés recherchent par dessus tout. Etre instruit, érudit, savant, constitue une des formes de noblesse personnelle dont ceux qui ne sont que riches ressentent vivement la privation, et qui arrive à consoler quelques-uns de ceux qui ne le sont pas. Cette valeur sociale de la science a donc pour effet d'augmenter la clientèle des savants, et de plus, en amenant à la science des gens riches, elle crée un type de savant nouveau, qui travaille avec des soucis et des moyens qui lui sont propres et dont les œuvres brillent par des qualités que le savant professionnel est enclin à négliger.

Par toutes ces conséquences, l'activité scientifique n'apparaît modifiée par l'augmentation de la population que de la même manière et dans le même sens que toute autre espèce d'activité sociale : elle tend à croître en volume, en intensité et en variété. Il n'y aurait pas lieu de consacrer un chapitre à l'examen de ces conséquences normales. Mais il importe de montrer que les mouvements de la population ont sur la vie scientifique une conséquence spécifique particulièrement significative : Les phénomènes démographiques ont une influence profonde sur *le rôle de la convention dans la science*.

Au point de vue sociologique, la science consiste dans un effort pour réaliser l'accord des esprits sur certaines propositions. L'invention de ces propositions n'est qu'un premier moment qui ne suffit pas à lui seul à constituer la science.

Tout accord des esprits est basé soit sur l'*évidence* soit sur une *convention*. Dans ce second cas, l'accord des esprits est complètement subordonné à un accord correspondant des volontés, et ce qui détermine celles-ci ce sont des raisons d'avantage ou

de commodité. Ainsi les botanistes ont maintenu l'usage de la nomenclature latine parce qu'ils jugent que son emploi présente une somme d'avantages plus grande que sa suppression. Dans le premier cas on juge que l'accord des esprits résulte d'une commune connaissance de la *vérité*. Il est donc fondé sur une raison qui apparaît comme indépendante des commodités et inclinations des individus, et sur laquelle l'unanimité des volontés ne peut rien. C'est ce qu'on exprimera en disant que la vérité est *supérieure* aux affirmations conventionnelles. Ce qui conduit à cette idée de supériorité, c'est le fait que la vérité nous apparaît comme nous étant *imposée* par l'observation ou l'expérience, et par la force irrésistible de l'évidence logique.

Il y a cependant un cas où l'accord des esprits n'est proprement fondé ni sur la commune reconnaissance de la vérité, ni sur une convention explicite; c'est le cas de l'adoption unanime ou générale d'une erreur.

Mais d'abord la science ne comporte régulièrement l'erreur que si celle-ci n'est pas démasquée; dès qu'elle est reconnue, la proposition fausse en est éliminée. S'il arrive qu'une proposition, connue comme n'étant pas strictement vraie, est conservée, c'est pour des raisons d'opportunité qui ramènent ce cas à celui des conventions explicites. Nous pouvons d'ailleurs assimiler à ce même cas les erreurs qui durent dans la science et ne sont pas arrivées à être reconnues et éliminées. Sans être des conventions explicites, les erreurs durables ont avec les conventions ceci de commun que leur existence n'est pas fondée sur la vérité stricte, et qu'elle l'est au contraire sur des raisons de commodité, d'utilité, d'avantages. Les erreurs qui durent, en effet, même si elles sont fortuites dans leur origine, ne se maintiennent que parce qu'elles sont utiles et avantageuses pour quelques-uns. (1)

En tant que la science peut être ramenée à un système de propositions, en tant qu'elle peut être exposée ou exprimée, elle comporte donc deux sortes de propositions : les proposi-

(1) Une théorie erronée a au moins ce minimum d'utilité d'être une contenance de l'esprit.

tions conventionnelles et les affirmations objectives ou strictement vraies. Ces dernières sont, à elles seules, la science proprement dite, l'objet propre de la recherche, la fin dernière du travail scientifique; les propositions conventionnelles, au contraire ne sont légitimes que comme des moyens d'atteindre la vérité; elles sont tolérées comme des instruments provisoires, dont un progrès ultérieur peut supprimer l'emploi. Tel est du moins sur ce point l'opinion du sens commun, et celle de la plupart des savants eux-mêmes. Quant à ceux qui sont disposés à faire des réserves sur cette distinction, ils se comportent, au moins dans leurs travaux scientifiques et de leur propre aveu, exactement comme s'ils l'admettaient.

Cette distinction posée, nous formulerons la proposition suivante : Lorsque la société au sein de laquelle la science est cultivée croît en volume, l'élément conventionnel de la science est perpétuellement aboli ou retravaillé en vue d'une expression de plus en plus adéquate de la vérité objective.

Les savants n'augmentent pas seulement en nombre, mais aussi en diversité. C'est une conséquence des mouvements internes qui accompagnent la croissance numérique d'une société. Les besoins nouveaux entraînent la création d'institutions nouvelles autour desquelles se forment des foyers scientifiques où les traditions des foyers plus anciens ont peu d'influence. Beaucoup de savants sont des hommes nouveaux, issus des classes modestes de la population; quelques-uns, nous l'avons dit, arrivent riches à la science, tandis que d'autres attendent d'elle la fortune. Les besoins plus variés de la société sollicitent l'activité scientifique dans des voies nouvelles, et créent des spécialités pratiques très peu soucieuses de culture générale, tandis que le rôle de la science comme source de noblesse, provoque au contraire les recherches désintéressées et tendent à donner à celles-ci une valeur d'autant plus éminente que leur utilité pratique est plus sûrement nulle.

Sans entrer dans plus de développements, retenons que les savants des sociétés en progrès seront non seulement plus nombreux mais plus divers. On fera la même observation au sujet des institutions scientifiques de recherche ou d'enseignement.

Il s'en créera de nouvelles, avec des caractères originaux, les anciennes se transformant pour satisfaire à des besoins nouveaux. Que s'ensuivra-t-il ? C'est que les accords et les dispositions purement conventionnelles seront de plus en plus difficiles à établir dans la science. Les savants étant de types sociaux très divers, leurs préoccupations étant très variées, il y aura toujours les plus grandes chances pour que ce dont beaucoup s'accommoderont, rencontre la défaveur de quelques-uns. Ainsi l'usage d'une langue ancienne est menacé de désuétude dès qu'un certain nombre arrive à compter dans la science sans avoir reçu une éducation classique. Les langages techniques, qu'il s'agisse de l'appropriation d'une langue vulgaire comme le latin, ou d'un système de signes tout conventionnels, rencontrent un obstacle ou un frein dans les relations de la science avec un grand public éclairé et dans le rôle que joue la science comme source de supériorité sociale. Les savants « mondains » tiennent à garder le contact avec un public étendu et répugneront à paraître, dans leurs écrits ou dans leur enseignement, trop barbares ou trop inaccessibles. Par eux la science se travaille en vue de demeurer un genre littéraire ; et l'un de ses progrès notables consiste à se rendre plus aisément intelligible au sens commun. L'enseignement en petit comité conduit au contraire à ne chercher que l'intelligibilité purement logique, à faire la science plus concise et moins équivoque à force de technique dans l'expression, et à ne sentir l'élégance que dans les formes les plus éloignées possibles de celles du savoir vulgaire.

Cet exemple ne porte que sur quelques conventions relatives à l'expression scientifique ; il suffit à montrer que la diversité des types de savants et des tendances rend difficile l'accord de tous sur un système unique de convenances. Une convention est contrariée, soit par le simple refus d'y adhérer, soit par le fait d'en préconiser d'autres.

Dans ces conditions, l'accord des esprits dans la science, n'aura de chances d'être réalisé que sur cela seul qui peut faire l'objet des préoccupations de tous ; et c'est uniquement la vérité pure. La difficulté de l'entente sur quoi que ce soit qui n'est

imposé directement ni par l'expérience ni par l'évidence logique, mettra dans un jour d'autant plus éclatant les propositions qu'il n'y a pas moyen de refuser d'admettre.

L'esprit que la concurrence et la diversité des savants introduit et maintient dans la science, c'est proprement *l'esprit de contradiction*, cette tendance qui incline chacun à désirer que ce que les autres formulent ne soit point vrai ou point exact, ou inopportun, et qui nous incite à le croire ; c'est en même temps *l'esprit critique*, à condition qu'on entende par là un souci constant de séparer ce qui est strictement et objectivement vrai, de ce qui est conventionnel ou faux.

Cet esprit tend à porter sur le conventionnel quel qu'il soit la même défaveur que sur l'erreur proprement dite. En effet l'expérience des controverses sans cesse renaissantes, la difficulté de l'entente complète sur des conventions arbitraires, conduit à conclure que l'accord des esprits dans la science n'est possible que sur la seule *vérité*, qualité supérieure qui dépasse le conventionnel ou l'artificiel et force l'adhésion. La dépréciation de tout le conventionnel provient aussi de ce qu'une erreur depuis longtemps installée dans les esprits, joue dans la science exactement le même rôle qu'une convention : elle est un semblant d'explication, elle fait partie du trésor didactique des professeurs ; en un mot, elle tient lieu de la vérité absente, et, reconnaissons-le, rend en partie les mêmes services. (1)

Celui qui veut déraciner une telle erreur se heurte aux mêmes

---

(1) On reconnaîtra, par exemple, que l'histoire romaine telle qu'on l'enseigna jusqu'au dix-neuvième siècle, pour être très fabuleuse et passablement romanesque, n'en avait pas moins une valeur pédagogique et sociale assez égale à celle que peut avoir l'histoire romaine comprise à la façon des historiens contemporains, quoique différente. On peut même avancer que, sur certains points, la substitution de l'histoire vraie à l'histoire légendaire ne va pas sans un réel déficit. A force de traiter scientifiquement l'histoire grecque ou romaine, on finit par en faire des histoires semblables à toutes les autres, sans intérêt propre, dépourvues du moins de la valeur qu'avait un fonds commun de légendes dont la connaissance rapprochait les peuples et les générations. Une jeune vérité ne se substitue pas immédiatement dans tous les emplois à la vieille légende qu'elle remplace. Ce n'est que dans les sciences appliquées que la vérité est toute bonne et l'erreur toute mauvaise, et encore je n'en suis pas sûr.

résistances que celui qui veut éliminer une convention surannée, et il doit employer en partie les mêmes moyens. En toute bonne foi les opposants ne cèdent pas uniquement devant les lumières de la vérité, il faut aussi que l'opportunité d'un changement d'avis commence à se laisser apercevoir.

D'une part donc, l'effort universel dans la science tendra à séparer l'erreur de la vérité, d'autre part à dénoncer tout ce qui est arbitraire, c'est-à-dire le conventionnel et l'erreur, tout ce que l'expérience et la stricte logique n'imposent pas tel quel. Et comme la science ne saurait se passer de conventions, la tendance obstinée consistera à les réduire au minimum, et à empêcher que l'on prenne les conventions, instruments provisoires, pour les vérités, seule fin dernière.

Mais, si tel est l'esprit que l'accroissement du nombre des hommes, par ses conséquences lointaines, introduit et maintient dans la science, il nous sera permis de dire que l'une des conséquences de ce phénomène n'est pas seulement de retravailler sans cesse la science, mais de la *fonder*. La science est, sociologiquement, un système d'activités; comme telle, elle est entée sur la vie sociale tout entière, et c'est sans discontinuité complète que l'on descend de l'activité proprement scientifique à des formes de travail qui ne méritent plus ce nom. Les connaissances non seulement sont cherchées, mais utilisées, et non seulement elles cessent d'être des connaissances pures lorsqu'elles servent à des fins pratiques quelconques, mais déjà à l'intérieur même de la science, elles servent d'instruments, soit pour les recherches nouvelles, soit pour préparer les esprits à l'intelligence d'autres connaissances. Il est impossible dans la science de séparer la connaissance fin et la connaissance moyen, moyen d'expression, de recherche, ou d'explication. La science sert à celui qui la pratique, quelque désintéressé qu'il soit; celle qu'il a acquise lui sert pour celle qu'il cherche; elle lui sert pour l'invention comme pour l'exposition; elle sert au professeur qui vit d'elle sans l'appliquer, au savant qui lui doit son prestige et les joies de ses découvertes, à celui qui l'invoque pour entraîner la conviction d'autrui.

Mais si la science pénètre si intimement toute l'activité con-

sciente de ceux qui approchent d'elle, il faut qu'il y ait dans l'activité du savant bien des démarches qui ne sont pas inspirées par le souci immédiat de la connaissance pure, et mainte influence contribuera à le faire dévier de la voie étroite qui mène au vrai.

Dans l'ensemble des travaux de tous ceux qui touchent à la science, ce qui rectifie sans cesse la direction, met sans cesse le cap sur la vérité et la logique, c'est l'immensité du nombre des petits conflits, la diversité des intérêts prochains, l'incompatibilité des menues convenances, la multiplicité des prestiges individuels.

C'est par le renouvellement ininterrompu des fins proposées et des applications possibles, par la diversité croissante des conditions et des aptitudes qu'aucune utilité, aucune commodité, aucune convenance, aucune autorité, aucun prestige individuel ne peut être assez fort et assez constant pour prévaloir dans l'activité scientifique sur l'évidence expérimentale et l'évidence logique.

L'accroissement numérique des savants et des non savants, a pour effet d'amener dans la science l'influence d'un nombre croissant de facteurs, et de facteurs indéfiniment divers. Elle empêche qu'un accord unanime et durable puisse s'établir sur des propositions fausses ou conventionnelles, parce qu'elle fait constamment surgir des intérêts nouveaux, non solidaires des anciens, qui, attaquant ce qui tend à s'établir par ses points faibles, tend à dénoncer l'erreur ou l'artifice au nom de la vérité et de la logique.

Pour subsister comme stricte recherche de la vérité, la science ne demande point qu'on l'éloigne des choses de la vie pratique ; ce serait sauver sa pureté par l'inanition ; il lui suffit qu'on la sollicite d'un grand nombre de côtés.

Le rapport qui rattache l'esprit critique ou proprement scientifique aux mouvements de la population, on le saisira sans doute encore mieux par la considération de ce qu'il advient dans le cas d'une absence prolongée d'accroissement.

L'ensemble des gens de science tend en ce cas à suffire aux besoins de la société au sein de laquelle ils vivent. A tout le

moins ils augmentent moins vite que dans les sociétés en progrès ; si même il arrive dans une société en recul démographique, que le public savant, comme le personnel administratif, parvienne à ne pas décroître proportionnellement, la vie scientifique du moins ne connaîtra guère l'imprévu et les dérangements qu'introduisent infailliblement les savants de types nouveaux, les institutions savantes sans traditions et les sollicitations pratiques inattendues. La science, comme toute institution sociale, aura le temps d'entrer entièrement dans le rôle qu'on attend d'elle. Les savants nouveaux ne faisant que succéder aux anciens dans les mêmes places et dans les mêmes fonctions, verront les questions du même point de vue; ils auront les mêmes intérêts et les mêmes commodités. Bien plus, l'état général de la société et la condition des savants changeant moins vite, on aura le temps d'apercevoir la conformité de certaines conventions à certains intérêts, et de s'attacher à une théorie pour avoir senti ce qu'elle a d'avantageux.

Des institutions pédagogiques immuables par exemple, ne portent pas à faire accueil à tous les changements de doctrine que les progrès de la science entraînent sans cesse. Il faut parfois beaucoup de temps pour qu'une théorie ait pris la forme qui lui donne son maximum de valeur pédagogique. Bien souvent une vieille erreur a pris avec les années de telles qualités de clarté, d'élégance, d'intelligibilité, que la vérité qu'on propose à la place est loin d'offrir au professeur et aux élèves les mêmes avantages ou le même attrait. On peut apprendre et profiter sans travailler toujours d'après le nu de la vérité. Une connaissance nouvelle ne surgit guère à la surface des vieux problèmes, que sous un aspect rugueux, comme une coquille qu'on tire du fond de la mer, toute couverte d'un bissus terreux. Il faut lui faire subir bien des lavages, avant qu'elle puisse prendre place entre les bons chapitres de manuels, comme un beau coquillage nacré sur la planche d'un cabinet d'histoire naturelle. Si donc il n'y avait que des professeurs se succédant dans les mêmes chaires, il est bien probable que la rebutante nouveauté ou ne viendrait jamais à la surface, ou ne serait guère agréée. Pour que les hommes d'enseignement soient eux-mêmes d'actifs cher-

cheurs, il faut qu'ils ne forment pas seuls le public savant, et que la diversité des succès de la science leur démontre à chaque instant que la réalité ne saurait coïncider avec l'une quelconque de ses expressions.

Dans une société à transformations lentes, l'autorité scientifique se trouvant bientôt liée à l'exercice des mêmes fonctions, tend peu à peu à se confondre avec l'autorité que celles-ci confèrent. Le prestige scientifique arrive à coïncider avec l'autorité administrative et avec l'autorité morale, et ainsi d'une part une forme donnée de l'expression scientifique acquiert une force qu'elle ne doit pas uniquement à l'évidence, à l'élégance logique, à la façon dont elle résiste aux assauts de la critique, mais qu'elle emprunte à des forces sociales plus directement pratiques; d'autre part la science n'est plus un système indépendant qui se développe suivant ses lois propres, mais une partie dans un tout; le savoir est la qualité d'un administrateur, d'un professeur, d'un pasteur, dont le souci principal est moins le savoir lui-même que ses emplois et ses conséquences.

Adaptée à une société trop immuable et trop bien ordonnée, la science devient un grand instrument social, très parfait et très utile. Au lieu d'être un canevas de recherches, un arsenal de connaissances disparates qui n'ont d'autre condition que d'être compatibles les unes avec les autres, la science tend à l'unité d'une seule grande fin, d'un seul service, très noble et très éminent, à rendre à la société. Elle sera, tantôt une des sources du prestige et de l'autorité morale des prêtres qui en auront le monopole, tantôt un vaste instrument de sélection administrative, comme l'érudition chinoise aménagée en vue des concours du mandarinat.

Mais le rôle social de la science ne peut se simplifier de la sorte sans qu'elle subisse de profonds changements. Elle a besoin d'être un système de prémisses inébranlables ou de conclusions définitives. La recherche doit s'arrêter, la critique, incompatible avec l'autorité hiérarchique, doit disparaître, ou se confiner dans les questions libres, c'est-à-dire indifférentes. Autrement dit, la vérité scientifique a besoin d'être montée sur une trame rigide, et qui n'est telle que par convention. Par con-

vention, on mettra certaines propositions au dessus de la discussion; par convention, on désignera les textes qui font autorité, par convention, on arrêtera les disputes au moyen de rétractations faites selon un formulaire consacré.

Ce sont là des cas extrêmes, mais en général, la science engagée dans cette voie donne bientôt la prépondérance au conventionnel; la vérité même y prend des formes dont on convient, et l'ensemble des propositions scientifiques cesse de se mouler exactement sur la vérité pour s'adapter mieux à un seul office.

Au bout de cette voie, il y a des systèmes de formules et de propositions qui n'ont plus avec la science proprement dite que quelques points de commun, il y a des dogmes, des lieux communs, des corps d'érudition comme l'orthographe, l'histoire légendaire ou les langues mortes, des systèmes d'exercices comme la rhétorique ou la logique scolastique.

Il y a aussi un véritable recul des connaissances vraies et des explications valables, car dès que la somme des connaissances qui se conservent et se transmettent dépend avant tout de leur application à une fin déterminée, il doit arriver qu'on ne transmette plus des connaissances totales, mais cela seul qui est directement appliqué. Pour se servir d'une connaissance, il n'est pas nécessaire d'en être scientifiquement le maître, c'est-à-dire d'être capable de la reconstituer intégralement si l'on en perdait la formule. Quelques aspects des connaissances suffisent à la pratique; dès lors, s'il y a des praticiens et plus de chercheurs, on finit par ne plus comprendre ce qu'on applique, et tout oubli, toute erreur théorique peut devenir irréparable.

L'histoire des rapports de la science avec l'enseignement et celle des rapports de la science avec les grands rôles sociaux qu'elle est appelée à remplir, abondent en illustrations des propositions précédentes. Lorsque les hautes écoles durent longtemps sans que d'irrésistibles impulsions leur viennent du dehors, leur enseignement tourne au formalisme. La science antique devint formelle dès que son sort fut définitivement lié à l'éducation des hautes classes. La science scolastique, fruit d'un enseignement sacerdotal séculaire, n'a succombé que devant l'avènement des idées de la Renaissance, nées elles-mêmes

des progrès de la population laïque. Et si de nos jours, les universités ont un rôle illustre dans la science progressive, c'est parce que, quelque grande que soit la place du haut enseignement dans la science, il n'en a cependant pas le monopole. C'est parce que la science, de nos jours, déborde énormément l'une quelconque de ses fonctions, que tous ceux qui lui sont attachés, considèrent en elle avant tout, et parfois non sans étroitesse, son essence propre, la recherche de la vérité. (1)

Si des changements sociaux, qui d'ailleurs sont liés à l'augmentation de la population, ne viennent sans cesse stimuler l'activité scientifique, la forcer à se réorganiser, à s'épurer et à croître, celle-ci tend donc à s'altérer, à se transformer en une discipline pratique quelconque, appuyée sur des conventions. La science, recherche du vrai pur, ne conserve son essence que sous des impulsions qui lui viennent du dehors.

Au reste, on aperçoit aisément que les mêmes causes qui font durer la science, l'ont fait naître; que la recherche et la découverte de la vérité viennent moins d'une curiosité spontanée que de la concurrence des propositions; que la valeur des conclusions provient des discussions; que la qualité éminente du vrai provient de ce que dans le conflit des conventions, lié lui-même à celui des convenances, celle des conventions qui a le plus de chances de triompher, c'est celle qui a pour elle la logique et la vérité. L'homme n'est pas par nature un animal scientifique; c'est le besoin d'accord des esprits qui donne à tous le sentiment de la valeur du savoir, et à quelques-uns le goût de la recherche. Et il faut que ce contact des esprits, non seulement dure, mais se renouvelle et augmente, car le savoir n'a pas en lui-même une force qui le dirige vers la seule vérité.

---

(1) Un certain assoupissement dogmatique guette d'ailleurs toujours le haut enseignement. Il se produisait déjà en matière de philosophie au temps de Kant, si peu de temps après le grand renouveau de l'enseignement philosophique issu de Descartes et de Leibniz; et de nos jours on se rappelle la philosophie officielle de l'Université de France avant les rudes secousses de 1870. La philosophie universitaire allemande n'a-t-elle pas elle-même reconnu naguère qu'elle allait s'endormir dans un kantisme d'école, ou s'éparpiller dans des recherches d'histoire? Et son sursaut ne lui est pas venu d'elle-même, mais d'assez loin.

Le domaine de l'intelligence et le système des vérités ne coïncident pas d'eux-mêmes. Il ne suffit nullement qu'on ait goûté une fois au fruit de l'arbre de la science pour que celle-ci germe et fructifie désormais dans les cerveaux (1).

VIII

L'ACTIVITÉ ARTISTIQUE

Nous avons essayé de montrer que l'accroissement de la population tend à maintenir l'activité scientifique dans la direction propre qui lui fait mériter son nom et la distingue de toute autre. Il en est de l'art comme de la science. La stagnation démographique fera dévier l'art vers des activités non proprement artistiques, vers l'industrie ou le jeu sans invention. Le progrès en volume de la société tend seul à maintenir dans l'art le rôle de la fantaisie créatrice qui le distingue des autres formes d'activité sociale.

Une œuvre d'art doit son existence et ses attributs à trois groupes de facteurs : son utilité ou sa raison d'être, les connaissances techniques appliquées dans sa fabrication, enfin la fantaisie, l'appoint propre de son auteur, qui ne s'explique ni par la destination de l'objet d'art ni par les connaissances mises en œuvre.

Une belle maison sert d'habitation, sa construction a demandé la mise en œuvre de connaissances, les unes purement techniques, portant sur le choix et la résistance des matériaux et sur l'aménagement des parties, les autres proprement sociales, relatives aux convenances, aux conventions adoptées pour l'aspect à donner aux constructions du même genre. Enfin l'architecte a

---

(1) La vérité, c'est l'affirmation que l'on convient de placer au-dessus de toutes les *convenances*. Pour soutenir cette convention, l'une des plus hautes, ce n'est pas trop de l'élan social que produit seul l'accroissement des sociétés. — Sur les rapports de *vérité* et *convention*, cf. E. DUPRÉEL, *Convention et Raison*, Revue de Méthaphysique et de Morale, juillet 1925 (note de 1927).

imprimé à son œuvre un cachet qui lui est propre, il a adopté certaines proportions, associé certaines couleurs, préféré certains ornements qui ne lui étaient strictement commandés, ni par la destination de l'objet, ni par les lois naturelles, ni par les traditions de sa profession. Le premier facteur, l'utilité, n'est autre que le rapport de l'objet au public, aux amateurs; le second, constitué par la somme des connaissances nécessaires, c'est ce que les artistes se transmettent les uns aux autres, c'est le fond du métier; le troisième, comme nous l'avons dit, c'est l'appoint personnel de l'artiste.

Dans les sociétés qui ne changent guère, comme sont celles qui croissent peu ou pas du tout, le premier facteur, la demande, est assez constant. Le public se renouvelle lentement et ses besoins demeurent les mêmes. Les connaissances techniques ou professionnelles ont le temps de s'adapter complètement à ces besoins et ceux-ci, réciproquement, l'habitude les rend tout à fait conformes aux moyens consacrés de les satisfaire. Ce qui, du métier, se transmet et s'enseigne peut suffire entièrement à l'élaboration de l'œuvre, si bien que le troisième facteur, la part d'invention personnelle de l'auteur peut devenir superflue et nulle. La fonction principale ou originelle de l'artiste, en effet, n'est pas d'ajouter à son œuvre du piquant et de l'originalité, ce qu'on lui demande d'abord c'est de suppléer à ce que les règles et traditions ont d'insuffisant pour le cas particulier dont il s'agit. Sa tâche est de pourvoir à des difficultés particulières et imprévues, comme peuvent être des exigences spéciales du client, fût-ce parfois au prix d'une entorse donnée aux règles et coutumes techniques ou conventionnelles du métier. Dans les sociétés arrêtées, ces circonstances se présentent de moins en moins; elles sont si communes au contraire dans les sociétés croissantes, que le changement y apparaît comme un bien, se confond avec le mieux et que la singularité est bientôt retenue comme la marque du génie.

Au reste, ce n'est pas seulement parce que les connaissances techniques arrivent à suffire à des besoins peu renouvelés que l'art tend à la fixité, mais parce que le personnel artiste lui-même change et se renouvelle peu. Les nouveaux artistes prennent la

place des disparus, se fixent peu à peu à certains niveaux sociaux, en acquièrent les goûts et ne demandent qu'à perpétuer les conventions qui ont agréé à leurs devanciers.

Pour que l'activité artistique garde ses caractères propres, pour que les particularités de l'objet qui ne sont pas absolument nécessaires à son existence ne se clichent pas selon des conventions immuables, il faut que la demande et que les exécutants se renouvellent et se diversifient. Lorsque les besoins du public changent fréquemment, les règles et les connaissances acquises d'autrui ne suffisent plus, et il devient nécessaire que l'artiste fasse œuvre d'initiative et d'invention. Les changements sociaux entraînent la diversité des genres artistiques et littéraires, et l'avènement d'un genre nouveau ne va pas sans une technique nouvelle qui, à son tour, influe sur la technique des genres plus anciens.

D'un autre côté, les sociétés qui se développent et se transforment fournissent des praticiens et des artistes venus des milieux les plus divers. Il n'en est pas autrement à cet égard des métiers artistiques que de n'importe quelle autre espèce de profession.

Les milieux artistes sont donc plus nombreux et moins homogènes; la transmission des procédés et des connaissances en sera d'autant plus malaisée. Les institutions d'enseignement même pourront ne pas suffire. Il faudra dans bien des cas que l'artiste supplée par des inventions aux lacunes de son éducation. Une des conditions les plus fréquentes des renouveaux artistiques n'est autre que certaines ignorances des nouveaux venus. Et ces ignorances ne sont pas toujours volontaires. Elles paraissent l'avoir été lorsqu'elles ont eu des résultats féconds. Le passage du classicisme au romantisme, certains apports excellents du réalisme et de l'impressionnisme en peinture et en littérature seraient inexplicables si l'on ne tenait compte du fait que maint novateur a ignoré, souvent bien malgré lui, ce que savaient très bien ses devanciers. Et ces ignorances sont des ruptures de traditions liées elles-mêmes à la variété des milieux et au disparate des origines.

Les artistes qui proviennent des milieux populaires ont sou-

vent une fraîcheur d'inspiration et d'enthousiasme que d'autres leur envient tout en s'en moquant. Le sentiment d'une foule de menues convenances anciennes, en leur donnant plus de finesse et de goût, arrêterait leur élan créateur. De salutaires ignorances les empêchent de penser que tout est dit et qu'ils viennent trop tard. Ils redisent, ils refont, avec l'aplomb et l'entrain de ceux qui croient dire et faire pour la première fois. Une littérature, un art nouveau, se produisent là seulement où le besoin se fait sentir d'exprimer une fois encore tous les grands lieux communs dont vivent éternellement les cœurs et les esprits. Et ce besoin, on le ressent généralement lorsque les classes où l'art et la littérature sont en faveur, se renouvellent par cette ascension sociale qui est une des conséquences de l'augmentation de la population.

IX

L'ACTIVITÉ RELIGIEUSE

L'état de la population influe sur la vie religieuse de la même manière que sur la morale, la science et l'art.

On peut considérer comme un groupe distinct de la société en général l'ensemble de ceux qui adhèrent à un même culte; et au sein de la communauté des fidèles, le sacerdoce forme à son tour comme une société plus restreinte et plus strictement religieuse.

Le progrès numérique de ces deux sociétés est une conséquence normale de l'augmentation générale de la population. Le catholicisme n'a pas peu profité de l'accroissement presque universel de la population au dix-neuvième siècle, et l'Église n'a jamais connu dans le passé l'extension et la prospérité dont elle jouit actuellement.

La religion doit donc aux progrès de la population d'augmenter en volume. On montrerait que cette condition augmente aussi l'activité religieuse, sous toutes ses formes, particulière-

ment son activité publique. Il n'en est pas autrement sur ce point de la vie religieuse que des activités administrative, morale, scientifique et artistique, avec lesquelles elle soutient d'ailleurs des rapports de compénétration.

Mais ce qu'il importe de remarquer, c'est que si l'augmentation de la population favorise l'intensité religieuse, elle n'assure pas par cela même le triomphe d'une religion donnée. L'antagonisme des religions rivales, l'éclosion de sectes nouvelles sont favorisés aussi, et l'irréligion systématique, l'incrédulité comme idéal social et moral, se développe de son côté comme ferait une religion. Si l'intensité de l'effort religieux est accrue, si l'on aspire plus fortement à l'accord des croyances et à l'entente sur les actes symboliques jugés nécessaires à l'ordre social, c'est parce que des causes de désaccord surgissent sans cesse dans une société qui se travaille, où les niveaux relatifs changent, où de nouveaux types sociaux surgissent, qui ne trouvent plus dans la foi et les conventions religieuses antérieures la pleine satisfaction de leurs aspirations.

La Réforme est née et a grandi au moment où s'est développée une classe moyenne à laquelle le catholicisme du moyen-âge, religion de nobles et de manants, ne pouvait offrir la foi et les pratiques qui lui convenaient. C'est de même l'insuffisance scientifique de la religion traditionnelle fixée par le dogme et par les cadres sacerdotaux du catholicisme et des autres Églises, qui a élevé l'incrédulité philosophique à la hauteur d'un idéal systématique jugé digne de la propagande et de l'apostolat.

Dans les conflits entre classes et entre partis politiques, que les sociétés en progrès montrent si intenses et si ouvertement déclarés, les Églises établies ne peuvent toujours s'abstenir de se compromettre. Elles sont souvent obligées de prendre parti, soit pour sauvegarder leur unité, soit pour défendre des intérêts auxquels elles jugent que leur sort est lié. Les grandes religions sont naturellement solidaires des partis conservateurs, et en butte à l'hostilité des partis avancés qui représentent ceux qui montent.

Dans le passé, cet antagonisme était l'occasion d'un conflit de sectes également disposées à se réclamer des fondements de

la religion; de nos jours, l'hostilité à l'égard d'une religion prend plutôt la forme de l'irréligion systématique. Ce fait s'explique par la popularité croissante de l'esprit critique, conséquence normale du développement de nos sociétés. Comme nous l'avons vu, le progrès social en volume rend de plus en plus difficile l'installation des conventions arbitraires et la persistance des accords fondés sur de communes convenances plutôt que sur la nécessité logique et expérimentale. Or, les articles de foi, les affirmations symboliques, les rites durent dans nos sociétés comme feraient des conventions, quelles qu'aient été dans le passé les raisons de leur adoption. Ce produit dernier de la vie de l'esprit qui s'appelle le goût du vrai et l'horreur de l'arbitraire, l'esprit scientifique en un mot, rencontre sur son chemin les propositions de la religion à l'idéal de laquelle il oppose le sien. Et lorsque la religion appuie de sa force et de son autorité une tendance, un parti, les adversaires qu'elle se fait, conjuguant l'esprit de critique et l'esprit de secte, et faisant du premier un moyen au profit du second, engendrent l'esprit de négation, et le font aussi militant que l'esprit de foi et d'acquiescement auquel on l'oppose.

Mais la vie religieuse ne rencontre pas l'esprit scientifique par le seul fait de ses adversaires. Elle-même s'en imprègne à son tour et le fait servir à ses propres progrès. Il y a une critique des dogmes et des légendes qui les renouvelle et les épure, et les défenseurs de la religion, qu'ils soient entraînés sur le terrain scientifique par le fait de leurs adversaires, ou qu'ils y arrivent par l'action inévitable d'un courant universel, ne sont pas les derniers à rapprocher constamment l'idéal religieux de l'idéal scientifique, et à user du prestige de celui-ci en faveur de celui-là. La religion à son tour devient plus raisonnable et plus vraie, les conventions s'en éliminent, diminuent en nombre ou, se subordonnant les unes aux autres, elles sont présentées comme les conséquences logiques d'un très petit nombre d'affirmations d'autorité.

Si la science tend sans cesse à se dégager de la religion et de la vie pratique, comme l'accord sur la seule vérité tend à remplacer des conventions de commodités et de convenances, en

même temps, la religion tend sans cesse à absorber la science, et à s'y conformer pour participer de ses succès.

Les religions assez développées pour comporter un personnel de spécialistes participent régulièrement de l'accroissement de la société par l'augmentation du sacerdoce. Ce qui a été dit des rapports des progrès démographiques avec la vie administrative vaut à ce point de vue pour le sacerdoce, qui n'est que l'administration religieuse.

Les Églises tirent le plus grand profit du recrutement des prêtres parmi les classes inférieures. La qualité de prêtre est pour les fils de paysans un grand honneur, et à la satisfaction que leur procure cet honneur s'unit un zèle, un esprit d'obéissance impossible à obtenir dans d'autres conditions. L'histoire de l'Église montre qu'il n'est pas bon pour elle d'être trop exclusivement recrutée parmi les classes aristocratiques. L'indocilité, la liberté d'allure, la désinvolture, l'attachement à des intérêts mondains sont trop fréquents chez les prélats qui ne doivent pas tout à l'Église.

Dans les sociétés non croissantes, la vie religieuse participe sans doute du ralentissement général de la vie sociale. Elle change peu, et si elle le fait, ce doit être en accumulant les conventions conformément aux commodités d'un clergé et d'un public de fidèles qui a le temps d'adapter peu à peu sa foi à ses besoins durables.

Il est possible que, dans une société décroissante, la religion soit ce qui souffre le moins. La religion est un ensemble d'institutions qui, répondant à des aspirations supérieures à nos besoins immédiats, s'imposent comme nécessaires à la durée de la vie sociale. C'est dans les sociétés arrêtées que les sentiments et les connaissances qui ont trait à nos besoins moraux, permanents ou sans cesse renaissants, ont le temps de prendre la forme de la foi, des croyances et des pratiques symboliques qui caractérisent la religion. C'est donc là que tout ce qui, dans la société, apparaît comme supérieur aux circonstances de temps et d'occasion et aux changements qu'elles entraînent, se résume dans l'activité religieuse. Celle-ci se constitue ainsi comme une force

conservatrice, et elle s'accommodera de l'esprit éminemment conservateur des sociétés en déclin.

Lorsque l'Église est une vaste administration solidement organisée, lorsque surtout elle s'appuie sur l'État, elle tendra comme tous les organismes administratifs, à ne pas décroître aussi vite que le reste de la société, ou à croître encore lorsque la société ne le fait plus. La concurrence des sectes nouvelles ne la gênera plus, car les religions les moins répandues et les moins organisées disparaîtront les premières ou cesseront de surgir. La religion gagne donc en unité, en sécurité, en universalité, tandis qu'elle perd en activité interne. Cessant d'être sollicitée par les influences du dehors, favorables ou hostiles, elle conservera des formes plutôt que des forces ; et, si ses cadres résistent, son esprit, son inspiration souffrira.

C'est l'accroissement de la société qui fait naître et vivre les religions et qui enfante la rivalité des religions diverses. Il se peut que ce soit dans les périodes de décroissance que l'une d'elle arrive à l'emporter sur les autres et à régner seule dans une société.

L'histoire des rapports du Christianisme avec les autres religions de l'Antiquité, celle de l'Islam, celle du rapport du catholicisme et du protestantisme, ne nous paraissent pas de nature à infirmer cette hypothèse ; mais en une matière aussi complexe, les exemples historiques ont besoin d'être présentés avec beaucoup de soin et de détails pour acquérir la valeur d'une démonstration.

X

CONCLUSION

Les chapitres précédents, par l'ensemble de leurs propositions, conduisent à reconnaître que certains caractères sont communs à toutes les sociétés en voie d'accroissement, nations, cités, confessions religieuses, groupements professionnels. Inversement, la stagnation et la décroissance semblent retentir de

la même manière sur toutes les associations qu'elles affectent.

Les sociétés croissantes diffèrent des autres par *plus d'activité*. Il se noue entre les membres plus de rapports sociaux, et il s'en établit de plus divers et de plus imprévus. Le commerce et l'industrie s'étendent, la production augmente, les innovations rencontrent de la faveur.

Il s'y fait aussi *un plus grand travail d'organisation*. La diversité des rapports sociaux, leur établissement sans cesse renouvelé, demandent impérieusement des règles et de l'ordre. Les organismes administratifs sont constamment insuffisants. L'inattendu les assaille sans relâche, et comme on leur demande beaucoup, il faut bien qu'ils se développent et s'améliorent.

Ainsi plus d'efforts individuels se font jour, et une partie de ces efforts va vers la coordination des actes et des démarches, vers l'organisation qui améliore leur rendement et vers les dispositions qui évitent ou atténuent les antagonismes. Tel est l'objet de l'action administrative prise au sens le plus large du mot. Au reste, les antagonismes qui surgissent sans cesse entre les individus, si l'imprévu et l'activité de la vie sociale les rendent plus nombreux et plus divers, ils les font en même temps moins profonds. Leur désordre même en diminue la gravité, car la multiplicité et la diversité des actes et l'instabilité des conditions sont cause que l'on n'a pas pour antagonistes les mêmes individus à propos de tout. *La société croissante n'est pas faite de groupes de gens dont les intérêts se contrarient sur tous les points.* Uni avec les uns en une matière, on s'oppose à eux en une autre. Cette interpénétration des antagonismes rend plus aisé et plus probable le travail nécessaire à leur suppression : on a toujours des concessions à se faire et des alliances à conclure.

Un troisième caractère, c'est l'échelonnement social, la continuité qui s'établit entre les conditions, depuis les plus infimes jusqu'aux plus élevées, l'interpénétration des groupes, la fréquence et la facilité des changements de niveau, caractère qui se concilie d'ailleurs avec un écartement indéfini des deux extrémités de l'échelle des conditions.

Enfin nos dernières analyses nous ont montré que l'augmentation démographique ne retentit pas seulement sur le volume

et l'intensité de l'activité sociale, mais influe aussi sur la nature de sa production. L'élaboration de la foi, le renouvellement de l'invention artistique, la recherche et la distinction du vrai et du logique sont des produits de l'activité supérieure de l'esprit également favorisés par la croissance des sociétés.

Inversement, on constate dans les sociétés arrêtées une constance dans les rapports sociaux, une répétition des mêmes actes, qui entraînent à la longue une simplification et un amincissement relatifs de la vie sociale. Les organismes sociaux, après avoir acquis une forme très adéquate à leurs fonctions, faute de renouvellement de celles-ci, tendent à l'automatisme et au vieillissement. Ils acquièrent une sorte de force d'impulsion interne qui les isole des sollicitations du dehors, et qui tend à les rendre indépendants des besoins qui sont leur raison d'être. Ils vivent dans leur passé au lieu d'être animés par l'impulsion permanente des nécessités du présent et de l'avenir prochain. Les groupements sociaux, comme les organismes administratifs tendent à se séparer les uns des autres, à s'accuser nettement, à devenir étanches les uns par rapport aux autres; et cela peut s'affirmer des groupements géographiques, pays ou provinces, aussi bien que des classes et des groupes à l'intérieur d'une nation.

Cette permanence des choses, des conditions, cet automatisme des fonctions, cette séparation radicale des groupes, cette concentration des mêmes intérêts dans les mêmes groupements, tout cela entraîne le ralentissement dans les productions de la vie sociale supérieure; la société se laisse aller à vivre sur les mêmes convenances religieuses et morales, à se contenter des mêmes règles et conventions esthétiques, à acquiescer, sans plus de contestation, aux mêmes affirmations scientifiques; les formes sociales moulées sur une réalité passée durent et suffisent dans le présent, parce que celui-ci ne grandit pas assez pour les faire éclater. De fait dans les sociétés stagnantes, ce sont les formes, le connu, les accords établis qui apparaissent comme la substance sociale, et non les besoins immédiats que tout cela doit satisfaire. Le bien social est dès lors aperçu, non comme des institutions nouvelles, des réadaptations, des perfectionnements, mais

comme la conservation des formes établies, comme l'entretien de ce qui a été convenu et arrêté une fois.

L'esprit des sociétés croissantes est tout imprégné d'optimisme. (1) Chacun croit, sans même y prendre garde, à un déterminisme favorable dans l'évolution sociale. La durée apparaît comme cause de progrès, et le temps comme créateur de valeur. Partout il est implicitement admis que tout augmente avec le temps, comme le prix des terrains, des immeubles, des œuvres d'art. Cet optimisme se traduit par la confiance, la spéculation, le crédit, l'esprit d'entreprise. Tout vaut la peine d'être entrepris, car ce qui est petit n'est que le commencement de quelque chose de grand. L'avenir est le maître, il fait agir et produire.

Une des formes de cet esprit, c'est l'idéalisme radical ou réformateur, ce besoin qui travaille les gens de tout juger, de tout apprécier, de comparer ce qui est à un état idéal de perfection qu'on forge selon ses principes favoris, et d'entreprendre résolument d'amender le réel imparfait pour réaliser le parfait rêvé. Beaucoup de nos contemporains ne perçoivent l'actuel que pour rêver au moyen de le changer en mieux, et semblent ne lui trouver d'autre raison d'être que ce qui, à leur sens, devrait être, et sera infailliblement. C'est cette confiance et cet optimisme qui expliquent la croyance à la force des idées, à l'efficacité de la discussion et de la propagande. C'est parce qu'on croit que tout ce qui est petit deviendra grand, que toute bonne semence prendra racine, qu'on ne doute pas qu'énoncer une idée est un grand pas de fait, et que toute bonne idée est le germe que le temps nécessairement fécondera. Aux yeux de quiconque s'abstrait de cet esprit de confiance, il y a une disproportion désespérante entre l'énormité des efforts du propagandiste et

---

(1) Il ne faut pas juger de l'esprit d'une société, par quelques-unes des œuvres littéraires qui y sont nées. Le pessimisme littéraire et philosophique peut compter d'illustres représentants au sein d'une société toute béate d'optimisme. Chaque fois que chez des esprits distingués on trouve de l'enthousiasme pour une négation, on peut tenir pour certain que l'affirmation contraire est si répandue qu'elle en est comme avilie. Il faut beaucoup de précautions pour juger des tendances d'une époque au moyen de celles de ses représentants les plus originaux.

l'exiguïté des résultats, de ceux du moins qu'il est en position d'apercevoir lui-même. Son ardeur ne s'explique donc pas par l'expérience directe du succès, mais par un esprit de confiance préalablement acquis. Dans nos sociétés géantes l'effort de quiconque veut agir dans l'intérêt général, s'enfonce dans une masse énorme où ses conséquences se perdent immédiatement. Le résultat visé n'est pas aperçu, nous tirons au jugé. Et cependant il n'est personne qui, peu ou prou, ne prétende agir sur les destinées de la société, par la parole ou par les écrits, ou par le vote, ou par ses modestes cotisations aux bonnes œuvres. Le goût de l'action que le résultat prochain ne stimule pas, phénomène bizarre et touchant, manifeste cet esprit d'espoir et d'optimisme que produit la société croissante.

Cet optimisme retentit encore autrement sur les caractères et les mœurs. Il fait les gens à la fois cupides et généreux. Puisque l'avenir ne peut être que plus favorable que le présent, il ne convient pas de ménager ce qu'on a acquis, on peut dépenser beaucoup, et se livrer sans contrainte à ce goût de l'ostentation, à ce besoin d'afficher son rang qui est universel lorsque des castes stables sont abolies. Il faut se montrer large en toutes choses, la mesquinerie prudente est un travers bas et ridicule. Mais il faut donc être à même de mener la vie large, et de plus, puisque tout augmente sûrement, il ne saurait être question de se contenter de ce qu'on a ; ne pas s'enrichir c'est déchoir, il faudra donc gagner par tous les moyens, et l'âpreté au gain ne sera pas même dissimulée.

Enfin, par une contradiction apparente avec ce que nous avons dit du goût pour l'action publique, les sociétés en progrès voient fleurir l'*individualisme*. L'esprit et la conduite individualistes ce n'est nullement, comme on l'admet souvent, l'isolement, de l'individu par rapport à la société, c'est une aperception très complète de soi-même et l'habitude de rapporter tout à sa personne. (1) Dans les sociétés en progrès, l'individu est rattaché à la société par mille liens des plus variés ; il est à cet égard le plus social des hommes. Mais justement à cause du grand

(1) L'égoïsme n'est qu'un sentiment qui fait qu'on se préfère à d'autres, tandis que l'individualisme est une manière de voir et un procédé d'évaluation.

nombre de ses attaches, il n'est livré corps et âme à aucun groupe. Jamais ses intérêts ni ses aspirations ne coïncident si exactement avec ceux d'un groupe de ses semblables, qu'il lui suffise de considérer le bien de ceux-ci pour saisir son bien propre, et de les imiter en tous points pour bien soigner ses intérêts. Ses amis ne sont pas ses amis en tout, ni ses ennemis ses adversaires sur tous les points. C'est pourquoi il lui est possible et utile de distinguer en toute circonstance son point de vue individuel.

Voilà un célibataire qui vit dans une grande ville où il n'est pas né, qui n'est plus de la condition sociale de ses parents, qui a l'espoir de dépasser le niveau auquel il est arrivé ; il a ses entrées dans quelques maisons notables, mais il se distrait plus souvent avec des camarades de moindres prétentions. Il est d'un parti politique, d'un milieu professionnel, de plusieurs sociétés d'agrément et de quelques ligues d'utilité publique. Son sort est en somme fort indépendant des destinées de tout ce qu'il appuie ; il est de trop de choses pour s'identifier avec rien. Son moi est donc ce qui en toute circonstance s'offre à lui de plus constant, de plus intimement présent, et de plus important. L'individualisme est un fruit de l'intensité et de la diversité de la vie sociale.

Dans les sociétés arrêtées domine l'esprit de conservation, de défense et de méfiance. La valeur des terrains et des immeubles, le montant des traitements et des salaires, le rendement des compagnies de transport, tout cela, en augmentant moins régulièrement et moins vite, ne conduit pas les esprits à l'induction d'une amélioration et d'un développement universels. L'avenir n'apparaît point comme l'universel épanouissement des germes actuels, mais comme un présent prolongé, avec chances de diminution, telle la vie d'un adulte qui n'a plus qu'à vieillir. La somme des efforts est dirigée vers le souci de continuer l'état de choses dont on profite. Il n'apparaît pas assez clairement qu'il y ait profit à agir et à risquer, la sagesse est aperçue dans la prudence. Travailler, s'agiter, c'est l'aveu d'un besoin, d'une privation. Il y a une dignité, une distinction qu'on n'obtient que dans le renoncement et l'abstention, une pureté qui est toute de retenue et que l'action ternit.

On trouve dans les sociétés arrêtées des coutumes longuement éprouvées et affermies, de la noblesse dans les manières et beaucoup de formalisme, et plus de susceptibilité délicate que de robuste bonhomie.

On y trouve aussi un mélange de désintéressement et d'avarice. Croire que l'avidité et l'avarice vont nécessairement de pair, et que le désintéressement et la générosité sont toujours unis, c'est se méprendre et faire preuve de peu d'observation morale. Ces couples de travers et de qualités s'associent et se dissocient également de plusieurs façons. Nous ne retenons ici que la fréquente liaison de l'avidité avec la largesse, et celle du désintéressement avec l'avarice. Lorsque la probabilité d'un gain ou d'un accroissement de fortune est pratiquement nulle, comme c'est le cas pour le fonctionnaire sans espoir d'avancement, pour le rentier des sociétés stationnaires ou le commerçant des villes mortes, tout l'effort tend à conserver, et l'esprit d'économie donne à l'existence un peu de cet intérêt que l'esprit du gain lui donne en d'autres circonstances. Une dépense évitée satisfait comme un gain réalisé.

Et lorsque la vie est adaptée à l'effort parcimonieux, l'attention détournée des moyens positifs de gagner, la préoccupation du profit personnel sera absente de bien des démarches, c'est le désintéressement. Tel fera de réels efforts pour économiser quelques centimes, qui rejettera l'occasion de gagner une somme conséquente et rendra pour rien des services pour lesquels il aurait pu se faire rémunérer. La cupidité grandit partout avec les occasions de la satisfaire, l'avarice de son côté est un travers des âges et des sociétés où l'on ne s'accroît plus; elle marque la vieillesse qui se prolonge et renonce à grandir, et à côté du mépris dont la tradition morale l'accable, sachons reconnaître qu'elle n'est pas toute bassesse et qu'il y a des attitudes nobles dans leur modestie, qu'elle conditionne quelquefois.



Depuis longtemps le lecteur aurait dégagé de nos conclusions la formule qui les résume et les unifie, lors même que nous

n'aurions pas pris soin de la lui annoncer : L'ensemble des phénomènes que l'on réunit sous le nom de progrès social sont liés comme à leur cause ou à leur condition essentielle, à l'accroissement de la société au sein de laquelle ils se produisent. De cette évolution sociale favorable qu'on appelle la civilisation, c'est l'augmentation numérique qui est la force motrice régulière. Elle est le fait, non encore exclusivement sociologique, à partir duquel l'activité sociale se développe et grandit. Au contraire, l'arrêt dans l'accroissement entraîne soit la simple durée du social préalablement institué, soit sa progressive disparition. *Le progrès social et la civilisation, au sens vulgaire et très général de ces mots, sont un fruit de l'augmentation numérique des sociétés.*

Nous faisons ici une restriction quant au sens des mots de progrès et de civilisation. Il faut les prendre dans un sens très objectif. Le progrès de la civilisation, pour condenser les deux expressions en une seule, ne signifie pas l'avènement de tout ce qui peut être le *bien social* dans son opposition au mauvais, au regrettable, car, ce sens fût-il scientifiquement recevable, il rendrait notre proposition équivoque et finalement inacceptable.

Disons tout de suite qu'il n'est pas possible d'affirmer que l'accroissement soit la source de tout bien et l'absence d'accroissement la source de tout mal, et laissons là le point de vue des jugements de valeur.

Le progrès social, abstraction faite de toute approbation, ou réprobation, c'est l'augmentation de l'activité, du nombre et de l'importance des affaires, des richesses, le perfectionnement du travail administratif, la meilleure coordination des efforts, le développement de la création artistique, la diffusion de l'instruction, l'accroissement des connaissances vraies, le renouvellement et la réadaption des mœurs, des conventions pratiques et utiles, du droit, de la morale, des croyances et des symboles de la religion, en résumé l'augmentation du social en volume et en densité, avec les perfectionnements internes que cette augmentation comporte ou entraîne. C'est l'ensemble de ces caractères dont on peut dire qu'il coïncide en général avec l'accrois-

sement de la population et dont la contraire est en somme lié à la stagnation ou au déclin numérique des sociétés.

Cette proposition, l'histoire suffirait à la faire présumer. La prospérité et le progrès des peuples se produisent assez régulièrement dans les périodes de leur accroissement numérique. La Grèce jusqu'au cinquième siècle avant J.-C. a vu sa population croître dans de très grandes proportions, ses colonies de peuplement suffisent à le prouver; et l'affaissement de la Grèce propre dans les siècles qui suivirent, nous savons qu'il est lié à une dépopulation très accentuée. Nous savons de même que l'Empire Romain a commencé à se dépeupler au moment de son apogée, et que les provinces qui ont atteint le plus profond abaissement sont celles qui, au haut Moyen âge, paraissent être des déserts. La période la plus progressive et la plus brillante du Moyen âge, le treizième siècle, est un temps de défrichements, d'entreprises agricoles, de développement des villes, où se trahit partout l'augmentation numérique. L'histoire de l'Europe depuis deux siècles est dominée par un accroissement de population d'une importance et d'une universalité impressionnantes. Le renouveau politique et social du Japon paraît, lui aussi, lié à une augmentation rapide du chiffre de la population, tandis que l'état, si longtemps stationnaire et souvent jugé immuable, de la Chine, est peut-être dû à un équilibre séculaire, toutes variations compensées, de son énorme population.

Les pays progressifs par excellence, ceux où l'on rencontre à l'état le plus pur cet esprit de progrès dont nous venons de parler, ce sont les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et l'Australie d'avant les dernières années. On a remarqué que les colonies sont en général plus progressistes et moins conservatrices que les vieux pays dont elles sont issues. Ce fait a frappé les historiens occupés de l'Antiquité comme ceux qui s'appliquent aux temps modernes, et les uns comme les autres l'ont expliqué en invoquant l'absence de traditions des pays neufs. Nous le rapporterons plutôt à la grande rapidité de l'accroissement numérique des populations coloniales, due soit à l'immigration, soit à une forte natalité que les conditions des colonies naissantes encouragent, soit enfin à une rapide assimilation des populations

autochtones. Après une période de croissance et de prospérité, les colonies passent d'ordinaire avec une déconcertante rapidité à un état de stagnation, voire de décadence. Les explications de ce phénomène, quand on en donne, varient pour chaque cas particulier, on rapportera la ruine de telle colonie à une politique défectueuse, à la substitution d'une production agricole à une autre, à la concurrence d'autres pays nouveaux, à des crises de la main-d'œuvre dues à des réformes sociales telles que l'abolition de l'esclavage, à des guerres ou à des invasions de populations étrangères, à des cataclysmes, tremblements de terre, éruptions volcaniques. On ne voit pas que ces causes diverses ne sont souvent que des circonstances qui ont précipité une décadence déjà commencée. Une société en plein développement ne saurait mourir d'une seule blessure. La vraie explication de la rapide décadence, si fréquemment constatée dans les colonies, est à chercher dans le changement de mœurs que leur prospérité entraîne. Elles cessent de prospérer quand les colons cessent d'y affluer, et quand les familles immigrées cessent d'être fécondes. L'Australie semble arrivée à ce moment critique. Les vieilles colonies françaises l'ont connu dès longtemps, et si mainte ville monumentale de l'Amérique espagnole est depuis des siècles à l'état de ruines, accusons moins les tremblements de terre et l'étroitesse du régime douanier de l'Espagne, qu'une dépopulation probablement toute spontanée.

Il est remarquable que les peuplades en voie de disparition soient celles qui présentent la vie sociale à l'état le plus rudimentaire. Les tribus les plus déshéritées de l'Australie, de la Polynésie, de l'Insulinde, de l'Amérique du Sud, de l'Afrique équatoriale n'offrent pas à l'observateur des états sociaux simplement retardés dans leur évolution et que le progrès plus rapide des peuples concurrents condamnerait à disparaître ; elles semblent la plupart avoir passé par des périodes de civilisation moins rudimentaire, et leur état présent est une décadence liée à leur graduelle disparition.

Les données générales de l'histoire et l'observation d'ensemble des sociétés actuelles semblent donc corroborer les résultats de nos analyses. Il paraît y avoir un rapport de liaison entre crois-

sance et progrès, entre décroissance et décadence, entre la simple durée d'un état social donné, et un état stationnaire de la population.

Mais il ne faut pas se dissimuler qu'une démonstration valable de ces liaisons historiques est à entreprendre et que les propositions comme celles que nous avons faites demanderaient chacune un examen approfondi.

Quoiqu'il aille de soi qu'on n'a jamais entièrement méconnu le rapport entre progrès en général et progrès en population, les historiens ont cependant accordé à ce rapport trop peu d'importance pour que l'histoire se trouve prête à répondre à toutes les questions que notre hypothèse générale et nos analyses conduisent à lui poser. Ce qui a de tout temps un peu découragé les savants assez nombreux qui ont voulu s'occuper de l'histoire démographique, c'est la regrettable insuffisance des sources, qu'ils sont unanimes à reconnaître. Il n'y a rien de plus difficile que d'établir le chiffre de la population d'un État, d'une province, d'une ville même à un moment un peu ancien de son histoire, et l'approximation qu'on atteint dans la supputation d'une population à deux moments de son passé ne permet pas toujours de conclure à un accroissement ou à une diminution dans l'intervalle de ces moments.

Au reste, par la simple accumulation des faits, par l'observation pure et simple des coïncidences historiques entre accroissement et progrès social, on ne peut toujours établir lequel des deux termes est cause, lequel effet. L'un et l'autre phénomène a des commencements ou trop imprécis ou trop inaperçus pour que l'histoire puisse indiquer celui des deux qui a commencé le premier.

Et comme nous l'avons dit déjà, c'est vers le renversement des termes de notre proposition que l'opinion générale a de tout temps incliné. L'augmentation de la population serait l'effet le plus marquant du progrès social, lequel s'expliquerait directement par des circonstances sociales favorables, telles que l'abondance des produits, la fertilité des terres, les qualités de race, le génie des individus, la propagation des premiers perfectionnements ceux-ci plus ou moins fortuits, etc.

De toute évidence cette proposition est en partie vraie; des trois conditions qui entraînent le progrès de la population : l'abondance des moyens de subsistance, l'hygiène et la tendance à la reproduction, il suffit que les deux premières s'améliorent, sans que la troisième varie en proportion inverse, pour que la population s'accroisse. Tout progrès social entraînant plus de ressources et plus d'hygiène favorisera l'accroissement aussi longtemps qu'il n'entraînera pas une restriction volontaire de la natalité, capable de lui faire obstacle.

Progrès social et progrès démographique sont ainsi à l'intérieur de certaines limites, à l'état de conditionnement réciproque, et c'est à la science qu'il incombe pour chaque cas particulier, de déterminer quel rôle revient exactement à chacun des deux phénomènes soit comme premier moteur soit comme agent permanent.

Il va sans dire qu'à l'origine de toute évolution sociale, il faut bien qu'il y ait des causes qui ne sont point le fait de l'homme, et qui, au point de vue de l'homme, sont fortuites. Nécessairement, et avant tout accroissement de population, des conditions favorables ont dû se produire d'elles-mêmes et ainsi l'essor démographique n'est jamais qu'intermédiaire entre ses propres causes initiales et les effets que nous lui attribuons. Mais quelle est la cause qui n'est pas une cause intermédiaire ? L'intérêt de la sociologie n'est-il pas surtout dans la recherche des causes à la fois très générales et très prochaines des faits sociaux qui nous frappent ? A l'histoire de nous dire, quand elle le pourra, quels accidents heureux ont d'abord fait croître une société, à la sociologie de montrer à son tour comment cet accroissement initial peut perfectionner l'activité de cette société au point qu'à son tour elle renforce elle-même les conditions de son accroissement.

Les auteurs dont l'attention s'est arrêtée sur l'importance des facteurs démographiques ont plutôt retenu la notion de densité relative que la notion de croissance ou de décroissance; ils ont comparé des états et des résultats plutôt que des phénomènes. Même les auteurs qui parlent d'accroissement, ne s'attachent le plus souvent qu'à son résultat le plus sensible

la forte densité de population. (1) De même la sociologie des 17e et 18e siècles, à la suite des penseurs de l'Antiquité, a fortement attaché la naissance des sociétés à l'augmentation du nombre des hommes forcés de se rencontrer et de se ménager les uns les autres. (2)

Il n'y a pas à méconnaître l'importance de la notion de densité relative; elle est si grande qu'elle est à la base d'une foule d'explications sociologiques que leur évidence même fait rentrer dans le domaine des idées de sens commun.

Elle apparaît, notamment, dans toutes les remarques que soulèvent les différences entre la vie des villes et la vie des champs, ou entre la vie des grandes villes et celle des petites. Plus la densité de la population est forte, plus les rapports sociaux sont nombreux et faciles à nouer. La division du travail est l'aspect le mieux caractérisé de ce fait, mais non le seul. Les conséquences sont innombrables, facilité de déplacements, concurrence, indépendance relative, etc.

Il y a plus, on peut prévoir que les conséquences de l'accroissement et de la diminution ne seront pas les mêmes dans une population dense et dans une population clairsemée. On peut se demander si au delà d'un certain degré de densité certaines des conséquences dont nous avons parlé ne cessent pas de se produire, ou si elles ne produisent pas l'effet contraire; et très certainement dans l'étude approfondie de l'accroissement et de la diminution, la densité préalable du milieu à étudier est une donnée qui ne devra jamais être négligée.

Mais encore une fois, la densité n'est pas un phénomène, c'est un résultat, une circonstance qui, loin d'avoir en elle-même son explication, ne fait que résumer les effets d'un nombre immense de phénomènes passés. Pour qu'il y ait une population

(1) Tel est le cas déja signalé de A. Coste.

(2) La doctrine du contrat social, et en général les théories à base de changement brusque, sont en somme plus maladroites dans leur expression que fausses dans leur principe ; elles ont le tort de laisser entendre que les hommes ont été tout formés avant toute vie sociale. Pour en conserver le noyau de vérité il suffit de substituer l'idée d'accroissement à celle de densité, et de dire que l'accroissement nourrit constamment la vie sociale, au lieu de dire que la forte densité l'a fait naître un jour.

dense, il faut qu'elle se soit accrue; on pourra donc distinguer entre les effets de la densité et ceux de la croissance, lorsque ces deux phénomènes se présenteront isolément, lorsque, par exemple, une population demeurée nombreuse a cessé de croître depuis longtemps. Les cas de ce genre abondent heureusement.

En général, on rapporte à la forte densité nombre de conséquences qui résultent de l'accroissement ; parfois aussi les effets de la diminution sont pris pour ceux d'une densité faible.

Il y a des manières de vivre, de se récréer, qu'on ne trouve guère que dans les villes. Il est naturel d'en conclure que c'est l'agglomération urbaine qui en est la cause ou du moins la condition nécessaire. Mais s'il est vrai que certains modes d'activité sont plus facilement réalisés dans la vie urbaine, il ne s'ensuit pas qu'ils ne sauraient exister que dans les villes.

Une entreprise de spectacle est plus rémunératrice dans les grandes villes; l'affluence des spectateurs y permet des frais considérables. Ces facilités expliquent la concentration des théâtres dans les centres importants; mais si ceux-ci faisaient défaut, pour être autre, le genre dramatique n'en existerait pas moins.

Si l'on peut dire que les grandes villes sont une condition de l'existence des théâtres, on peut dire aussi bien que les théâtres sont une des conditions de la formation des grandes villes. C'est lorsque certains modes d'activité se développent, qui sont favorisés par la concentration urbaine, que celle-ci se produit. Ce que nous disons des théâtres peut se dire de certaines formes de l'industrie, du commerce et des plaisirs. La grande ville ne commence pas par être, pour ensuite exercer son attraction et développer ses plaisirs et ses métiers. C'est en même temps que se développent les modes d'activité favorisés par la centralisation, que la concentration urbaine se produit.

L'existence préalable des grandes villes empêche que ce qui s'y fait le mieux s'établisse et prospère ailleurs, comme les paratonnerres localisent la chute de la foudre; et lorsque les modes d'activité dits urbains s'établissent dans les régions où les villes manquent, ils tendent à former des villes. La forte densité ne saurait donc suffire pour expliquer tout ce qu'on trouve dans les grandes villes, et qu'on ne trouve pas dans les villages.

Parmi les caractères de la grande ville il en est deux que chacun se plaît à remarquer : c'est d'abord l'activité fiévreuse, l'agitation bruyante, la vie intense; ensuite, c'est l'esprit urbain, les façons d'être et de sentir du citadin tout opposées à celles du villageois ou du bourgeois de petite ville. L'habitant des grandes cités représente l'homme « moderne », apte à se servir et à profiter de toutes les nouveautés, par opposition au paysan ou au provincial, conformes à des types du passé.

Mais n'est-il pas piquant de constater que cet homme moderne vraiment adapté à la civilisation des grands centres, c'est surtout l'immigré et particulièrement celui qui n'est que depuis peu installé dans la ville ? C'est cet homme-là qui, n'ayant guère d'attaches locales, adopte immédiatement le genre de vie qu'on ne trouve qu'à la ville, qui vit à l'hôtel, au restaurant, dans les caravansérails savamment machinés. C'est lui qui adopte les distractions que la ville seule procure et qui avoue les mœurs qu'elle seule permet. Il se déplace facilement, il change de quartier, il est peu soucieux du « qu'en dira-t-on », il est indépendant.

Le vieux parisien, le vieux bruxellois sont beaucoup moins « modernes », et beaucoup plus « provinciaux ». Leurs sentiments et leurs démarches, leurs goûts mêmes, sont bien davantage influencés par tous ce qui détermine les habitudes dans les petites localités. Vivant la vie de famille, installés dès longtemps dans leur quartier, connus de leurs voisins, les habitudes et les scrupules de la vie régulière agissent sur eux de la même manière qu'ils agissent partout.

Pour les villes dont la grande extension est récente, on a l'habitude d'expliquer la différence entre le citadin moderne et le citadin du vieux modèle, en faisant de celui-ci une sorte de survivance. A Bruxelles, ville naguère petite, on voit dans le vieux bruxellois, habitant de père en fils les plus anciens quartiers, un fossile qui perpétue les mœurs acquises au temps ou Bruxelles était dix fois plus petit que de nos jours. Mais les villes qui sont grandes depuis longtemps sont là pour ôter toute valeur à cette explication. Rome, Naples et Paris, les plus anciennes grandes villes de l'Europe, présentent le même type de vieux bourgeois aux mœurs quasi-provinciales. Les grandes

villes qui n'ont pas grandi considérablement depuis longtemps, sont celles qui ressemblent, quant aux mœurs et à l'esprit, à une addition de petites villes ou de villages. Tel est le caractère que les voyageurs donnent à Pékin. Au contraire, les localités récemment fondées et prospères sont tout de suite des morceaux de grande ville.

L'individualisme dégagé et entreprenant est un fruit de l'accroissement rapide, de la forte immigration. Les petites villes naissantes de l'Amérique ou de l'Australie présentent cet esprit beaucoup plus que les centres stationnaires vingt fois plus considérables des vieux pays.

On fera les mêmes remarques à propos de l'activité fiévreuse et du mouvement extraordinaire des grandes cités modernes. Ce caractère est plutôt lié à une rapide croissance qu'à une forte densité. C'est d'ordinaire au centre des grandes villes que l'animation est à son comble et pour des raisons bien claires. Suffit-il que la population et la quantité des affaires se maintiennent pour que ces caractères persistent ? C'est peu probable. Si les villes sont le résultat d'une réunion ou d'un rapprochement des activités, il n'en est pas moins vrai qu'à la longue elles se décentralisent à leur tour. Au moment où elles se mettent à croître vite, la vie du centre se développe énormément par le commerce, l'industrie, les plaisirs et tout autour de ce noyau, s'étendent des quartiers plus tranquilles.

A la fin du siècle dernier, Bruxelles ayant grandi très rapidement, s'est trouvé constitué par la ville propre, très animée et très complète, entourée d'une vaste couronne de faubourgs, composés de rues bourgeoises sans commerce, sans théâtres, et la plupart sans industrie. Mais ce système urbain se transforme; peu à peu les faubourgs s'aménagent de façon à se suffire à eux-mêmes, un noyau s'y forme qui présente les caractères complets d'une ville. Le centre même se spécialise, les industries qui demandent de l'espace, les affaires peu rémunératrices s'en écartent.

La rapide croissance provoque un surcroît d'activité en partie pour la raison suivante : elle entraîne de longs déplacements. Qu'un nouvel établissement se fonde quelque part, tous ceux

qui y ont affaire quotidiennement se trouvant habiter n'importe où, commencent par fournir ainsi de longs trajets et par encombrer les points de croisement des voies; or le centre de la ville est naturellement le grand carrefour. Peu à peu, les gens se rapprochent du lieu de leurs affaires, ou du moins vont habiter des endroits d'où ils peuvent y parvenir vite et directement. Ajoutons que les entreprises dont le sort n'est pas lié à l'emplacement qu'elles occupent, tendent à se déplacer dès qu'elles ont atteint un certain degré de développement. Combien de gigantesques usines des faubourgs et de la banlieue sont nées d'une petite fabrique située dans le plein de la ville? Ces déménagements quotidiens de nos cités grandissantes sont la source d'un nombre énorme de déplacements provisoires et encombrants.

Sans cesse un triage, une suppression d'allées et venues, une localisation des affaires s'opère, qui contribue à diminuer le mouvement caractéristique des villes; mais ce travail passe inaperçu de l'observateur superficiel, pour peu que l'accroissement général des affaires continue et déborde tout.

Pourvu que les moyens de communication demeurent constants, on pourra dire que le trajet quotidien de chaque individu tend à diminuer. Il est vrai que les moyens de transport se perfectionnent et augmentent; c'est un résultat de la multiplication de ceux qui s'en servent. Et ce progrès technique a pour effet d'augmenter le trajet moyen de chacun, en lui permettant de vivre loin du point où il doit fréquemment se rendre. Sans doute ce phénomène retarde le phénomène d'aménagement des villes dont nous parlons, mais s'il accroît le mouvement urbain par des déplacements simples, il diminue d'autres genres d'animation, tel que la flânerie sur place, en permettant à chacun de passer ses heures de loisir loin du centre. Le rôle des moyens de communication dans la manière d'être des cités est d'ailleurs assez complexe pour mériter une étude que nous n'avons pas à entreprendre ici.

L'extraordinaire mouvement des grandes villes tient donc en partie à un *désordre de croissance*. Si celle-ci cesse, quelque grand que soit le chiffre absolu de la population, un aménagement

spontané s'établit, qui donne aux quartiers une autonomie relative, décongestionne les nœuds de circulation en multipliant les points de concentration (1)

Une grande ville qui ne croît plus deviendra comme une somme de localités qui gardent entre elles plus ou moins de points de contact, mais où les particularités qui passent pour caractéristiques de la vie des petites villes fleurissent sans entrave aucune. S'il y a deux espèces de villes aux différences fortement accusées, ce n'est pas les grandes villes et les petites, ce sont les villes qui augmentent et celles qui n'augmentent pas. Athènes, en ses proportions exiguës, fut une très grande ville tout le temps qu'elle grandit, et une petite ville quand elle eut cessé de croître.

* * *

La thèse qui forme la conclusion de nos analyses ne heurte pas seulement des idées de sens commun comme celles qui ont cours au sujet des villes, elle en rencontre d'autres, plus élaborées et plus philosophiques, sur la civilisation et le progrès en général.

La conviction la plus chère du dix-neuvième siècle a été la croyance à un progrès spontané, universel et nécessaire. On voit poindre cette idée dès la haute antiquité; puis après une longue éclipse, elle se fait jour de nouveau à la Renaissance et prend de la consistance au dix-septième siècle, sous l'inspiration des progrès réalisés dans tous les domaines. Elle est une des sources du travail philosophique d'élaboration, dont est issue l'idée d'évolution progressive universelle. Ce qui corrobore cette affirmation, c'est que l'idée de progrès fut en faveur durant la période la plus progressive de l'histoire de la Grèce ancienne : du 6e au 4e siècle avant J.-C., et qu'elle inspira des penseurs tels que Anaximandre, Xénophane, Démocrite et Platon. (2)

---

(1) Berlin s'offrait il y a 10 ans (en 1904) comme un exemple frappant de ce que nous décrivons ici. Il régnait dans quelques rues et carrefours un encombrement aussi pittoresque que gênant, tandis que de vastes quartiers tout proches et bâtis de la même manière, demeuraient déserts.

(2) C'est chez Platon que l'on trouve une allusion à l'optimisme progressiste d'Hippias d'Elis (note de 1927).

Lorsque l'on croit à un acheminement universel vers le mieux-être, une question se pose, c'est celle de savoir comment cela se fait, et quelle force pousse l'homme en particulier dans la voie du progrès. On y répond sans autre effort d'imagination en reconnaissant un élan naturel et spontané, soit dans l'homme en général, soit dans certaines races d'hommes vers les satisfactions de la vie raffinée et les formes supérieures de l'activité. La civilisation résulterait des dispositions psychologiques préalables, innées dans l'individu. L'homme normal, ou le type complet de l'homme, ce serait l'homme ambitieux, curieux, inquiet, investigateur, conquérant, dominateur, au demeurant généreux et débordant d'expansion. (1)

Si nos analyses sont exactes, elles permettent de chercher les causes du progrès social ailleurs que dans des dispositions psychologiques gratuitement postulées, ou expliquées par des conditions d'ordre biologique antérieures à l'influence de la vie en société.

Il n'y a pas dans l'homme de dispositions permanentes dont la présence entraînerait directement le progrès social et dont l'absence provoquerait la stagnation ou la décadence. L'homme n'est ni proprement progressif ni proprement routinier; encore moins jugera-t-on légitime ou nécessaire de rapporter de tels caractères à des particularités de races.

Tout ce qu'il convient de rattacher à la nature de l'homme pour expliquer la vie sociale se ramène à ceci : l'*homme*, *dans la*

---

(1) Il est vrai que les théoriciens du progrès voient souvent dans celui-ci un fait automatique et nécessaire : chaque génération profitant des conquêtes de toutes ses devancières, monte nécessairement plus haut et enrichit le patrimoine dont elle a hérité. On trouve déjà cette idée chez Pascal où elle est inspirée du progrès des sciences, comme l'est d'ailleurs toute doctrine du progrès. Elle ne saurait évidemment être négligée, mais on la retiendra pour l'explication du *mécanisme* du progrès, non de la cause. Outre qu'elle est impuissante à rendre compte des différences de vitesse dans la marche du progrès, elle contient un postulat gratuit : c'est que le trésor des acquisitions de l'humanité se conserve tout seul ; or, il n'en est rien. Très vite il a fallu que l'homme travaille et s'ingénie pour conserver ce qui lui est transmis, choses ou connaissances, autant et plus que pour faire des conquêtes nouvelles ; à la moindre défaillance son patrimoine se réduit. Que l'on pense seulement au labeur énorme que représente l'éducation d'un homme d'instruction et de moralité moyennes.

recherche de ses avantages, est enclin à préférer les satisfactions immédiates à d'autres lointaines dont un détriment le sépare. Chaque fois donc que l'on verra l'homme réagir contre cette tendance si naturelle, se résoudre à des sacrifices, payer par des détriments prochains des avantages éloignés, nous pourrons affirmer qu'un facteur intervient, qu'il ne faut point chercher dans les spontanéités propres de l'individu, mais ailleurs. Or, comme nous allons le voir, l'augmentation de la population est un facteur de cette sorte, et tout le mécanisme du progrès lié à l'accroissement se ramène à l'intercalation d'efforts et de détriments consentis, entre les désirs et les satisfactions.

Que dans un groupe limité d'individus jouissant en commun d'une quantité déterminée de ressources et d'avantages, il s'introduise une ou plusieurs personnes nouvelles, il en résultera une diminution des avantages de chacun des anciens. C'est l'effet le plus immédiat, celui qui frappe tout d'abord le sens commun, et qui a le plus retenu l'attention des anciens économistes. Il entraîne la nécessité d'efforts nouveaux, d'une augmentation de production, un travail de meilleur aménagement de ce dont on dispose.

Ce surcroît d'efforts, au lieu de ne faire que compenser le détriment primitif, peut au contraire accroître la somme des avantages et des ressources, si bien que du détriment primitif, grâce aux efforts qu'il a provoqués, peut résulter une amélioration générale.

Notre analyse portant sur les familles et les professions montre comment un tel résultat n'est pas seulement possible, mais plus probable que le résultat contraire : nous avons montré que certains avantages acquis deviennent un obstacle à l'acquisition d'avantages plus grands. Ainsi un certain état bourgeois empêche d'entrer dans des professions dont les débutants font figure de petits marchands ou d'ouvriers, mais qui, nonobstant cet inconvénient, mènent mieux que d'autres à la fortune.

Dans l'exemple des familles et des professions, le surcroît d'avantages revient directement à ceux qui ont subi le détriment initial. Mais ce n'est là qu'un cas particulier; bien souvent le détriment peut être supporté par certaines personnes et l'avan-

tage final aller à d'autres. C'est par exemple une cause de prospérité pour un peuple que l'abondance croissante de la main-d'œuvre maintienne pendant un certain temps les bas salaires et permette des entreprises rémunératrices pour les classes privilégiées. De croire que le progrès qui vient de l'augmentation des hommes a pour première et principale forme le bonheur de ceux qui multiplient le plus, c'est là une imagination de romancier et de propagandiste, (1) que l'expérience se plaît à confirmer quelquefois, et trop souvent à démentir. Les conséquences normales de l'accroissement peuvent être figurées par une courbe qui, d'abord descendante, exprime le fléchissement initial des avantages de quelques-uns ou de tous, puis se relevant et dépassant en hauteur le point de départ, représente l'amélioration des conditions soit de quelques-uns encore, et qui ne sont pas nécessairement ceux qui ont souffert d'abord, soit de la communauté tout entière. L'essor social est comme le vol des oiseaux aux pattes atrophiées qui de leur nid se laissent tomber dans le vide pour s'élever aussitôt au plus haut des airs.

Mais ceci n'est encore que la description de l'aspect du phénomène plutôt que ce n'est l'intelligence de ses raisons internes. Essayons d'y entrer plus avant.

Le fait fondamental qui, indéfiniment répété et combiné avec lui-même, constitue le tout de la vie sociale, c'est la constitution de rapports sociaux entre des individus ou des groupes d'individus. Ce fait consiste en une combinaison des avantages dont chacune des deux parties est préalablement pourvue. Il s'établit un rapport social entre deux personnes lorsque l'une d'elles consent en faveur de l'autre à une concession déterminée, à condition d'être payée de retour. Il y a donc un échange d'avantages, une compensation sur laquelle repose toute concession sociale ultérieure. (2) Chacun accomplit certains actes et s'abstient de certains autres par considération de l'existence d'autrui. Toute société dure par le maintien des rapports sociaux établis,

---

(1) Cf. E. Zola. *Fécondité.*

(2) Pour l'exposition de ces principes fondamentaux, voir *Le Rapport Social,* 2e partie, ch. III.

concessions mutuelles sans cesse renouvelées et dispositions à les faire, et par l'institution de rapports sociaux nouveaux.

Si la société se perpétue sans s'accroître, l'arrivée des nouveaux membres n'est l'occasion que d'un très petit nombre de rapports sociaux vraiment nouveaux. Ceux qui arrivent ne sont de vrais nouveaux venus que pendant très peu de temps : ils remplacent ceux qui disparaissent en assumant les mêmes charges, en profitant des mêmes prérogatives. Si la société diminue, la question se pose de savoir quels rapports sociaux ne sont pas renouvelés, quels membres disparus sont remplacés de préférence. En général les situations préférées seront celles qui assurent des avantages immédiats sans risque et sans sacrifice préalable plutôt que les plus utiles ou même les plus brillantes.

Il en ira tout autrement dans les sociétés qui grandissent. Ici l'incessante arrivée des nouveaux est la cause d'une sorte de crise universelle et permanente, qui se dissimule sous la multiplicité de ses aspects, et dont nos analyses n'ont fait que rechercher quelques-uns des résultats. Il faudra bien, cette fois, que de l'arrivée des nouveaux membres résultent des rapports sociaux qui ne continuent pas simplement les anciens et qui introduisent dans les rapports préalablement existants de profondes modifications.

Le travail par lequel une vie s'insère dans une société est un travail de tous les instants, et il est malaisé de distinguer les moments où des résultats positifs sont acquis et ceux où l'on se maintient seulement sur ses positions. Durant l'enfance et l'adolescence, l'effort émane des parents; l'intéressé commence à s'imposer par lui-même au début de sa carrière. Alors la société reçoit de lui une compensation pour les avantages qu'elle lui a ménagés. Le mariage est aussi, surtout pour la femme, un fait décisif de cet « établissement ».

Dans la société croissante, un certain nombre seulement des nouveaux venus peuvent espérer occuper les places anciennes, une partie des autres sera employée à pourvoir aux besoins anciens normalement accrus en occupant des places nouvelles; quant aux derniers, ils essayeront de vivre par surcroît et avi-

seront aux moyens de se faire supporter dans une société où l'on se suffit sans eux.

On sait comment ils y parviennent : les uns adoptent des professions libres dont le contingent nécessaire est au complet; là ou dix suffisent, quinze s'offrent. Les autres proposent des perfectionnements et des commodités nouvelles, dont ceux qui sont appelés à en jouir n'ont pas l'initiative, ou glanent leur subsistance en exploitant des goûts de plaisir ou de luxe qui ne s'éveillent que par l'occasion.

Dans tous les cas, et sous tous les aspects, ce qui se révèle c'est l'effort, non pas l'effort machinal que demande le simple accomplissement d'une tâche définie, mais un effort qui s'ingénie et qui innove.

Les moyens que cet effet met en œuvre, voilà ce qu'il importe de dégager pour connaître le mécanisme du progrès. Nous les caractériserons par trois mots : *concession*, *soumission*, *pression*.

Les concessions sont une nécessité de la vie sociale; vivre en société, c'est toujours en faire à ses associés; mais lorsqu'il s'agit de tirer sa subsistance d'une société naturellement encombrée, les concessions sont plus fréquentes et plus variées, on en propose qui ne sont point demandées, et la période de l'existence durant laquelle il faut en faire beaucoup dure plus longtemps. Le commerçant qui s'établit en concurrence avec un autre qui suffisait à la clientèle, espère détourner une partie de celle-ci en lui offrant des avantages nouveaux, rabais, crédit, qualités différentes, ou espèces nouvelles de denrées. Le jeune homme qui a sa position à faire consentira à travailler longtemps au pair ou pour des appointements insuffisants, et son application sera d'autant plus grande qu'il se sentira moins nécessaire.

Parmi les concessions de toute espèce que le nouveau venu est forcé de faire, les unes seront inventées et offertes par lui, les autres seront dues à l'initiative de ceux qui nouent avec lui des rapports sociaux, tels que l'employeur, le patron ou le client, et qui représentent de ce chef la société tout entière agréant ou non le nouveau venu. Ces dernières concessions se présentent sous la forme de *conditions* que la société impose aux candidats, et auxquelles la nécessité force ceux-ci à se soumettre. Ainsi une

partie des concessions dont nous parlons se présentent aussi sous la forme d'une *soumission* des nouveaux venus à des convenances d'autrui.

Mais cette soumission des nouveaux venus va plus loin. A côté des concessions dont profitent ceux qui traitent directement avec eux, il y a l'ensemble des règles de la société, les conventions et les commodités définies du groupe social près duquel le nouveau fait figure d'aspirant ou de novice. Pour agréer et devenir l'égal des anciens, il faut se soumettre à tout cela, et ne pas se permettre dès le début les licences dont il les voit coutumiers.

Ce que Bacon disait de la nature est vrai de la société: c'est en lui obéissant qu'on parvient à agir sur elle. Quiconque nourrit une ambition commence par se soumettre à toutes les conditions dans lesquelles il a reconnu des moyens, et cette soumission-là est la plus complète et la plus avantageuse aux autres, parce qu'elle est spontanée.

Ceux qui obéissent le plus ponctuellement aux règles d'un groupe, ne sont pas ceux qui y sont installés depuis longtemps, ce sont ceux qui n'en font pas encore tout à fait partie. Les gens les plus minutieusement polis avouent par là que leur distinction n'est pas encore assurée d'être unanimement reconnue; les grands lettrés seuls peuvent se permettre des fautes d'orthographe, et ce n'est qu'aux maîtres écrivains qu'il réussit de sacrifier la syntaxe à l'harmonie ou à l'expression.

Une force jeune et toujours renouvelée restaure sans cesse et bande à nouveau la discipline sociale, les règles de la vie, l'autorité des chefs, l'ordre établi. Le sens commun croit que ce qui conserve tout cela c'est l'habitude et l'intérêt des vieux, quelle erreur! L'habitude n'est pas une force, c'est un résultat, et ce qui reste aux anciens de vues intéressées n'est qu'une moyenne incolore des intérêts de tous. Cette force, elle est chez les stagiaires de la vie, chez ceux qui font le siège de la société, qui n'y sont point encore sûrement installés, et qui, pour réussir, pour agréer, pour monter, acceptent joyeusement et sans même y prendre garde, ses règles, ses conventions, et sa vieille ordonnance.

Ainsi plus nombreux seront les débutants, plus prolongé sera leur effort, moins vite il feront figure d'anciens, ou pour employer un mot trivial mais juste, moins vite ils se sentiront « calés » et plus ils se soumettront aux conditions nécessaires à l'obtention de ce qu'ils n'ont pas. Ce zèle et cette soumission renforceront la trame sociale tout entière et empêcheront les règles de dégénérer, comme dégénère tout ce qui ne vit que par l'impulsion d'une habitude non dirigée.

Les aspirants ne sont pas les seuls à se soumettre ainsi aux règles de la vie sociale par leur effort pour s'intégrer à celle-ci; cette soumission renforcée et spontanée est aussi le fait de tous ceux qui les soutiennent et se solidarisent avec eux, parents, amis, protecteurs. Tel père de famille ne subit une tyrannie bureaucratique que dans l'intérêt de ses enfants, tel autre s'abstient d'agir selon ses opinions politiques pour ne pas nuire à la carrière d'un fils ou d'un gendre, et renforce d'autant des conventions sur lesquelles repose la force du parti au pouvoir. Un autre en sollicitant pour un protégé, sanctionne et augmente le prestige social de celui auquel il s'adresse. L'abondance des familles nombreuses renforce toute espèce d'autorité sociale établie; c'est une des raisons pour lesquelles les conservateurs affectionnent une morale patriarcale, tandis que les réformistes très radicaux sont volontiers malthusiens.

Le respect des conventions établies et des règles sociales fait partie des moyens par lesquels nous réalisons nos ambitions, et la force de l'armature sociale est faite de l'empressement avec lequel nous nous soumettons aux moyens de réaliser nos désirs.

Il y aurait toutefois quelque chose de forcé à s'en tenir à cette représentation schématique du recrutement social, qui fait de la société une sorte de patron posant ses conditions au nouveau venu avant de l'embaucher. Tel n'est même pas le cas de l'immigré, qui a derrière lui son pays d'origine et en faveur de qui des raisons d'humanité militent toujours; à plus forte raison, l'enfant qui grandit au sein de la nation et de la famille sera-t-il dans des conditions moins précaires. L'enfant entre dans la société au moment où il commence d'être. Il a pour lui le vouloir de ceux qui l'ont procréé et qui l'aiment, et le consente-

ment des autres. La naissance de l'enfant déclenche des forces qui agissent immédiatement sur la vie sociale en sa faveur. En résumé le nouveau venu exerce sur la société une *pression* dont on peut d'éterminer le sens et les effets.

La conservation et le développement de l'enfant exigent de ses parents et de ses protecteurs un surcroît d'activité. Une bonne part de celle-ci prend la forme de sollicitations, explicites et brusques ou discrètes et prolongées, qui demeurent rarement sans effet; enfin lorsqu'il débute dans une carrière le jeune homme tout plein de zèle et de bonne volonté, exerce une pression sur les anciens, il les force à se mettre plus ou moins à son unisson, il empêche le laisser-aller et la nonchalance des désabusés de dépasser certaines bornes, au delà desquelles elles seraient trop remarquées.

A toutes choses le débutant, le nouveau venu, imprime une impulsion indéfiniment répercutée; dans les carrières savantes il introduit les connaissances nouvelles et trouble la quiétude des anciens qui, pour garder leur prestige, sont obligés d'appliquer à leur tour les nouveautés, parfois même de les apprendre. Dans les professions industrielles, ce sont les nouveautés techniques dont s'éprend le jeune professionnel; en matière d'institutions et d'administration, il ne recule pas devant les changements radicaux, les réfections, les déplacements.

Que la jeunesse donne à toutes choses une impulsion novatrice, c'est là l'énoncé d'un lieu commun assez répandu pour que l'on soit dispensé de le développer; mais on a moins remarqué que la pression qu'elle exerce sur la vie ne s'en tient pas là, et qu'elle est tout aussi bien *conservatrice*. Nous en faisions la remarque plus haut à propos de la soumission. Les conventions auxquelles les jeunes gens se soumettent, en même temps ils forcent les autres à ne pas trop s'en départir. Ce sont les jeunes gens, peu éloignés encore des années d'éducation, qui ont le vif sentiment de la règle, de l'importance des devoirs, de la gravité des infractions. Le moment où les parents et les maîtres n'ont plus rien à inculquer à ceux qu'ils élèvent marque

le commencement d'une éducation retournée. (1) Ce sont les jeunes gens qui sont alors les zélés dépositaires de cette science, de cette vertu et de cette discipline encore fraîches et pures en eux, ce sont eux qu'une infraction, un oubli, une défaillance étonnent et rendent sévères, et le relâchement naturel à l'âge, le fléchissement des bonnes habitudes sous l'assaut infatigable des sollicitations venues de ce qu'il y a en nous de plus médiocre, en sont retardés chez les vieux. Un moment arrive où la force de la vertu, ce n'est plus tant en nous-mêmes que nous la sentons, que dans l'élan de ceux à qui nous l'avons péniblement inculquée. Cela est vrai aussi de toutes les règles, de toutes les disciplines, de toutes les sciences, de toute la bonne armature qui soutient la société et la fait progresser.

Concession, soumission, pression, ces trois aspects des démarches liées à l'installation dans la vie de ceux qui y arrivent, ne caractérisent pas seulement les moments décisifs des débuts de carrière et des établissements, on les retrouve partout où se manifeste une ambition quelconque qu'il dépend d'autrui de satisfaire, lorsqu'il s'agit de passer d'une condition à une autre plus avantageuse ou de se faire reconnaître des prérogatives encore contestées.

Ce triple caractère tonifie la vie sociale, il assure la rigueur de ses règles et la solidité de ses conventions, il entraîne l'activité et le renouvellement progressifs, il permet l'extension et le perfectionnement indéfinis de l'ordre social par l'exacte coordination des efforts dus à l'obéissance, à la discipline, à l'exactitude. Il est cause de ce que la conduite de chaque individu est dans une plus large mesure inspirée par le souci de l'avantage d'autrui, puisqu'il s'agit d'agréer et de satisfaire; et ainsi la somme de certains avantages sociaux, tels que le bien-être et la richesse, tend à croître. Il rend les individus plus dépendants et plus solidaires les uns des autres, non pas dans le rap-

---

(1) Pour mieux dire, dès que nous avons la charge d'un enfant, nous nous sentons tenus de nous remettre à notre propre éducation, et l'enfant aime beaucoup à nous renvoyer nos propres sermons. Mais cette pédagogie retournée devient bien plus remarquable à partir du moment où notre rôle d'éducateur vient à finir.

port de maître à sujet, mais dans le rapport de un à tous, et il force chacun à plus d'égards pour autrui.

Il consiste toujours en un détriment préalable et consenti, dont résulte enfin un surcroît d'avantages; le détriment est supporté par le sujet dans la concession et la soumission, il est accepté et supporté par l'autre partie dans la pression. Comme les trois aspects s'accompagnent et s'interpénètrent, on peut dire qu'en fin de compte détriments et avantages se répartissent, quoique inégalement, sur une multiplicité de personnes.

Si ce mécanisme est mis en œuvre dans toute société, c'est dans les sociétés croissantes qu'il produit tous ses effets, c'est là que les conditions favorables le déclenchent constamment, soit qu'il s'agisse de l'installation de nouveaux toujours plus nombreux, soit que l'on se trouve devant l'ascension constante de chacun, passant d'une condition à une autre jugée plus enviable.

* * *

Parmi les auteurs qui ont abordé de front l'étude du mécanisme du progrès, ceux qui ont proposé les explications les plus remarquables se sont attachés surtout à la notion de *concurrence*.

Les théories de la concurrence sont devenues populaires, soit sous les formes que leur a données l'économie politique libérale, soit sous celles des doctrines malthusiennes et darwiniennes. Ces dernières les ont généralisées et appliquées au monde biologique tout entier. Tantôt la concurrence est postulée comme un fait premier, une tendance constitutionnelle de la vie, tantôt au contraire, on la fait résulter du déficit dans les moyens de subsistance, dû lui-même à la surabondance des consommateurs. Cette dernière idée, fortement mise en relief dans le darwinisme social, établit comme on voit une relation entre la concurrence et l'accroissement de la population.

C'est aussi ce que nous avons fait dans les considérations qui précèdent, et sans doute nous pouvons faire nôtres un certain nombre des propositions qui expliquent certains aspects du progrès par les effets de la concurrence. En général la concurrence est l'occasion d'un surcroît d'activité, elle entraîne des détri-

ments prochains chez les concurrents, dont résultent des avantages éloignés, un peu pour les concurrents eux-mêmes, et beaucoup pour le reste de la société.

Toutefois la façon dont nous proposons de concevoir le mécanisme du progrès ne saurait être ramenée à une simple théorie de la concurrence.

Remarquons tout d'abord que la relation que le darwinisme courant établit entre accroissement et concurrence est insuffisante. Selon cette doctrine, la concurrence ne viendrait pas proprement de l'accroissement, mais bien de son résultat, la densité trop grande de la population. Ce n'est donc pas le mécanisme intime de l'accroissement que l'on invoque, mais une conséquence que l'accroissement entraîne parfois : l'excès de population et le déficit des subsistances et commodités. Il s'ensuivrait qu'en deçà du point où les ressources commencent à manquer, l'accroissement n'entraînerait pas de progrès. Les pays où tout surabonde, comme certains pays neufs, devraient être les moins progressifs; or, leurs progrès sont le plus souvent surprenants, comme on sait, et paraissent être fonction, non de l'âpreté de la concurrence, mais de la vitesse d'accroissement. Le darwinisme n'a rien qui puisse donner de ce fait une explication satisfaisante. Autre chose est d'apercevoir des résultats patents de l'accroissement, tels que la forte densité, autre chose de considérer les répercussions intimes, constantes, nécessaires que l'accroissement entraîne, plus ou moins, partout où il se produit.

A moins que l'on donne à cette notion une extension arbitraire, (1) la concurrence à elle seule ne saurait suffire à expliquer le progrès, par la raison qu'elle n'est qu'un des aspects sous lesquels se présentent les faits de concession et de pression dont nous avons relevé l'importance.

---

(1) Nous l'avons déja remarqué ailleurs (*Le Rapport Social*, p. 201), on peut tout expliquer en sociologie par n'importe quelle notion suffisamment généralisée, mais à mesure qu'on en étend le sens, les explications perdent de leur valeur et de leur intérêt, en venant se mouler exactement sur le fait ; et à la limite de ce jeu, on obtient des notions qui expliquent aussi bien l'absence du fait que le fait ; expliquer tout de la même manière c'est n'expliquer rien.

Que deux commerçants se disputent la clientèle à coup de rabais, c'est là un des cas de concurrence par concessions; que deux candidats à la même place mettent en œuvre les recommandations de tous leurs protecteurs, on verra dans ce fait un exemple de concurrence par pression; mais la pression que les enfants exercent sur leurs parents, celle que ceux-ci exercent sur la société, à cause de leurs enfants, n'a rien à voir avec la concurrence. La rivalité n'est pas une condition nécessaire de toutes les concessions que nous nous faisons les uns aux autres.

Quant à la *soumission*, elle n'a avec la concurrence que des rapports indirects. Le parvenu qui accepte les conventions mondaines de la société où il aspire à être définitivement reçu n'a pas besoin que des rivaux le talonnent pour se comporter ainsi. La notion de concurrence considérée seule n'ajoute rien à la puissance explicative des notions de concession, de pression et de soumission.

On sait qu'à la notion de concurrence, le siècle dernier a souvent préféré la notion de lutte pour la vie, qui en est une généralisation, et plus d'une fois cette notion a été employée à l'explication du mécanisme du progrès. Le plus souvent, on veut que la lutte pour la vie serve le progrès grâce à la sélection qui s'ensuit, c'est à dire à l'élimination de l'influence des plus faibles et des moins adaptés; mais il y a des auteurs qui font intervenir la lutte pour la vie sans l'intermédiaire de la sélection : E. DURKHEIM, par exemple, l'un de ceux qui ont rattaché le progrès à l'accroissement de la population comme à sa cause. Pour lui, la société progresse grâce au développement de la division du travail; celle-ci s'accroît « lorsque la lutte pour la vie est plus ardente », et ce dernier phénomène est dû à l'accroissement de la société en volume et en densité. (1)

Le progrès de la division du travail ce n'est pas autre chose que cette multiplication des rapports sociaux, que nous avons nous-mêmes invoqués, aussi souscrivons-nous à un grand nombre des propositions de Durkheim sur ce point; au contraire des réserves s'imposent au sujet de la notion de lutte pour la vie.

---

(1) E. DURKHEIM, *La division du travail social*, L II, c II, § III.

Cette notion est extrêmement vague, et pour cette raison, d'un emploi moins avantageux que celle de concurrence. De plus, il semble qu'il n'y ait pas lieu d'admettre sans restriction cette proposition, devenue banale, que l'augmentation de la population rend la lutte pour la vie plus ardente. Elle contient une équivoque : il est vrai que l'augmentation rend l'activité générale plus intense, mais il ne faut pas dire que cette activité soit avant tout une lutte, à moins que l'on ne se complaise dans la métaphore. Pourquoi la lutte pour la vie serait-elle particulièrement âpre dans des pays comme la Californie et la Nouvelle-Zélande, où la place et les ressources abondent, et où une vie plantureuse récompense bientôt l'effort des colons ? A y regarder de près, on ne voit pas qu'il y ait nécessairement une moindre somme de compétition dans une société stationnaire que dans une société qui grandit. Le contraire peut aussi bien se produire : lorsque la population ne change guère, tout le monde prétend aux mêmes places, s'obstine à vivre d'un petit nombre de professions, tire à soi le plus possible des biens et prérogatives anciennement acquis. Au contraire, là ou tout progresse et augmente apparaît une plus grande variété d'initiatives. On ne dédaigne aucun moyen d'acquérir le nécessaire et le superflu ; ce n'est pas parce que une lutte plus âpre s'impose à tous à tout instant, c'est parce que les circonstances favorisent des résolutions et des concessions à des moments décisifs de l'existence, aux jeunes gens notamment.

C'est donc une erreur de prétendre qu'une lutte pour la vie plus intense ou plus ardente est le résultat naturel de l'augmentation numérique, et celui qui explique tous les autres. L'accroissement change la nature des résolutions, entraîne si l'on veut, des luttes d'une autre espèce que celles qui se seraient produites dans un autre cas, et d'une espèce plus féconde. De deux sociétés, l'une croissante, l'autre stationnaire ou déclinante, nous ne dirons pas que dans la première la quantité de lutte est plus grande que dans la seconde. Nous ne le dirons pas d'abord parce que, dans la mesure où cette proposition a un sens, c'est souvent le contraire qui est vrai. Mais elle n'a guère de sens, car qu'est-ce qu'une quantité de lutte, qu'est-ce qu'une

somme de luttes qui réunirait des antagonismes d'espèces différentes ? Prenons deux marchands qui se font concurrence. Le quartier prospère et se développe, ils gagnent tous deux largement leur vie, et pendant vingt ou trente ans, se disputent passionnément la clientèle. Placez-les au contraire dans un quartier qui périclite, leurs affaires sont médiocres, et le moins achalandé des deux disparaît très vite, soit que la faillite le terrasse, soit qu'il se soit rendu compte de l'inutilité de ses efforts. Dans le premier cas, on voit une lutte ardente et prolongée, dans le second, une compétition momentanée et à peine aperçue, et cependant, n'est-ce pas le dernier cas, en réalité, qui présente la lutte véritable ? N'est-ce pas là seulement que la lutte est ce qu'il y a d'essentiel dans le phénomène, tandis que dans le premier cas, l'antagonisme des deux marchands heureux n'est qu'un aspect extérieur de leur activité ? La notion de quantité d'antagonisme ou d'intensité des luttes est donc une notion profondément équivoque qu'il y a lieu de rejeter absolument des explications sociologiques, et l'expression de lutte pour la vie pourra être abandonnée à la biologie ou à la littérature.

Quant aux explications du progrès social basées sur la sélection, elles sont en général trop simples pour être vraies. Sans contester qu'il y ait réellement des faits de sélection relative ou absolue, soit parmi les groupes, soit chez les individus, on peut avancer qu'établir avec précision le rôle de la sélection dans le mécanisme du progrès, constitue un problème secondaire. On ne le résoudra sans doute qu'après avoir retravaillé cette notion trop biologique et après l'avoir démembrée en plusieurs idées à la signification moins flottante.

Du point de vue sociologique, ce qu'il y a de meilleur dans les idées de lutte et de sélection, c'est donc encore l'idée de concurrence. Au reste, sous quelque forme qu'elles se présentent, les explications du progrès social par la concurrence n'ont pas manqué de connaître une dépréciation manifeste et certainement exagérée. La confiance dans les effets infailliblement bons de la libre concurrence, article de foi du vieux libéralisme, a été ébranlée par plus d'une expérience, et les nécessités évidentes de l'intervention des pouvoirs publics en matière éco-

nomique et sociale ont entraîné la vogue des théories qui justifient cette intervention.

Mais ce qui a fait le plus d'impression sur les sociologues et les économistes, c'est le développement et le succès retentissant des organisations qui suppriment la concurrence ou la canalisent, syndicats, cartels, coopératives, etc.

Il est devenu évident que la concurrence est un phénomène beaucoup plus limité qu'on ne l'a cru naguère, que l'évolution normale de la vie économique ne comporte pas son extension indéfinie, que dans bien des cas sa suppression est un progrès incontestable ou un fait irrésistible et que de nombreuses fins sociales sont mieux réalisées par des organismes qui ne la comportent pas.

L'importance historique de la notion de concurrence est liée à la période d'inspiration toute commerciale par laquelle ont passé les études économiques et sociales. Lorsque l'essor industriel et commercial de la deuxième moitié du 18e siècle s'est produit, il a trouvé devant lui les vieilles institutions administratives (1) qui s'étaient développées depuis le moyen âge, et qui lui faisaient obstacle. L'économie politique s'est alors constituée au milieu d'un véritable antagonisme entre production et circulation d'un côté et presque toutes les organisations publiques de l'autre. De là est née la doctrine de la libre concurrence opposée à tout interventionnisme, conçu comme artificiel et arbitraire.

La concurrence en effet est l'aspect *commercial* des mécanismes du progrès. Seule l'activité commerciale et industrielle peut surgir sous la forme de petites entreprises indépendantes les unes des autres et se faisant concurrence, au sens exact et premier du mot. C'est dans le commerce que cette concurrence entraîne, entre certaines limites, des avantages manifestes tels

(1) Les mots administration, administratif, sont pris par nous, comme on sait, dans un sens très général ; ils s'appliquent à toute organisation sociale comportant une hiérarchie régulière. Ainsi les corporations doivent être considérées comme une organisation administrative de certaines branches du commerce et de l'industrie. De même le mot commercial est généralisé conformément à la distinction établie au chapitre III.

que la baisse des prix, les facilités plus grandes dans la livraison, et plus rarement la qualité meilleure des produits.

Mais depuis la période classique de l'inspiration des économistes, le commerce et l'industrie, poursuivant leur développement, se sont acheminés dans la voie des vastes organisations, comme les États l'avaient fait avant eux. Qu'il s'agisse d'ententes organisées entre producteurs primitivement séparés, ou d'administration de très grosses entreprises, l'activité « administrative » est partout dans le monde des affaires, et elle a cessé d'apparaître aux théoriciens comme le contraire du commerce et du travail, ou comme étant de nature essentiellement politique.

La concurrence n'est pas un mécanisme toujours également présent dans toute activité, une quantité constante qui ne changerait que de forme ; l'expérience montre au contraire que si elle apparaît normalement partout où des entreprises indépendantes les unes des autres prennent naissance, elle est pour les intéressés si immédiatement gênante et regrettable qu'une bonne part de leurs efforts est employée à la supprimer. La suppression graduelle de la concurrence, c'est l'aspect le plus frappant du travail de division, d'ordonnance, de subordination des efforts, dans lequel consiste ce que nous appelons l'administration. L'essence même du travail d'administration c'est la création d'organes exclusivement appropriés à leur fonction et y suffisant seuls; c'est l'unification du travail si complète qu'il n'y ait jamais d'efforts proprement concurrents, mais que chacun ait sa tâche propre et exclusive ménagée en vue du résultat final. Le but de l'administration est de coordonner et de subordonner les efforts, et son moyen est de hiérarchiser les individus.

Il y a donc dans l'activité sociale un passage normal de ce que nous pouvons appeler le type commercial au type administratif. Des entreprises indépendantes qui ont le même objet sont susceptibles de s'évincer et conduisent à un antagonisme relatif et préjudiciable de leurs auteurs. Il s'ensuit un travail de composition et d'entente dont peut résulter un organisme unique, aux parties plus ou moins intimement reliées, mais non plus

entièrement indépendantes ni rivales. En tout état de cause, toute entreprise qui dure et grandit, ne peut le faire qu'en s'assimilant le travail d'un nombre croissant d'individus qu'elle soumet à un régime administratif.

Le progrès social est lié à ce passage. Il ne saurait consister dans la transformation complète du commercial en administratif. Nous l'avons vu, toute administration que des sollicitations étrangères ne tiennent pas en haleine, après avoir atteint toute la perfection interne qu'on voudra, tourne à l'automatisme et se détache de son objet au point de tendre au rendement nul. Le progrès social n'est pas non plus à chercher dans une expansion indéfinie et désordonnée de l'initiative individuelle, dans un maintien de la concurrence, dans une proscription systématique de l'élément administratif au delà d'un certain minimum. Vouloir faire de la libre concurrence une constante, c'est s'engager dans une voie aussi arbitraire et impraticable que de vouloir supprimer définitivement toute initiative individuelle et tout travail à rémunération directe.

Le progrès social n'existe que là où un double développement se produit, celui des initiatives individuelles, des rapports sociaux nouveaux, des entreprises indépendantes les plus diverses, liées à des buts prochains et personnels de leurs auteurs, et, greffé là-dessus, rendu nécessaire par le désordre sans cesse menaçant, par les malaises inévitables, par les abus et les antagonismes toujours imminents que tout cela produit, le travail d'aménagement interne, de mise en ordre, de hiérarchisation, de subordination, qui s'opère par l'institution et le fonctionnement des organismes sociaux de toute espèce. Le progrès social est lié à l'afflux perpétuel du « commercial » et à sa croissante transformation en « administratif ».

Or, nous le savons, la cause principale, pour ne pas dire unique, de l'exubérance du commercial, c'est l'augmentation en volume de la société, et c'est dans cet accroissement que la société trouve à la fois, et le besoin du travail administratif, et les moyens d'y pourvoir dans les plus excellentes conditions.

La surabondance constante de ses membres tend à rendre incessamment caduc tout ce qu'elle a institué; l'initiative indi-

viduelle est de soi désordonnée et débordante, et à cause de cela même elle entraîne un besoin d'ordre et de sécurité que l'armature administrative seule assure. L'administration de son côté, n'est qu'une forme de travail parmi d'autres, qui trouve dans la société croissante et les hommes et l'esprit qu'elle requiert.

Dans le débordement des efforts dispersés et des initiatives on retrouve cette pression des arrivants sur la société établie, on la retrouve aussi dans toutes les manifestations du besoin d'ordre et de règles. Et dans l'institution et le fonctionnement de l'administratif, dans l'établissement et le respect des règles et des conventions, dans l'obéissance et la ponctualité, se manifestent ces opérations de concessions et de soumission dont nous avons examiné la nature.

Comment, en effet, la concurrence est-elle supprimée ou comment un organisme administratif s'institue-t-il ? C'est toujours par le moyen d'ententes entre les intéressés, et ces ententes reposent en fin de compte sur des concessions réciproques, sur la soumission de chacun aux conventions adoptées et aux règles instituées. Telle est la source de ce qu'on appelle l'autorité en matière sociale, qui est la force motrice de toute machine administrative. Il y entre bien aussi, cela va sans dire, de la pression, car les concessions et les soumissions sont plus ou moins volontaires, aucun consentement ne va tout à fait sans contrainte, et la pression n'est absente dans aucune espèce d'activité sociale.

L'esprit des sociétés en voie d'accroissement est donc, par une nécessité intérieure, l'esprit de progrès sous la double forme de l'esprit d'initiative et de l'esprit d'ordre.

Mais si tel est le mécanisme et telles les conditions du progrès social, ne faut-il pas reconnaître que ce progrès coïncide exactement avec la naissance même du social ?

La vie sociale repose sur l'établissement et la durée des rapports sociaux, et ceux-ci existent dès qu'une relation de dépendance unit les actes et les sentiments de deux personnes. Si la vie sociale se cristallise jusqu'à n'être plus que le prolongement

indéfini de rapports sociaux institués une fois, si le renouvellement tend à porter plutôt sur les personnes entre lesquelles ces rapports sont fondés que sur les rapports eux-mêmes, c'est une illusion de croire que le social établi dure et se prolonge sans plus : il diminue au contraire et s'éteint graduellement. En effet, ces rapports sociaux, au moment de leur établissement ont eu pour condition un accord qui s'est établi entre les dispositions, les volontés, les connaissances des intéressés, et leurs actes. Une convention entre deux personnes demande de la réflexion, de la délibération, de l'attention fixée sur les raisons d'y consentir. A ce rapport social qui s'établit correspond donc un élément psychologique plus ou moins considérable. Mais lorsque le rapport ne fait que durer, les actes arrivent à suffire sans la pensée; l'habitude, l'automatisme, agissent seuls là où rien auparavant n'eût pu se faire sans de l'attention et de la volonté. Le rapport social qui se prolonge se vide peu à peu de son contenu psychologique, et comme ce contenu est l'élément plastique par excellence, avec lui se perd l'aisance à se renouveler et à s'adapter aux faits. Le social c'est justement un équilibre qui s'établit entre du psychologique et de l'action, c'est de l'action dirigée, un système de conduites concertées. Lorsqu'une institution ne fait que durer elle se vide en quelque sorte de ce qui constitue son essence, de cet équilibre fait d'intention et d'activité, elle est comme une carapace rigide d'où la vie s'échappe sans la déformer.

L'arrivée des individus nouveaux est l'occasion par excellence de la création du social, c'est-à-dire de rapports sociaux nouveaux et divers. Par l'augmentation des rapports sociaux, et par leur organisation, les membres de la société dépendent de plus en plus les uns des autres, organisent et coordonnent de mieux en mieux leurs actes et parviennent ainsi à mettre toujours plus d'accord entre leurs sentiments. Non seulement le social voit naître et croître sa substance, mais il la voit se perpétuer sans s'altérer. Pour que le social vive, il faut qu'il se crée sans cesse; durer, sans plus, c'est mourir lentement.

Nos analyses n'ont fait que montrer quelques-uns des aspects du renforcement du social lié à la croissance des sociétés,

et de l'affaiblissement qui se produit non seulement lorsque le tissu social diminue, mais même dès qu'il ne croît plus.

L'accroissement entraîne un surcroît d'activité directement productrice, un travail plus intensif et plus varié, des établissements nouveaux, des déplacements féconds; il nourrit et renforce l'ordre social, l'autorité hiérarchique le pouvoir d'agir de la collectivité, il varie la condition des individus tout en ménageant des rapports entre eux tous, à quelque niveau qu'ils se trouvent, avec la possibilité pour chacun de progresser dans la hiérarchie. En diminuant enfin l'inégalité foncière entre deux classes, il favorise cet esprit social par lequel chacun s'intéresse à la chose publique, veut agir sur elle et espère contribuer à l'améliorer.

Nous savons que la science est un effort perpétuel pour réaliser l'accord le plus parfait possible entre les esprits, pour créer en quelque sorte les principes universels des conventions. Elle cherche à construire un édifice d'affirmations supérieures aux conventions pratiques toujours susceptibles de venir en conflit. C'est la même chose de dire que la science propose perpétuellement de remplacer les conventions anciennes et incohérentes, par des conventions nouvelles conformes à un plus grand nombre de faits, et fondées sur des raisons de plus en plus universelles. Or, l'accroissement de la société fait naître et grandir cette science, qui n'est que la somme des préliminaires lointains de l'entente des individus et des groupes, par l'accord des esprits.

Les mêmes conditions favorisent l'art, et l'art est ce qui s'efforce de créer des motifs d'entente et des raisons d'agir sur ses semblables qui ne soient entièrement subordonnées ni à l'intérêt ni à la vérité stricte, ni cependant au seul caprice individuel.

La richesse, la puissance, l'ordre, la connaissance du vrai et le respect du beau, cet ensemble confus de caractères que l'on s'accorde à résumer dans l'idée de civilisation et dont le développement constitue le progrès, consiste dans un renforcement de la vie sociale, en richesse et en harmonie intime, effet nécessaire de la croissance des sociétés en volume, en nombre et en densité.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos 5

I

LA VALEUR DU PROGRÈS

PREMIÈRE PARTIE

Le Développement de l'Optimisme progressiste

Chapitre I. L'idée de progrès avant le XVIIIe siècle . 15
II. L'idée de progrès au XVIIIe siècle . . 24
III. Le XIXe siècle 32
IV. La question du progrès 41

DEUXIÈME PARTIE

La Valeur des Progrès Techniques

I. Les progrès techniques et la variabilité des fins 49
II. Le conflit de l'art et de l'industrie progressive 71
III. Les progrès techniques et la guerre . . 94
IV. Conclusions 111

II

POPULATION ET PROGRÈS

Essai sur les conséquences des variations démographiques

Chapitre I. Introduction 125
II. Les familles et le choix des professions . 144
III. L'activité administrative 150
IV. La hiérarchie sociale 172
V. L'activité politique 200
VI. La morale 207
VII. L'activité scientifique 214
VIII. L'activité artistique 226
IX. L'activité religieuse 229
X. Conclusion 233

IMPRIMERIE SAINTE CATHERINE, BRUGES, BELGIQUE.